

Gaston Doin et C<sup>ie</sup>, Éditeurs, 8, Place de l'Odéon, PARIS-6<sup>e</sup>

## ENCYCLOPÉDIE SCIENTIFIQUE

Publiée sous la direction du D<sup>r</sup> TOULOUSE

### BIBLIOTHÈQUE D'ÉCONOMIE POLITIQUE

Directeur : Georges RENARD

Professeur d'Histoire du Travail au Collège de France

Appelé — après le regretté Daniel BELLET — à diriger dans cette Encyclopédie la Bibliothèque d'économie politique, dont la publication a été forcément ralentie par la guerre, nous croyons devoir indiquer en quel sens nous comptons la conduire.

Nous entendons lui conserver les caractères essentiels qu'elle eut dès le début.

D'abord, la composer d'ouvrages qui ne soient pas d'allure rébarbative et réservés aux spécialistes, mais qui soient susceptibles d'être lus avec plaisir et profit par tout le monde.

Ensuite, pour reprendre une formule heureuse de mon prédécesseur, faire en sorte que « sur des points controversés... le lecteur puisse entendre les avis contraires ou divergents, et, se trouvant renseigné doublement, soit mis à même de se faire une opinion propre par la comparaison ».

Aux nouveaux collaborateurs destinés à coudoyer ceux qui ont déjà fourni leur travail ou à remplacer ceux que nous a enlevés la mort ou un surcroît d'occu-

pations, nous demanderons, non seulement une sérieuse compétence scientifique, mais un esprit assez large pour exposer, avant de conclure, le pour et le contre de la question traitée par eux. Droit à la lumière pour toutes les écoles et toutes les idées ! La collection y gagnera en impartialité ce qu'elle y perdra en unité.

Nous avons seulement remanié le plan en vue de le rendre plus systématique et d'y comprendre les sujets qui sont à l'ordre du jour.

Nous l'avons divisé en cinq parties :

- 1<sup>o</sup> Histoire et exposé des doctrines ;
- 2<sup>o</sup> Problèmes généraux ;
- 3<sup>o</sup> Problèmes relatifs à la production agricole et industrielle ;
- 4<sup>o</sup> Problèmes relatifs à la circulation (commerce, transports, crédit) ;
- 5<sup>o</sup> Problèmes relatifs à la répartition et à la consommation.

S'il se révèle des lacunes au cours de l'exécution de ce programme, il sera facile de les combler ; les volumes dont la nécessité se ferait sentir y trouveront aisément leur place.

Nous croyons utile d'insister sur l'intérêt vital que les questions économiques présentent, aujourd'hui plus que jamais. Elles sont au premier plan des préoccupations publiques ; elles contiennent en puissance tout l'avenir de la France nouvelle. Notre but et notre tâche est d'apporter à leur étude une efficace contribution.

Les volumes sont publiés dans le format in-18 jésus cartonné ; ils forment chacun 350 pages environ, avec ou sans figures dans le texte. Chaque ouvrage se vend séparément.

Voir à la fin du volume, la notice sur l'ENCYCLOPÉDIE SCIENTIFIQUE, pour les conditions générales de publication et la liste des volumes parus.



## TABLE DES VOLUMES ET LISTE DES COLLABORATEURS

### A. — Histoire et exposé des Doctrines.

1. L'économie politique et les économistes, par M. SCHELLE, membre de l'Institut, ancien président de la Société de Statistique, vice-président de la Société d'Economie politique.
2. Les physiocrates, par M. G. WEULERSSE, docteur ès lettres.
3. L'économie politique mathématique, par M. ANTONELLI, docteur en droit.
4. Les systèmes socialistes (y compris le solidarisme et l'interventionnisme), par M. Hubert BOURGIN, docteur ès lettres.

### B. — Problèmes généraux.

5. La population. Démographie, par M. Lucien MARCH, chef de la Statistique générale de la France.
6. Emigrations et migrations.
7. La colonisation et les colonies, par M. Pierre AUBRY, agrégé des Facultés de Droit (Economie politique), professeur à la Faculté d'Aix.
8. Guerre et paix internationales, par M. Eug. D'EICHTHAL, membre de l'Institut, vice-président de la Société d'Economie politique.

### C. — Production agricole et industrielle.

9. Les forces motrices.
10. La machine et la main-d'œuvre humaine, par M. Daniel BELLET, secrétaire perpétuel de la Société d'Economie politique, professeur à l'Ecole libre des Sciences politiques et à l'Ecole des Hautes Etudes commerciales.
11. Les monopoles, par M. E. PAYEN.

## Production agricole.

42. Le blé et les céréales, par M. Daniel ZOLLA, professeur à l'Ecole de Grignon et à l'Ecole libre des Sciences politiques.
43. b. Les fibres textiles (coton, lin, chanvre), par M. D. ZOLLA.
44. La production végétale (les autres cultures).
45. La production animale (avec la chasse et la pêche), par M. GARÇON, professeur à la Faculté de Droit de Toulouse.
46. Les différents modes d'exploitation et les différentes classes de travailleurs, par M. Albert DULAC.
47. L'enseignement agricole, par M. Léon BUSSARD, professeur à l'Institut agronomique.

## Production industrielle.

48. L'industrie et les industriels, par M. Yves GUYOT, ancien ministre, ancien président de la Société d'Economie politique, membre honoraire de la « Royal Statistical Society ».
49. L'organisation industrielle. (Fabrique agglomérée et fabrique dispersée. Coopératives de production, Trusts et Cartels, Taylorisme, etc.), par M. LAHY, de l'Ecole des Hautes Etudes.
20. L'enseignement technique (L'école et l'atelier. Rapports de l'industrie et de la science), par M<sup>lle</sup> Marguerite BOURAT, Inspectrice du Travail.
21. L'organisation du marché du travail (Lutte contre le chômage. Placement, bourses de travail. Travaux publics de réserve), par MM. Max LAZARD et FUSS.
- 22 et 22 bis. Les industries-mères (mines, métallurgie, produits chimiques), par M. Hubert BOURGIN, docteur ès lettres.
23. Les industries du bâtiment et de l'aménagement des maisons (meubles, céramique, verrerie).
24. Les industries de la toilette.
25. Les industries d'ordre intellectuel.
26. Les industries de luxe.
27. La législation nationale et internationale du travail, par M<sup>lle</sup> DUCHÈNE.
28. Les conflits du capital et du travail, par M. Roger PICARD, docteur en droit (grèves, lock-out, arbitrage).

29. Syndicats trade-unions et corporations, par M. G. RENARD, professeur au Collège de France.

D. — Circulation.

30. La valeur et le mouvement des prix.  
31. La monnaie, le change, l'arbitrage, par M. et A. MELIOR.  
32. Le commerce et les commerçants, par M. Yves GUYOT.  
33. L'organisation commerciale. (Chambres et tribunaux, livres, registres, bourses de commerce...)  
34. Les transports par terre, par canaux et rivières, par M. H. HAUSER, professeur à la Sorbonne.  
35. Les transports par mer (marine marchande, constructions navales, aménagement des ports...)  
36. Les transports aériens.  
37. Postes, télégraphes, téléphones.  
38. Le crédit (banques, bourses de valeurs, les grandes places financières, les crises), par M. PHILOUZE, ex-directeur de l'Europe nouvelle.  
39. Le commerce intérieur. (Exposition, foires, marchés, grands magasins, magasins municipaux.)  
39 bis. Les Coopératives, par M. DAUDÉ-BANCEL.  
40. La question des octrois, par M. SURET, professeur à la Faculté de droit de Strasbourg.  
41. Le commerce extérieur. (Libre-échange et protectionnisme. Traités, douanes, méthodes et débouchés du grand commerce.)  
42. L'enseignement commercial. (Commis de magasins, Commis-voyageurs, Instituts français à l'étranger), par M. Maurice FACY, sous-chef de bureau au Ministère du Commerce.

E

43. La consommation, le bien-être et le luxe, par M. A. PINARD.  
44. L'épargne, capitaux et capitalistes.  
45. Salaires et salariat, par M. E. LEVASSEUR, membre de l'Institut, administrateur du Collège de France, professeur au Conservatoire des Arts et Métiers et à l'Ecole libre des sciences politiques.  
46. Propriété collective et propriété individuelle, par M. A. BERTHOD, docteur ès lettres et docteur en droit.

47. Industrie hôtelière (Villes d'eaux, plages, tourisme).
48. La vie chère (Efforts pour régulariser les prix, coopératives, ligues de consommateurs, restrictions, taxations, réquisitions, etc...), par M. Georges RENARD, professeur au Collège de France.
49. Les finances publiques. (Emprunts, impôts, le budget.)
50. et 51. Institutions d'assurance et de prévoyance sociales, par M. Edouard FUSTIER, professeur au Collège de France.

**ENCYCLOPÉDIE SCIENTIFIQUE**

PUBLIÉE SOUS LA DIRECTION DU **Dr TOULOUSE**

Secrétaire général : **H. PIÉRON**

---

**BIBLIOTHÈQUE D'ÉCONOMIE POLITIQUE**

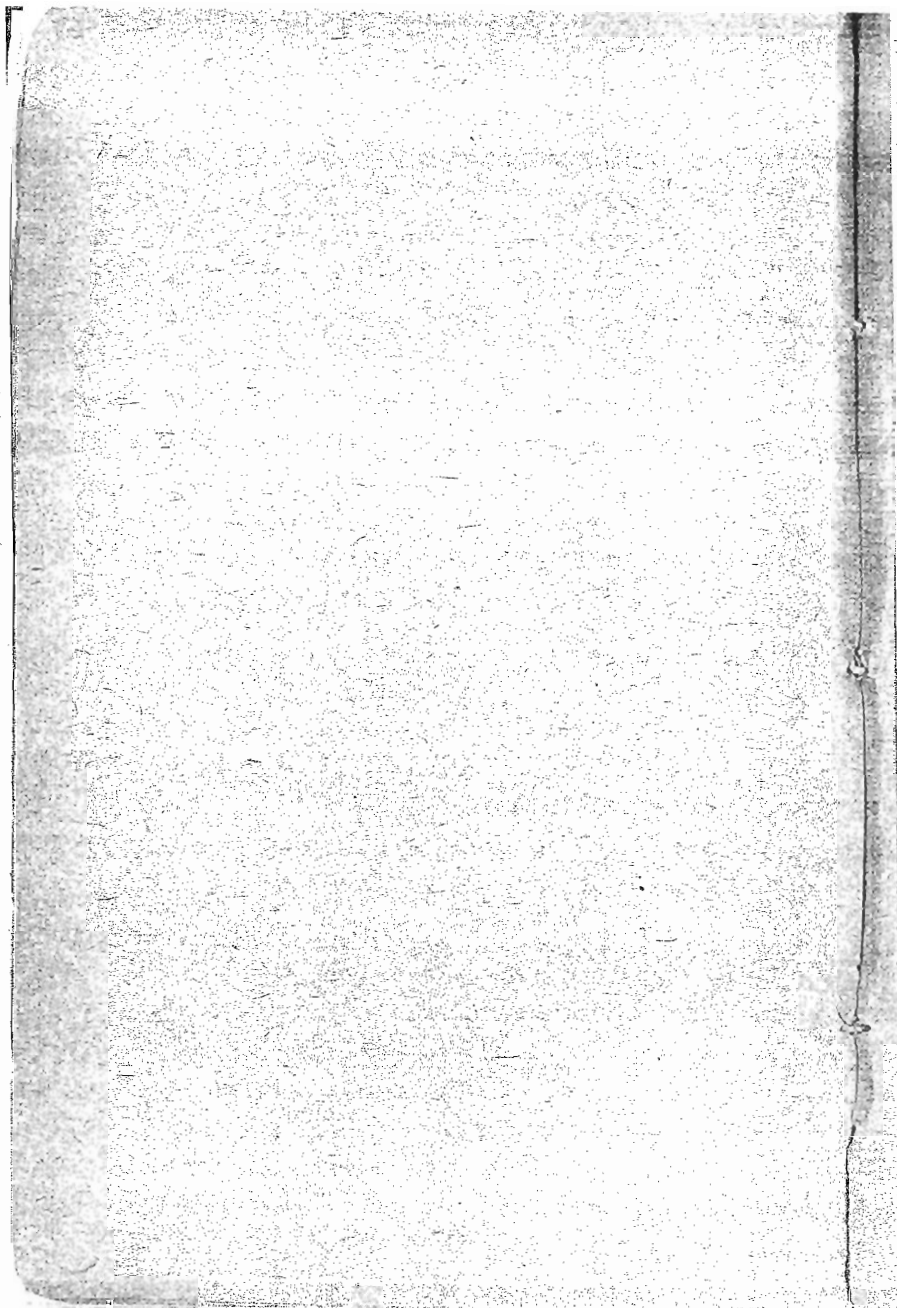
Directeur : **Georges RENARD**

Professeur au Collège de France

---

**LES PHYSIOCRATES**





LES  
PHYSIOCRATES

PAR

G. WEULERSSE

Agrégé de l'Université  
Docteur ès lettres

---

PARIS

G. DOIN & C<sup>ie</sup>, ÉDITEURS  
8, PLACE DE L'ODÉON, 8

—  
1931

---

Tous droits réservés  
Copyright by Gaston Doin & C<sup>e</sup>, 1930

---

## AVANT-PROPOS

---

Aujourd'hui qu'un intérêt général s'attache à l'histoire des sciences, il semble que, pour chacune de ces grandes créations de l'esprit humain, la période des origines soit particulièrement digne de retenir l'attention : car c'est peut-être dans l'âge de leur formation que les disciplines nouvelles laissent apparaître avec le plus de simplicité la nature des principes sur lesquels elles se fondent et de l'esprit qui, pour longtemps au moins, les animera. L'histoire des Physiocrates est celle des commencements de l'Economie politique moderne.

Pour conserver à une telle étude le caractère qui lui convenait, nous nous sommes défendus de tout dogmatisme : nous avons cherché à connaître ces hommes et leurs œuvres ; nous n'avons pas essayé de porter sur eux un jugement définitif au nom de telle ou telle des doctrines entre lesquelles se partagent leurs successeurs. Nous n'avons point caché ni les faiblesses internes que pouvait renfermer leur système, ni les oppositions de tout ordre que de leur temps même il a soulevées. Nous avons tâché d'indiquer comment le milieu où il est né avait influé sur sa constitution, et quelle influence à son tour, à peine constitué, il avait immédiatement exercée

sur la société contemporaine. C'est pour cette raison, jointe à des nécessités d'ordre matériel, que nous n'avons point poussé l'histoire de ces novateurs au delà de la date de 1770, où leur système a atteint son plein épanouissement sans rien perdre encore de sa pureté, et passé laquelle leur groupe a cessé de former un parti organisé et actif. Ce sont les limites mêmes que nous nous étions assignées dans l'ouvrage plus développé où nous avons tenté d'approfondir cette histoire (1), et auquel d'avance nous renvoyons le lecteur désireux d'en démêler le détail.

Mais il suffira de feuilleter ce volume plus modeste pour se convaincre que les observations et les raisonnements des Physiocrates, outre la valeur historique et doctrinale qu'ils ont gardée comme première base d'une science appelée à de si vastes destinées, ne sont pas non plus sans offrir à l'heure présente un réel intérêt d'actualité. La France, par exemple, qui a vu naître leur système, n'est-elle pas restée, réalisant au moins en partie leur vœu, un pays agricole autant qu'industriel ? N'y prêche-t-on pas, comme ils le firent à leur époque, le *retour à la terre* ? Et ce type d'économie nationale qu'ils avaient entrevu, où l'industrie doit venir naturellement compléter la richesse des grands Etats agricoles, plutôt que de rester l'universel monopole de quelques puissances qui s'y consacraient presque exclusivement, n'est-il pas un de ceux qui, au lendemain de la grande crise mondiale du début du *xx<sup>e</sup>* siècle, tendent à prévaloir ?

1. *Le Mouvement Physiocratique en France de 1756 à 1770*, 2 vol. in-8° de 617 et 768 pages. Paris, Félix Alcan, 1910.



## INTRODUCTION

### LES PRÉCURSEURS.

Veut-on rechercher rapidement quels furent les précurseurs réels des Physiocrates, il n'est guère utile de remonter au-delà des toutes dernières années du XVII<sup>e</sup> siècle : un coup d'œil jeté sur l'histoire antérieure permettrait seulement de prévoir que le futur système se constituera en invoquant la tradition agricole de SULLY et en se prononçant contre la politique plus favorable à l'industrie de COLBERT. Mais entre 1695 et 1715 paraissent plusieurs ouvrages considérables dont les Economistes se plairont à célébrer les auteurs : notamment — sans parler du *Télémaque* de FÉNELON — le *Détail de la France* de BOISGUILLEBERT, et la *Dîme royale* de VAUBAN, où l'apparition de tendances physiocratiques, déterminée par le double spectacle de la détresse financière et de la dépréciation foncière sévissant dans le royaume, est indéniable.

Après la révolution du *Système* de LAW (1716-1720), dont on ne peut dire si elle favorisa momentanément le développement de quelques-unes des idées nouvelles, ou si elle en retarda pour l'avenir le plein succès, s'étend une assez longue période d'atonie (1721-1733), où l'on ne voit paraître aucune œuvre économique importante. Mais bientôt un réveil se produit : en 1734 MELON publie son *Essai politique sur le Commerce*, que l'opinion accueille chaudement, et dont un Economiste pourra dire que c'était le premier livre français

« où le commerce était considéré comme une science ». Au même moment, le marquis d'ARGENSON compose divers écrits, dont les copies circulent discrètement, et dont l'inspiration parfois fait pressentir celle de la prochaine Ecole. En 1745 le fermier-général Claude DUPIN donne ses *Economiques* qui, bien que supprimées par l'autorité, se répandent sous main, et où il formule touchant le commerce des grains des maximes alors originales. On peut dire que déjà tend à s'ébaucher une doctrine nouvelle, au progrès de laquelle contribue l'influence exercée par la littérature anglaise et par l'exemple même de l'économie britannique, et qui, au milieu de beaucoup d'incertitudes et de contradictions, annonce, de très loin encore, l'avènement de la Physiocratie.

En 1748, le triomphe de l'*Esprit des Lois* inaugure enfin le mouvement qui, en une dizaine d'années, aboutira à la création de la première école d'Economistes. « L'époque de l'ébranlement général qui a déterminé les esprits à s'appliquer à l'étude de l'économie politique, déclarera solennellement DUPONT DE NEMOURS, remonte jusqu'à M. de MONTESQUIEU. Ce furent les éclairs de son génie qui montrèrent à notre nation encore frivole que l'étude de l'intérêt des hommes en société pouvait être préférable aux recherches d'une métaphysique abstraite, et même plus constamment agréable que la lecture des petits romans ». En 1750 paraît la première œuvre intéressante du marquis de MIRABEAU, le futur apôtre de la Physiocratie, le *Mémoire sur l'utilité des Etats provinciaux*; en 1751 se fonde, avec la « protection particulière » de MALESHERBES, récemment appelé à la direction de la Librairie, le

*Journal Economique*, et cette même année, peu après que Daniel TRUDAINE a été nommé Directeur du Commerce, c'est Vincent DE GOURNAY qui entre comme Intendant dans cette même administration. Celui-ci ne fut pas seulement le premier à soutenir dans le Conseil les principes de la liberté du commerce intérieur et des arts et métiers; il encourage DANGEUL à publier ses *Avantages et désavantages de la France et de l'Angleterre*, dont la publication en 1754 est saluée avec enthousiasme; il invite FORBONNAIS à traduire en les abrégeant, comme il faisait lui-même, plusieurs ouvrages anglais; il fait lire l'*Essai sur le Commerce* du banquier irlandais CANTILLON, ouvrage très original et (bien que rédigé en français) encore presque ignoré en France, auquel on a voulu parfois attribuer l'honneur d'avoir fondé l'économie politique et où QUESNAY reconnaîtra en effet des « vérités fondamentales »; il inspire plus ou moins directement l'*Essai sur la police des grains* de HERBERT, qui longtemps fera autorité; il collabore presque aux *Considérations sur le Commerce* de CLICQUOT-BLERVACHE; il provoque enfin, par cette « heureuse fermentation », l'éclosion d'une riche littérature économique où les intérêts de l'agriculture occupent la plus large place. Dès 1750 le premier volume du *Traité sur la culture des terres* de DUHAMEL DU MONCEAU avait marqué la naissance dans le royaume d'une agronomie nouvelle, fille de l'agronomie britannique. Au gouvernement même, MACHAULT D'ARNOUVILLE, contrôleur-général de 1745 à 1754, et MOREAU DE SÉCHELLES qui lui succède, sont tous les deux partisans d'une certaine liberté du commerce des grains: témoin l'Arrêt de septembre

1754 qui autorise une exportation partielle des blés.

Cependant, dans ce mouvement qu'on peut appeler *pré-physiocratique*, combien d'éléments d'opposition ! Sans parler de la survivance de maints préjugés mercantilistes, le « populationnisme » est alors une doctrine très vivante, que dès leurs débuts les Physiocrates devront énergiquement combattre. Ni FORBONNAIS, ni d'ARGENSON, n'acceptent sans réserves le principe du « bon prix » des grains, qui sera celui des disciples de QUESNAY. Ni GOURNAY ni ses élèves ne réclament la liberté indéfinie du commerce extérieur. MONTESQUIEU s'intéresse beaucoup plus à la liberté politique qu'à la liberté économique ; et voulant « bâtir des gouvernements sur des affections morales, il a entièrement ignoré que les lois fondamentales de l'ordre social fussent des lois physiques tirées de la nature et des besoins de l'homme ». Dans la littérature anglaise elle-même, des tendances « réglementaires », populationnistes ou « industrialistes », luttèrent contre les tendances libérales et agricoles. Au nom des principes de liberté et de propriété LOCKE revendiquait pour les sujets le droit, que les Physiocrates n'admettront pas, de consentir l'impôt ; et pour HUME, la quantité de travail, et non la somme du revenu territorial, restait la meilleure mesure de la prospérité d'un Etat.

Ainsi l'heure de la nouvelle Ecole pouvait sonner : c'est en profitant de la longue préparation accomplie par ses précurseurs, mais aussi en s'opposant à de nombreux et puissants adversaires, qu'elle allait dès le début conquérir sa forte individualité.

# LES PHYSIOCRATES

---

## CHAPITRE PREMIER

### L'ÉCOLE ET LE PARTI

#### I

#### LES DÉBUTS DE L'ÉCOLE.

Né à Méré, près de Montfort-l'Amaury, en 1694, François QUESNAY appartenait à une famille de cultivateurs relativement aisés, propriétaires de leur petit domaine : la *Maison Rustique*, œuvre naïve et charmante du xvi<sup>e</sup> siècle, composée par le gendre d'Henri ESTIENNE, fut sa première et d'ailleurs tardive lecture. C'est dans ce livre sans doute, et dans le milieu familial où s'écoulèrent ses premières années, qu'il puisa le goût des choses de la campagne qu'il devait conserver toute sa vie : plus tard, à la Cour, il sera « bien plus occupé de la meilleure manière de cultiver que de tout ce qui s'y passait ». Trois ans après son anoblissement, il achètera en Nivernais une grande terre comprenant plusieurs seigneuries : il y installera son fils, pour lequel il aura refusé une place de fermier-général ; et il y retiendra



un de ses petits fils, qu'il voudra sauver, lui aussi, de l'« infection de la capitale ».

Mais comment s'expliquer cette destinée aussi brillante qu'inattendue ? C'est que, très vite, le jeune campagnard presque illettré était devenu, d'abord un intelligent autodidacte, puis un véritable intellectuel. Placé à Paris comme apprenti graveur, il se met à étudier la médecine, et à 24 ans se fait recevoir maître-chirurgien. En même temps il s'intéresse à la métaphysique et lit MALEBRANCHE avec avidité. Déjà il ébauche quelques théories de philosophie physiologique où apparaissent certains traits de sa future doctrine sociale : « La fièvre est le moyen qu'emploie la nature pour guérir les maladies, la nature est l'hygiène universelle... » ; et son *Essai physique sur l'Economie animale*, paru en 1747, contient l'esquisse d'une théorie du Droit Naturel. Grâce aux ducs de NOAILLES et DE VILLEROI, il entre dans la faveur de Mme de POMPADOUR, et en 1755 devient titulaire de la charge de premier médecin ordinaire du Roi ; il y avait déjà six ans qu'il résidait au château de Versailles. Son esprit cependant restait préoccupé des questions agricoles : quand en 1756-1757 il collabore à l'*Encyclopédie*, s'il écrit un article de psychologie et de logique sur l'*Evidence*, il en donne deux sur des questions d'agronomie et d'économie rurale : *Fermiers* et *Grains*. C'est par cette voie qu'il aborde les problèmes généraux de l'économie politique : car c'est aussitôt après qu'il rédige les articles *Hommes*, *Impôts* et *Intérêt de l'argent*, qui d'ailleurs resteront inédits.

Les deux mêmes qui parurent ne firent pas grand bruit, et le Docteur n'eut tout d'abord que

quelques disciples obscurs : un certain LEROY, lieutenant des chasses du parc de Versailles, auteur de quelques articles d'économie rustique qui voisinent avec ceux de QUESNAY ; M. DE BUTRÉ, un gentilhomme mi poitevin, mi tourangeau, entré aux Gardes du Corps, qui continuait de pratiquer l'arboriculture, et qui allait devenir l'« arithmétique » de l'Ecole ; enfin l'agronome PATULLO, dont l'*Essai sur l'amélioration des terres* allait paraître en 1758. Un ouvrage économique avait, par contre, en 1757, remporté un véritable triomphe : c'était l'*Ami des Hommes* du marquis de MIRABEAU. Mais l'auteur apparaissait comme un féodal attardé, protestant contre les mésalliances des nobles et les anoblissements de roturiers, et n'osant s'attaquer aux privilèges fiscaux ; c'était en même temps un disciple de CANTILLON, un populationniste convaincu, faisant dériver les richesses du travail de l'homme, et non de la terre, n'envisageant « pour décorer son édifice politique » que mariages féconds et lois somptuaires. Bref, à cette heure-là encore, le marquis n'était « pas plus économiste que son chat ». Pourtant c'était un apologiste éloquent de l'agriculture ; il possédait de nombreuses terres, au Bignon près de Nemours, surtout en Limousin, en Périgord, en Poitou ; même il avait acheté en Gascogne tout un duché : se souvenant peut-être que son père avait perdu 200.000 livres dans le Système de Law, il tenait les financiers en horreur et s'efforçait de trouver dans de vastes entreprises agricoles un meilleur placement de sa fortune. « L'enfant a tété de mauvais lait, écrivit QUESNAY en marge du livre ; mais la force de son tempérament le redresse souvent dans les résultats ».

Dès juillet 1757 eut lieu entre le vieux Docteur et l'écrivain en vogue l'entrevue décisive, dont ce dernier nous a laissé le piquant récit : « Mon critique me dit tout net que j'avais mis la charrue avant les bœufs. Il me pria de faire aux hommes le même honneur qu'on fait à des moutons, puisque qui veut augmenter son troupeau commence par augmenter ses pâturages. Je lui répondis que le mouton était cause seconde de l'abondance, au lieu que l'homme était cause première dans la création des fruits. Il se mit à rire et me pria de lui dire si l'homme, arrivant sur la terre, apportait du pain dans sa poche pour vivre jusqu'au temps où la terre préparée, semée, couverte de moissons mûres, coupées, battues, etc... pût le nourrir. J'étais pris... » Le fougueux marquis, dont la pensée était quelque peu flottante, s'avouait facilement vaincu par la pénétrante ironie socratique de son adversaire, que renforçaient la gravité de l'âge, la noblesse du caractère et un grand air de sereine impartialité ; c'était pour la nouvelle doctrine une magnifique recrue. Les circonstances ne permirent pas au fondateur de la future Physiocratie d'entretenir avec cet autre « chef d'Ecole », GOURNAY, des relations suivies : l'intendant du commerce, bien que de 48 ans plus jeune, mourut dès 1759 ; mais un de ses intimes disciples, TURGOR (et sans doute il ne fut pas le seul) fréquenta de bonne heure l'Entresol de QUESNAY.

Or, vers la fin de 1758, la situation économique et financière du royaume était particulièrement critique : la ruine de notre commerce, entraînant la stagnation de notre industrie, alors que notre agriculture déjà dépérissait, menaçait de tarir

les dernières sources de la richesse nationale, au moment même où l'Etat, surchargé par les dépenses de la désastreuse guerre de Sept ans, son crédit presque épuisé, éprouvait les plus pressants besoins. QUESNAY n'ignorait pas la gravité de la crise : « Les grands coups, écrivait-il, doivent porter sur la ruine des revenus et de la puissance du souverain. On commence aujourd'hui à sentir cette ruine : aussi est-elle à un terrible degré ». L'instant lui parut favorable pour présenter les principes d'un système qui devait restaurer les forces du royaume : il révéla donc son *Tableau Economique*, auquel il travaillait depuis un an. C'est la représentation schématique, en forme de zig-zag accompagné de chiffres théoriques, de la circulation des richesses dans une société où l'on suppose : 1<sup>o</sup> que les avances annuelles de la culture produisent 100 % de revenu net ; 2<sup>o</sup> que des trois classes — propriétaire, cultivatrice, et industrielle — la première et la troisième reversent respectivement au moins la moitié de leurs revenus à la seconde. Alors, en admettant même que l'industrie ne procure par elle-même aucun produit net, celui que donne l'agriculture se trouvera perpétuellement reconstitué, et à un taux si élevé que les revenus de l'Etat, qui en prendra sa part, seront à jamais assurés. Il ne s'agit nullement ici d'une application des mathématiques à l'économie politique, mais d'un calcul élémentaire, et d'une simple figure « pour rendre aux yeux des idées fort entrelacées » : la conclusion qui s'en dégage — ainsi que des remarques explicatives qui l'encadrent — c'est qu'il faut, pour rétablir les finances du royaume, à la fois accroître les rendements de l'agriculture

et élargir le débouché de ses produits. L'opuscule fut imprimé à Versailles : sous prétexte d'amuser le Roi, QUESNAY avait fait installer dans les petits appartements du Château une imprimerie de luxe qu'il dirigeait ; ce fut Louis XV lui-même qui composa la moitié de cette « copie » difficile ; elle ne lui avait suggéré que cette réflexion, bien digne de cet esprit plus paresseux encore et désabusé que clairvoyant : « C'est dommage que le Docteur ne soit pas du métier ; il en sait plus long qu'eux tous ». Il est possible que M<sup>me</sup> de POMPADOUR se soit intéressée davantage à ce livret ; en tout cas la distribution de cette belle édition in-4°, faite sous le manteau à un petit nombre de privilégiés, ne put manquer de piquer la curiosité et d'exercer une certaine influence.

En 1759, sous l'administration du contrôleur-général SILHOUE, la crise financière va s'aggravant : le ministre, qui n'a même plus le choix des expédients, en est réduit à faire porter la vaisselle royale à la Monnaie ; et le Parlement ne sait recommander que le vain palliatif d'insuffisantes économies : « Nos remontrants, écrit le Docteur, sont des citadins bien peu instruits sur les matières dont ils parlent : ...il faudra avoir recours aux lumières de la Médecine ». QUESNAY redouble d'ardeur dans sa propagande personnelle auprès des gens de la Cour : « Son génie vaste, opiniâtre et toujours agissant, travaille sans cesse, amène un monde de citoyens, et adapte à ces sortes de vues les talents même des fols. Il tient souvent en bas aux plus notables de ces propos sommaires et accablants, plus accablants encore et plus secs que ce qui se dit dans son entresol. » Mais il juge aussi le moment venu de s'adresser au public :



à la fin du 1759, par les soins de MIRABEAU, qui a travaillé cette fois sous l'étroite direction du maître, l'*Explication du Tableau Economique*, désormais placé sous le patronage de la grande mémoire de SULLY, paraît dans la sixième partie de l'*Ami des Hommes*. L'opinion eut beau être déconcertée par la complication et l'obscurité de cette exégèse, l'infatigable QUESNAY n'en stimulait que plus vivement la fécondité du marquis, qui déjà rédigeait avec une étonnante rapidité sa *Théorie de l'impôt* : avec quel soin jaloux le Docteur n'en surveillait-il pas la rédaction et l'impression ! Cette fois le succès fut très vif (1760) : la hardiesse même du ton qu'y prenait l'auteur fit que tout le monde voulut lire l'ouvrage ; mais les fermiers-généraux, attaqués avec une violence que les légères retouches de QUESNAY n'avaient pas toujours suffisamment atténuée, réclament l'arrestation d'un auteur qui risque de « culbuter le royaume » : le Roi, qui a tant besoin d'eux, se montre fort en colère, et malgré le plaidoyer du Docteur auprès de la favorite, MIRABEAU, au lieu du ministère qu'il espérait, n'obtient qu'une cellule à Vincennes. Emprisonnement bénin, il est vrai, qui dura huit jours, suivi d'un exil au Bignon qui ne devait pas dépasser trois mois ; juste ce qu'il fallait de persécution pour valoir à l'auteur un surcroît de sympathie dont la nouvelle doctrine bénéficia.

Restait à gagner l'Administration. GOURNAY, en qui les novateurs pouvaient voir un allié bien plutôt qu'un rival, était mort trop tôt ; du moins avait-il eu le temps d'assurer la fondation en Bretagne d'une *Société d'agriculture, du commerce et des arts* qui allait mettre la régénération agri-

cole au premier rang de ses préoccupations ; et l'un de ses plus directs collaborateurs, TRUDAIN DE MONTIGNY, fils et adjoint du Directeur de Commerce, inclinait vers les théories nouvelles. Quant au ministère des finances, si le court passage de SILHOUETTE avait déçu bien des espérances, l'arrivée au pouvoir de son successeur BERTIN (octobre 1759) semblait annoncer que l'agriculture allait être enfin « comptée pour quelque chose ».

Les années 1761 et 1762 marquent sans doute un temps d'arrêt dans le développement de la littérature économique ; le gouvernement avait montré qu'il lui déplaisait de voir trop librement traiter ces questions, et le public s'intéressait davantage à l'affaire des Jésuites, ou à l'apparition de l'*Emile* et du *Contrat social*. Mais le petit groupe des novateurs sentait quand même grandir son crédit. QUESNAY jouit auprès de M<sup>me</sup> DE POMPADOUR d'une faveur telle que VOLTAIRE conseille instamment à la veuve de CALAS de recourir à son entremise ; le Docteur discute avec BERTIN en personne, qui consent à lui soumettre des objections et accepte, semble-t-il, ses réfutations ; MIRABEAU est consulté par l'intendant de Champagne sur des points d'économie rurale ; et c'est le moment où TURGOT est nommé intendant du Limousin (1761). L'administration centrale cède enfin au mouvement d'opinion dont l'Ecole naissante est pour une large part l'expression : la Déclaration du 25 mai 1763 sur la liberté du commerce des grains représente pour elle une première victoire. A cette date aussi l'ardeur des discussions économiques, surtout financières, se rallume : le gouvernement laissait répandre telle

brochure sur l'impôt unique qui concluait, comme la *Théorie de l'impôt*, à la suppression des fermiers généraux ; et l'*Eloge de Sully*, de THOMAS, couronné par l'Académie française et accueilli par d'unanimes applaudissements, contenait un résumé de la nouvelle doctrine. Le marquis profite de cette heure propice pour lancer l'ouvrage magistral auquel depuis deux ans, en collaboration intime avec le Docteur, il n'avait cessé de travailler : cette *Philosophie rurale* qui, par l'ampleur des considérations, jointe à la rigueur des raisonnements, allait devenir le « Pentateuque » de la future « secte ». Si BUTRÉ retourne cultiver ses jardins en Touraine, de nouveaux disciples, et plus brillants, se révèlent : au premier rang, le jeune DUPONT, né à Paris, mais dont la famille, habitant Nemours, se trouvait en relations de voisinage avec le propriétaire du Bignon. La double initiation qu'il reçoit par les soins du marquis et du Docteur eut tôt fait de conquérir cette intelligence vive et ce caractère décidé ; et tout de suite, grâce à la protection de ses maîtres, le novice à peine instruit devient le secrétaire de l'intendant de Soissons. Celui de la *Société d'agriculture de Bretagne*, ABEILLE, dans sa *Lettre d'un négociant sur le commerce des blés*, se rallie ouvertement aux nouveaux principes. Les rois de la littérature eux-mêmes s'intéressent au progrès agricole et à ses champions. S'il n'approuve guère la *Théorie de l'impôt*, VOLTAIRE écrit son *Epître sur l'Agriculture* (1761), renvoie les nobles sur leurs terres :

C'est la Cour qu'on doit fuir, c'est aux champs qu'il faut  
[vivre ;

célèbre les défrichements :

La nature t'appelle, apprends à l'observer :  
La France a des déserts, ose les cultiver ;

et déclare enfin

... que le cultivateur  
Des ressorts de Bellone est le premier moteur.

Et J.-J. ROUSSEAU, pour une fois en veine de compliments, élève MIRABEAU au rang des FÉNELON et des MONTESQUIEU !

## - II -

### L'ÉVOLUTION DU PARTI.

En 1764, la paix signée, la crise financière un peu moins aiguë, mais toujours redoutable, les circonstances étaient peut-être moins favorables au succès brusque de réformes quasi-révolutionnaires ; elles l'étaient certainement davantage à la diffusion et à l'application progressives de principes d'administration nouveaux ; d'autant que la propagande encyclopédiste, frappée par la longue suspension du Dictionnaire, et même les coups d'éclat du Philosophe de Genève, n'accaparaient plus l'attention générale. Aussi QUESNAY multipliait ses réunions, où des personnes appartenant aux milieux les plus divers, se rencontrant en petit comité, pouvaient en toute confiance tenir les propos les plus hardis. « Ce

royaume, disait MIRABEAU, est bien mal ; il n'y a ni sentiments énergiques, ni argent pour y suppléer. » — « Il ne peut être régénéré, affirmait le futur Physiocrate LA RIVIÈRE, que par une conquête comme à la Chine, ou par quelque grand bouleversement intérieur. Mais malheur à ceux qui s'y trouveront : le peuple français n'y va pas de main morte ». Une telle liberté de conversation contribuait au succès du nouvel Entresol : QUESNAY, qui ne le cédait d'ailleurs à personne pour l'audace du langage, parvenait sans peine, grâce au respect qu'inspirait naturellement sa personne, à donner le ton, et à maintenir parmi le groupe grossissant des adeptes l'autorité des principes et l'unité de la doctrine.

Le difficile était d'atteindre un plus large public et de s'y créer une clientèle sûre. Le *Journal Economique*, qui paraissait chaque mois depuis 1751, effrayé par le vaste programme de la jeune Ecole, s'y montrait plutôt hostile ; mais en 1763 s'était créée la *Gazette du Commerce*, simple feuille d'information bi-hebdomadaire, où les controverses théoriques furent cependant admises. Nos auteurs en profitèrent, leurs adversaires de même ; si bien qu'en 1765, pour répondre à l'accueil empressé que les lecteurs ménageaient à ces discussions, la *Gazette* se doubla d'un *Journal de l'agriculture, du commerce et des finances* où, avec l'assentiment du ministère, elles allaient se déployer à l'aise. Or, sur la recommandation de l'abbé MORELLET et sans doute aussi de TRUPAINE, la direction en fut presque aussitôt confiée au jeune DUPONT. Celui-ci devait bien, en principe, publier tous les articles importants qu'il recevrait, quelle qu'en fût la tendance : mais

tandis qu'il appliquait tout son zèle à recruter des collaborations favorables, il décourageait vite les collaborateurs hostiles par la vivacité des Notés dont il criblait leurs Mémoires, et où il les réfutait sans merci. Les adversaires, mécontents d'un tel procédé, se sentant même parfois directement visés dans leurs intérêts, provoquèrent contre l'indiscret directeur l'intervention du nouveau contrôleur-général LAVERDY, et peut-être de CHOISEUL lui-même : DUPONT dut s'excuser et promettre d'exercer désormais ses fonctions avec plus d'impartialité. Mais les propriétaires du journal ne se tinrent pas pour satisfaits : pour les désarmer, le rédacteur en chef eut beau obtenir de QUESNAY un article contre sa propre doctrine ; en 1766, sous prétexte que, dans l'affaire LA CHALOTAIS, il refusait de se prononcer contre le Parlement de Bretagne, il fut congédié : et l'Ecole, au bout de quatorze mois, se trouva subitement privée de tout organe périodique.

Mais quatre adhésions notables lui étaient venues. Dès 1764, celle de LE TROSNE, qui avait joint à un *Discours sur l'état actuel de la magistrature* des *Notes Economistes* où — employant un des premiers un terme qui allait faire fortune — il reconnaissait formellement les principes nouveaux. Plein d'admiration pour le Docteur, ce magistrat, qui devait occuper brillamment pendant 22 ans le poste d'avocat du Roi au bailliage d'Orléans, apportait au jeune parti, avec l'appoint d'un nom honorable, le concours d'un talent juridique vigoureux servi par une plume alerte. — SAINT-PÉRAVY, dont l'accession suivit de quelques mois, n'avait été jusqu'alors qu'un littérateur assez mince : il allait se montrer



un collaborateur consciencieux, et il devait rester pendant toute sa carrière, qui se prolongea jusqu'au début de la Révolution, un disciple fidèle.

La troisième recrue était un personnage. Dès l'âge de 27 ans conseiller à la première Chambre des Enquêtes du Parlement de Paris, MERCIER DE LA RIVIÈRE avait obtenu en 1759, pour prix de ses bons offices de conciliateur entre le ministère et la magistrature, l'intendance des Iles-du-Vent de l'Amérique : trois années de labeur lui avaient permis de relever la Martinique de ses ruines, et si, en 1762, il avait dû capituler devant des forces britanniques supérieures, il avait réussi à atténuer les conséquences de la reddition ; aussi, après la paix, fut-il de nouveau désigné « pour ce poste d'honneur ». Mais il commit l'imprudence d'accorder des licences pour faire venir de la Nouvelle-Angleterre les approvisionnements que la colonie libérée réclamait de toute urgence ; le gouvernement lui-même, en raison des circonstances, l'y avait, en somme, autorisé ; mais les négociants de la métropole, atteints dans leur privilège, l'accusèrent « d'avoir favorisé, sans doute pour des motifs personnels, le commerce des Anglais au préjudice du commerce national ». L'administrateur calomnié voulut se défendre : la publicité qu'il donna à son Mémoire justificatif ne fit que précipiter sa disgrâce. Retiré des affaires publiques et se contentant d'assister comme conseiller honoraire aux audiences de la Grand'-Chambre, il avait cependant gagné son procès devant l'opinion, et sa cause était celle de la liberté commerciale : « On voulait, avait-il écrit à CHOISEUL, éventrer la poule aux œufs d'or, je lui ai sauvé la vie ; je l'ai conservée pour ceux-là mêmes

qui allaient la sacrifier à un intérêt mal entendu ». Nous l'avons vu fréquenter assidument l'entresol de QUESNAY dans l'intervalle de ses deux missions coloniales ; peut-être était-il dès son second voyage conquis à la nouvelle doctrine : il devint en tout cas, dès le début, un des collaborateurs attitrés de DUPONT au *Journal d'agriculture*.

Non moins intéressante était l'adhésion de BAUDEAU. Lors de la floraison d'écrits politiques qui avait marqué l'année 1763, cet abbé publiciste s'était fait remarquer par un petit ouvrage sur les finances qui lui avait valu quelques mois d'exil officieux en province ; en novembre 1765, sur le modèle du *Spectator* d'ADDISON, il avait fondé un journal littéraire et politique, les *Ephémérides du Citoyen*. Les idées qu'il y soutenait, avec beaucoup de souplesse et de vivacité, représentaient une sorte de doctrine intermédiaire entre celle des novateurs et la tradition administrative : une discussion publique s'engagea entre les deux journaux alors concurrents ; LE TROSNE eut le bonheur de convaincre son confrère ; « tous les deux s'expliquèrent, s'entendirent, s'embrassèrent, se promirent d'être toujours compagnons d'armes ». La lecture de la Philosophie rurale et l'étude du Tableau économique achevèrent si bien la conversion que, lorsque le *Journal d'agriculture* manqua subitement au jeune parti, l'abbé ouvrit aussitôt à ses nouveaux condisciples ses *Ephémérides*, qui, sous la forme de petites brochures mensuelles, devinrent l'organe officiel de l'Ecole.

Celle-ci ne comptait encore que sept ou huit apôtres qualifiés, mais elle avait maintenant de nombreux alliés, notamment parmi les écrivains qui avaient d'abord subi l'influence de GOURNAY.

Tel MORELLET, qui, dans les controverses sur l'exportation des blés et sur la fabrication des toiles peintes, avait si efficacement combattu pour les nouveaux principes ; tel surtout TÜRGOR, qui dans sa généralité les répandait et les appliquait avec tant de méthode, et dont les fameuses *Réflexions sur la formation et la distribution des richesses*, composées en 1766, devaient bientôt, presque sans modifications, paraître dans les *Ephémérides*. Si l'intendant de Limoges ne s'enrôlait pas ouvertement, c'est qu'il avait l'horreur de toutes les « sectes », et qu'il reprochait en particulier à celle-là l'étroitesse de certaines de ses maximes et la maladresse de certaines de ses expressions ; c'était aussi, il faut le reconnaître, qu'entre sa doctrine plus large et celle de ses intransigeants amis, il existait des divergences profondes que seul un effort supérieur de conciliation eût pu réduire ; mais les purs disciples de QUESNAY refusaient d'abord de s'y prêter.

A l'égard des Encyclopédistes, qui grâce à la forte organisation de leur propagande constituaient une puissance, les deux chefs de l'Ecole ne professaient pas les mêmes sentiments. QUESNAY avait d'abord accordé au Dictionnaire sa collaboration ; il l'avait retirée par convenance le jour où la publication en avait été officiellement interdite ; l'ouvrage à nouveau autorisé, il ne l'avait pas reprise ; mais DIDEROT et d'ALEMBERT, comme DUCLOS et HELVETIUS, étaient restés des habitués de ses dîners. Autant qu'eux il haïssait l'Eglise : « LOUIS XV, disait-il, a ouvert la barrière à la philosophie malgré les criailleries des dévôts, et l'Encyclopédie honorera son règne. » MIRABEAU, au contraire, considérait la religion

comme un lien social nécessaire ; il avait naguère défendu les privilèges du clergé avec plus d'ardeur même que ceux de la noblesse, et les représentations de QUESNAY lui faisaient à grand'peine abandonner ses maximes d'intolérance. La Philosophie, pour lui, n'était qu'une « absurde et monstrueuse métaphysique », et les Philosophes, que « des insectes malfaisants dont il fallait écheniller l'Etat » ; il détestait VOLTAIRE et applaudissait POMPIGNAN. Mais l'influence du Docteur fut la plus forte, et les Encyclopédistes de leur côté se montraient bien disposés envers ces novateurs qui pouvaient dénoncer les abus de l'administration avec d'autant plus de hardiesse qu'ils étaient à demi protégés par elle : déconcertés dans leurs entreprises par l'hostilité passagère du gouvernement, ils se rallièrent sous les drapeaux de l'Ecole. Non qu'ils aient fait dans leur Dictionnaire une large place à sa doctrine ; mais DIDEROT, dans l'article *Laboureur*, célébrait avec éloquence les mérites de l'agriculture, unique source des vraies richesses ; GRIMM appréciait les opuscules d'ABEILLE, beaucoup plus il est vrai que les « énigmes » de la Philosophie rurale, se déclarait ennemi juré de la *bureaumanie* et de la *bureaucratie*, et en 1764 il accueillait avec enthousiasme le rétablissement de la liberté d'exportation des grains.

Les sympathies du grand public allaient naturellement à un parti nouveau, et dont les revendications ardentes s'accordaient avec les nécessités de l'heure : sur l'urgence de remédier à la crise dont souffrait l'agriculture et sur l'intérêt d'ouvrir aux grains du royaume de plus vastes débouchés, l'opinion, en raison de certaines

circonstances que nous examinerons plus tard, se montre quelque temps unanime, et l'Ecole profite de ce consentement universel. Le *Journal Economique* lui-même se faisait à cet égard l'écho du sentiment dominant et ne ménageait pas l'éloge même à la Philosophie rurale. Aux divers degrés de la hiérarchie administrative des approbations se manifestaient, des adhésions se déclaraient. Parmi les Sociétés d'agriculture, que le gouvernement traitait parfois en véritables comités consultatifs, deux au moins, celle d'Orléans, qui comptait parmi ses membres DUPONT, LE TROSNE et SAINT-PÉRAVY, et celle de Limoges, qu'inspirait TURGOT, avaient en 1766 formellement adopté « la véritable science de l'Economie politique »; joignons-y l'*Académie des sciences et belles-lettres de Caen*, dont le secrétaire perpétuel ROUXELIN avait collaboré avec DUPONT au *Journal*. Parmi les cinq Parlements qui avaient officiellement demandé la réouverture de l'exportation des grains, ceux de Toulouse, de Rennes, de Grenoble, d'Aix et de Rouen, les deux premiers au moins avaient expressément soutenu la thèse d'une liberté complète, et les Etats du Languedoc et de la Bretagne s'étaient associés aux revendications des magistrats de ces provinces. A côté de TURGOT, deux intendants adoptaient et appliquaient plusieurs points importants du programme de l'Ecole : le chevalier MÉLIAND à Soissons, et M. DE FONTETTE à Caen. Les Députés du Commerce, dans la conclusion de leur 2<sup>e</sup> *Arts* de 1764 sur la liberté d'exporter les blés, avaient textuellement reproduit, comme des « vérités » décisives, quelques-unes des formules les plus frappantes de QUESNAY.

Au gouvernement central, l'Ecole avait perdu certains appuis. M<sup>me</sup> DE POMPADOUR avait disparu le 15 avril 1764 ; et le Dauphin, qui, depuis le jour où le Docteur l'avait guéri de la petite vérole, témoignait à QUESNAY une considération particulière — au point de causer familièrement avec lui d'économie politique et de s'intéresser personnellement à la question des grains — était mort lui aussi, en 1765. BERTIN, d'ailleurs desservi par des subalternes mal choisis, avait dû, devant l'opposition violente des Parlements, abandonner le Contrôle-général dès septembre 1763, et bien qu'il eût gardé, avec la confiance particulière du Roi et le titre de ministre d'Etat, la conduite des affaires de l'agriculture, la plupart des établissements qu'il avait fondés avaient dès le lendemain de sa chute périclité.

Son successeur LAVERDY, vieux parlementaire, choisi pour désarmer l'hostilité de ses collègues, n'était en matière économique qu'un ignorant : mais précisément sa docilité égalait son incompetence, et il avait à ses côtés ce conseiller éclairé et actif qui, laissant se succéder les ministres, avait conservé sur toute cette partie de l'administration la haute main, TRUDAIN DE MONTIGNY : c'était lui le véritable auteur de l'Edit libérateur de 1764, et pour le rédiger, à qui avait-il fait appel ? A TURGOT, et même à DUPONT, dont le texte avait fini par prévaloir presque entièrement. C'est par ses soins, sans doute, que l'opuscule de LE TROSNE sur *La liberté des grains toujours utile et jamais nuisible* est répandu dans les provinces, et c'est là que le contrôleur-général va puiser des armes pour défendre sa propre politique. De 1764 à 1766, Arrêts, Déclarations,



Edits se multiplient, qui donnent satisfaction, au moins partielle, à telle ou telle des revendications de l'Ecole, et qui rendent en particulier exécutoires les mesures réformatrices prises en Limousin par TURGOT.

L'Ecole est maintenant assez forte pour susciter des oppositions déclarées. La classe commerçante, que certaines des formules nouvelles atteignent dans sa dignité et menacent dans ses intérêts, trouve en MONTAUDOUIN, gros négociant de Nantes et jadis ami intime de GOURNAY, un redoutable défenseur. Un écrivain original par son éclectisme même, que le parti avait pu longtemps considérer comme un allié indépendant, FORBONNAIS, se posait en champion de cette classe industrielle à laquelle il appartenait, et que les novateurs avaient, elle aussi, si cruellement qualifiée de stérile ; il critiquait les exagérations de langage et les intempérances de doctrine d'une « secte » dont peut-être il jalousait le chef. Parmi les Parlements, celui de Bretagne était bien vite revenu de son enthousiasme pour la liberté des grains, et celui de Paris ne l'avait jamais acceptée qu'avec beaucoup de réserves et d'appréhensions. La majorité des intendants s'inquiétaient des résultats d'une politique qui, tout en diminuant leur autorité, risquait d'accroître leurs embarras. « On a été bien vite, disait à ABEILLE celui de la capitale, au lendemain de l'Edit de 1764 ; quand il y aura des émeutes dans Paris, quand on viendra casser les vitres chez vous et chez le lieutenant de police, il sera trop tard de remédier aux maux de ce libre et dangereux commerce ». Le Bureau du Commerce n'avait accepté la nouvelle législation des grains

qu'à son corps défendant ; le Bureau de l'Hôtel-de-Ville l'avait dénoncée comme l'œuvre de « faiseurs de spéculations » ; TRUDAINE le père lui-même était choqué de cette prétention qu'on affichait de réduire la France à la condition de nation exclusivement agricole.

CHOISEUL, qui n'avait jamais éprouvé pour QUESNAY que de l'antipathie, consultait ses adversaires autant que ses amis, et bientôt, tout en restant favorable à la politique d'exportation agricole, en véritable « petit maître » (ainsi le qualifiait le chef de l'Ecole), il allait se désintéresser de tout programme précis de rénovation économique. A la Cour, dans le Conseil, toute réforme soulevait la réprobation des « veilles perruques ». Les autorités de police locales, imbues de l'esprit réglementaire, étaient par profession hostiles à toute liberté. Au lendemain de ses premières victoires, le parti devait donc, s'il voulait en conserver le fruit, achever de s'organiser : c'est la phase décisive de son existence qui va s'ouvrir.

En 1767, le système se complète, et c'est aussi l'année où il reçoit le nom spécial sous lequel il devait passer à l'histoire. Déjà esquissée dans le *Despotisme de la Chine* de QUESNAY, la politique des Physiocrates se développe dans l'*Ordre naturel et essentiel des Sociétés politiques* de MERCIER DE LA RIVIERE, l'ouvrage le plus ambitieux que l'Ecole ait publié depuis la *Philosophie rurale*, et dont la moitié est consacrée à la recherche de la meilleure forme de gouvernement ; le Maître en avait personnellement dirigé la composition, et l'apparition en fut saluée par l'enthousiasme

unanime des disciples. Quant au nom de *Physiocratie*, inventé sans doute par QUESNAY, grand amateur de grec et de mots composés, lancé incidemment par BAUDEAU, il était enfin consacré par DUPONT : celui-ci le prenait pour titre d'un recueil des écrits essentiels du Docteur, publié avec ce grandiloquent sous-titre, où s'affirmaient les mêmes préoccupations nouvelles que dans l'œuvre de LA RIVIÈRE : *Constitution naturelle du gouvernement le plus avantageux au genre humain*. Tout en s'attachant à donner ainsi à leur doctrine le caractère d'une large synthèse philosophique, politique et juridique autant qu'économique, nos auteurs ne dédaignaient pas d'en faciliter la vulgarisation. Les *Ephémérides* ne leur paraissant plus à cet égard suffisantes, ils publiaient des abrégés de leurs gros ouvrages classiques : MIRABEAU réduisait en *Eléments* sa Philosophie rurale ; DUPONT, sous le titre fort dogmatique encore : *Origine et progrès d'une science nouvelle*, condensait en un opuscule la substance de l'Ordre naturel et essentiel ; les deux volumes mêmes de la Physiocratie, comme pour racheter leur titre quelque peu énigmatique, étaient accompagnés d'une table analytique qui en rendait plus commode la consultation.

Entre les membres de l'Ecole les liens se resserrent, et les « partisans de la Science économique prennent forme de Société ». « Je fondai chez moi un dîner, écrit MIRABEAU, et une Assemblée tous les mardis. J'y reçois tous les étrangers qui viennent voir le bâton flottant sur l'onde, les magnats, et surtout la jeunesse » : le mot d'*Economistes*, bien qu'il ne fût pas une création du nouveau parti,

prit désormais une acception plus restreinte pour le désigner. Dans ces réunions, inspirées sans doute de l'ancien Club de l'Entresol, la présidence appartenait de droit au Docteur ; en sa qualité de premier disciple et d'amphitryon, MIRABEAU exerçait les fonctions de « sous-directeur ». Les écrits qui allaient paraître sous le patronage de l'Ecole y étaient l'objet d'une sorte d'examen préalable ; et ainsi se maintenaient fortement l'unité du parti et celle de la doctrine ; et les adeptes qualifiés, dont le nombre ne dépassait pas la vingtaine, profitaient de ces assemblées pour solliciter des invités encore hésitants une adhésion formelle. C'était une véritable « école libre », qui s'ouvrait au début de l'hiver, pour ne se fermer qu'au moment où il convenait que maîtres et élèves partissent pour les champs. Mais le marquis aurait voulu voir s'organiser un enseignement officiel et plus didactique. S'il n'avait pas obtenu la fondation en Provence d'une Chaire d'Economie politique, du moins pouvait-il en septembre 1767 annoncer la création à Paris d'un Cours d'Instruction à deux degrés, où l'érudit COURT DE GÉBELIN devait tenir l'emploi de « démonstrateur ». C'était toujours parmi la jeune noblesse que l'on cherchait de préférence à faire des recrues : l'instruction économique ne sera pas seulement utile aux futurs officiers dans l'exercice de leur profession, pour leur apprendre, par exemple, comment administrer les pays conquis et y faire vivre leurs troupes ; elle intéresse tous les « magnats », comme citoyens, comme propriétaires de terres, comme conseils et bienfaiteurs de leurs vassaux, comme chefs de famille, et comme de condition à devenir

hommes d'Etat ». Même la collaboration des purs savants n'était pas à dédaigner : « Il est pour vous, écrivait DUPONT à leur adresse, des recherches plus importantes et moins abstraites que celles du rapport du paramètre d'une courbe à son abscisse ; ...il est des observations plus curieuses et moins pénibles que celle des artères d'un moucheron ; il est des calculs plus sûrs et plus utiles que ceux de la révolution des comètes... Illustres instituteurs de vos semblables, cette science, de laquelle dépend le bonheur du monde et le destin de toutes les autres sciences, est certainement faite pour vous. »

Les dames venaient en nombre aux mardis, où M<sup>me</sup> DE PAILLY leur faisait les honneurs de l'hôtel du marquis. Une femme appartenant à une des plus grandes familles du royaume, la duchesse DE LA ROCHEFOUCAULD D'ANVILLE invita à son tour les Economistes dans son salon ; ils y purent prodiguer, avec un zèle quelquefois indiscret, leurs conseils agronomiques ; ils y convertirent en tout cas son jeune neveu, le futur duc DE LA ROCHEFOUCAULD-LIANCOURT. A l'étranger même ils conquièrent d'illustres suffrages : l'ouvrage de MERCIER DE LA RIVIÈRE est à peine paru, que CATHERINE II invite avec éclat l'auteur à sa Cour, et les Economistes purent, au moins quelques mois, se bercer de l'illusion que « S. M. l'Impératrice de toutes les Russies allait répandre la science de l'ordre naturel parmi les habitants de son vaste Empire ». L'absolutisme monarchique en effet, pas plus en France qu'ailleurs, n'a rien à redouter de cette nouvelle discipline : « Elle ne veut régner que par le concours de ceux-là mêmes qui résistent à ses lois ; elle respecte toutes

les puissances et n'attaque que ces trames civiles appelées privilèges et contrepoids.»

Avec les disciples de GOURNAY l'Ecole continue d'entretenir les relations les plus étroites. Turgot vient quelquefois aux mardis ; il collabore régulièrement aux *Ephémérides*, auxquelles il offre son mémoire sur *l'administration politique des mines et carrières*, que BAUDEAU peut insérer intégralement sans aucune réserve ; ce qui n'empêche pas, d'ailleurs, ce franc et indépendant ami de rappeler à ses confrères qu'en matière de science il ne faut jamais s'asservir aux idées d'un maître. Les Physiocrates, de leur côté, redoublaient d'efforts pour atténuer les divergences de doctrine qui les séparaient de cet autre groupe d'économistes : ils paraissent abandonner leur thèse pour la fixation légale du taux de l'intérêt, et élèvent le principe de libre concurrence au rang de leurs maximes fondamentales. — Parmi les Encyclopédistes DIDEROT s'était enthousiasmé pour le noble caractère de LA RIVIÈRE ; il n'hésite pas à célébrer en lui « l'apôtre de la propriété et de la liberté », le grand découvreur « du secret éternel et immuable du bonheur des Empires », qui seul pourra consoler CATHERINE II de la perte de MONTESQUIEU. C'est grâce à une consultation officieuse du Philosophe par les censeurs embarrassés que l'Ordre naturel a pu paraître avec approbation, et l'ardeur spontanée de cette propagande fait courir les louanges de l'ouvrage jusqu'au bout de l'Europe.

L'action du gouvernement lui-même continuait à s'exercer, quoique trop faiblement, dans le sens que désirait le parti. BERTIN prenait, au moins pour quelques provinces, des mesures favorables



à une individualisation féconde de l'exploitation agricole ; et TRUDAIN DE MONTIGNY, placé à la tête de l'Administration des subsistances, allait s'efforcer d'affranchir le commerce des grains de la concurrence ruineuse des agents de l'Etat.

Mais contre cette puissance nouvelle qui lentement grandit, quelle redoutable coalition déjà s'est formée ! GRIMM ne parle certes qu'au nom d'une partie des Encyclopédistes, mais avec quelle verve endiablée il ridiculise tous les travers de la secte, « son culte, ses cérémonies, son jargon et ses mystères ! » Qu'elle soit composée d'honnêtes gens et de bons citoyens, dont l'excès d'enthousiasme gâte d'ailleurs le patriotisme, cela ne l'empêche pas de souligner le caractère un peu théorique de leur propagande agronomique : « on commence d'abord par bien dîner ; ensuite on laboure, on pioche, on défriche, et on ne laisse pas dans toute la France un pouce de terrain sans valeur ; et quand on a bien labouré ainsi, pendant toute une journée, dans un salon bien frais en été [inexactitude volontaire] et au coin d'un bon feu en hiver, on se sépare le soir bien content et avec la conscience d'avoir rendu le royaume le plus florissant. » Mais ce que l'impitoyable critique reprochait bien plus vivement encore à ces songe-creux d'Economistes, c'était leur pente à la dévotion, leur admiration pour le despotisme, et leur apparent dédain pour les beaux-arts : « A moins d'appartenir à cette Sorbonne du labourage [comme il appelle leurs mardis], tout homme qui n'est pas à la queue d'une char-rue n'est-il pas à leurs yeux un citoyen inutile et presque pernicious ? QUESNAY est un auteur

naturellement obscur et qui s'en voudrait de parler clairement ; BAUDEAU, un polisson emphatique ». L'Ordre Naturel, chef-d'œuvre de galimatias, est rempli de lieux communs si ridiculement outrés qu'ils en sont devenus absurdes ; « c'est la logique du plus terrible déraisonneur qu'il y ait dans toute l'Europe lettrée ! » Qui reconnaîtrait l'ancien intendant de la Martinique ? « Il faut n'avoir jamais connu les hommes pour écrire des rêves pareils ! » DUPONT est le seul à bénéficier d'une demi-indulgence. Cependant VOLT-AIRE se gardait bien de s'engager à fond dans cette querelle, et grâce aux bons offices de DIDEROT et de MORELLET, la rupture entre les deux groupes était pour le moins retardée.

Pour gagner définitivement, si possible, l'amitié de ROUSSEAU, MIRABEAU n'avait rien épargné. A son retour d'Angleterre, le Philosophe de Genève avait reçu l'hospitalité du marquis en son château de Fleury près Meudon ; mais la correspondance assez suivie qui s'engage entre les deux hommes n'aboutit qu'à une controverse où éclatent les plus profondes oppositions de doctrine. Jean-Jacques n'entendait pas la nature à la manière des Physiocrates ; il se souciait plus du progrès de la population que de l'augmentation du produit net, et l'évidence ne lui paraissait pas opposer au débordement des passions humaines une barrière infranchissable ; enfin le « despotisme légal » le révoltait.

Sur le terrain proprement économique, les Economistes avaient à se défendre d'abord contre ces *Conciliateurs* dont le chef était FORBONNAIS. Dans ses *Principes et Observations*, réplique peut-être anticipée à la Physiocratie, celui-ci s'en

prenait au dogmatisme intransigeant de nos auteurs : « Les métaphysiciens, disait-il, enivrés de leur sublimité, se pressent trop de prétendre orgueilleusement que le monde peut être gouverné par des syllogismes ». Il dévoilait le caractère tendancieux de certaines de leurs expressions : « Des mots suffisent souvent à la place des choses ; par exemple, on dit le *commerce postiche*, pour signifier les manufactures, la navigation etc. ; les *monopoleurs*, pour signifier les négociants d'une nation ; les *cosmopolites*, pour dire les ouvriers d'industrie » : c'étaient autant de sentences sans éclat, mais dont l'Ecole subissait la piqure acérée. « Ils ne connaissent pas les faits, disait encore de ses adversaires le pénétrant critique, et, sans cesse étrangers à l'objet réel, ils ne parlent que de ce qu'ils imaginent ; ils en parlent conséquemment, et ils finissent par dire qu'ils ont démontré. » Comme pour racheter ce qu'il pouvait y avoir d'injuste dans ce malicieux portrait, il concluait, par l'effet d'une modération naturelle, mais qui devait achever de mettre de son côté les esprits impartiaux : « Nous ne les accusons pas tant d'exposer des maximes fausses que de passer les bornes de la vérité ».

Un contradicteur plus résolu, c'était GRASLIN, dont l'*Essai analytique sur la richesse et sur l'impôt* avait obtenu de la Société de Limoges elle-même une mention honorable dans le concours où SAINT-PÉRAY avait remporté le prix. Comme MONTAUDOUIN et FORBONNAIS, celui-ci encore était un Nantais, au moins d'adoption ; un homme qui, dans le grand port colonial où il occupait la charge de receveur-général des fermes, avait pu journellement apprécier « le concours de l'indus-

trie et du commerce à l'œuvre de la production. » Posant en principe la productivité de tout travail humain, et partageant les sentiments égalitaires de l'école de ROUSSEAU, l'auteur pouvait, sur quelques mesures pratiques, s'accorder avec les Physiocrates : il n'en représentait pas moins l'adversaire le plus complet que leur système eût encore rencontré, et qui se fût révélé aussitôt des plus redoutables si la sécheresse et parfois l'obscurité de son style n'eussent écarté de lui la faveur du public.

L'opinion restait partagée. Auprès de la bourgeoisie, la théorie du despotisme légal, plus ou moins bien comprise, n'avait pu rencontrer qu'un accueil hostile. Chez les négociants et industriels, l'alarme grandissait : « Quoi ! s'écriaient-ils, pour favoriser l'agriculture, ou plutôt la classe des propriétaires, il faudra anéantir notre commerce, détruire nos manufactures, enrichir l'étranger de nos dépouilles, et enlever tout moyen de subsistance aux trois quarts (*sic*) des habitants de ce royaume ! » La constitution même de l'Ecole en parti donnait beau jeu aux défenseurs de l'Administration établie : « ils faisaient passer les vérités qui leur déplaisaient pour de nouveaux systèmes enfantés par des gens d'esprit sans expérience, contre le sentiment unanime des personnages graves et consommés dans les affaires ». La masse du peuple était disposée à juger la nouvelle politique d'après ses résultats ; or la cherté des blés s'était accentuée au cours de 1767 ; aussi la populace des villes commençait à pousser des clameurs, à faire même de « petites émeutes ». Et les rentiers, frappés dans leur aisance par le renchérissement des denrées, joignaient à ces plaintes violentes

leurs doléances intéressées. Le Parlement de Paris réclame ouvertement la restriction du commerce des grains, et les autorités des provinces s'entendent à enfreindre la liberté à peine officiellement proclamée ; déjà le port de Nantes se refermait à l'exportation. Entre Économistes et Anti-économistes une lutte violente s'est donc engagée, dont l'issue est incertaine.

Au cours de l'année 1768, qui marque sans doute l'apogée du parti, la petite cohorte des adeptes se renforça de l'abbé ROUBAUD, un des anciens directeurs du *Journal du Commerce*, dont la précoce compétence, la vaste érudition, la vivacité d'esprit et l'honnêteté scrupuleuse rendaient le concours précieux. Cette adhésion compensait largement le départ prochain de BAUDEAU, qui allait recueillir en Pologne un fructueux bénéfice ecclésiastique, laissant à DUPONT la direction des *Ephémérides*. Le primesautier abbé n'avait pas su, en effet, se garder de certains écarts de doctrine et de certaines imprudences de propagande, qui avaient affligé les maîtres : ne s'était-il pas permis de soutenir que la suppression des impôts de consommation autoriserait le roi à réduire les rentes de moitié ? C'était sans doute pour préserver de telles atteintes l'intégrité des principes, en même temps que pour entretenir la ferveur des disciples, que l'École croyait devoir lancer dans la circulation des formules dont l'enthousiasme nous fait aujourd'hui sourire : l'Économie politique devient le « nouvel Évangile », et QUESNAY « le vénérable Confucius de l'Europe ». La jeune noblesse continuait de fournir d'utiles

auxiliaires : la collaboration du fils du duc DE LA VAUGUYON, gouverneur des Enfants de France, pouvait créer un lien avec la Cour ; d'autres grands seigneurs, comme le marquis de PUYSGUR et le prince de ROHAN-ROCHEFORT, passaient aussi pour « entichés des principes de MM. les Economistes ruraux ». Le fameux helléniste DE VAUVILLIERS, sans abandonner le terrain des études classiques, montrait dans son *Examen du gouvernement de Sparte* comment la critique des institutions antiques pouvait, tout en se basant sur la philologie, s'inspirer des idées nouvelles. L'ancien administrateur de la Compagnie des Indes POYRE allait, sans le vouloir, mettre au service du parti l'autorité acquise dans ses lointains voyages : pendant les dix années de laborieuse retraite qu'il avait vécues à son retour de l'Extrême-Orient (1757-1767), il avait pris une part active aux travaux des Sociétés d'agriculture de Lyon et de Paris. Or, en 1768, au lendemain du jour où le roi l'avait nommé avec éclat gouverneur des îles de France et de Bourbon, paraissaient à son insu, sous le titre de *Voyages d'un Philosophe*, des extraits de ses divers mémoires : quelques-uns des nouveaux principes y apparaissaient comme le fruit spontané d'observations impartiales, antérieures à la formation de la doctrine, en apportant par là-même une confirmation irrécusable : aussi nos Economistes de célébrer ce précurseur inattendu, ce disciple avant la lettre, et de proclamer son ouvrage le modèle de ces « précis historiques qui doivent former le début de l'éducation supérieure ».

L'attitude du parti envers le gouvernement avait été jusqu'ici assez flottante : le moment



semblait venu de la préciser. Dans la première partie de l'année, BAUDEAU avait publié son *Avis au Peuple*, qui n'était en apparence qu'une sorte de manuel de mouture et de boulangerie perfectionnées, destiné à prévenir un renchérissement de la farine et du pain proportionnel à la hausse des blés ; mais ces considérations techniques à la recherche d'un expédient de fortune révélaient l'intention bien arrêtée « d'aider aux vues saines et généreuses de l'Administration, qui en de telles circonstances porte tout le poids de la misère du peuple et de l'ignorance des subministrations » : l'auteur se posait donc en auxiliaire dévoué, en défenseur ardent, du ministère. Pourquoi l'Ecole n'obtiendrait-elle pas, en retour, un témoignage officiel de la protection gouvernementale ? Dès 1767 QUESNAY avait eu l'idée de dédier les *Ephémérides* au nouveau Dauphin, le futur Louis XVI : l'opposition de BAUDEAU, appuyé par MIRABEAU, avait seule fait échouer ce dessein. Mais le Docteur n'y avait pas renoncé : à peine l'abbé a-t-il quitté la direction du journal que le Maître revient à la charge, en y faisant insérer (numéro de juin) une épître laudative où le jeune prince était comparé à l'Empereur de Chine (c'était tout dire !), pour avoir, lui aussi, mis la main à la charrue et ouvert un sillon ! En septembre, un des censeurs royaux, très probablement l'historiographe J.-N. MOREAU, délivrait un véritable brevet de loyalisme monarchique à ces Economistes qui, « alors qu'une certaine philosophie s'était bien ouvertement déclarée pour les systèmes républicains », avaient eu le mérite « de se décider pour le gouvernement d'un seul ». Avant la fin de l'année sans doute l'affaire eût

abouti, si le terrible marquis, de qui l'on avait eu bien soin de se cacher, averti par une indiscretion, n'avait aussitôt déclaré qu'il « ne voulait pas s'embarquer dans une cabale..., tromper les provinces qui avaient compté sur la liberté, critiquer et approuver de haut en bas, et menacé de quitter et désavouer les *Ephémérides* sitôt qu'elles prendraient une enseigne de Cour ». L'occasion de conquérir un patronage qui, étant donné l'habituelle insouciance du pouvoir, aurait peut-être plus accru les moyens d'action du parti que restreint son indépendance, était encore une fois manquée. Aussi l'*Avis aux honnêtes gens*, que BAUDEAU publiait en octobre, était-il écrit d'un autre ton que son précédent ouvrage : s'il défendait encore un ministre ami, et surtout l'intendant des finances son conseiller, il n'hésitait pas à dénoncer à la vindicte populaire les chefs de la police, qu'il accusait ouvertement de violer la Déclaration de 1763, et par-dessus SARTINE, CHOISEUL pouvait se sentir visé.

Quant à cette autre puissance que constituait l'opinion, les Economistes n'auraient eu, semble-t-il, qu'un léger effort à accomplir pour l'entraîner. Car le public se rendait bien compte du rôle important d'arbitres qu'ils jouaient à ce moment. BACHAUMONT les voyait déjà réalisant des réformes que Turgot même ne tentera plus tard qu'avec un demi-succès, et que les purs adeptes n'inscrivaient qu'en toute dernière ligne à leur programme : telle l'abolition des maîtrises, « prélude de la subversion totale que se proposent ces Philosophes patriotes » en établissant l'impôt direct unique ! Fatigués du présent, effrayés de l'avenir, les bourgeois les plus timides se laissaient

emporter par l'enthousiasme des novateurs et en venaient à souhaiter qu'ils eussent raison. Pour gagner cependant la masse des gens frivoles, il restait à donner à la nouvelle science figure plus aimable : MIRABEAU s'en avisa ; mais de l'ouvrage « plaisant et lardé de badinages » qu'il s'était proposé d'écrire, les premiers feuillets ne virent même point le jour. Par contre, le journal du parti fit désormais une place à la littérature. Le succès des *Moissonneurs* de FAVART, dont les couplets en faveur des campagnards soulevaient les applaudissements du parterre, leur offrit une occasion, qu'ils ne laissèrent point échapper, de célébrer cet heureux rapprochement des réformateurs et des gens d'esprit.

Avec les « disciples » de GOURNAY l'entente amicale persistait, sans aboutir toutefois à une complète fusion. L'abbé COYER ayant publié son *Chinki*, que le ministère lui avait commandé pour combattre le régime corporatif, DUPONT, tout en approuvant les conclusions de l'ouvrage, ne pouvait s'empêcher de regretter que l'auteur « eût consacré ses lumières au point le moins important ». Mais cela n'empêchait pas LE TROSNE de développer les formules chères à l'ancien intendant du commerce, que MIRABEAU n'hésitait pas à appeler « un génie créateur et propice ». Turgot, de son côté, avait beau maintenir, contre certaines expressions équivoques de l'Ecole, l'utilité de l'épargne et la nécessité de constituer des capitaux pécuniaires ; développer de la valeur une théorie psychologique que QUESNAY n'admettait pas ; spécifier que la liberté commerciale n'impliquait pas l'abandon des manufactures nationales ; et proclamer enfin que ce grand principe « ne

dépendait nullement du système qu'on embrassait sur la nature des richesses et des revenus » ; il n'en soutenait pas moins vigoureusement plusieurs des thèses essentielles de la Physiocratie, et c'était grâce à sa complicité que DUPONT pouvait faire imprimer secrètement à Limoges contre la manie réglementaire des Parlements un de ses pamphlets les plus vifs, destiné aux honneurs du bûcher.

En fait d'appuis effectifs, on ne pouvait plus compter beaucoup sur les Sociétés d'agriculture, qui végétaient pour la plupart, ne fournissaient au parti qu'un très faible appoint d'adhésions, et, dépourvues de convictions solides, ne présentaient que des revendications timorées. Mais trois Parlements se disputaient « le bonheur de promulguer les vérités nouvelles ». Celui de Grenoble, par l'organe de son premier président M. DE BÉRULLE, allait jusqu'à réclamer une législation des grains plus libérale encore que celle de 1763 et 1764 ; et ces magistrats, tout en les prenant pour base de leur argumentation, jugeaient inutile de s'étendre sur des principes « tant de fois discutés, éclaircis, démontrés par des citoyens qui avaient si bien mérité de la Patrie en l'éclairant sur ses véritables intérêts ». Le Parlement d'Aix s'offrait à réfuter toutes les objections que les autres Compagnies pouvaient élever contre le nouveau régime des céréales ; il n'était pas sans accepter certaines restrictions, et sans diriger quelques pointes contre « ces partisans outrés de la vérité qui la compromettent par des paradoxes » ; mais les Physiocrates pouvaient, en repoussant l'insinuation, applaudir aux principes. Le Parlement de Toulouse enfin, d'accord

avec les Etats du Languedoc, insistait pour le strict maintien tout au moins de la liberté intérieure, et ne craignait pas « de vanter les Economistes jusques aux pieds du trône ». La Cour des Aides, sous l'influence de MALESHERBES, disciple indirect de GOURNAY, recommande la liberté du commerce des grains comme le plus sûr moyen d'éviter toute disette ultérieure. Le Conseil du Commerce va plus loin : il proclame que « l'agriculture est la base du commerce » et se prononce pour le « bon prix » des productions agricoles. Et si tel intendant, comme celui d'Orléans, s'avise de suspecter les intentions d'un LE TROSNE, TRUDAINE DE MONTIGNY se porte garant du mérite de l'écrivain et de l'homme, et déclare, d'un ton qui ne souffre pas de réplique, que « ce ne sont pas les cris de quelques femmes du bas peuple qui le feront changer d'avis à son égard. »

Le contrôle-général est presque conquis. MAYNON D'INVAU, le remplaçant de LAVERDY depuis octobre 1768, était un ancien intendant qui avait pu se former en matière administrative une doctrine personnelle, et l'on savait qu'il avait pour le système des Economistes une réelle « prévention ». A peine ministre, loin de dénouer les liens qui l'unissent au parti, comme avait paru le craindre un instant MIRABEAU, il les resserre en épousant la belle-sœur de M. DE MONTIGNY et en s'entourant des conseils d'ABEILLE et de DUPONT, qu'il reçoit dans l'intimité tous les jeudis pour causer d'économie politique, et dont le premier, par sa volonté, est bientôt nommé secrétaire du Bureau du Commerce. BAUDEAU, sur le point de quitter le royaume, reprend de plus belle son rôle d'avocat officieux du ministère : ses attaques

contre les approvisionnements d'ordonnance, il crie bien haut, sûr de n'être pas désavoué, que le ministre les approuve, les encourage : les Physiocrates sont devenus les collaborateurs, les guides attitrés de l'Administration.

Mais, par contre, les Encyclopédistes se mettent à les poursuivre de leurs invectives, désormais unanimes : car GALIANI a achevé de retourner l'opinion de leur ancien ami DIDEROT. Pour mieux les compromettre aux yeux des Philosophes ses confrères, il les travestit en une espèce de congrégation : « Oui sans doute, le ténébreux QUESNAY et ses barbares apôtres réussiront à jouer quelque temps un rôle dans le siècle de VOLTAIRE ». Aux nouveaux adeptes il représente l'autorité du Maître comme une tyrannie dont les disciples les plus fervents auront à craindre les pires humiliations. Et quel bizarre commerce, pour des grands seigneurs, que celui d'un homme qui, installé à Versailles, en a profité pour s'instaurer « le frondeur de la Cour ! » Bonne pour les provinces, ou pour une république de paysans comme la Suisse, la propagande de ces Economistes ruraux ! VOLTAIRE lui-même publiait l'*Homme aux 40 écus*, et ce n'était sans doute qu'un conte, une amusette, comme dit CONDORCET ; elle n'en fit pas moins à la réputation des Economistes une blessure cruelle ; car ce n'était pas seulement leur grand projet d'impôt territorial unique, mais l'incertitude, l'in vraisemblance des statistiques fiscales dont la Théorie de l'impôt était remplie, en un mot tout le système financier de l'Ecole, qu'atteignait cette plaisante satire. — Un éloquent disciple de ROUSSEAU, l'abbé MABLY s'en prenait

au contraire uniquement à la politique et à la philosophie de nos auteurs : mais avec quelle véhémence logique il condamnait leur absolutisme renforcé, leur réduction de la vertu à l'intérêt éclairé, et cette apologie sans réserves de l'appropriation privée du sol qui ne pouvait aboutir qu'à une extrême inégalité des fortunes.

Et puis, un ennemi plus que tous les autres redoutable s'élevait : la cherté grandissante du blé, qui résultait surtout des mauvaises récoltes, mais dont on pouvait aussi rejeter la responsabilité sur les promoteurs de la nouvelle politique. En vain l'Ecole essaie de ménager les fermiers-généraux, les financiers, ceux-là mêmes que BAUDEAU venait encore d'appeler les « sangsues publiques », il est trop tard ; les entrepreneurs de vivres se vengent en excitant contre ceux qui s'étaient révélés leurs adversaires irréductibles la colère du peuple des villes. De même qu'au beau temps des approvisionneurs publics, ceux qui n'étaient point de l'affaire avaient répandu cette calomnie que le roi spéculait sur la misère de ses sujets, — origine de la légende du Pacte de famine — de même à présent ils se réunissent tous, « les vivriers de terre et de mer, entre autres le grand et sot fripon de PARIS-DUVERNET », pour « clabauder » contre l'exportation, unique cause suivant eux de la cherté. En Normandie, en Touraine, dans le Maine, des émeutes éclatent ; dans la capitale et sa banlieue, des manifestations violentes se succèdent ; après les placets, les placards : on parle de « mettre le feu aux quatre coins de Paris si le pain ne diminue pas dans un délai fixé ». Les profiteurs du régime réglementaire, pour en obtenir le rétablissement, agissent



en même temps sur les Parlements. Le 28 novembre 1768, sur l'initiative de celui de Paris, s'ouvre une Assemblée générale de police, comme il ne s'en était pas tenu depuis 1692. L'avocat-général SÉQUIER et le premier président LEPELLETIER DE SAINT-FARGEAU y rivalisent de virulence contre les Economistes. « Il s'est élevé au milieu de la France, s'écrie l'un, une secte particulière ; ses partisans se sont érigés en précepteurs du genre humain ; leur but était de changer les mœurs, et la révolution s'est pour ainsi dire opérée ; ils ont cru à la liberté, et le nom de liberté a séduit tout, d'une extrémité du royaume à l'autre... » « Les conséquences les plus funestes, reprenait l'autre, n'ont pas effrayé ces écrivains éblouis par les fausses lueurs de leur imagination, ou peut-être corrompus pour colorer par des raisons spécieuses un système propice à favoriser des gains aussi énormes qu'illégitimes... Ils n'ont pas craint d'appeler bon prix le prix excessif du pain, et d'avancer qu'il fallait maintenir ce prix et même l'augmenter, pour donner la facilité d'aggraver encore le poids des impôts. »

Malgré tout, les Parlements de Paris, de Rouen et de Dijon ont beau dénoncer le nouveau régime, et essayer de le renverser dans l'étendue de leurs ressorts, le Roi, pour l'instant, s'en tenait ferme aux nouveaux principes et signifiait, parfois en termes sévères, sa volonté d'en maintenir l'application ; et MONTIGNY achevait de liquider les approvisionnements d'ordonnance. Aussi les Economistes, satisfaits de cette victorieuse défensive, pouvaient-ils espérer qu'avec le retour des belles moissons, la violente réaction provoquée par leur politique passerait comme une « gibou-

lée », et que l'heure ne tarderait plus longtemps de leur triomphe définitif.

L'année qui suivit (1769) parut d'abord justifier leurs espérances. Alors que la « systématisation » de la doctrine se poursuit, que MIRABEAU songe à écrire son *Catéchisme de la religion du pain quotidien* et DUPONT un *Dictionnaire portatif de la science de l'économie politique*, l'Ecole, désormais placée sous la double direction du docteur vieillissant et du marquis toujours ardent, achève de prendre conscience de son individualité : sous le titre de *Notice abrégée*, c'est un historique de ses origines et de ses progrès qu'esquisse dans les *Ephémérides* l'infatigable DUPONT. A la vérité elle ne recrute aucun adepte de marque, et elle enregistre une défection assez grave en la personne d'ABEILLE, dont la nomination aux postes les plus élevés de l'administration semble avoir modifié les idées. Mais elle va retrouver le concours de BAUDEAU, retour de Pologne, et surtout elle recueille plusieurs demi-adhésions fort estimables. Un gentilhomme campagnard nommé BÆSNIER DE L'ORME, qui ne péchait que par excès de modestie, sans avoir avec les Economistes aucune liaison, publiait un ouvrage sur le *Rétablissement de l'impôt dans son ordre naturel* où se reconnaissait facilement toute une partie de leur doctrine : preuve éclatante que leurs principes n'étaient pas des chimères enfantées par l'esprit de système ? Et dans son *Discours sur le Commerce*, un des personnages les plus répandus de l'époque, le Comte DE LAURAGUAIS, ne leur marchandait pas l'éloge : qu'il reprochât

à certains d'entre eux leurs violences de polémique, leur intransigeance doctrinale, leur infatuation même, qu'importe, puisqu'il s'efforçait de rapprocher ses conceptions des leurs, et surtout qu'il rendait hommage à leurs idées générales, « profondes et calculées », à la rigueur démonstrative d'un LE TROSNE, à la clarté d'exposition des abbés BAUDEAU et ROUBAUD, enfin au génie du Docteur, sous les yeux de qui il avait grandi, et à qui il prédisait la gloire d'un second DESCARTES pour « avoir, lui aussi, appliqué une science à une autre, celle de produire à celle de jouir ». Elevé à la campagne, SAINT-LAMBERT, publiait son poème des *Saisons* « pour inspirer aux premières classes de la société le goût de la vie champêtre ». La noblesse surtout, « dans les moments où elle n'était pas nécessaire aux armées, ne pouvait-elle employer son temps à éclairer ses vassaux, à perfectionner l'agriculture, et à s'enrichir par les moyens qui enrichissent l'Etat? » Même les petits gentils-hommes qui habitent « de petites maisons commodés et cultivent quelques champs » pouvaient y vivre heureux et utiles; MOLIERE, avec son *Monsieur de Pourceaugnac*, n'avait-il pas causé assez de tort à la nation, en contribuant, autant que le despotique RICHELIEU ou les séductions de la Cour de Louis XIV, à faire désertir manoirs et châteaux? La littérature changeait enfin de ton envers cette classe dont elle s'était si longtemps complu à ne montrer que les ridicules. Les agriculteurs recevaient les honneurs de la poésie : non pas les malheureux paysans « qui n'ont pas plus de sentiments que d'idées », mais les riches laboureurs, tels précisément que les Economistes les entendaient.

Ceux-ci, du reste, commencent à faire nombre. « La science a dix ans tout à l'heure, s'écrie MIRABEAU, et en dix ans elle a gagné bien du terrain... La voix de son premier interprète n'est plus la voix dans le désert. De toutes parts on s'éveille, on cherche, à tâtons d'abord, et on saisit ensuite le droit chemin. » Aux assemblées, quelle affluence ! « Si tu voyais, écrit-il à son frère le Bailli, nos mardis, les élèves que nous avons faits, les jeunes notables s'y rendre avec joie, les ouvrages qui en sortent, et l'évidence, destructrice de l'opinion (éternel bourreau de l'humanité), se répandre dans les jeunes têtes, ces adeptes succéder aux places, et la révolution dans la politique des nations se préparer visiblement, tu penserais peut-être que la *mouche du coche* a bien fait de se tenir au timon. » En tout cas, le tirage des *Ephémérides* augmentait ; le nombre des abonnés approchait de 300, chiffre considérable à l'époque pour une revue de ce genre. DUPONT osait enfin relever cette accusation de sectarisme qu'on ne cessait de lancer à ses amis, et la retournait contre ses adversaires comme un défi : « De tout temps, disait-il, il y eut guerre entre les loups et les moutons, au désavantage de ces derniers : si quelqu'un pouvait enfin leur montrer à se défendre, point de doute qu'ils ne forment une *secte* très redoutable aux loups ; mais elle serait bien profitable aux bergers ! » ROUBAUD, dans ses *Représentations aux magistrats*, tout en essayant de calmer les inquiétudes des rentiers, ne le prenait-il pas de haut avec les beaux esprits de Paris, « cette ville immense trop accoutumée depuis un siècle et demi de voir qu'on lui sacrifiait le reste du royaume » ? Pour oser écrire qu'« en tout pays le peuple des capi-

tales n'est pas l'élite de la nation, et qu'il ne faut pas plus chercher les sources de la prospérité dans les villes que la joie dans les tombeaux », n'était-ce pas que le parti se croyait assuré de vaincre ?

Il pensait en effet disposer maintenant des appuis les plus solides. Avec les anciens disciples de GOURNAY, cet « illustre précurseur de la science », les relations deviennent de plus en plus intimes. Bien que les *Ephémérides* réalisent quelques bénéfices, DUPONT, leur nouveau rédacteur en chef, se trouve-t-il à court d'argent, la bourse de l'intendant de Limoges lui est toujours ouverte. A l'abbé MORELLET, qui avait engagé contre le privilège de la Compagnie des Indes sa brillante et victorieuse campagne, il avait offert sa collaboration. Quelques Encyclopédistes même semblent revenir à de meilleurs sentiments ; DIDEROT avait « le cœur assez bon et la tête assez folle » pour publier dans le journal des Economistes une fable — d'ailleurs très médiocre — en faveur de l'Evidence qui leur était chère. En dépit des objurgations de GALIANI, « ces nouveaux Quesnelistes lui plaisent parce que, très protégés, ils disent ce qu'il leur plaît », parce qu'ils sont « têtus, enthousiastes et vains ; quand ils se tromperaient en tout, ils ne peuvent être blâmés que par ceux qui ignorent que nous sommes presque toujours condamnés à passer par l'erreur pour arriver à la vérité ». VOLTAIRE, bien entendu, prend fait et cause pour ce Siècle de Louis XIV que les novateurs avaient eu l'audace d'attaquer, mais avec quels ménagements pour les détracteurs ! Dans son *Epître à Saint-Lambert*, il prêche, lui aussi, le retour à la terre :

Mais de nos vains français la noblesse inquiète,  
Pouvant régner chez soi, va ramper dans les Cours;  
Les folles vanités consomment ses beaux jours :  
Le vrai séjour de l'homme est un exil pour elle.

Le patriarche de FERNEY se félicite de s'être retiré dans l'agriculture, où l'on risque moins que dans le commerce lointain, et où l'on est moralement certain d'être utile. Les contradicteurs habituels de l'Ecole, FORBONNAIS, GRASLIN, MABLY, semblent avoir fait trêve, et les Sociétés d'agriculture prendre un regain de vie pour servir la bonne cause. Celle de Limoges élit DUPONT membre associé ; le Bureau de Brives soutient une controverse contre GRASLIN et ses revendications méritent l'approbation personnelle de TURGOT. La Société d'Orléans obtient de l'intendant lui-même la fondation d'un prix de 300 livres pour récompenser un mémoire économique, et la formule du sujet proposé est inspirée de la plus pure doctrine. Les Parlements de Toulouse et de Grenoble, sinon celui d'Aix, restent inébranlablement fidèles à la liberté du commerce des denrées : l'Avis du second (26 avril 1769), œuvre de BIGOT DE SAINTE-CROIX, rééditait avec tant de bonheur les principes de l'Ecole que DUPONT l'annonce aux « lecteurs patriotes », aux « bons citoyens », comme un ouvrage que « leurs derniers neveux baigneront encore de leurs larmes de reconnaissance » ; et il produisait dans le public une impression assez profonde pour que le Parlement de Paris jugeât opportun d'en empêcher, autant qu'il le pouvait, la diffusion.

Restait, comme gage d'un succès complet, ou comme garantie contre un revers de fortune

éventuel, à obtenir la consécration d'un patronage de Cour. Cette fois le jeune LAVAUGUYON vient de la part de son père l'offrir, et TURGOT estime, comme QUESNAY, qu'il convient de l'accepter. En octobre les *Ephémérides* annoncent une estampe destinée à perpétuer le souvenir du « labourage » du Dauphin, et leur commentaire a toute la saveur d'une épître dédicatoire. Cependant — à la suite de quelle opposition de MIRABEAU ou de BAUDEAU ? ou du fait de quelle intrigue ? — la dédicace n'eut pas lieu. Mais l'Ecole semblait pouvoir se passer d'une telle protection. Les Députés du Commerce se prononçaient avec un redoublement d'énergie pour la liberté du commerce agricole et pour « la stabilité des principes ». MAYNON D'INVAU nommait au Bureau du Commerce ALBERT, qui, mieux encore que son prédécesseur BACALAN, avait adopté la doctrine nouvelle. SARTINE, le lieutenant de police, malgré ses antipathies personnelles, obligé de ménager le parti en faveur, confiait l'examen des *Dialogues* de GALIANI à un pur Physiocrate, qui n'était autre que COURT de GEBELIN : aussi l'ouvrage risquait-il d'être réfuté par ordre avant même d'avoir paru. TRUDAIN DE MONTIGNY, conseiller d'Etat, et intendant des finances depuis la mort de son père, exerçait une influence plus forte que jamais. CHOISEUL lui-même, sortant de sa réserve coutumière, approuvait le fameux Avis du Parlement du Dauphiné en termes si catégoriques qu'en vérité les Physiocrates pouvaient se croire sûrs du lendemain. « Les principes qui y sont exposés, déclarait-il formellement, sont les seuls vrais en cette matière, et comme Sa Majesté n'a rien fait qu'après s'en être



pleinement convaincue, Elle maintiendra l'exécution d'une loi dont le fruit doit être le bonheur de ses peuples. »

Et pourtant, quand cette même année 1769 s'achèvera, la défaite finale des Economistes ne sera plus qu'une question de mois. Quels événements allaient donc causer ce revirement soudain dans l'état des esprits et dans les dispositions du pouvoir ?

D'abord il fallait compter avec l'inconstance naturelle de l'opinion : ces dix ans d'« engouement rural », où MIRABEAU voyait le prélude d'une ère nouvelle, avaient préparé une inévitable réaction. « Le dégoût est venu à la suite de l'excès. On s'est lassé d'écouter tous ces apôtres politiques, qui prêchaient sans mission une réforme vigoureuse, se livraient à des déclarations ampoulées, et avaient presque toujours le défaut impardonnable d'être fort ennuyeux ». D'autant que, dans la rédaction des *Ephémérides*, la part des meilleurs écrivains, comme LE TROSNE et LA RIVIÈRE, s'était réduite ; les lecteurs n'avaient plus eu le choix qu'entre l'affligeante prolixité du marquis ou la déconcertante inégalité de BAUDEAU, « tantôt trivial, tantôt emphatique, louangeur ou satirique à l'excès ». Le ton général était empreint de morgue et de pédantisme. Avec cela, la situation financière du journal était moins brillante qu'il ne paraissait : en brouillon qu'il était, BAUDEAU avait confondu la liste des abonnements avec la liste de distribution, et il avait légué à son successeur un déficit secret qu'une meilleure gestion n'avait pu combler : de là des retards dans la publication, qui n'étaient point pour retenir la clientèle.

Puis, l'agitation générale provoquée par la cherté persistante ne s'apaisait point, et elle s'en prenait de jour en jour plus directement à TRUDAINE et à ses amis : « tous les marchands accrédités et leurs protecteurs, tous ceux qui étaient les titulaires publics des droits de toute espèce qu'on avait accumulés sur les marchés, et tous ceux qui étaient les propriétaires secrets de ces mêmes droits ; tous ceux enfin qui étaient liés de parenté, d'amitié ou de domesticité avec ceux-là, ou qui en attendaient leur subsistance et leurs salaires, se sont réunis au petit peuple des villes, agité de vaines terreurs, et ils ont crié plus haut que lui, puisqu'ils en avaient bien plus de raison : — *Mais si l'on permet à tout le monde d'acheter et de vendre du grain, et d'en acheter et vendre en tous lieux, où en trouverons-nous ?*... On nous accusa, on nous dénonça, écrit rétrospectivement MIRABEAU, et se réclamer de moi dans les rues de Rouen aurait été le secret de se faire lapider ». Les Parlements de Normandie et de Paris n'avaient pas désarmé : le premier reprochait aux Economistes de ne pas calculer les intempéries, les différences du génie et des mœurs des nations, et de donner toute liberté à l'intérêt personnel. Le second leur prêtait le dessein odieux de priver le peuple de pain et d'y suppléer par des nourritures artificielles. Leur opposition cependant aurait peut-être fini par se lasser, si le ministère eût persévéré dans l'attitude énergique qu'il avait adoptée ; mais les innombrables intérêts particuliers ligüés contre un système qui mettait en danger tant de fortunes ne cessaient pas d'agir : au livre de BOESNIER DE L'ORME l'autorisation était refusée ; celui de ROUBAUD, composé cependant avec

l'aveu et pour ainsi dire la collaboration du ministère, ne pouvait paraître qu'aux risques et périls de l'auteur, lequel est avisé que « si le Parlement l'attaque, la Cour ne le défendra pas ». Le censeur, s'il faut en croire DUPONT, aurait dès ce moment témoigné aux *Ephémérides* elles-mêmes une certaine malveillance.

C'est que TRUDAINE ne pouvait rien sans MAYNON D'INVAU, et celui-ci n'était « courageux qu'à demi » : au premier échec de ses propositions financières, il donnera sa démission (21 décembre 1769). En cet instant critique, tout dépendit de CHOISEUL : or, malgré la réponse si nette qu'il avait envoyée au Parlement de Grenoble, le premier ministre n'avait pas de principes économiques bien arrêtés ; et personnellement les Economistes n'avaient pas cessé de lui déplaire : il les appelait les « Capucins de l'Encyclopédie ». Et le malheur était que le moindre soupçon d'affiliation à l'Ecole suffisait pour disqualifier à ses yeux les esprits les plus larges, les administrateurs les plus expérimentés. Pour remplir la vacance du contrôle-général, il aurait pu songer à TRUDAINE ou à TURGOT : mais l'intendant de Limoges (non plus sans doute l'intendant des finances) ne lui parut pas avoir une « tête ministérielle », parce qu'il passait pour être de la Secte. Alors, malgré CHOISEUL, MAUPEOU fit nommer TERRAY, « la meilleure tête du Parlement », un des ennemis déclarés de la nouvelle législation. Aussitôt GALIANI, qui pour des raisons d'ordre diplomatique avait dû quitter la France, reçoit la permission de publier ses *Dialogues*, que le censeur avait jusque-là retenus. Premier signe que la victoire, que les Economistes

croyaient tenir, leur échappait : l'année suivante va la donner à leurs adversaires.

Dès le début de 1770, le déclin du parti se marque par la décadence du journal : les *Ephémérides* paraissent si irrégulièrement qu'à la fin de l'année elles sont en retard de tout un semestre ; et le pis est qu'elles dépérissent faute de matière : DUPONT en est réduit à composer presque à lui seul des numéros entiers, et au prix de quels remplissages ! Le passage du *Journal* aux mains de l'abbé ROUBAUD allait momentanément remédier aux conséquences de cette défaillance : mais c'étaient surtout les causes qui étaient graves. A l'égard des autorités, notamment des cours souveraines, les Economistes, il le faut bien, baissent le ton ; ils réservent désormais toute la véhémence de leurs attaques à leurs ennemis jurés, les fauteurs cachés de leur disgrâce, « ces politiques citadins, moitié-fiscaux, moitié-rentiers, qui ne connaissent d'autres sources de richesses que les payeurs de l'Hôtel de Ville et la roue ordinaire de leurs gains de finance... Ces gens-là ne sont pas la nation, qu'ils dévorent par eux-mêmes ou par leurs parents ». En même temps, pour rafraîchir leur programme, ils essayent à la fois d'en élargir les principes et d'en préciser les modalités d'application : pour mériter le titre d'Economiste, il suffira presque désormais de professer un vague moralisme économique ; en revanche, sans oublier les grains, on s'occupe davantage du commerce des vins, de la liberté de l'élevage, et l'on étudie avec plus de détail la question de l'impôt indirect ; dans l'incapacité de

poursuivre une propagande révolutionnaire, on se rabat sur de plus modestes projets de réforme.

Non pas que tous moyens d'action fassent subitement défaut, ou que l'on renonce à la lutte. La physiocratie languissante gagne quelques salons ; M<sup>me</sup> GEOFFRIN, sur le tard, « s'embadaute » ; M<sup>me</sup> DE MARCHAI, en son pavillon de Flore, « faisait pour la science économique de QUESNAY foulée aux pieds ce que la marquise DU CHATELET avait fait pour la physique de NEWTON et la métaphysique de LEIBNITZ. Elle étonnait et enchantait ceux même qu'elle ne convertissait pas ». MARMONTEL, dans son opéra-comique de *Sylvain*, « fixait les regards des seigneurs sur les principes de la loi naturelle relativement à la chasse ». L'Académie des Jeux Floraux de Toulouse couronnait une *Ode au Roi sur l'Economie politique* dont l'épigraphe était empruntée à QUESNAY, et qui s'inspirait directement de sa doctrine. Sur le piédestal d'un monument élevé à la gloire de l'Agriculture, à Neuilly, c'était l'une des devises mêmes de la Physiocratie que l'on gravait. Avec l'« école-sœur » de GOURNAY, c'était le moment, ou jamais, d'opérer une fusion qui aurait doublé, en les unissant, les forces et le crédit des réformateurs : les invites fraternelles se font d'autant plus pressantes à l'égard de MORELLET que celui-ci est en même temps à moitié Encyclopédiste ; et l'abbé en effet, sans entrer « dans le giron de l'Eglise économistique », s'en rapproche du moins jusqu'au seuil, déclarant qu'il voulait « travailler en commun avec ces hommes instruits et zélés pour le bien public », se refusant seulement à reconnaître l'autorité particulière d'un maître. C'était la position qu'avait déjà prise TURGOT, et où il se tenait fermement :

en grande partie pour les tirer d'embarras, il avait donné aux *Ephémérides* ses *Réflexions* de 1766 ; mais il n'avait pas accepté les modifications ou les additions également tendancieuses que le journaliste son ami s'était permis d'apporter à son texte ; sans rien renier de ses sympathies personnelles et d'une solidarité relative de doctrine très réelle, il s'obstinait à ne vouloir être d'aucune secte, pas plus Economiste qu'Encyclopédiste. DIDEROT et VOLTAIRE lui-même continuaient d'observer une neutralité plutôt bienveillante.

Les deux fidèles Parlements de Grenoble et de Toulouse luttèrent sans relâche pour la défense et même l'extension du régime de liberté appliqué au commerce des productions agricoles. A la Cour on pouvait encore essayer de se concilier les bonnes grâces du Dauphin ; surtout on cherche à gagner celles de la nouvelle Dauphine : si elle ne « laboure » pas comme son mari, elle fait arrêter sa voiture pour causer avec les moissonneurs et les moissonneuses, qu'elle séduit par ses charmes enchanteurs et qu'elle laisse baignés de larmes et la comblant de bénédictions ! Il suffisait que le duc D'ORLÉANS allât visiter les pépinières de MOREAU DE LA ROQUETTE, qui était un peu de leurs amis, pour que les Economistes célèbrassent à grand fracas ce précieux témoignage de faveur princière. Dans la haute administration, BERTIN, TRUDAINE secondé par ALBERT, et son collègue D'ORMESSON, leur demeurèrent favorables et s'efforcent de sauver leur œuvre ; et le fait est que, jusqu'en octobre 1770, tous les arrêts des Parlements provinciaux et des autorités de police contraires à la liberté des grains, au moins à la li-

berté intérieure, sont impitoyablement cassés par le Conseil ; seul un arrêt particulièrement dangereux du Parlement de Paris, du 29 août, avait échappé à cette intervention énergique. C'est que, avec ce qui lui restait d'autorité, CHOISEUL couvrait encore la législation libérale.

Mais à côté de ces quelques symptômes encourageants, combien d'autres qui ruinaient les derniers espoirs ! Le public était décidément revenu à ses distractions et passions d'autrefois : la querelle commençante entre MAUPEOU et les Parlements, ou simplement les débuts de LEKAIN à la Comédie-Française, absorbent toute son attention. « Les mœurs de la nation, écrit tristement DUPONT, sont telles aujourd'hui qu'il faudrait lui mettre la morale et la justice en ariettes ». La mode avait tourné : après avoir été dix ans à la liberté, elle était revenue à la réglementation, et de ce retour, GALIANI était, autant que l'artisan, le triomphal bénéficiaire : ses *Dialogues* divertissaient tout le monde, et c'était aux dépens de nos pauvres « philosophes sévères » ! L'impitoyable critique ne s'en prend, soi-disant, qu'aux excès de leur système ; mais de leur réputation personnelle, il ne respecte rien. C'est peu de les ridiculiser, au moyen de plaisanteries parfois un peu grosses ; il faut, si possible, les déshonorer, en accusant ces champions de l'agriculture de traiter assez mal les agriculteurs ; le bruit court-il que MORELLET a obtenu une pension, il en profite pour mettre en doute le désintéressement de toute l'Ecole : « Les sectes, écrit-il, sont une ressource pour les gueux ». Contre toute vérité, et même toute vraisemblance, il voudrait les faire passer pour des séditeux inclinant à rétablir l'égalité



des conditions ; en tout cas il les dénonce à la police comme « les véritables jansénistes de Saint-Médard de la politique » ; et si on l'écoutait, ROUBAUD, pour avoir osé lui riposter dans ses *Récréations économiques*, devrait être enfermé, pour le moins à Bicêtre. L'opinion, inconséquente et frivole, applaudissait, et derrière le féroce polémiste marchait le gros des Encyclopédistes. Oubliant les sages conseils de QUESNAY, et venus à bout des résistances de DUPONT, MIRABEAU et BAUDEAU avaient commis l'imprudence de provoquer ces irascibles confrères : la réplique fut terrible. Le « sermon philosophique » de GRIMM du 1<sup>er</sup> janvier 1770 prit l'ampleur d'un réquisitoire : l'on n'y rappelait les anciennes amitiés que pour les abjurer plus hautement, et l'on n'exagérait à dessein la puissance déjà ébranlée de l'adversaire que pour précipiter plus irrémédiablement sa chute. Moins spirituels, mais plus profondément passionnés, également sans merci, des écrivains isolés venaient encore renforcer la cohorte qui s'acharnait sur le parti en détresse. LINGUET, dans sa *Théorie des Lois civiles*, stigmatise cette secte « qui compte pour rien la vie des hommes, ... qui ne compte que les denrées, monstrueux mélange de la frivolité française et de la pesante, de l'inhumaine inconséquence des Anglais ». MERCIER, dans son *An 2440*, somme les auteurs responsables du monopole et de la disette d'avouer leur criminelle erreur, et il voue leur nom à la flétrissure des siècles !

Si encore la baisse légère survenue dans le prix des grains à la fin de 1769 et au début de 1770 s'était maintenue ! Mais non ; dans certaines campagnes les habitants ne vivent que de fèves,

de froment, d'avoine ou d'herbes ; dans les villes, les émeutes reprennent, et la colère populaire, se rapprochant du trône, monte jusqu'à la DUBARRY. « Des provinces entières qui demandent du pain maudissent les auteurs obscurs qui se sont avisés d'écrire sur l'administration ; elles leur attribuent, peut-être mal à propos, leurs calamités ; mais le concours des circonstances est un argument bien fort, surtout dans la bouche de malheureux qui meurent de faim ; les révoltes ont été poussées à ce point qu'il a fallu faire marcher des troupes dans le temps où l'on était à Paris et à Versailles dans les fêtes et dans les bals. » Aussi les Parlements en général l'avaient-ils belle pour multiplier leurs arrêts contre la liberté, et même lorsque ceux-ci étaient encore cassés par les décisions officielles du ministère, les autorités de police subalternes, secrètement soutenues par le contrôleur-général, ne se faisaient pas faute de passer outre, et de suivre, voire de dépasser, les instructions des magistrats. Si bien qu'en fait, vers le milieu de 1770, en dépit des apparences légales, la réforme principale accomplie grâce aux Economistes se trouvait déjà à demi abolie.

Avant d'en consommer la ruine, il convenait de les réduire eux-mêmes au silence : c'est ce que comprit le triumvirat de leurs adversaires, TERRAY, MAUPEOU, SARTINE. Dès le mois de mars le chancelier avait désigné pour examiner les *Ephémérides* un censeur spécial : DUPONT avait affecté de voir dans cette mesure extraordinaire un honneur fait à la Science et un hommage rendu à ses fondateurs. Le fait est qu'ils étaient devenus, un instant, une puissance ; mais c'était cet accroissement même de leur influence, et les

ambitions qu'ils s'étaient crues permises, qui devaient hâter leur perte : n'avaient-ils point osé, « sous prétexte de prouver les principes du droit naturel, fronder l'administration des plus illustres ministres, déprimer les plus beaux règnes, s'ériger en réformateurs de la législation des Etats ? » Le censeur choisi afficha d'abord les intentions les plus conciliantes, et publia même une sorte de profession de foi si sympathique à ses justiciables que ceux-ci, naïvement, s'empressèrent de la reproduire ; trois mois plus tard, ils savaient mieux à quoi s'en tenir : on les avait avisés que « le bonheur du citoyen tient à la confiance ; que l'on peut et doit quelquefois avertir en secret ceux qui sont préposés à l'administration, mais ne jamais prêcher aux particuliers que leur propre réforme, et non celle de l'Etat ». Les retards, les difficultés d'approbation se multiplièrent à tel point que l'on pouvait deviner le dessein du ministère qui était — faute d'oser supprimer d'un seul coup ce malheureux recueil, comme peu s'en fallût qu'on procédât avec le *Journal d'Agriculture* — de lui rendre bientôt la vie impossible. Les *Dialogues* au contraire étaient comblés des faveurs administratives ; et il suffisait d'une réclamation de GALIANI pour que la *Réfutation* de MORELLET, déjà toute imprimée, fût enfermée dans les caves de la Bastille.

Quant à la liberté intérieure des grains, la seule qui subsistât encore en théorie, le Parlement de Paris, qui le 31 juillet avait déjà arraché au gouvernement une demi-capitulation, la condamnait explicitement par son arrêt du 29 août ; et cette fois les suprêmes efforts des amis des Economistes furent impuissants à obtenir la

cassation. Si TERRAY hésite encore à prendre les mesures de réaction définitives que depuis longtemps il médite ; si, en septembre et octobre, il se borne à consulter les intendants sur un nouveau projet de règlement, c'est que CHOISEUL est encore nominalelement au pouvoir ; son renvoi ne sera décidé que le 23 décembre. Alors, ce même jour, un arrêt du Conseil rétablit presque toute l'ancienne réglementation ; l'œuvre à laquelle les Economistes s'étaient le plus passionnément consacrés était à peu près anéantie.

Deux ans encore les *Ephémérides* languiront, avant de succomber sous les tracasseries de la censure et l'indifférence du public ; mais dès la fin de 1770 le parti a reçu un coup dont il ne pourra jamais, même sous le ministère de Turgot, se relever, et son existence active peut être considérée comme terminée.

## CHAPITRE II

### LES PRINCIPES DU SYSTÈME

L'agriculture seule produit des richesses : telle est la proposition initiale sur laquelle se fonde la doctrine économique des Physiocrates. QUESNAY la formule à un moment où il croit la banqueroute de la monarchie française imminente ; un seul moyen, selon lui, d'éviter la catastrophe, c'est, non pas tant de diminuer les dépenses (remède insuffisant et peut-être impraticable), mais d'accroître les revenus. Or les seuls revenus du royaume dont le roi puisse véritablement prendre sa part sont ceux de l'agriculture : voilà en quel sens l'agriculture est seule productive. Affirmation qui nous déconcerte aujourd'hui, et qui, à l'époque même où elle fut lancée, faisait déjà figure de paradoxe, mais qui n'en reposait pas moins sur de multiples observations et de longues analyses.

#### I

#### PRODUCTIVITÉ EXCLUSIVE DE L'AGRICULTURE.

Que l'agriculture fût une école de vertus civiques, une pépinière de soldats, la source la plus féconde

de la population, et ainsi le fondement le plus solide de la prospérité des Empires, c'étaient là des considérations morales et politiques alors presque banales; mais auxquelles les Physiocrates, sans y contredire, ne prenaient guère la peine de s'associer, parce qu'elles étaient trop éloignées de l'objet précis qu'ils se proposaient. En revanche, c'était un fait, à leur avis trop méconnu, dans la France du milieu du XVIII<sup>e</sup> siècle, que l'agriculture représentait les 5/6<sup>es</sup> de la richesse nationale; il leur semblait même que le royaume avait été assez heureusement doté de la nature pour entretenir une exportation régulière de ses grains comme de ses vins: commerce qui échapperait aux révolutions de la mode, et même, pensaient-ils, à toute concurrence étrangère sérieuse; et qui assurerait à la France cette indépendance d'approvisionnement, sans laquelle, trop souvent menacée de disette, elle se verrait gênée dans la poursuite de ses ambitions politiques.

L'agriculture n'était-elle pas, d'ailleurs, investie d'un privilège naturel de priorité, elle qui fournissait directement, et presque sans aucun secours extérieur, la subsistance aux hommes et la matière à tous les arts? Ne pouvait-on réclamer pour elle une sorte de droit d'aînesse, de primogéniture? Droit perpétuel, puisque chaque année la terre produit des richesses nouvelles, dont les autres sont tirées. Mais qu'est-ce donc qu'une richesse perpétuellement renaissante, sinon, au sens strict du mot, un revenu? Et le revenu agricole présente ce caractère unique, qu'il contient une partie nette, disponible, constituée par l'excédent sur les frais de production. Les travaux agricoles, écrit QUESNAY, « dédommagent des frais, paient

la main-d'œuvre de la culture, procurent des gains aux laboureurs [entendons les fermiers] et de plus ils produisent les revenus des biens-fonds». Avant les Physiocrates, un seul auteur, CANTILLON, avait ainsi, avec une égale précision, distingué dans le revenu des terres « trois rentes », dont une va au propriétaire foncier : c'est grâce à cette plus-value spéciale que celui-ci, suivant les termes de TURGOT, « peut vivre sans travail ». Voilà comment la seule classe véritablement *productive* est celle des cultivateurs, et les seules dépenses *productives*, celles consacrées à la culture.

Le revenu foncier constituait-il donc, à l'époque où les Physiocrates commençaient d'écrire, un revenu particulièrement avantageux ? Non, si l'on ne considère que le taux du moment ; oui cependant, en ce qu'il rachetait par sa sûreté sa faiblesse relative ; oui encore, en ce qu'il ne coûtait aucune peine à recueillir ; oui enfin en ce sens que, par le développement normal de la société, il devait aller en augmentant, contrairement, par exemple, au revenu de l'argent. « Le prix des terres, écrit à la veille de sa conversion l'*Ami des Hommes*, doit naturellement recevoir une augmentation proportionnelle à celle du prix des denrées. Tel homme acheta, il y a cent ans, une terre 100.000 livres ; si ses enfants la possèdent aujourd'hui, elle vaut presque le double, toutes autres choses étant égales, et le revenu en a monté presque dans la même proportion. Si au contraire cet homme fit un contrat à 6 %, sorte d'intérêt alors usité, son contrat, supposé qu'il existe encore, chose presque inouïe, et qu'il ait échappé à la révolution du Système [de LAW], qui a mis à 3 et quelquefois 1 % les contrats qui



ont été conservés... a d'abord diminué, au taux du Prince (1), d'un sixième de revenu ». Et si l'on ajoute à la hausse du marc d'argent celle du prix de toutes les denrées et marchandises, « 6.000 livres de rente il y a cent ans valaient mieux que 12.000 aujourd'hui. La moitié de la fortune de cet homme s'est donc fondue avec le cours du temps ». En 1767 Le TROSNE achète une terre dans un pays de « très petite et très mauvaise culture » : « Je ne risque rien, écrit-il, parce que les choses ne peuvent être en état pire, et qu'elles pourraient se bonifier si... » Les Physiocrates et les adeptes de leur système sont donc, pourrait-on dire, des gens qui, en théorie comme en pratique, spéculent sur la hausse des terres. Mais la vérité de leur premier principe était, à leurs yeux, au-dessus des variations accidentelles de la rente foncière. Du moment qu'il existait des propriétaires touchant des revenus, gros ou petits, sans participer en rien au travail agricole, il existait un revenu *net* de la culture ; et il n'existait pas d'autre revenu de ce genre, parce que, comme nous verrons l'Ecole essayer de le démontrer, ni dans l'industrie, ni dans le commerce, il n'existait de condition sociale analogue à celle des propriétaires de biens-fonds.

Mais, s'il en est ainsi, tous les autres revenus apparents, profits, gages, salaires, ne peuvent être tirés que de celui-là, et c'est le propriétaire foncier qui entretient, paye, et pour ainsi dire salarie, toutes les autres classes de la société ; et c'est le revenu foncier qui peut seul, sans que la prospérité du pays en souffre, payer l'impôt.

1. C'est-à-dire au taux de l'intérêt légal.

L'Etat sera donc d'autant plus riche que le revenu net des terres y sera plus considérable : ce qu'il fallait démontrer. « L'agriculture est le patrimoine du souverain, non-seulement parce que toutes ses productions sont visibles et qu'on peut les assujettir convenablement aux impositions », mais parce qu'elle seule offre vraiment une matière imposable. Or, à l'heure où se fondait la doctrine, les divers impôts fonciers constituaient, tous réunis, à peine le tiers de ce revenu royal dont les événements démontraient l'insuffisance, et que les Physiocrates prétendaient accroître : le projet de réforme fiscale inclus dans leurs principes était donc d'une extrême hardiesse.

Quant à la raison suprême du privilège attribué à l'agriculture de donner régulièrement un surcroît de bénéfice disponible, les Physiocrates pensent généralement la trouver en distinguant dans l'œuvre de la production la part du travail humain et celle de la terre elle-même. Le travail agricole n'est point essentiellement différent du travail artisan : l'ouvrier qui fabrique une roue de charrue n'est pas plus « productif » que celui qui fabrique une roue de carrosse, et les paysans ne sont en quelque sorte que « les outils de la cultivation ». Mais la terre, ou pour mieux dire la nature entière, coopère avec l'homme : « les bestiaux engraisent chaque jour au temps même du repos, ce qui ne peut être dit d'un ballot de soie ou de laine dans un magasin » ; « la pluie du Ciel se change en or dans les champs cultivés » ; l'agriculture enfin est une « manufacture d'institution divine, où le fabricant a pour associé l'Auteur de la Nature » : comment s'étonner de sa fécondité exclusive ? Turgot lui-même, pour-

tant plus positif, parlera de ce « superflu que la nature accorde au laboureur en pur don au-delà du salaire de ses peines ». Pour comprendre cette sorte de déisme ou de panthéisme agrarien, il faut se rappeler qu'à cette époque l'industrie proprement dite ne faisait pas encore grand usage des forces naturelles. Quant à la question de savoir pourquoi les propriétaires fonciers accaparaient les générosités du Créateur, les Physiocrates y répondaient que ceux-ci avaient des devoirs personnels à remplir, des charges particulières à supporter, dont la principale précisément devait être d'acquitter le total de l'impôt (1).

Admettons donc que la Terre est en elle-même douée d'une productivité spéciale ; pourquoi, dans ce cas, les exploitations de mines et de carrières ne seraient-elles pas assimilées aux exploitations agricoles ? — Il s'agit seulement d'examiner si ces entreprises laissent un produit net. Or les Physiocrates ont en général estimé que les entrepreneurs ne tiraient rien de plus que « l'intérêt de leurs avances et ce qui leur est légitimement dû pour leur entretien et subsistance, ainsi que pour ceux de leur famille ». Le fait est qu'on ne voyait guère alors de propriétaires de mines, distincts des entrepreneurs exploitants, vivre du revenu de ces exploitations : les bénéfices en étaient encore fort aléatoires, et le fonds même n'en paraissait pas inépuisable. On pouvait donc conclure à leur improductivité. — Et les pêcheries ? Le cas est différent. On rencontre en effet ici tous les éléments d'un véritable produit net : non seulement fourniture abondante et perpétuelle d'un aliment

1. V. *infra*, p. 127.

précieux, mais réalisation de bénéfices qui, du moins pour la grande pêche, assuraient, en dehors du profit des patrons-pêcheurs, un revenu régulier aux armateurs. Mais cette productivité des eaux marines, suivant QUESNAY, était-elle autre chose qu'un dérivé de la productivité du sol ?

## II

## STÉRILITÉ DE L'INDUSTRIE.

Comme l'agriculture est productive, l'industrie est stérile. Cette seconde thèse, contre-partie de la première, les Physiocrates ne l'ont pas développée avec moins d'abondance, fondant ici encore leur paradoxe sur une large base de faits positifs et d'opinions admises.

Supposons, pour un instant, que l'industrie constitue pour la nation une source réelle de richesses, elle sera bien précaire : ne tient-elle pas en effet toute « aux doigts des ouvriers, toujours prêts à transmigrer » ? Les émigrations ouvrières étaient considérables au XVIII<sup>e</sup> siècle : en 1750, à Lyon, pendant une crise de chômage, il avait fallu garder à vue les ouvriers dans leurs maisons pour les empêcher de franchir la frontière ; les Physiocrates ne faisaient qu'exagérer le péril. Il était surtout sérieux pour les industries d'exportation : mais n'était-ce pas celles-là qui précisément pouvaient contribuer à l'enrichissement effectif du pays ? Au prix de quels sacrifices pourra-t-on les maintenir ? Sans même lui débaucher

ses artisans, à coup de capitaux et d'inventions, les nations étrangères pouvaient faire à l'industrie du royaume une concurrence victorieuse. « Il est impossible, avait écrit MONTESQUIEU, qu'une nation fondée sur l'industrie ne tombe pas de temps en temps » ; suivant la théorie de CANTILLON, reprise par HUME, le jeu automatique de la balance du commerce devait, en renversant l'avantage du change, faire passer perpétuellement la supériorité industrielle d'une nation à une autre. La situation des industries françaises pendant la période 1750-1760 pouvait, sinon justifier, du moins expliquer un tel pessimisme : l'Angleterre disputait à nos manufactures de drap du Languedoc le monopole dont elles avaient si longtemps joui dans le Levant ; et les soieries de Berlin commençaient de rivaliser avec celles de Lyon.

Du reste, entre l'industrie et l'agriculture, il existait une différence de condition commerciale, résultant de la différence d'intensité entre les divers besoins humains : l'une fournissant le nécessaire, et l'autre surtout le superflu. N'oublions pas que les produits d'usage courant étaient alors, pour une bonne part, de fabrication domestique ; l'industrie, surtout la grande industrie, avait encore pour principal objet la production des articles de luxe ou de demi-luxe ; et cela était particulièrement vrai de l'industrie française. Aussi que de vicissitudes ! Ne fallait-il pas, « dès qu'il y avait guerre, mettre bas les trois quarts des métiers de Lyon » ? Pour provoquer dans les industries les plus brillantes des crises presque mortelles, un simple changement de modes suffisait. Même dans les circonstances normales, il paraissait absurde à des esprits peu suspects d'hostilité

envers l'industrie, comme MORELLET, d'escompter, pour des pays tels que la France ou l'Angleterre, le rôle de « manufacturiers de l'univers ! » Quant à l'hypothèse d'une nation revendant manufacturées à l'étranger les matières qu'elle aurait reçues de lui à l'état brut, les Physiocrates déclarent que c'est « une abstraction inutile, une supposition contre le fait ».

Fallait-il rappeler la subordination naturelle de l'industrie, qui sait « apprêter et approprier les denrées, mais qui ne les produit pas » ? Même les artisans qui participent directement au travail préparatoire de la récolte prochaine ont dû d'abord vivre sur la récolte passée. On pourra bien dire que le développement de l'industrie détermine par contre-coup, en lui ouvrant de nouveaux débouchés, celui de l'agriculture : le premier ne sera pourtant que la cause « occasionnelle », ou finale, du second, jamais la cause efficiente.

Il y a plus. Puisque l'agriculture (les Physiocrates prétendent l'avoir démontré) est seule à donner un revenu disponible, l'industrie ne peut être payée que sur ce revenu : les artisans ne sont que les hommes à gage, les domestiques des propriétaires, ou, plus brutalement encore, des instruments à leur service. « Les ouvriers des manufactures, déclare textuellement MIRABEAU, ne doivent, en langue de calcul, être considérés que comme des machines, nécessaires à l'exploitation, mais qui demandent un entretien journalier et dispendieux ». D'où l'expression de « classe stipendiée » que Turgot applique communément à la classe industrielle. Un demi-adepte donne à cet aspect de la théorie physiocratique un relief saisissant : « Un propriétaire riche, écrit BŒSNIER

DE L'ORME, qui échange des denrées provenant de ses terres pour de l'argent, et qui de cet argent achète des habits, des meubles, des étoffes, etc., pourrait, au lieu de cet échange, entretenir chez lui, avec ces denrées mêmes, des fabricants, des tailleurs, des ouvriers de toute espèce. Si tous ces gens habitaient chez ce propriétaire et qu'ils fissent partie de sa maison, on n'aurait pas de peine à sentir que leur consommation est faite à ses frais et pour son compte ». Ne croirait-on pas voir renaître le vieux château seigneurial enveloppant dans son enceinte les cabanes des artisans ? Les côtés réactionnaires d'un système qui semblerait vouloir ramener les temps révolus de l'économie domaniale se montrent ici en pleine lumière.

La « stérilité » de l'industrie n'est-elle pas ainsi, aux yeux des Physiocrates, suffisamment établie ? Tout « produit net » industriel, s'il pouvait s'en former, ne saurait être qu'un produit net à rebours. Mais QUESNAY et ses disciples ont prétendu démontrer qu'en fait l'industrie ne fournissait réellement aucun revenu de ce genre. — Ils examinent d'abord le cas des simples compagnons, qui constituent la grande majorité de la « classe industrielle » : il leur paraît évident que ces artisans gagnent tout juste de quoi vivre eux-mêmes et faire vivre leur famille ; il ne leur reste rien dont ils puissent disposer. La formule de TURGOT est assez connue : « Les ouvriers sont obligés de baisser le prix à l'envi les uns des autres. En tout genre de travail il doit arriver, et il arrive en effet, que le salaire de l'ouvrier se borne à ce qui lui est nécessaire pour lui procurer sa subsistance. » Et avec cela, comme le fait remarquer LA



RIVIÈRE, « chaque ouvrier est forcé par la concurrence de travailler autant qu'il est en son pouvoir ». Maximum de travail pour minimum de salaire, c'était, en gros, la réalité d'alors, et NECKER sur ce point ne s'exprimera guère autrement que TURGOT. Allez donc établir un impôt sur l'ouvrier : ou il ne pourra plus vivre, ou bien il faudra qu'il se fasse rembourser par son patron. Il se peut bien, sans doute, que quelques ouvriers d'art, quelques « artistes » en renom, réalisent des bénéfices hors de proportion avec ce qui leur est nécessaire pour s'entretenir dans leur état, et même avec les sommes qu'ils ont dû déboursier pour leur apprentissage ; mais combien sont-ils ? Et cela peut-il compter « dans l'administration des grands empires... Otons donc à cette misère la qualité de produit net ». Seulement ces bénéfices extraordinaires, dont les Physiocrates se sont acharnés à faire ressortir l'insignifiance dans la masse de la richesse nationale, les ont empêchés de constater les menus gains réalisés par le commun des artisans, et dont l'accumulation pouvait avec le temps représenter une valeur considérable ; c'est à peine si TURGOT admet que quelques-uns peuvent exceptionnellement, par le fait des limitations ou des inégalités naturelles de la concurrence, se constituer « un petit pécule ». Au fond, en s'engageant dans cette intéressante, mais dangereuse discussion, les Physiocrates ont compromis la solidité de leur système. Ne sont-ils pas beaucoup plus forts quand ils s'en tiennent à dire : Admettons que les salariés en général parviennent à gagner sensiblement plus que leur nécessaire ; eh bien ! ce sera autant de retranché sur le produit net naturel ; l'industrie n'aura

cessé d'être stérile que pour devenir onéreuse.

Cependant, direz-vous, au-dessus des simples travailleurs, il y a les gros entrepreneurs de manufactures, qui recueillent de gros profits ! Ne seraient-ce pas eux qui accumuleraient les plus-values produites par le travail des artisans qu'ils emploient ? Les Physiocrates n'y songent pas : « Le travail, affirme QUESNAY, ne vaut que la dépense : s'il coûtait plus, il y aurait de la perte » ; il n'imagine pas que ce travail pourrait coûter *moins* qu'il ne rapporte. « L'artisan, écrit de même Turgot, ne fait naître aucun revenu, ni pour lui, ni pour d'autres ». Ces profits cependant, quelque limités qu'ils puissent être par la concurrence qui leur sert de règle, ils existent : il fallait démontrer qu'ils ne renfermaient rien qui ressemblât à un produit net. Retranchons en effet « l'intérêt que le bailleur de fonds doit retirer de ses avances dans une entreprise risquable [on peut en évaluer le taux moyen à 10 %], il reste juste l'aisance nécessaire au soutien d'une bonne et meilleure exploitation » ; ou encore le salaire normal d'un « chef d'entreprise dont le temps et la peine doivent être payés sur un pied plus fort que celui qui règle la rétribution d'un subalterne ». Quelques grandes fortunes de manufacturiers de Paris ou de Lyon « riches à plusieurs millions » constituent des exceptions qui ne tirent pas à conséquence : et combien de misères pour les compenser !

Turgot cependant avait reconnu l'existence de profits disponibles susceptibles, grâce à l'esprit d'économie qui anime généralement ce genre d'entrepreneurs, de former par leur accumulation un « capital industriel » : comment appliquer à

une telle classe d'hommes l'épithète de stérile ? Il le faut cependant, puisque, par définition, c'est une classe stipendiée ; tous les capitaux qu'elle pourra amasser, tous les soi-disant revenus dont elle pourra jouir, ne sont que des prélèvements opérés sur l'unique revenu véritable. Prélèvement anormal, disent les Physiocrates, puisqu'il résulte, le plus souvent, des monopoles arbitraires établis par l'Administration. Il y a un cas, oui, où l'existence d'un revenu net industriel n'est pas douteuse : c'est celui des manufactures affermées, dont le titulaire tire des profits qui n'ont rien de commun avec la rémunération légitime d'un entrepreneur ou les intérêts encaissés pour une avance de fonds, et qu'il peut enfin partager avec l'Etat. Eh bien, précisément, « l'on n'affirme jamais, et l'on ne saurait affermer, de manufacture, à moins qu'elle ne soit favorisée d'un privilège exclusif, c'est-à-dire du droit injuste de vendre ses ouvrages au-dessus de leur valeur naturelle ». Le produit net de l'industrie, quand il existe, est donc l'effet d'un privilège inique, parce qu'il est artificiel ; alors que le produit net de l'agriculture est l'effet d'un privilège juste, parce que naturel. Le monopole naturel des grands capitalistes industriels, caractéristique encore incertaine d'un âge économique qui ne faisait que commencer, ce monopole de fait, entrevu par Turgot, échappe aux Physiocrates qui, en dehors de la possession naturellement exclusive du sol, ne voyaient partout, sauf intervention perturbatrice de la législation, que le jeu rigoureux d'une libre et égale concurrence. C'était toujours le même cercle de raisonnement, et la même inévitable conclusion : quand l'industrie n'est

plus stérile, c'est qu'elle est « spoliatrice ».

Chose remarquable, on voit même tel défenseur de l'industrie comme FORBONNAIS se borner à quelques observations vagues sur la valeur nouvelle que la main de l'homme ajoute à la matière première ; il ne fait aucune difficulté d'admettre que le produit net de l'industrie, dont on ne peut en vérité nier l'existence, est bien inférieur à celui de l'agriculture ; les Physiocrates, en qualifiant l'industrie de stérile, n'avaient, selon lui, péché que par excès de langage. Quant à l'explication dernière de cette paradoxale stérilité, ceux-ci la trouvent dans la débilité organique et originelle de l'homme, comparée à la toute-puissance du Créateur, lequel préside et coopère, comme nous savons, aux travaux de l'agriculture.

### III

#### STÉRILITÉ DU COMMERCE ET DE L'ARGENT.

Le commerce serait-il plus productif que l'industrie ? Le trafic extérieur, en particulier le trafic d'intermédiaire, « n'est qu'une faible ressource pour les grands Etats ; car les nations riches par leurs productions, et placées favorablement pour la navigation, font elles-mêmes le commerce de leurs denrées avec l'étranger : elles resserrent beaucoup celui des interpoles, et la plupart n'en sont que les voituriers et les commissionnaires ». Quant au trafic intérieur, ce n'est, « par rapport à la nation, que le voiturage des denrées au consom-

mateur » ; les commerçants sont donc naturellement, comme les artisans, des stipendiés de l'agriculture. « Celle-ci, en qualité de payante, doit donner la loi » ; et le commerce ainsi entendu n'est, en fin de compte, qu'un « surcroît de dépenses stériles ». Le négoce le plus utile n'est encore qu'un « mal nécessaire ».

Mais, dira-t-on, le commerce comporte autre chose que le transport des marchandises, savoir leur échange. Sans doute ; mais cet échange se fait normalement entre valeurs égales ; les sommes qu'un commerçant reçoit de son client doivent lui rembourser ses frais d'achat, de transport, de magasinage et lui assurer la rétribution de son travail personnel ; rien de plus, aucun profit net. — Comment expliquer alors la formation de ces grandes fortunes marchandes, plus considérables à cette époque que celles des manufacturiers ? De la même manière que celles-ci : on parlera de menus gains accumulés, de longues économies, d'incessantes privations. A moins que la législation ne soit venue fausser les conditions naturelles des échanges, en constituant au profit du commerçant un monopole plus ou moins complet : auquel cas le commerce sera « spoliateur », et « le peuple est ébloui par les richesses mêmes de ceux qui le mettent à contribution et qui le ruinent ». Le jeu de la libre concurrence devait, selon nos auteurs, réduire tous les marchands à vendre au plus juste prix, sans profit net appréciable. Le monopole naturel dont jouissaient le petit nombre de ces gros entrepreneurs de commerce qui possédaient à la fois « un grand fonds d'argent comptant » et la hardiesse de risquer leur fortune, ils ne l'aperçoivent pas, ou ne veulent pas le

reconnaître. Quant à prétendre que les fortunes commerciales, une fois constituées, encouragent l'agriculture en lui procurant un large débouché de ses productions, quelle plaisanterie ! Les bénéfices anormaux, illégitimes, obtenus aux dépens de la seule classe réellement productrice, on ne les lui restitue pas gracieusement : on les lui revend, ce qui est bien différent. Et si l'Etat tire quelque revenu de la vente des privilèges exclusifs de commerce, ce n'est qu'une bien faible reprise des énormes profits qu'il a lui-même procurés aux bénéficiaires.

Restait l'argent, le capital-argent, qui, toujours susceptible d'être placé à intérêt, donnait un revenu aussi net, aussi disponible, semblait-il, que le revenu foncier. Les rentes pécuniaires s'étaient dès cette époque accrues à tel point qu'il était impossible de les ignorer. « Les trois quarts de nos riches, pouvait écrire LINGUET en exagérant seulement la réalité, ont toute leur fortune dans leur poche ». Ces fortunes en argent ou en papier étaient sans doute encore très fragiles : « Je défie, écrivait GRIMM, qu'on m'en montre une qui ait passé d'une génération à l'autre, à moins que le possesseur ne l'ait fixée pour ainsi dire dans sa famille en achetant des biens-fonds ». N'importe, en dépit de leur caractère toujours précaire, par leur mobilité même, passant de mains en mains, elles se perpétuaient dans la société. Force était bien aux fondateurs du nouveau système d'en démontrer la stérilité.

Mais celle-ci n'était-elle pas éclatante ? Qui fait les frais des revenus touchés par les détenteurs de rentes ? N'est-ce pas l'agriculture directement, lorsqu'il s'agit de rentes « placées sur des

terres » — et l'agriculture encore indirectement (de la manière qui a été précédemment expliquée), s'il s'agit de rentes placées dans l'industrie ou le commerce ? Même les rentes sur l'Etat, qui en assure le service ? sinon l'impôt, auquel seule, suivant les Physiocrates, l'agriculture peut subvenir. L'argent est évidemment stérile, puisqu'il faut que « d'autres biens produisent les revenus avec lesquels on paye les rentes ».

L'intérêt de l'argent ne peut donc être qu'un prélèvement opéré sur le véritable revenu ; prélèvement onéreux et même abusif, si l'on en croit nos auteurs. Pourtant il ne résulte d'aucun privilège arbitraire, d'aucun monopole artificiel ; mais c'est qu'il ne comporte aussi aucun travail. A la différence des propriétaires fonciers sans doute, les possesseurs d'argent sont des « fainéants », et bien que les Physiocrates aient été jusqu'à prétendre qu'entre un ouvrier d'industrie et un oisif il n'y avait nulle différence pour la productivité, par une contradiction involontaire ils rendent à la fécondité du travail humain cet hommage de considérer comme un abus les revenus perçus par des oisifs, même dans le libre exercice des relations économiques. Personne n'a dénoncé avec plus de violence « la finance dévorante qui se trafique en prêts à intérêts », cette « piraterie civile ». Un rentier, écrit l'auteur de la *Philosophie rurale*, est « un loup dans la société ». N'allez point parler des industries que leur luxe peut entretenir, et dont le progrès peut retentir sur l'agriculture : tous ces oisifs ruinés, eux ou leurs enfants transformés en commerçants actifs ou en cultivateurs, les propriétaires fonciers, qui bénéficieront de l'accroissement corrélatif du produit net, sauront



bien les remplacer « dans toutes les parties de consommation que ces gens se verront forcés de retrancher ».

Si encore, comme dans le cas des monopoles autorisés, l'État pouvait récupérer sur ces capitalistes pécuniaires une partie de l'argent qu'ils lui coûtent ! Hélas ! « l'argent est une richesse qui se dérobe à la vue ». La difficulté d'asseoir un impôt régulier sur les richesses mobilières est encore considérable aujourd'hui, elle l'était bien plus au XVIII<sup>e</sup> siècle : « Le caractère de la fortune des gens à papier est d'être fugitive et obscure autant que précaire ; quelques moyens qu'on imagine pour les imposer, ils en trouveront un plus efficace pour éluder l'impôt. » Supposez d'ailleurs que le fisc parvienne à assujettir ces insaisissables contribuables : « Si sa rétribution est diminuée, le capitaliste retirera son argent, et l'entreprise cessera. Il doit être considéré comme le marchand d'une denrée absolument nécessaire à la production des richesses, et qui ne saurait être à trop bas prix. Il est aussi déraisonnable de charger son commerce d'un impôt que de mettre un impôt sur le fumier qui sert à engraisser les terres ». Ainsi cette catégorie de sujets se trouve naturellement investie d'un monopole qui pour être naturel n'en est pas moins abusif, mais qui pour être abusif n'en est pas moins intangible. De tout cet argent il n'y a pas une parcelle dont la nation puisse disposer.

C'est donc bien en partant du principe de la productivité exclusive de l'agriculture que la régénération financière du royaume doit s'accomplir.

### CHAPITRE III

#### LA GRANDE AGRICULTURE

---

##### I

#### LA DÉCADENCE DE L'AGRICULTURE ; SES CAUSES.

D'accord avec la plupart des écrivains contemporains, les Physiocrates retracent l'affligeant tableau de l'agriculture française vers 1750-1760. En 1754 MACHAULT D'ARNOUVILLE en avait déclaré l'état « pitoyable » ; dès qu'on s'éloignait de la capitale et des grands chemins, de toutes parts les terres incultes apparaissaient ; dans l'Ouest et le Centre les friches où les landes occupaient souvent la moitié du territoire. Considérant surtout l'étendue des terres consacrées aux grains, l'Ecole allait jusqu'à soutenir qu'elle avait déchu depuis les premières années du xvii<sup>e</sup> siècle ; mais cette assertion était fortement contestée, et peut-être d'ailleurs n'avait-on pas eu tort de laisser retourner à l'état de pacage ou de taillis des terres trop pauvres pour être semencées avec avantage. Quant à la production

totale du royaume en blé, qu'on évaluait à environ 65 millions d'hectolitres, rien ne prouvait qu'elle eût jamais été beaucoup plus considérable ; mais il était certain qu'elle pouvait être augmentée dans de notables proportions. Ce qui était surtout décisif aux yeux des Physiocrates, c'était la baisse du revenu foncier, et ils ne faisaient qu'insister sur une vérité déjà mise en lumière par leurs précurseurs ; c'était à peine si en 1760 les biens-fonds commençaient à se relever de la dépréciation qu'ils avaient subie. Tout le monde reconnaissait que l'agriculture souffrait de vices profonds, funestes à sa prospérité.

Les uns accusaient la paresse des paysans, leur langueur à l'ouvrage, quelquefois leur fainéantise absolue ; mais, pour les Physiocrates, ce n'était qu'un effet de leur extrême pauvreté : « Faire force de bras, suer et transir toute l'année, et n'avoir rien au commencement, au milieu ni à la fin, nous rebuterait tout comme eux ; la dégradation de l'agriculture ne devait pas être imputée à la mauvaise volonté des hommes, mais à leur indigence ». — D'autres dénonçaient la dépopulation des campagnes, qu'elle résultât de la diminution des mariages, de l'accroissement de la mortalité infantile, ou de l'émigration vers les villes ; mais ici encore, le fait, incontestable, n'était-il pas une conséquence de la misère paysanne ? Du reste, la thèse fondamentale et originale de l'Ecole est que l'agriculture nationale manque, non pas tant de bras, que de capitaux.

L'insuffisance des capitaux agricoles se marque en particulier dans le déclin de l'exploitation par fermiers, qui caractérise, selon nos auteurs, la *grande culture* : celle-ci n'occupait pas plus de 1/5

de l'étendue cultivée en grains, répandue principalement autour de Paris et dans le Nord-Ouest du royaume (Ile-de-France, Beauce, Brie, Soissonnais, Normandie, Picardie, Artois, Hainaut, Flandre). La baisse du revenu des terres ne devait-elle pas, en effet, avant les propriétaires, atteindre les fermiers ? Et parmi les entrepreneurs de culture qui avaient résisté à la crise, combien y en avait-il qui méritaient encore le titre de « laboureurs aisés » ? En Beauce, les fermiers actuels ne sont plus les descendants « des anciennes familles riches et opulentes ; il y a cent ans que ceux-là sont réduits à l'état malheureux de simples journaliers. Ce sont, pour la plupart, des jeunes gens mariés depuis peu, à qui leurs pères respectifs ont donné 100 pistoles. Arrivés dans une ferme de deux charrues, ils se trouvent réduits aux meubles les plus nécessaires. Tout à l'économie, le moindre revers les ruine ». Le Soissonnais lui-même est envahi par les *haricotiers*, petits fermiers besogneux « qui égratignent la terre, ne fument point, n'ayant point de bestiaux, engrangent lentement, battent avant que le grain soit sec, pour les semailles, pour payer la taille et le maître, et par qui tout se perd, le travail, la terre et la récolte ». Le moins mal que puisse faire le fermier appauvri, c'est de laisser une partie du domaine en friche, de manière à « mieux proportionner ses entreprises à l'étendue de ses facultés déperies ».

Quand il ne trouve plus de fermiers qui veulent s'astreindre à payer une rente, le propriétaire est contraint de prendre à son compte les avances de l'exploitation : c'est la *petite culture*, par les soins de pauvres métayers, auxquels il faut tout fournir,

jusqu'aux semences et à leur propre nourriture pour l'hiver. Mais le propriétaire lui-même, fort gêné par la longue diminution préalable de ses revenus, se montre d'autant plus parcimonieux à l'égard de son métayer que ce dernier, qui peut être « un homme négligent ou fripon, n'a rien pour répondre ». Fût-il d'ailleurs le plus honnête des « domestiques », « accoutumé qu'il est à la vie la plus misérable, n'ayant ni l'expérience, ni même le désir de se procurer un état meilleur, il cultive mal. Il s'occupe par préférence à faire venir des productions dont la culture est moins pénible et qui lui donnent une subsistance plus abondante, comme le maïs, le sarrasin et surtout la châtaigne, qui ne donne d'autre peine que de la ramasser. Il sait même que, si la récolte manque, son maître sera obligé de le nourrir pour ne pas voir abandonner son domaine ». Rien de plus tristement rudimentaire que son outillage : son areau n'est parfois qu'un simple crochet avec deux chevilles de bois ; ou bien, s'il possède une charrue, elle est sans roues, oblige l'homme d'être presque couché comme une bête à quatre pattes, et l'on n'y attelle que des bœufs mal nourris, des vaches, quand ce ne sont pas des ânes ; ainsi on ne laboure que l'épiderme de la terre, et les charbons y prospèrent plus que le blé ! » Or, VOLTAIRE peut le déclarer sans crainte d'être démenti, « le nombre des pauvres laboureurs et des métayers qui ne connaissent que la petite culture surpasse des deux tiers au moins le nombre des laboureurs riches que la grande culture occupe. »

Le vice essentiel de la première, aux yeux des Physiocrates, c'est, tout en condamnant ceux qui la pratiquent à une existence de misère, de ré-

duire à rien, ou presque, le revenu du propriétaire. Ce que touche celui-ci, souvent, ne représente guère plus que l'intérêt de l'argent qu'ont coûté les troupeaux ; le surplus, s'il existe, risque toujours d'être absorbé par les charges imprévues : que restera-t-il pour le revenu proprement dit, dont l'impôt puisse prélever sa part ? Le maître peut sans doute momentanément se procurer une aisance factice : il peut gaspiller la maigre récolte, sans en rien réserver ; mais comment assurer la moisson suivante ? comment prévenir la désertion du métayer, la ruine de la maison, l'enlèvement même des bestiaux par le fisc ? Quand celui-ci prétend tirer quelques ressources de la petite culture, il ne fait, en général, que frapper abusivement un faux revenu, et étouffer le dernier espoir d'une exploitation rémunératrice. Au dernier degré de l'avilissement, c'est l'abandon des labours, la transformation du domaine presque entier en pacage naturel, en pâture extensive, où vaguent quelques bestiaux clairsemés — heureux encore quand une partie ne se couvre pas d'épines et de buissons qui risquent de décourager à jamais toute tentative de remise en culture. Quel déchet dans le revenu du royaume !

Quant aux petits propriétaires exploitants, la ressource qu'ils offrent au Trésor n'est guère, suivant nos auteurs, plus appréciable. Eux aussi, quand ils ne s'endettent pas, quand ils parviennent à subsister, manquent des fonds nécessaires pour recueillir un véritable produit net. Il n'en existe que trop, dit QUESNAY, de ces hommes qui, eux, leurs productions et leurs terres, « sont nuls pour l'Etat ». Et de fait, la plupart des petits propriétaires qui, au lieu de se retirer à la ville,

nome PATULLO, et après lui la Société de Bretagne, dégagent la notion du plus grand bénéfice, qui peut déterminer entre les diverses provinces du royaume une sorte de spécialisation régionale. Les Physiocrates formulent les conclusions de l'analyse : accord de l'intérêt général de l'Etat avec l'intérêt particulier du cultivateur dans la recherche du plus grand *produit net* ; puis, donnant à cette formule toute son extension, ils dépassent hardiment les cadres de l'économie nationale : « La culture la plus profitable, proclament-ils, est celle qui procure les plus grands revenus, qui produit les denrées les plus recherchées et qui sont payées le plus haut prix par l'étranger. Et c'est aux particuliers qui en font les frais à en décider... Le préjugé qui porte à favoriser l'abondance des denrées de premier besoin préférablement à celles de moindre besoin, au préjudice de la valeur vénale des unes et des autres, est inspiré par des vues courtes, qui ne s'étendent pas jusqu'aux effets du commerce extérieur réciproque, qui pourvoit à tout ». Comme précisément l'Ecole réclame pour ce commerce international une liberté entière, la liberté de culture doit être la règle pure et simple du nouveau régime agricole.

Les Physiocrates en font l'application à trois cas particuliers. Pour éviter que la culture du blé ne fût délaissée, un arrêt de 1731 avait formellement interdit de planter de nouvelles vignes : cette mesure, qui avait aussitôt soulevé les plus vives protestations, notamment de l'abbé de SAINT-PIERRE et du marquis d'ARGENSON, avait cependant continué de recevoir une exécution (comme c'était souvent le cas) partielle et intermittente. Dès ses premiers articles QUESNAY fait ressortir



l'inanité d'une prohibition qui ne remédie en rien aux multiples entraves dont souffre la culture des céréales ; et comme, dans le même temps, certaines provinces réclamaient contre l'accroissement de cette même culture, il concluait que « tout conspirait à la dégradation des deux principales récoltes du royaume ». Sans parler des prétentions abusives qui se cachaient sous le masque de l'utilité publique : n'était-ce pas, en effet, sous couleur de garantir l'approvisionnement du pays en blé, créer un monopole en faveur des vignobles existants ? — Avec moins de raison peut-être, mais non moins de vigueur, les Physiocrates, suivant encore ici les traces de d'ARGENSON, et sans ignorer plus que lui la mauvaise économie pratiquée par beaucoup de propriétaires de bois, condamnent les prescriptions célèbres du Code forestier. — Et le service des Haras, qui interdisait alors de faire saillir les juments autrement que par les étalons officiels, ne trouvait pas non plus grâce devant eux : cette violation du droit des propriétaires était loin, disaient-ils, de tourner à l'avantage des campagnes, qui n'avaient pas tant besoin de sujets précieux, mais d'une « remonte abondante ». Au reste, si l'on voulait affiner les races françaises, le gouvernement n'avait qu'à adopter la méthode plus libérale et plus efficace inaugurée en Angleterre : là, point d'inspecteurs ruineux, de simples encouragements aux Courses !

A côté des fermiers, les propriétaires doivent concourir au relèvement de l'agriculture : il faut, eux aussi, les affranchir des multiples servitudes qui leur enlèvent les moyens et jusqu'au désir d'améliorer leurs terres et d'en accroître le revenu.

D'une ressource qu'il était, l'emprunt sur hypothèque devient une charge accablante lorsqu'il n'est point promptement remboursé : « le fonds demeure à un propriétaire épuisé qui, sans cesse abattu à l'aspect de la somme qu'il doit payer, se voit forcé de toujours tirer de la terre et de n'y rien mettre » ; la menace perpétuelle de l'éviction le paralyse. La catastrophe redoutée se précipite enfin : la terre est saisie ; tout le temps que durent le « bail judiciaire » et les innombrables formalités de la liquidation, elle est perdue pour la bonne culture ; « une terre en décret, écrit MIRABEAU, est devenue proverbe pour figurer l'excès du délabrement ». Que dire des rentes foncières, qui, en fait, et souvent même en droit, sont inamortissables ? Que la terre rapporte ou non, il faut les payer ; comment s'étonner si, par elles, tant de cultivateurs sont ruinés et tant de domaines déserts ? A celles qui représentent le prix de l'inféodation primitive, en sont venues s'ajouter d'autres qui résultent d'emprunts hypothécaires plus ou moins déguisés : l'accumulation des charges est telle qu'elle réduit le possesseur à la misère, ne lui laissant d'autre moyen, pour se délivrer d'un poids insupportable, que de s'expatrier en abandonnant tout, ou d'user de subterfuge en cédant cette propriété onéreuse à quelque acheteur sans aveu et insolvable : car quel acquéreur sérieux oserait se présenter ? Plus grand encore est le désordre quand, par suite de la division du fonds primitif, plusieurs propriétaires se trouvent solidairement responsables du paiement de la rente : entre « cofrécheurs », ce sont des procès sans nombre. Est-ce enfin le créancier hypothécaire qui, pour rentrer dans son ar-

gent, se fait adjuger la terre : voilà un homme, « de rentier qu'il voulait être, devenu propriétaire par nécessité. Mieux fait par habitude pour numéroter des contrats et minuter des quittances, il regarde ses nouvelles acquisitions comme les débris forcés de cette sorte de fortune qu'il ambitionnait seule, et est encore moins propre à les faire valoir que le dérangé qui les a perdues. »

Puis, il y a les droits seigneuriaux. « Les restes de nos institutions féodales, mêlés avec quelques lois municipales peu réfléchies que nous avons adoptées des Romains, ont restreint de toutes parts les droits de la propriété, tellement que les possesseurs des terres, ne pouvant jamais complètement jouir de leurs fruits, négligent, et devaient nécessairement négliger, de multiplier ces fruits ». Le retrait lignager « fait une infinité de procès, et tous les fonds du royaume sont en quelque façon sans maître au moins pendant un an : quelle culture dans cet intervalle ! » Les arrangements de mainmorte « consacrent l'usufruit et réprouvent la propriété » : c'est dire qu'ils découragent d'avance tout progrès agricole d'une génération à l'autre ! Le droit de lods et ventes, qui atteint 12 % de la valeur des domaines, pour peu qu'il s'agisse de biens exposés à être souvent vendus, ne s'oppose pas moins fortement à toute amélioration : car le soi-disant propriétaire travaillerait plus pour le seigneur que pour lui-même. Et quelle chance, du reste, de trouver un nouvel acquéreur ? Les terres restent immobilisées, « croupissent entre les mains souvent les moins capables de leur faire produire ce qu'elles devraient ». Non moins funeste le droit de franc-fief, qui ne cesse de s'aggraver, et qui en est venu à enlever une

année entière de revenu à chaque mutation, et en outre tous les vingt ans. Sous le régime du domaine congéable, qui prévaut en Bretagne, on peut dire que les nobles et le clergé sont les seuls vrais propriétaires, les soi-disant possesseurs n'étant que des tenanciers précaires. De même les « engagistes » du domaine royal ne font guère que semblant de cultiver leur lot : car en raison du principe de l'inaliénabilité des biens de la Couronne, ils sont toujours sous le coup d'être évincés, et le Roi n'en tire rien. Non moins contraires à la bonne exploitation du sol national, les privilèges, plus ou moins récents, d'un maître des Dîmes ou des Sociétés concessionnaires de défrichements, qui, dès que les propriétaires des marais en tirent quelque rapport, les mettent à contribution.

La dénonciation de tant d'abus conduit naturellement à proposer des réformes. Que le système bâtard des « engagements » fasse donc place à des accensements positifs ; que le franc-fief soit remplacé par un cens annuel et régulier ; que toutes les rentes foncières, féodales ou hypothécaires, soient de droit amortissables, au même titre que les rentes sur les maisons ; qu'une autorisation universelle enfin soit accordée de racheter la main-morte et les lods. Sans se rallier explicitement à ces diverses propositions, les Physiocrates en approuvent hautement les principes, et dans le cas particulier du partage des communaux, ils insistent pour que les lots individuels soient, sans conditions, « commercables et héréditaires : autrement le sort de leurs possesseurs ne serait plus qu'un véritable esclavage ». Et ils n'admettent pas plus le droit éminent du Roi que les reprises de la

féodalité, ne faisant aucune différence entre le fonds et le tréfonds. MIRABEAU blâme SULLY d'avoir rendu une loi « qui adjuge toutes les mines au Souverain et rend toutes les richesses souterraines nulles et de pure convention ». Turgot se conforme pleinement aux maximes de l'Ecole quand, dans son fameux *Mémoire sur les Mines et Carrieres*, il déclare que « la jurisprudence qui en attribue au Domaine la propriété n'est pas plus utile à l'intérêt général de l'Etat qu'elle ne l'est à l'intérêt fiscal du Prince. »

## V

## L'IMMUNITÉ DU CULTIVATEUR.

Les capitaux, nous le supposons, ont été versés en abondance sur les terres, et l'esprit de propriété, délivré de toutes les entraves, les y a mis en œuvre : pour les y retenir, il ne faut plus que garantir à la personne du cultivateur et aux avances de la culture une entière immunité.

Il est souhaitable que les familles de fermiers se perpétuent volontiers sur les terres : autrement les fils emporteraient dans les villes les richesses apportées ou acquises par les pères. Un riche fermier ne doit donc pas être considéré comme un serf, ni même un simple serviteur : il est l'égal, et pour ainsi dire l'associé du maître, « copropriétaire du revenu ». Heureuse et puissante la nation où il aborde poliment le propriétaire, règle le compte, et, la quittance reçue, dit : Monsieur, maintenant je ne vous dois plus rien ;

e faites apporter à déjeuner pour que nous buvions  
r ensemble ! » A la longue, ce sont des liens d'aff-  
s fectueuse solidarité qui doivent se nouer ; en tout  
s cas, le devoir strict du maître est de « préserver  
- son fermier de tout ce qui peut le détourner de sa  
t tâche instante, continuelle et journalière ». Cela  
i implique que le propriétaire réside une partie de  
l l'année sur ses domaines ; s'il ne se décide pas à  
q quitter la ville, qu'il repousse au moins les offres  
trop avantageuses de ces « fermiers généraux »,  
de ces « Compagnies fermières » qui, « escom-  
- tant les profits d'une régie exacte et dure », font  
r régner dans les campagnes une véritable ter-  
- reur. « Qu'il ne livre pas ses cultivateurs à la vo-  
racité d'hommes cupides, qui achètent en bloc le  
revenu du propriétaire, ses titres, le poids de ses  
dignités, de son crédit, l'effroi des misérables, le  
désordre du bon travail des fermiers précédents,  
et dont la ruine même, causée par les frais excès-  
sifs d'une administration aussi prodigue pour elle-  
même qu'avaricieuse pour les autres, ne laisse aux  
cantons qu'ils ont dévastés aucun espoir de sa-  
lut. » En Soissonnais notamment, suivant les  
témoignages concordants de l'Intendant et de  
la Société d'agriculture, les Compagnies de ce  
genre semblent « ne parcourir les fermes que pour  
en dévorer les habitants ». Un simple régisseur  
sans scrupules peut faire beaucoup de mal ; le pro-  
priétaire en personne peut se montrer avide et  
tracassier : tout cela tourne au détriment de la  
culture et de l'Etat.

L'administration royale avait porté à l'immu-  
nité personnelle du cultivateur une atteinte grave  
par l'institution de la corvée. Dès 1750, bien avant  
que la Physiocratie existât, MIRABEAU s'était

élevé contre cette charge désastreuse : « tous les boeufs, disait-il par exemple, seront, dans le temps même du labour, attelés à des charrettes ; ils vont tout suants dans les rivières chercher des graviers, et périssent au retour ». L'Ami des Hommes traite les archers des corvées de « vampires errants ». Devenu l'un des chefs de l'Ecole, le marquis prend la question de plus haut et démontre l'incompatibilité qui existe entre un tel système et la bonne agriculture : « demander des jours sans gagne-pain au manoeuvre ; des jours oisifs au fermier ; de l'argent au propriétaire dont on a dérangé le fermier et ruiné le manoeuvre : chose cruelle, absurde. Il est telle journée d'un laboureur qui vaut 100 écus et davantage à l'Etat. La corvée, c'est l'épargne d'un homme qui démolirait sa maison pour faire bouillir son pot en brûlant la charpente ». Comme son fougueux disciple, QUESNAY propose de substituer aux corvéables des ouvriers réguliers : « loin que ce soit une économie de ménager de cette manière la dépense des travaux publics, l'Etat les paie très cher, tandis qu'ils coûteraient fort peu s'il les faisait faire à ses frais ». Les corvées ne seraient-elles donc « qu'un joug d'oppression nécessaire pour courber les sujets sous cette autorité tyrannique si chère aux intendants ? »

De fait

... on voit arracher du sein de son ménage  
D'un jeune agriculteur l'épouse jeune et sage (1) ;

non que la loi contraignît les paysannes à se rendre sur les chantiers ; mais souvent « on obligeait les

1. Saint-Lambert.



paysans à construire dans 15 jours ce qu'ils ne pouvaient achever que dans un mois ; alors les femmes travaillaient avec eux. Il n'était pas non plus sans exemple que des femmes eussent acheté de quelques employés subalternes la permission d'y suppléer leurs maris malades, ou empêchés par l'impossibilité d'interrompre leurs travaux. » Ajoutez l'injustice dont sont victimes les paroisses voisines des grands chemins, ou la perte de temps qui résulte de l'éloignement des chantiers. Mais, du point de vue strictement physiocratique, le vice essentiel des corvées n'a jamais été plus fortement dénoncé que par TURGOT et par DUPONT. « La dépense en argent, écrit le premier, est toujours prise sur les revenus ; la dépense en nature diminue souvent la source des richesses » ; entendons par là qu'elle attaque plus ou moins directement le capital agricole. « Il n'y a, déclare le second, aucune journée de travail d'un laboureur et de ses animaux qui, employée à la culture, ne produise infiniment plus qu'elle ne vaut. » Les corvées seigneuriales de charrue, de faux, de faucille, de rateaux, ne sont pas mieux comprises, puisqu'il faut « que le laboureur quitte sa propre besogne, et toujours dans les moments les plus précieux que le seigneur ou ses agents ont soin de choisir, pour aller faire celle de ce seigneur, qui, étant faite à contre-cœur, est certainement toujours très mal faite ».

La charge de la milice, pour plus des deux tiers, pesait sur les campagnes. « Depuis trente ans, déclare en 1756 QUESNAY, elle leur a enlevé 200.000 hommes ; les garçons se retirent à la ville pour éviter de tirer au sort, et pour un sur qui le sort tombe, la campagne en perd au moins trois ».

Le mal était si grand que nombre d'écrivains et de Sociétés réclamaient l'exemption de tous les cultivateurs, riches ou pauvres, dût-on en faire retomber le poids sur les citadins. Mais les Physiocrates ne protestent pas très vivement contre l'application du tirage aux simples journaliers et domestiques agricoles : les fermiers n'avaient, au besoin, qu'à s'assurer par une clause de leur bail contre le risque de voir la milice leur enlever leurs meilleurs serviteurs. Mais l'Etat ne devait pas « réduire à la simple condition de soldats ceux qui par leurs richesses ou leur profession peuvent être plus utiles à la société ». Passe encore pour les fils de métayers ; mais les fils de fermiers ne doivent pas être soumis à une telle contrainte, indigne de leur état, et susceptible de nuire au recrutement d'une classe si affaiblie et si précieuse.

La police des subsistances oblige les paysans à porter leurs grains au marché, au lieu de les vendre dans leur grenier : « Les cultivateurs en chef, leurs hommes, leurs animaux, leurs chariots, ne sont pourtant pas faits pour courir les grands chemins et les rues des villes, pour leurs places publiques et pour leurs cabarets. C'est toujours un meurtre de détourner le cultivateur des travaux du labourage. La journée que vous lui faites perdre produirait dix fois plus qu'il n'en coûterait à d'autres voituriers : » n'est-ce pas là, vraiment, une autre *corvée* ? Le laboureur est encore « harcelé sans cesse par les fermiers des droits, les collecteurs, les commissaires à terrier... une foule d'hommes autrement nuisibles dans les campagnes que tous les insectes ». Et tout comme les agents du fisc, « le procureur, l'avocat, le juge, l'agent du seigneur, regardant en tout et partout

les gens de campagne comme victimes, ne leur laissent la peau sur les os que supposé qu'elle ne soit pas bonne à faire un tambour ». Si l'on diminuait les frais de justice et si l'on décentralisait l'administration judiciaire afin d'en rendre l'accès plus facile, ce serait déjà un soulagement.

Que la personne du cultivateur fût protégée, ce n'était rien encore, si l'on ne proclamait pas l'inviolabilité du capital agricole. « L'immunité sacrée des richesses d'exploitation » est un des principes fondamentaux de l'Ecole ; car « l'extinction de cette richesse mobilière active est l'anéantissement de toute propriété foncière passive ». La première doit être respectée plus scrupuleusement, si l'on peut dire, que la seconde, parce qu'elle est « transportable, et qu'elle peut trouver ailleurs son emploi, si on le lui refuse aux lieux de sa destination naturelle ».

Quelle faute ne commettent donc pas les propriétaires qui imposent à leur fermier, en cours de bail, ces augmentations forcées qu'on appelle *pots-de-vin* ! « Il n'est pas juste que celui qui ne laboure ni ne sème soit le maître de recueillir à volonté. Il n'est pas juste que celui qui sème et laboure ne sache jamais sous quelle condition il avance ses frais et ses sueurs. Cette double injustice s'adresse à Dieu même, non seulement comme injustice, mais encore comme calcul ; car c'est lui qui tient dans sa main les moissons ». C'est déjà trop que, d'un bail à l'autre, le propriétaire s'acharne à obtenir des majorations de loyer ; il devrait au moins prendre à son compte, non seulement toutes les réparations foncières, qui lui incombent de droit, et que le cultivateur devrait être

autorisé à exécuter d'office à ses frais — mais la charge des impositions, ou en tout cas les aggravations de taxes — alors que, trop souvent au contraire, par des conventions secrètes, les grands seigneurs faisaient retomber sur le cultivateur le poids même de leurs impôts personnels, tels que les vingtièmes.

La dîme, par définition, se lève sur le produit brut, sans considération aucune des frais de production, lesquels varient beaucoup suivant la qualité des terres et le mode de culture : elle peut donc souvent entamer le capital. Plus le terrain est médiocre, plus elle est onéreuse et injuste : si l'on ne veut pas condamner à l'abandon les domaines naturellement peu fertiles, il faudrait au moins faire varier le taux du prélèvement selon la valeur des sols — sans compter qu'en enlevant les pailles on prive la culture d'un engrais qui devrait lui rester. Bien que QUESNAY, dans ses tout premiers écrits, ait paru accepter le maintien de la dîme ecclésiastique, et, « dans un cas extraordinaire », l'institution d'une « dîme royale » selon le projet présenté par VAUBAN, l'Ecole, suivant la logique de ses principes, a porté contre l'irrégularité d'un tel impôt une condamnation formelle.

La taille d'exploitation, qui se percevait dans tous les pays d'Elections (ceux précisément où le fermage se trouvait le plus développé), était censée assise sur les profits de la culture ; mais les Physiocrates, systématisant sur ce point maintes critiques antérieures, lui reprochaient d'être, en fait, assise sur le capital, autant que sur les bénéfices, de l'entreprise. Elle comportait, en effet, un double arbitraire : outre « cette petite insta-

bilité que l'humeur ou la mauvaise volonté des collecteurs occasionne à chaque cote » individuelle, un mal plus considérable provient de « l'arbitrarité du taux général de chaque paroisse, qui n'est jamais deux années de suite le même, et qui n'est décidé que par la volonté de celui qui a ordonné la levée », c'est-à-dire l'intendant ou son subdélégué. Cette indétermination funeste résulte de ce qu'elle est, sans aucune garantie accordée aux assujettis, un impôt de répartition. Comme à cette époque ses variations continuelles se résolvaient presque toujours en augmentations, elle devenait fatalement spoliatrice : « si le fermier a malheureusement évalué l'impôt au-dessous de ce à quoi il sera porté, il faut qu'il acquitte cet excédent ; pour y satisfaire il entame ses avances : le ravage est affreux ». Le métayage, dont l'extension pour une grande part est la conséquence des abus de la taille, ne met pas, une fois établi, le cultivateur à l'abri : pour si réduites qu'elles soient, ses avances supportent encore le coup des surtaxes imprévues, jusqu'à ce qu'elles soient complètement anéanties. Dans beaucoup de régions de petite culture il a fallu, ou bien que les propriétaires se décident à prendre sur eux une partie de la surcharge, ou bien que l'Etat, faisant de nécessité vertu, se résigne à la diminuer. La pratique aggrave encore les vices d'un tel système, puisque ce sont précisément les bestiaux, la partie la plus précieuse du capital d'exploitation, qui, à cause de leur valeur et de la facilité de les emmener, servent de base à l'impôt et de gage à son versement : « la vache d'un paysan lui attire de toutes parts des vexations, jusqu'à ce qu'elle lui soit enlevée ». Comment espérer une

reconstitution des capitaux agricoles tant que pèse sur le cultivateur une si formidable menace ?

Ce n'était pas que, pour remédier à la décadence de l'agriculture, le fisc ne fût disposé à consentir quelques exemptions temporaires, par exemple en faveur des défrichements. Un vif mouvement d'opinion s'était manifesté dans ce sens, et dès l'origine MIRABEAU et QUESNAY, rendant hommage aux intentions de cette propagande, y avaient en principe applaudi. Vers 1760 cependant, le chef de la jeune École avait estimé qu'en fait « il était encore trop tôt pour proposer ces améliorations dispendieuses. C'était mettre la charrue avant les bœufs ; tant que la culture du blé serait réduite à la consommation de la nation, il ne fallait pas augmenter les récoltes. Cette augmentation, qui ferait tomber les grains en non-valeur, anéantirait bientôt le peu de culture qui nous reste ». En un mot, à supposer qu'il fût préférable d'étendre la superficie cultivée plutôt que d'augmenter le rendement, les défrichements risqueraient d'être plus funestes qu'utiles tant que ne serait pas autorisée l'exportation des grains. Mais dès que l'Edit libérateur de 1764 (1) a été rendu, les Physiocrates n'ont plus de raison d'observer cette prudente réserve, et QUESNAY critique sans ménagement l'attitude du clergé, qui se refuse à toute limitation de ses prérogatives fiscales même pour favoriser la remise en valeur des terres : « Cet axiome : *Il faut semer avant de recueillir* lui est sans doute inconnu. Il n'a pas calculé, et il défend sans le savoir des droits qui s'étendent au-delà des bornes naturelles ; mais il y prétend inu-

1. Voir ci-dessous, p. 243.

tilement ; car s'il ne calcule pas, le propriétaire calcule, et abandonne la culture des terres surchargées par la dîme ».

Ces exemptions, nécessairement provisoires, ne pouvaient être que des palliatifs : pourquoi ne pas réformer définitivement le système même de la taille, soit en substituant partout la taille *réelle* à la taille personnelle, soit en instituant ce qu'on appelait une taille *tarifée* ? Dans un cas comme dans l'autre, au lieu de prendre pour base de l'impôt l'ensemble des richesses d'exploitation, on le fondait sur une évaluation précise et fixe de la valeur respective des terrains. Mais QUESNAY objecte que la valeur intrinsèque des sols n'est pas tout ; « les deux sortes d'agricultures qui se partagent le royaume, la grande et la petite, comportent beaucoup de différence dans le produit des terres d'une même valeur » ; cette méthode ne saurait guère s'appliquer que dans les limites d'une même province, et à supposer que l'exploitation y présente une certaine uniformité. Et puis, « sitôt que l'impôt se paye en argent, le débouché, si nécessaire à la vente, la *valeur vénale* des produits en un mot, influe cent fois plus sur le produit net du revenu que la qualité des terres ». Enfin ce sera toujours une *taille*, c'est-à-dire un « impôt qui n'est pas fixé dans son principe, ni dans chacun de ses détails individuels, en proportion déterminée arithmétiquement ; mais qui, au contraire, fait partie d'une répartition arbitraire : inconvénient fondamental ». En fait, la taille tarifée donnait souvent lieu à des « estimations exorbitantes », au point de provoquer l'exode des bourgeois cultivateurs. TURGOT, qui pourtant l'avait maintenue en Li-



mousin, ne croyait pas qu'il fût possible de l'asseoir régulièrement dans les « pays de petites métairies disséminées ».

Un remède plus simple et plus efficace ne consisterait-il pas à respecter les cotes actuelles, tant bien que mal établies, et à en proclamer, suivant le régime anglais, la fixité absolue ? Mais les Physiocrates n'oublient pas qu'en travaillant au rétablissement de l'agriculture du royaume, c'est la restauration de ses finances qu'ils poursuivent : l'immutabilité des cotes présente à leurs yeux le même défaut grave qu'un allongement démesuré des baux, à savoir de refuser au Trésor public le secours rapide, immédiat, qui lui est nécessaire. A peine entré en possession de ses premiers domaines en Limousin, MIRABEAU sollicite un arrêt du Conseil en vertu duquel le taux de la taille sur ses terres serait fixé « invariablement et à perpétuité ». Sur le brouillon de cette requête, qui lui est soumis, QUESNAY s'empresse de biffer ces deux mots, et inscrit en note : « Quelle est la base de cette proportion éternelle ? S'agit-il de partir pour toujours de l'état actuel de la terre en question, sans égard aux accroissements successifs de revenus, quand même la liberté du commerce serait rétablie ? Cela n'est pas juste ; car alors les progrès de l'agriculture ne rétabliraient pas le revenu de l'Etat. » Au point de dégradation où l'agriculture du royaume est tombée, tout au plus l'Administration pouvait-elle accepter une fixation momentanée : il sera temps d'envisager une fixation, sinon perpétuelle, du moins à long terme, lorsque l'accroissement espéré du revenu foncier aura commencé de se réaliser. Vers 1770, LE TROSNE semble penser que ce moment approche ;

née : eh bien, le même HENRI IV n'avait-il pas déjà donné ce mot d'ordre aux nobles de son temps ? Les sarcasmes de MOLIERE contre les gentilshommes de province, qui ont peut-être « fait désertier autant de châteaux que le despotisme arbitraire du cardinal de RICHELIEU et que le luxe séducteur de la Cour de LOUIS XIV », ont été un véritable fléau pour la nation. Les plus grands seigneurs anglais « n'ont pas d'hôtels dans Londres et ne s'y tiennent que pendant les séances du Parlement ». Le recours au système des « fermes générales » n'est qu'un faux remède à cet absentéisme, et, comme on le verra, pire que le mal. Les propriétaires, pourvu qu'ils aient pris la peine d'acquérir quelques notions d'agronomie, doubleront et tripleront, s'ils veulent, le revenu de leurs biens-fonds, et les nobles se complairont dans leurs châteaux quand, au lieu de leurs jardins artificiels et stériles, ils vivront au milieu d'une libre nature fécondée par leurs soins.

La plupart des propriétaires-exploitants qui, sans être nobles, possédaient une certaine aisance, s'étaient réfugiés dans les villes où ils vivaient en bourgeois oisifs : pour les ramener à la terre, qu'on réduise en leur faveur la taille de propriété, qui allait jusqu'à doubler la taille d'exploitation, et qu'on les dispense des collectes, des syndicats, des corvées, et de la milice pour leurs enfants. — Pourquoi, d'autre part, ne pas autoriser les gentilshommes-cultivateurs à affermer les terres des particuliers du voisinage, et non pas seulement celles de l'Eglise, de la couronne ou des princes du sang, « en payant l'impôt à raison du prix de fermage » ? Ils agrandiraient leur exploitation en proportion de leurs moyens : « est-il indécent à

un duc et pair de louer un hôtel dans une ville ? De tout temps la noblesse et l'agriculture ont été réunies. »

Malgré tout, au jugement des Physiocrates, les ressources personnelles des possesseurs de biens-fonds ne sauraient, à elles seules, assurer le développement de la grande culture. Il faut faire appel aux richesses pécuniaires, stériles en elles-mêmes, mais qui deviendront productives si on les « marie » avec les richesses foncières ; il faut, en un mot, réaliser « l'alliance de la terre avec les richesses mobilières ». Et il ne suffira plus que quelques « bourgeois intelligents et aisés » fournissent « à titre de cheptel » quelques bestiaux à des petits propriétaires ou à des métayers : ce sont des capitaux liquides que réclame la nouvelle agriculture, pour en disposer à son gré suivant les nouvelles méthodes ; il faut que l'argent se porte sur les terres, sous forme soit d'avances à l'exploitation, soit d'améliorations foncières.

Comment y parvenir, sinon en lui interdisant des placements plus rémunérateurs, mais onéreux à l'État ? Donc diminuer la masse « immense » de richesses qu'absorbe le commerce intérieur, surtout le commerce de détail ; ne pas encourager le commerce maritime : « un grand État ne doit pas quitter la charrue pour devenir voiturier », exemple l'Espagne ; point de comptoirs lointains et toujours menacés : « c'est dans nos landes et dans nos marais que nos colonies doivent être placées. Il y a près d'un quart de nos terres en friches ; nous n'avons presque pas de canaux d'arrosage ; nos moulins, par leurs digues et leurs écluses, noient les prairies. Autant d'entreprises

très utiles au bien de la société, très profitables à ceux qui les tenteraient, et qui n'ont à craindre ni la mer, ni les corsaires, ni l'étranger. »

L'industrie, elle aussi, absorbe trop de capitaux : à côté du matériel indispensable, déjà très coûteux, quel luxe inutile de bâtiments ! Depuis COLBERT c'est à elle qu'ont été réservés, et avec quelle aveugle prodigalité, tous les encouragements du ministère : véritable « maladie » dont on ne veut pas voir les tristes effets ; et les mêmes gens qui « s'extasiaient sur le grand nombre d'arts dont nos villes sont remplies », quand ils traversent aux alentours de « vastes pays incultes ou mal mis en valeur », ne se rendent pas compte des causes de cette ruine. Pourquoi avoir invité spécialement les nobles à s'associer à ces entreprises industrielles, en déclarant qu'ils le pouvaient sans déroger ? Mieux vaudrait suivre l'exemple des colonies d'Amérique, « où la plus grande partie des récoltes se consacre à n'être que des avances pour préparer des récoltes nouvelles ».

Il existait bien un genre d'industrie susceptible, semble-t-il, d'apporter à l'agriculture des ressources, bien loin de lui en soutirer : c'était l'industrie campagnarde. En Berry, assure-t-on, « c'est l'or des manufactures qui engraisse les terres » ; aux environs de Rouen, c'est l'extension des tissages qui permet aux paysans de supporter l'impôt ; en Picardie, observe un adversaire de l'Ecole, GALIANI, c'est grâce aux manufactures de toile que les fermiers ignorent les mauvaises années. Mais, répliquent nos auteurs, un tel secours n'est pas indispensable : les fermiers de Beauce et de Brie, sans avoir de manufactures, ne paient pas plus mal que ceux de Picardie ; et surtout le re-

mède est dangereux : en Beaujolais, la fabrication mécanique des chemises n'est-elle pas l'origine du déclin des cultures ? en Touraine, le progrès des filatures et tissages de campagne ne porte-t-il pas préjudice au rendement des terres ? Dans les pays de magnaneries, « le fermier néglige sa ferme pour se livrer au commerce de la soie ».

Le mouvement de protestation contre ce que pouvait avoir d'excessif l'accroissement de l'industrie française depuis le milieu du <sup>xvii</sup>e siècle, s'était dessiné bien avant la fondation de l'Ecole, et il se continue en dehors d'elle : mais la conséquence la plus grave que l'on redoute, c'est une disette de main-d'œuvre agricole ; c'est le danger que signalent, par exemple à l'envi, le Parlement de Normandie et l'intendant de Provence. Pour y remédier tel auteur parle d'organiser des sortes de *workhouses* ruraux, où l'on recueillerait et ferait travailler d'office tous les pauvres sans ressources ; tel autre montre à quel degré de ruine l'exode rural a précipité l'Espagne. Des disciples même de GOURNAY ne craignent pas d'imputer aux manufactures ce dépeuplement des campagnes : il faudrait presque se réjouir de la concurrence croissante que l'Angleterre fait à nos industries, si elle doit contraindre un certain nombre d'artisans, réduits au chômage, de retourner à la terre ; et la suppression des corporations d'arts et métiers, si souhaitable à tant d'égards, risquerait, si l'on n'accordait au préalable à l'agriculture les encouragements nécessaires, d'être funeste à l'Etat en enlevant aux campagnes un surcroît de sujets. Parce qu'il est plus agréable de « gagner sa vie assis que de labourer », le manque de bras pour la culture est devenu comme un « mal

chronique », au progrès lent, mais continu. — Les Physiocrates ne méconnaissent certes pas cet aspect de la question, et, toujours enclins à formuler des précisions numériques, ils déclarent que le total des ouvriers des champs (entendons les journaliers) devrait être le double de celui des ouvriers d'industrie. Mais c'est *l'argent* avant tout qu'ils désirent faire refluer vers l'agriculture : si elle ne réclamait que des hommes, observe ironiquement MIRABEAU, « on ne saurait en Limousin manquer de laboureurs, puisqu'il s'y trouve un excédent de vigneron ». FORBONNAIS, volontiers disposé aux solutions conciliantes, espérait que le perfectionnement même du machinisme industriel, en réduisant les effectifs de la main-d'œuvre manufacturière, ralentirait l'immigration urbaine : médiocre perspective pour nos auteurs, si ce perfectionnement est acheté au prix de l'absorption d'une plus grande somme de capitaux. Que les capitaux, au contraire, reviennent à l'agriculture, la reconstitution de la population rurale, dans la mesure où elle est nécessaire, suivra naturellement. Quand ils n'auront plus la ressource de « gagner en quatre mois, et avec bien moins de fatigue, de quoi subsister le reste de l'année... », on ne verra plus, en Languedoc, bouviers, charretiers, vachers, bergers, servantes, gougeats et autres, exiger des gages énormes », dont l'excès condamne les meilleures terres à rester sans culture.

L'argent, cependant, se plaçait surtout en rentes sur l'Etat. Les emprunts multipliés « occasionnent un commerce d'agio, où l'escompte augmente de plus en plus les fortunes stériles ; et on préfère ces gains usuriers aux revenus de l'agriculture. Chacun trouve qu'il est plus doux d'être

le pensionnaire de la nation que celui de la nature, qui ne donne ses bienfaits qu'au travail, ou de l'industrie, qui n'est rien sans lui». Ainsi se trouvent séparés les deux éléments de la régénération économique du royaume que l'Ecole voulait réunir : la finance et l'agriculture. « Comme les financiers sont les plus grands possesseurs d'argent de tous les sujets du Roi, ils ont un intérêt commun et immédiat à le faire apparaître rare, de sorte que le taux en augmente au lieu de diminuer ; ainsi chacun songe bien plutôt à le faire valoir sur la place qu'à le répandre sur les terres pour les améliorer ». Il y avait un demi-siècle déjà que des écrivains éclairés et indépendants dénonçaient la hausse de l'intérêt comme un facteur de déchéance agricole : lorsque BOISGUILLEBERT avait déclaré que c'était « la mort et la ruine de l'Etat », c'est à l'agriculture surtout qu'il songeait. Combien de voix s'étaient élevées pour réclamer en faveur du cultivateur une diminution du loyer de l'argent ! Des économistes anglais, et l'exemple même de la nation britannique, avaient achevé de démontrer à la France que ce serait un facteur décisif de prospérité agricole, aussi bien que de succès industriel ou commercial. Or, vers 1756, « si l'argent à Paris est à 4 %, et dans les villes de province à 6 %, à l'égard des campagnes il n'est à aucun prix... Un particulier qui dans la Grande-Bretagne emprunte de l'argent pour faire valoir ses terres a un avantage sur le ménager français de 3 % ». Le haut intérêt, suivant l'expression de MIRABEAU, est une « rouille universelle » ; mais elle paralyse plus particulièrement l'agriculture, parce que le revenu des terres est, dans les circonstances actuelles, le moins certain peut-être, le



plus exposé à des charges arbitraires ; et il nuit spécialement à la culture des blés, parce que celle-ci demande de plus fortes avances et plus souvent répétées.

Comment obtenir une baisse si désirable ? Sur les moyens à employer, les Physiocrates, comme leurs contemporains, sont partagés. En disciples fidèles de CANTILLON, MIRABEAU et SAINT-PÉRAY, déclarent que « le baissement des intérêts ne se commande pas » et que toute réduction par voie législative est impraticable. Point d'autre solution que de renoncer aux emprunts nouveaux, d'amortir les anciens, et de réformer l'administration financière ; notamment, suivant le conseil de BOIS-GUILLEBERT, de supprimer la ferme des impôts. « C'est une erreur de croire, écrivait TURGOT avec beaucoup de force, que l'intérêt de l'argent dans le commerce doive être fixé par la loi des princes ; c'est un prix-courant qui se règle de lui-même, comme celui de toutes les autres marchandises. » Il faut, selon lui, tout attendre de l'économie publique, et aussi de l'économie privée, de l'esprit d'épargne, « qui dans une nation tend à augmenter sans cesse la masse des capitaux, à accroître le nombre des prêteurs, à diminuer celui des emprunteurs ». Les ordonnances qui interdisent l'« usure », c'est-à-dire le prêt à intérêt sans aliénation, ne font que « tenir simplement enfermées dans des coffres des sommes immenses qui ne demanderaient qu'à en sortir ». Mais l'opinion formellement exprimée par QUESNAY en 1766 est que, si l'on veut éviter la ruine imminente de l'agriculture, il faut fixer par la loi le taux de l'intérêt d'après le revenu des terres ; c'est ainsi, et non pas en pratiquant une simple politique

d'abstention, que le législateur se conformera à la nature des choses; et Le TROSNE semble préconiser la même mesure, qu'il suffirait de préparer par un rétablissement préalable du crédit. Les nombreux partisans de cette seconde thèse pouvaient invoquer l'autorité de LOCKE et l'exemple du gouvernement britannique, qui de 10 % (taux de 1621) avait progressivement réduit le taux de l'intérêt à 8, à 6, enfin à 3 %. Une réforme particulièrement utile consisterait à rendre moins onéreux les emprunts sur gage hypothécaire qui, si l'on n'y prend garde, permettront « aux rentiers d'engloutir non seulement les revenus, mais encore les fonds »; MIRABEAU déplore l'absence de ces institutions de crédit agricole ou foncier dont plusieurs hommes d'Etat et écrivains, comme LAW et le fermier-général DUPIN, avaient lancé l'idée.

Mais quel que fût le sort réservé à ces vœux et à ces projets, comment espérer que la terre reçoive jamais le puissant afflux de capitaux qui lui est indispensable, tant qu'elle ne sera pas en état de leur procurer une large rémunération ? Il fallait, de toute nécessité, que l'état de propriétaire foncier, ou de capitaliste agricole, devint « dans la société le plus avantageux possible » : alors, mais alors seulement, chacun s'empresse-rait « à l'envi de convertir ses richesses mobilières en richesses foncières ». Il fallait donc que le cultivateur, possédant désormais tous les moyens de pratiquer la grande culture, fût maître d'en recueillir tous les fruits : les Physiocrates sont ainsi amenés à proposer une refonte de la législation rurale et même foncière.

## IV

LES GARANTIES A L'EXPLOITATION AGRICOLE  
ET A LA PROPRIÉTÉ FONCIÈRE.

La culture avec de gros capitaux ne donnera tous les résultats attendus que si elle est animée par « l'esprit de propriété ». Parmi les propositions destinées à assurer le libre jeu de cet esprit fécond, un petit nombre, à vrai dire, émanent de l'initiative personnelle des Physiocrates ; mais beaucoup s'inspirent de leurs maximes et reçoivent l'appui de leur Ecole.

Le principe de la culture par fermiers étant admis, est-il souhaitable que le bail passé entre le cultivateur et le propriétaire soit de courte, ou bien de longue durée ? L'exemple de l'économie agricole anglaise semblait répondre en faveur de la seconde alternative. Or, dans presque toute la France, les locations étaient limitées par la loi ou par la coutume à 9 années, souvent à 6 et même à 3. « Celui qui prend à ferme pour un temps si court, pensant bien qu'il n'aura pas le temps de recueillir les avantages d'une amélioration considérable, ne s'embarrasse pas d'en faire aucune ; au contraire il épuise les terres autant qu'il peut, dans l'espoir d'en trouver bientôt une meilleure, ou dans la crainte d'être, à l'expiration du bail, mis dehors de la sienne. » L'idéal serait que l'on imitât les ordres religieux, qui savent conserver de père en fils pendant des siècles les bons fermiers ; au moins devrait-on garantir expressé-

ment au locataire une jouissance de 15 à 20 ans : car « la terre est comme un enfant qui perd toujours à changer de nourrice ». Pourquoi, au delà de 9 ans, la location d'une terre, assimilée à une aliénation temporaire, donnait-elle lieu à des droits royaux de contrôle, qui dépassaient 1/10 du loyer, et auxquels venait souvent s'ajouter le droit seigneurial de lods et ventes : on réclamait tout au moins la réduction des premiers et l'abandon volontaire du second. Les Physiocrates demandaient seulement qu'on prit quelques précautions : mis en vigueur immédiatement, à un moment où les revenus de la terre étaient tombés au plus bas, les longs baux risqueraient de retarder démesurément la participation des propriétaires, et par suite du Trésor royal, au bénéfice de la régénération agricole. A plus forte raison repoussaient-ils le système des baux emphytéotiques, c'est-à-dire perpétuels. Quant au remplacement progressif du fermage par le faire-valoir direct, qui eût marqué le triomphe absolu de l'esprit de propriété, ils ne le croyaient guère possible, faute de trouver un nombre suffisant de propriétaires à la fois assez riches et assez épris des choses de la terre pour assurer, par leurs seuls moyens, le relèvement de l'agriculture.

L'esprit de propriété est, par définition, individualiste ; en son nom on condamne toute exploitation communautaire du sol ; suivant encore ici l'exemple de l'Angleterre, on réclame le partage des communaux, que la législation française déclarait inaliénables, et qui constituaient, selon MIRABEAU, « autant de territoire perdu pour l'Etat ». De 1766 à 1770 toutes les Sociétés d'agri-

culture adhèrent au principe du partage, soit libre, soit obligatoire, dont l'application serait aussi avantageuse aux particuliers qu'au pays. Car « tout ce qui est commun est ordinairement mal entretenu, par la raison que ce qui appartient à tous n'appartient à personne... La concurrence libre dans une jouissance indivise encourage chacun à jouir le plus et le plus tôt qu'il peut. Certain que ce qu'il laisserait croître ou mûrir s'il était seul propriétaire sera cueilli nécessairement par le premier venu, il met tous ses soins à prévenir les concurrents. Chacun voulant ainsi prévenir les autres de vitesse, tout est détruit en naissant ; le baliveau n'a pas le temps de devenir un arbre, le brin de taillis est coupé avant qu'on puisse en faire un cercle ou un échalas. L'herbe est piétinée en sortant de la terre, le fruit cueilli avant d'avoir atteint la moitié de sa grosseur, le poisson pris dès la première année. Toute jouissance commune n'est qu'une continuité de dévastation et de brigandage ». Mais quel sera le mode de répartition ? Les Physiocrates se prononcent nettement contre un partage égal entre tous les chefs de famille, sans distinction de propriétaires et de non-propriétaires : ce serait, suivant ROUBAUD, créer un morcellement universel, funeste à la productivité de la culture ; beaucoup de lots attribués à de simples journaliers resteraient à l'état de landes. Mieux vaudrait l'adjudication de la totalité du communal à un seul fermier opulent ; du moins, s'il y a partage, qu'il se fasse, selon le vœu de la plupart des Sociétés d'agriculture, entre les possesseurs de terres exclusivement, et au prorata de leurs propriétés respectives. Et bien entendu, la division accomplie, que l'inaliénabilité

qui pesait jadis sur le territoire indivis ne soit pas rétablie sur chacun des lots ; il fallait « qu'un habitant riche pût étendre ses domaines à sa bienséance, à l'avantage même de la paroisse et de l'Etat, résultant d'une meilleure culture ».

Même sur son bien, le propriétaire était soumis à des servitudes d'origine féodale qui restreignaient son droit. Les plus graves étaient la *vaine pâture*, en vertu de laquelle tous les bestiaux d'une paroisse devaient pouvoir pénétrer, en tout temps sur toutes les friches, et pendant certaines périodes de l'année sur toutes les terres ; et le *parcours*, qui comportait l'exercice réciproque de la vaine pâture entre villages voisins. Au nom de ce double usage, dans beaucoup de régions, les seigneurs interdisaient toute clôture, ou bien c'étaient les paysans qui, n'en reconnaissant pas la légitimité, les renversaient. Cependant l'agronomie anglaise avait depuis longtemps apprécié l'avantage des « enclosures », des haies, qui fournissent du bois et brisent l'effort du vent, tandis que les fossés assurent le drainage, mais qui surtout permettent une exploitation plus rationnelle et plus intensive du sol. Qu'on laisse les bestiaux entrer sur les terres cultivées immédiatement après la moisson « pour consommer ce qui est resté sous la faucille », soit ! Mais si, « après le labour, et dans un temps humide, le troupeau vient à passer, il foule la terre, la presse, la rend mate, et la culture en a été inutile... ; de même, si le troupeau mange l'herbe jusqu'au 25 mars, il consomme d'avance la récolte qui devait le nourrir en hiver ». Et comment opérer la substitution des prairies artificielles aux jachères, si le cultivateur n'a pas le

droit de fermer à tout pacage au moins une partie de son domaine ? et pourquoi pas même le domaine entier, s'il veut généraliser ses essais ? N'est-ce pas à cette condition, du reste, que le propriétaire « s'affectionnera » profondément à son champ ? — Le parcours offre encore bien d'autres inconvénients : les grandes distances fatiguent le bétail, la promiscuité des troupeaux favorise les épizooties, et l'engrais est à peu près perdu. — Les Physiocrates s'associaient ouvertement à cette campagne et ils applaudiront aux premiers succès qu'elle obtiendra (1).

Que dire des lois qui interdisent la destruction du gibier ? Autour de la capitale, la culture serait florissante sans la multiplication des animaux, qui, abrités dans ces réserves qu'on appelle les *Plaisirs du Roi*, dévorent tout. Dans les provinces, il arrive que la noblesse ne chasse plus assez ; en Touraine, TURBILLY est obligé « de faire camper des domestiques au milieu de ses défrichements » pour les protéger contre les ravages des cerfs et des biches. Avec cela, « les brevets accordés aux seigneurs pour conserver les forêts et chasses du roi sont autant de prétextes pour troubler le cultivateur ». Le règlement de vénerie de 1763 défend, dans toute l'étendue des capitaineries royales, d'enclore les propriétés sans autorisation spéciale ; et même autorisé, doit-on laisser une large brèche pour le passage des chasseurs ! A l'exemple du Roi, les nobles exercent leurs propres droits avec la dernière rigueur : « quel empêchement pour l'agriculture ! » — Dans le concert de plaintes qui s'élève contre ce système d'abus, les Physio-

1. Voir ci-dessous, p. 224.



crates donnent leur note, et ce ne sont pas eux qui parlent avec le moins de hardiesse. Écoutez MIRABEAU : « Il est prohibé même aux voisins des forêts de se garder contre les invasions de la nuit, et tandis que par des soins idolâtres on porte dans les temps durs de l'hiver la pâture à ces animaux privilégiés, on veut ignorer qu'on la ravit par la violence à des milliers d'habitants et de propriétaires, condamnés à être dévorés vivants par les bêtes, comme les esclaves criminels l'étaient autrefois chez des peuples inhumains ! » « N'est-ce pas l'intérêt même du Souverain que lèsent ces promeneurs qui, en se divertissant, eux et leur train, gâtent ses moissons ? Et quel tort ne se font-ils point à eux-mêmes, ces gentilshommes, en revendiquant le triste privilège qui diminue, avec la valeur des récoltes, le rendement des droits seigneuriaux ? — Quant aux dévastations incessantes des vagabonds, autre plaie « qui frappe le cultivateur, dans certains cantons, d'une contribution égale à celle de la taille », LE TROSNE, qui avait eu l'une de ses fermes incendiée dans les environs d'Orléans, réclame contre ces voleurs et pilleurs la peine des galères à perpétuité dès leur première arrestation !

Un des bienfaits de l'individualité de la culture, c'était, nous l'avons vu, la liberté qu'aurait désormais le cultivateur de modifier et de varier son exploitation à son gré, « sans dépendre de l'ignorance ni du caprice de ses voisins ». De même, la réforme du régime des chasses lui rendrait la faculté de faucher ses foins au bon moment, au lieu de les laisser se gâter en attendant la Saint-Jean pour respecter les gîtes des perdrix. Et parmi

les inconvénients indirects que présentaient certains droits féodaux, comme le champart, on devait compter la nécessité où se trouvait le paysan d'exploiter « à perpétuité d'après la coutume du pays » et de produire toujours invariablement les mêmes denrées.

Cette liberté précieuse du cultivateur, il fallait la défendre envers et contre tous. Contre l'indiscrétion de certains propriétaires, qui prétendaient par le contrat de bail imposer à leur fermier des pratiques surannées; contre la tyrannie des traditions aveuglément subies, même contre le dogmatisme autoritaire des nouveaux agronomes; mais surtout contre les interventions intempestives de l'Administration, qui prétendait interdire de labourer les prairies, « de serrer les avoines avant qu'elles soient toutes fauchées et le blé achevé de moissonner »; voire de couper les blés avec la faux, prohibition que renouvelait encore une ordonnance de 1750. Les écrivains les mieux disposés pour l'agriculture réclamaient parfois pour elle un excès de protection. La Chambre d'agriculture proposée par Goudard, présidée par un Intendant général et un Secrétaire d'Etat, qui auraient sous leurs ordres 44 Directeurs départementaux, ne se bornerait pas à dresser une statistique agricole détaillée du royaume; elle légiférerait souverainement en matière agronomique, déciderait par exemple de l'étendue respective qu'il s'agirait d'attribuer à chaque culture. L'Administration de l'agriculture imaginée par l'Ami des Hommes, composée de 4 bureaux correspondant aux quatre éléments, ne craindrait même pas de réglementer la technique agricole. Tel auteur parlait de créer tout un service d'Ins-

pection. Ne seraient-ce pas là « autant de gênes nouvelles pour achever d'écraser l'agriculture », sous prétexte de la soulager ? Il ne convenait pas davantage que les Sociétés ou Académies d'agriculture fussent investies d'aucun pouvoir de coercition. Les Physiocrates posent en principe que « tout ce qui peut donner atteinte à la liberté attaque directement la production courante, et à plus forte raison l'amélioration ». Ne voit-on pas que si le gouvernement « voulait faire labourer les terres sous prétexte que le soin de la subsistance est de son ressort, il livrerait tout à l'impéritie, aux régies fautives et infidèles, à la mésintelligence, au découragement, et se ruinerait en frais ? » Que ne proposait-on aussi « d'ériger l'agriculture en corps de maîtrise et en privilèges exclusifs, comme les arts et métiers ? » DIDEROT parle en vrai Physiocrate lorsqu'il déclare « qu'on peut bien forcer un cultivateur à cultiver du blé ; mais vous ne le forcerez pas à donner à sa terre toutes les préparations et les engrais sans lesquels la culture du blé est infructueuse ».

Laissé parfaitement libre d'user de son terrain à sa guise, le possesseur l'emploiera toujours à son plus grand avantage personnel ; au prix de quelques erreurs passagères, il saura bien découvrir la culture la plus lucrative, et s'y tenir. Et n'allez pas dire : « *Si tout le monde en fait autant, qu'en ferons-nous ? Si personne n'en sème, où en trouverons-nous ?* » Dans un pays abondant comme la France, où tout doit se communiquer, on doit trouver de tout avec son argent ; et tout sage laboureur doit donner la préférence à la production dont le prix, combiné avec la nature du terrain et ses frais, lui promet plus de profit ». Ainsi l'agro-

nome PATULLO, et après lui la Société de Bretagne, dégagent la notion du plus grand bénéfice, qui peut déterminer entre les diverses provinces du royaume une sorte de spécialisation régionale. Les Physiocrates formulent les conclusions de l'analyse : accord de l'intérêt général de l'Etat avec l'intérêt particulier du cultivateur dans la recherche du plus grand *produit net* ; puis, donnant à cette formule toute son extension, ils dépassent hardiment les cadres de l'économie nationale : « La culture la plus profitable, proclament-ils, est celle qui procure les plus grands revenus, qui produit les denrées les plus recherchées et qui sont payées le plus haut prix par l'étranger. Et c'est aux particuliers qui en font les frais à en décider... Le préjugé qui porte à favoriser l'abondance des denrées de premier besoin préférablement à celles de moindre besoin, au préjudice de la valeur vénale des unes et des autres, est inspiré par des vues courtes, qui ne s'étendent pas jusqu'aux effets du commerce extérieur réciproque, qui pourvoit à tout ». Comme précisément l'Ecole réclame pour ce commerce international une liberté entière, la liberté de culture doit être la règle pure et simple du nouveau régime agricole.

Les Physiocrates en font l'application à trois cas particuliers. Pour éviter que la culture du blé ne fût délaissée, un arrêt de 1731 avait formellement interdit de planter de nouvelles vignes : cette mesure, qui avait aussitôt soulevé les plus vives protestations, notamment de l'abbé de SAINT-PIERRE et du marquis d'ARGENSON, avait cependant continué de recevoir une exécution (comme c'était souvent le cas) partielle et intermittente. Dès ses premiers articles QUESNAY fait ressortir

l'inanité d'une prohibition qui ne remédie en rien aux multiples entraves dont souffre la culture des céréales ; et comme, dans le même temps, certaines provinces réclamaient contre l'accroissement de cette même culture, il concluait que « tout conspirait à la dégradation des deux principales récoltes du royaume ». Sans parler des prétentions abusives qui se cachaient sous le masque de l'utilité publique : n'était-ce pas, en effet, sous couleur de garantir l'approvisionnement du pays en blé, créer un monopole en faveur des vignobles existants ? — Avec moins de raison peut-être, mais non moins de vigueur, les Physiocrates, suivant encore ici les traces de d'ARGENSON, et sans ignorer plus que lui la mauvaise économie pratiquée par beaucoup de propriétaires de bois, condamnent les prescriptions célèbres du Code forestier. — Et le service des Haras, qui interdisait alors de faire saillir les juments autrement que par les étalons officiels, ne trouvait pas non plus grâce devant eux : cette violation du droit des propriétaires était loin, disaient-ils, de tourner à l'avantage des campagnes, qui n'avaient pas tant besoin de sujets précieux, mais d'une « remonte abondante ». Au reste, si l'on voulait affiner les races françaises, le gouvernement n'avait qu'à adopter la méthode plus libérale et plus efficace inaugurée en Angleterre : là, point d'inspecteurs ruineux, de simples encouragements aux Courses !

A côté des fermiers, les propriétaires doivent concourir au relèvement de l'agriculture : il faut, eux aussi, les affranchir des multiples servitudes qui leur enlèvent les moyens et jusqu'au désir d'améliorer leurs terres et d'en accroître le revenu.

D'une ressource qu'il était, l'emprunt sur hypothèque devient une charge accablante lorsqu'il n'est point promptement remboursé : « le fonds demeure à un propriétaire épuisé qui, sans cesse abattu à l'aspect de la somme qu'il doit payer, se voit forcé de toujours tirer de la terre et de n'y rien mettre » ; la menace perpétuelle de l'éviction le paralyse. La catastrophe redoutée se précipite enfin : la terre est saisie ; tout le temps que durent le « bail judiciaire » et les innombrables formalités de la liquidation, elle est perdue pour la bonne culture ; « une terre en décret, écrit MIRABEAU, est devenue proverbe pour figurer l'excès du délabrement ». Que dire des rentes foncières, qui, en fait, et souvent même en droit, sont inamortissables ? Que la terre rapporte ou non, il faut les payer ; comment s'étonner si, par elles, tant de cultivateurs sont ruinés et tant de domaines déserts ? A celles qui représentent le prix de l'inféodation primitive, en sont venues s'ajouter d'autres qui résultent d'emprunts hypothécaires plus ou moins déguisés : l'accumulation des charges est telle qu'elle réduit le possesseur à la misère, ne lui laissant d'autre moyen, pour se délivrer d'un poids insupportable, que de s'expatrier en abandonnant tout, ou d'user de subterfuge en cédant cette propriété onéreuse à quelque acheteur sans aveu et insolvable : car quel acquéreur sérieux oserait se présenter ? Plus grand encore est le désordre quand, par suite de la division du fonds primitif, plusieurs propriétaires se trouvent solidairement responsables du paiement de la rente : entre « cofrêcheurs », ce sont des procès sans nombre. Est-ce enfin le créancier hypothécaire qui, pour rentrer dans son ar-

gent, se fait adjuger la terre : voilà un homme, « de rentier qu'il voulait être, devenu propriétaire par nécessité. Mieux fait par habitude pour numéroter des contrats et minuter des quittances, il regarde ses nouvelles acquisitions comme les débris forcés de cette sorte de fortune qu'il ambitionnait seule, et est encore moins propre à les faire valoir que le dérangé qui les a perdues. »

Puis, il y a les droits seigneuriaux. « Les restes de nos institutions féodales, mêlés avec quelques lois municipales peu réfléchies que nous avons adoptées des Romains, ont restreint de toutes parts les droits de la propriété, tellement que les possesseurs des terres, ne pouvant jamais complètement jouir de leurs fruits, négligent, et devaient nécessairement négliger, de multiplier ces fruits ». Le retrait lignager « fait une infinité de procès, et tous les fonds du royaume sont en quelque façon sans maître au moins pendant un an : quelle culture dans cet intervalle ! » Les arrangements de mainmorte « consacrent l'usufruit et réprouvent la propriété » : c'est dire qu'ils découragent d'avance tout progrès agricole d'une génération à l'autre ! Le droit de lods et ventes, qui atteint 12 % de la valeur des domaines, pour peu qu'il s'agisse de biens exposés à être souvent vendus, ne s'oppose pas moins fortement à toute amélioration : car le soi-disant propriétaire travaillerait plus pour le seigneur que pour lui-même. Et quelle chance, du reste, de trouver un nouvel acquéreur ? Les terres restent immobilisées, « croupissent entre les mains souvent les moins capables de leur faire produire ce qu'elles devraient ». Non moins funeste le droit de franc-fief, qui ne cesse de s'aggraver, et qui en est venu à enlever une



année entière de revenu à chaque mutation, et en outre tous les vingt ans. Sous le régime du domaine congéable, qui prévaut en Bretagne, on peut dire que les nobles et le clergé sont les seuls vrais propriétaires, les soi-disant possesseurs n'étant que des tenanciers précaires. De même les « engagistes » du domaine royal ne font guère que semblant de cultiver leur lot : car en raison du principe de l'inaliénabilité des biens de la Couronne, ils sont toujours sous le coup d'être évincés, et le Roi n'en tire rien. Non moins contraires à la bonne exploitation du sol national, les privilèges, plus ou moins récents, dumaître des Dignes ou des Sociétés concessionnaires de défrichements, qui, dès que les propriétaires des marais en tirent quelque rapport, les mettent à contribution.

La dénonciation de tant d'abus conduit naturellement à proposer des réformes. Que le système bâtard des « engagements » fasse donc place à des accensements positifs ; que le franc-fief soit remplacé par un cens annuel et régulier ; que toutes les rentes foncières, féodales ou hypothécaires, soient de droit amortissables, au même titre que les rentes sur les maisons ; qu'une autorisation universelle enfin soit accordée de racheter la main-morte et les lods. Sans se rallier explicitement à ces diverses propositions, les Physiocrates en approuvent hautement les principes, et dans le cas particulier du partage des communaux, ils insistent pour que les lots individuels soient, sans conditions, « commercables et héréditaires : autrement le sort de leurs possesseurs ne serait plus qu'un véritable esclavage ». Et ils n'admettent pas plus le droit éminent du Roi que les reprises de la

féodalité, ne faisant aucune différence entre le fonds et le tréfonds. MIRABEAU blâme SULLY d'avoir rendu une loi « qui adjuge toutes les mines au Souverain et rend toutes les richesses souterraines nulles et de pure convention ». TURGOT se conforme pleinement aux maximes de l'Ecole quand, dans son fameux *Mémoire sur les Mines et Carrières*, il déclare que « la jurisprudence qui en attribue au Domaine la propriété n'est pas plus utile à l'intérêt général de l'Etat qu'elle ne l'est à l'intérêt fiscal du Prince. »

## V

## L'IMMUNITÉ DU CULTIVATEUR.

Les capitaux, nous le supposons, ont été versés en abondance sur les terres, et l'esprit de propriété, délivré de toutes les entraves, les y a mis en œuvre : pour les y retenir, il ne faut plus que garantir à la personne du cultivateur et aux avances de la culture une entière immunité.

Il est souhaitable que les familles de fermiers se perpétuent volontiers sur les terres : autrement les fils emporteraient dans les villes les richesses apportées ou acquises par les pères. Un riche fermier ne doit donc pas être considéré comme un serf, ni même un simple serviteur : il est l'égal, et pour ainsi dire l'associé du maître, « copropriétaire du revenu ». Heureuse et puissante la nation où il aborde poliment le propriétaire, règle le compte, et, la quittance reçue, dit : Monsieur, maintenant je ne vous dois plus rien ;

faites apporter à déjeuner pour que nous buvions ensemble ! » A la longue, ce sont des liens d'affectueuse solidarité qui doivent se nouer ; en tout cas, le devoir strict du maître est de « préserver son fermier de tout ce qui peut le détourner de sa tâche instante, continuelle et journalière ». Cela implique que le propriétaire réside une partie de l'année sur ses domaines ; s'il ne se décide pas à quitter la ville, qu'il repousse au moins les offres trop avantageuses de ces « fermiers généraux », de ces « Compagnies fermières » qui, « escomptant les profits d'une régie exacte et dure », font régner dans les campagnes une véritable terreur. « Qu'il ne livre pas ses cultivateurs à la voracité d'hommes cupides, qui achètent en bloc le revenu du propriétaire, ses titres, le poids de ses dignités, de son crédit, l'effroi des misérables, le désordre du bon travail des fermiers précédents, et dont la ruine même, causée par les frais excessifs d'une administration aussi prodigue pour elle-même qu'avaricieuse pour les autres, ne laisse aux cantons qu'ils ont dévastés aucun espoir de salut. » En Soissonnais notamment, suivant les témoignages concordants de l'Intendant et de la Société d'agriculture, les Compagnies de ce genre semblent « ne parcourir les fermes que pour en dévorer les habitants ». Un simple régisseur sans scrupules peut faire beaucoup de mal ; le propriétaire en personne peut se montrer avide et tracassier : tout cela tourne au détriment de la culture et de l'Etat.

L'administration royale avait porté à l'immunité personnelle du cultivateur une atteinte grave par l'institution de la corvée. Dès 1750, bien avant que la Physiocratie existât, MIRABEAU s'était

élevé contre cette charge désastreuse : « tous les bœufs, disait-il par exemple, seront, dans le temps même du labour, attelés à des charrettes ; ils vont tout suants dans les rivières chercher des graviers, et périssent au retour ». L'Ami des Hommes traite les archers des corvées de « vampires errants ». Devenu l'un des chefs de l'Ecole, le marquis prend la question de plus haut et démontre l'incompatibilité qui existe entre un tel système et la bonne agriculture : « demander des jours sans gagne-pain au manoeuvre ; des jours oisifs au fermier ; de l'argent au propriétaire dont on a dérangé le fermier et ruiné le manoeuvre : chose cruelle, absurde. Il est telle journée d'un laboureur qui vaut 100 écus et davantage à l'Etat. La corvée, c'est l'épargne d'un homme qui démolirait sa maison pour faire bouillir son pot en brûlant la charpente ». Comme son fougueux disciple, QUESNAY propose de substituer aux corvéables des ouvriers réguliers : « loin que ce soit une économie de ménager de cette manière la dépense des travaux publics, l'Etat les paie très cher, tandis qu'ils coûteraient fort peu s'il les faisait faire à ses frais ». Les corvées ne seraient-elles donc « qu'un joug d'oppression nécessaire pour courber les sujets sous cette autorité tyrannique si chère aux intendants ? »

De fait

... on voit arracher du sein de son ménage  
D'un jeune agriculteur l'épouse jeune et sage (1) ;

non que la loi contraignît les paysannes à se rendre sur les chantiers ; mais souvent « on obligeait les

1. Saint-Lambert.

paysans à construire dans 15 jours ce qu'ils ne pouvaient achever que dans un mois ; alors les femmes travaillaient avec eux. Il n'était pas non plus sans exemple que des femmes eussent acheté de quelques employés subalternes la permission d'y suppléer leurs maris malades, ou empêchés par l'impossibilité d'interrompre leurs travaux. » Ajoutez l'injustice dont sont victimes les paroisses voisines des grands chemins, ou la perte de temps qui résulte de l'éloignement des chantiers. Mais, du point de vue strictement physiocratique, le vice essentiel des corvées n'a jamais été plus fortement dénoncé que par TURGOR et par DUPONT. « La dépense en argent, écrit le premier, est toujours prise sur les revenus ; la dépense en nature diminue souvent la source des richesses » ; entendons par là qu'elle attaque plus ou moins directement le capital agricole. « Il n'y a, déclare le second, aucune journée de travail d'un laboureur et de ses animaux qui, employée à la culture, ne produise infiniment plus qu'elle ne vaut. » Les corvées seigneuriales de charrue, de faux, de faucille, de rateaux, ne sont pas mieux comprises, puisqu'il faut « que le laboureur quitte sa propre besogne, et toujours dans les moments les plus précieux que le seigneur ou ses agents ont soin de choisir, pour aller faire celle de ce seigneur, qui, étant faite à contre-cœur, est certainement toujours très mal faite ».

La charge de la milice, pour plus des deux tiers, pesait sur les campagnes. « Depuis trente ans, déclare en 1756 QUESNAY, elle leur a enlevé 200.000 hommes ; les garçons se retirent à la ville pour éviter de tirer au sort, et pour un sûr qui le sort tombe, la campagne en perd au moins trois ».

Le mal était si grand que nombre d'écrivains et de Sociétés réclamaient l'exemption de tous les cultivateurs, riches ou pauvres, dût-on en faire retomber le poids sur les citadins. Mais les Physiocrates ne protestent pas très vivement contre l'application du tirage aux simples journaliers et domestiques agricoles : les fermiers n'avaient, au besoin, qu'à s'assurer par une clause de leur bail contre le risque de voir la milice leur enlever leurs meilleurs serviteurs. Mais l'Etat ne devait pas « réduire à la simple condition de soldats ceux qui par leurs richesses ou leur profession peuvent être plus utiles à la société ». Passe encore pour les fils de métayers ; mais les fils de fermiers ne doivent pas être soumis à une telle contrainte, indigne de leur état, et susceptible de nuire au recrutement d'une classe si affaiblie et si précieuse.

La police des subsistances oblige les paysans à porter leurs grains au marché, au lieu de les vendre dans leur grenier : « Les cultivateurs en chef, leurs hommes, leurs animaux, leurs chariots, ne sont pourtant pas faits pour courir les grands chemins et les rues des villes, pour leurs places publiques et pour leurs cabarets. C'est toujours un meurtre de détourner le cultivateur des travaux du labourage. La journée que vous lui faites perdre produirait dix fois plus qu'il n'en coûterait à d'autres voituriers : » n'est-ce pas là, vraiment, une autre *corvée* ? Le laboureur est encore « harcelé sans cesse par les fermiers des droits, les collecteurs, les commissaires à terrier... une foule d'hommes autrement nuisibles dans les campagnes que tous les insectes ». Et tout comme les agents du fisc, « le procureur, l'avocat, le juge, l'agent du seigneur, regardant en tout et partout

les gens de campagne comme victimes, ne leur laissent la peau sur les os que supposé qu'elle ne soit pas bonne à faire un tambour ». Si l'on diminuait les frais de justice et si l'on décentralisait l'administration judiciaire afin d'en rendre l'accès plus facile, ce serait déjà un soulagement.

Que la personne du cultivateur fût protégée, ce n'était rien encore, si l'on ne proclamait pas l'inviolabilité du capital agricole. « L'immunité sacrée des richesses d'exploitation » est un des principes fondamentaux de l'Ecole ; car « l'extinction de cette richesse mobilière active est l'anéantissement de toute propriété foncière passive ». La première doit être respectée plus scrupuleusement, si l'on peut dire, que la seconde, parce qu'elle est « transportable, et qu'elle peut trouver ailleurs son emploi, si on le lui refuse aux lieux de sa destination naturelle ».

Quelle faute ne commettent donc pas les propriétaires qui imposent à leur fermier, en cours de bail, ces augmentations forcées qu'on appelle *pots-de-vin* ! « Il n'est pas juste que celui qui ne laboure ni ne sème soit le maître de recueillir à volonté. Il n'est pas juste que celui qui sème et laboure ne sache jamais sous quelle condition il avance ses frais et ses sueurs. Cette double injustice s'adresse à Dieu même, non seulement comme injustice, mais encore comme calcul ; car c'est lui qui tient dans sa main les moissons ». C'est déjà trop que, d'un bail à l'autre, le propriétaire s'acharne à obtenir des majorations de loyer ; il devrait au moins prendre à son compte, non seulement toutes les réparations foncières, qui lui incombent de droit, et que le cultivateur devrait être



autorisé à exécuter d'office à ses frais — mais la charge des impositions, ou en tout cas les aggravations de taxes — alors que, trop souvent au contraire, par des conventions secrètes, les grands seigneurs faisaient retomber sur le cultivateur le poids même de leurs impôts personnels, tels que les vingtièmes.

La dîme, par définition, se lève sur le produit brut, sans considération aucune des frais de production, lesquels varient beaucoup suivant la qualité des terres et le mode de culture : elle peut donc souvent entamer le capital. Plus le terrain est médiocre, plus elle est onéreuse et injuste : si l'on ne veut pas condamner à l'abandon les domaines naturellement peu fertiles, il faudrait au moins faire varier le taux du prélèvement selon la valeur des sols — sans compter qu'en enlevant les pailles on prive la culture d'un engrais qui devrait lui rester. Bien que QUESNAY, dans ses tout premiers écrits, ait paru accepter le maintien de la dîme ecclésiastique, et, « dans un cas extraordinaire », l'institution d'une « dîme royale » selon le projet présenté par VAUBAN, l'Ecole, suivant la logique de ses principes, a porté contre l'irrégularité d'un tel impôt une condamnation formelle.

La taille d'exploitation, qui se percevait dans tous les pays d'Elections (ceux précisément où le fermage se trouvait le plus développé), était censée assise sur les profits de la culture ; mais les Physiocrates, systématisant sur ce point maintes critiques antérieures, lui reprochaient d'être, en fait, assise sur le capital, autant que sur les bénéfices, de l'entreprise. Elle comportait, en effet, un double arbitraire : outre « cette petite insta-

bilité que l'humeur ou la mauvaise volonté des collecteurs occasionne à chaque cote » individuelle, un mal plus considérable provient de « l'arbitrarité du taux général de chaque paroisse, qui n'est jamais deux années de suite le même, et qui n'est décidé que par la volonté de celui qui a ordonné la levée », c'est-à-dire l'intendant ou son subdélégué. Cette indétermination funeste résulte de ce qu'elle est, sans aucune garantie accordée aux assujettis, un impôt de répartition. Comme à cette époque ses variations continuelles se résolvaient presque toujours en augmentations, elle devenait fatalement spoliatrice : « si le fermier a malheureusement évalué l'impôt au-dessous de ce à quoi il sera porté, il faut qu'il acquitte cet excédent ; pour y satisfaire il entame ses avances : le ravage est affreux ». Le métayage, dont l'extension pour une grande part est la conséquence des abus de la taille, ne met pas, une fois établi, le cultivateur à l'abri : pour si réduites qu'elles soient, ses avances supportent encore le coup des surtaxes imprévues, jusqu'à ce qu'elles soient complètement anéanties. Dans beaucoup de régions de petite culture il a fallu, ou bien que les propriétaires se décident à prendre sur eux une partie de la surcharge, ou bien que l'Etat, faisant de nécessité vertu, se résigne à la diminuer. La pratique aggrave encore les vices d'un tel système, puisque ce sont précisément les bestiaux, la partie la plus précieuse du capital d'exploitation, qui, à cause de leur valeur et de la facilité de les emmener, servent de base à l'impôt et de gage à son versement : « la vache d'un paysan lui attire de toutes parts des vexations, jusqu'à ce qu'elle lui soit enlevée ». Comment espérer une

reconstitution des capitaux agricoles tant que pèse sur le cultivateur une si formidable menace ?

Ce n'était pas que, pour remédier à la décadence de l'agriculture, le fisc ne fût disposé à consentir quelques exemptions temporaires, par exemple en faveur des défrichements. Un vif mouvement d'opinion s'était manifesté dans ce sens, et dès l'origine MIRABEAU et QUESNAY, rendant hommage aux intentions de cette propagande, y avaient en principe applaudi. Vers 1760 cependant, le chef de la jeune Ecole avait estimé qu'en fait « il était encore trop tôt pour proposer ces améliorations dispendieuses. C'était mettre la charrue avant les bœufs ; tant que la culture du blé serait réduite à la consommation de la nation, il ne fallait pas augmenter les récoltes. Cette augmentation, qui ferait tomber les grains en non-valeur, anéantirait bientôt le peu de culture qui nous reste ». En un mot, à supposer qu'il fût préférable d'étendre la superficie cultivée plutôt que d'augmenter le rendement, les défrichements risqueraient d'être plus funestes qu'utiles tant que ne serait pas autorisée l'exportation des grains. Mais dès que l'Edit libérateur de 1764 (1) a été rendu, les Physiocrates n'ont plus de raison d'observer cette prudente réserve, et QUESNAY critique sans ménagement l'attitude du clergé, qui se refuse à toute limitation de ses prérogatives fiscales même pour favoriser la remise en valeur des terres : « Cet axiome : *Il faut semer avant de recueillir* lui est sans doute inconnu. Il n'a pas calculé, et il défend sans le savoir des droits qui s'étendent au-delà des bornes naturelles ; mais il y prétend inu-

1. Voir ci-dessous, p. 245.

tilement ; car s'il ne calcule pas, le propriétaire calcule, et abandonne la culture des terres surchargées par la dîme ».

Ces exemptions, nécessairement provisoires, ne pouvaient être que des palliatifs : pourquoi ne pas réformer définitivement le système même de la taille, soit en substituant partout la taille *réelle* à la taille personnelle, soit en instituant ce qu'on appelait une taille *tarifée* ? Dans un cas comme dans l'autre, au lieu de prendre pour base de l'impôt l'ensemble des richesses d'exploitation, on le fondeait sur une évaluation précise et fixe de la valeur respective des terrains. Mais QUESNAY objecte que la valeur intrinsèque des sols n'est pas tout ; « les deux sortes d'agricultures qui se partagent le royaume, la grande et la petite, comportent beaucoup de différence dans le produit des terres d'une même valeur » ; cette méthode ne saurait guère s'appliquer que dans les limites d'une même province, et à supposer que l'exploitation y présente une certaine uniformité. Et puis, « sitôt que l'impôt se paye en argent, le débouché, si nécessaire à la vente, la *valeur vénale* des produits en un mot, influe cent fois plus sur le produit net du revenu que la qualité des terres ». Enfin ce sera toujours une *taille*, c'est-à-dire un « impôt qui n'est pas fixé dans son principe, ni dans chacun de ses détails individuels, en proportion déterminée arithmétiquement ; mais qui, au contraire, fait partie d'une répartition arbitraire : inconvénient fondamental ». En fait, la taille tarifée donnait souvent lieu à des « estimations exorbitantes », au point de provoquer l'exode des bourgeois cultivateurs. TURGOT, qui pourtant l'avait maintenue en Li-

mousin, ne croyait pas qu'il fût possible de l'asseoir régulièrement dans les « pays de petites métairies disséminées ».

Un remède plus simple et plus efficace ne consisterait-il pas à respecter les cotes actuelles, tant bien que mal établies, et à en proclamer, suivant le régime anglais, la fixité absolue ? Mais les Physiocrates n'oublient pas qu'en travaillant au rétablissement de l'agriculture du royaume, c'est la restauration de ses finances qu'ils poursuivent : l'immutabilité des cotes présente à leurs yeux le même défaut grave qu'un allongement démesuré des baux, à savoir de refuser au Trésor public le secours rapide, immédiat, qui lui est nécessaire. A peine entré en possession de ses premiers domaines en Limousin, MIRABEAU sollicite un arrêt du Conseil en vertu duquel le taux de la taille sur ses terres serait fixé « invariablement et à perpétuité ». Sur le brouillon de cette requête, qui lui est soumis, QUESNAY s'empresse de biffer ces deux mots, et inscrit en note : « Quelle est la base de cette proportion éternelle ? S'agit-il de partir pour toujours de l'état actuel de la terre en question, sans égard aux accroissements successifs de revenus, quand même la liberté du commerce serait rétablie ? Cela n'est pas juste ; car alors les progrès de l'agriculture ne rétabliraient pas le revenu de l'Etat. » Au point de dégradation où l'agriculture du royaume est tombée, tout au plus l'Administration pouvait-elle accepter une fixation momentanée : il sera temps d'envisager une fixation, sinon perpétuelle, du moins à long terme, lorsque l'accroissement espéré du revenu foncier aura commencé de se réaliser. Vers 1770, LE TROSNE semble penser que ce moment approche ;

sans porter alors aucun préjudice à l'Etat, la « cristallisation » des cotes aurait l'avantage de consolider les progrès accomplis et d'en préparer de nouveaux.

Mais la véritable doctrine fiscale de l'Ecole doit être dégagée de ces considérations d'opportunité ; elle est d'une simplicité parfaite et se ramène au principe de l'immunité absolue du cultivateur. C'est aux propriétaires fonciers, et à eux seuls, d'acquitter l'impôt foncier, voilà le « grand secret ». « Si les besoins de l'Etat nécessitent des augmentations, elles doivent être à leur charge. Dans tous les cas, le paiement de l'impôt doit être garanti par la valeur même des biens-fonds, et non par celle des richesses d'exploitation ». Voilà l'exemple que depuis 1698 nous offre l'Angleterre. La taille réelle ne fait que faciliter le rejet de l'impôt du fermier sur le propriétaire : faculté insuffisante, et qu'il vaut mieux rendre inutile ; le seul des impôts existants qui soit dans son principe « naturel et équitable » est le vingtième. Voilà, selon Turgot, « le seul moyen d'anéantir la plus grande partie des frais et des exécutions qui aggravent si cruellement le poids des taxes. Les saisies de fruits seraient presque toutes converties en de simples saisies-arrêts entre les mains du fermier. Plus riche que le colon, plus attaché à son fonds, et plus sûr de retrouver dans une année ce qu'il perd dans une autre, le propriétaire n'est pas aussi aisément ruiné par une surcharge accidentelle ».

Il s'agit ici des accidents inévitables, inhérents à l'inégalité des récoltes. Mais il ne faut pas que le propriétaire soit exposé au même arbitraire dont on aura voulu affranchir son fermier ; il faut que l'impôt, dont il sera désormais le seul « garant », soit un impôt, non plus de répartition,

mais, comme le vingtième, de quotité, proportionnel au produit net. Comment évaluer celui-ci ? En déduisant du produit total toutes les reprises indispensables : mais parmi celles-ci, il est un élément, — trop souvent négligé dans les instructions sur la perception du vingtième — qu'il convient de faire entrer en ligne : savoir l'intérêt des avances primitives du fermier, qui ne doit pas être estimé à moins de 10 %. Ce bénéfice agricole va-t-il donc échapper à la taxation ? Il le faut, répondent sans hésiter nos auteurs. Car il sert à couvrir les frais d'entretien et de renouvellement du matériel et les aléas de l'exploitation, et il est trop juste que les entrepreneurs de culture, « outre la rentrée de leurs capitaux, outre le prix de leur travail, de leurs risques, de leur industrie, recueillent un profit égal au revenu qu'ils pourraient acquérir avec leur capital sans aucun travail ». Comme, suivant la doctrine de l'Ecole, le revenu de l'argent reste nécessairement indemne de toute taxation, il doit en être de même du profit spécial du fermier.

Quant aux moyens pratiques d'évaluation, rien de mieux que de s'en rapporter aux baux existants : « c'est ici la grande œuvre de la finance, la seule règle que puisse prendre le gouvernement pour connaître le revenu du territoire ». A défaut de bail réel, on prendra pour base, en recueillant les déclarations des contribuables et en procédant à des estimations contradictoires, « le bail possible et vraisemblable ». Dès l'époque des Physiocrates, une grande partie du public et même de l'Administration était acquise à cette réforme profonde de l'impôt foncier, que seule devait pleinement réaliser la Constituante



## CHAPITRE IV

### LE BON PRIX DES GRAINS

A maintes reprises, au cours du précédent chapitre, nous avons constaté que les Physiocrates ne concevaient pas le développement de la grande agriculture sans un certain relèvement du prix des grains. Celui-ci était-il donc trop bas ? Sur quoi pouvait se fonder une telle assertion ?

#### I

##### NÉCESSITÉ D'UN RELÈVEMENT DE PRIX.

Pendant la première partie du siècle, le blé avait subi une dépréciation profonde ; les témoignages contemporains sont là-dessus à peu près unanimes, et des études statistiques rétrospectives, en confirmant la réalité de cet abaissement, ont permis d'en mesurer l'importance. A partir de 1675, on peut estimer que le prix nominal de l'hectolitre était descendu de 17 francs au-dessous de 15 pour la période 1701-1725, et à 11 francs pour la période 1726-1750. Or, dans le même temps, l'argent

avait perdu de sa valeur ; toutes les autres marchandises et la main-d'œuvre — sauf peut-être la main-d'œuvre agricole — avaient renchéri en proportion : ainsi « les dépenses du laboureur, écrit QUESNAY, se trouvent accrues de plus d'un tiers, dans le temps que ses revenus sont diminués d'un tiers ; il souffre une double perte, qui diminue ses facultés ». Voilà pourquoi, entre autres causes, le métayage se substitue au fermage, et pourquoi même tant de terres sont abandonnées. Le blé n'est pas un don gratuit de la nature ; si le prix de la récolte tombe au-dessous d'un certain taux, non seulement le cultivateur manque à gagner, mais il peut positivement y perdre, et des sommes considérables : il préfère renoncer à sa culture, et la seule alternative offerte à l'Etat sera, ou d'abolir les impôts — au moment même où il aurait besoin de leur faire rendre davantage — ou bien d'assurer un relèvement des cours. Dès 1716 le Conseil du Commerce, après BOISGUILLEBERT et VAUBAN, avait signalé le péril de l'avisement des grains.

A la hausse légère qui semblait s'être dessinée vers 1750 a succédé, dix ans plus tard, une recrudescence de baisse : le prix de l'hectolitre descend au-dessous de 10 livres ; la suite extraordinaire d'excellentes récoltes qui marque les années 1760-1763 le fait même tomber, au moins sur les marchés éloignés des grandes villes, à 8 livres, « prix auquel le cultivateur ne retire pas même ses frais ». Les Physiocrates sont donc amenés à réclamer le rétablissement de ce qu'ils appellent le « bon prix ». « Non seulement c'est lui qui favorise les progrès de l'agriculture, mais c'est dans le bon prix même que consistent les richesses qu'elle procure. La valeur d'un setier de blé, considéré

comme richesse, ne consiste que dans son prix : ainsi, plus le blé, le vin, les laines, les bestiaux, sont chers et abondants, plus il y a de richesses dans l'Etat. *La non-valeur avec l'abondance n'est point richesse ; l'abondance avec cherté est opulence.* Les productions ne donnent des revenus qu'autant que leur prix surpasse les dépenses qu'elles exigent. *Telle est la valeur vénale, tel est le revenu.* Plus tard sans doute, quand l'agriculture sera rétablie, un accroissement ultérieur des capitaux consacrés à la terre et de nouveaux perfectionnements agronomiques permettront d'envisager des augmentations corrélatives de rendement, et par suite un accroissement du produit net qui ne serait pas acheté au prix d'une nouvelle hausse des denrées : mais, dans l'état présent, cette hausse est la condition préalable de toute restauration agricole et financière.

Quelle doit donc en être la limite, à la fois nécessaire et suffisante ? A quel chiffre fixer le « bon prix » du blé ? D'abord en prenant pour base le « prix fondamental », c'est-à-dire le prix de revient : un hectare bien cultivé produit à peu près, suivant l'Ecole, 15 hectolitres, et, en comptant la dime, la taille et le fermage, l'hectolitre revient à environ 10 livres. « Quand la tête du blé est à 11 livres, le cultivateur retire à peine ses frais, et il est exposé aux tristes événements de la grêle, des années stériles, de la mortalité des bestiaux, etc. Il faut donc que les grains soient à plus haut prix pour que le cultivateur puisse se soutenir et élever ses enfants ». Une précision plus grande, et tout à fait décisive, sera fournie par la considération du « prix commun régnant sur les marchés étrangers ». En tenant compte de la concurrence de

l'Amérique, « qui se fait sentir non seulement aux Antilles, mais en Europe, et qui a fait baisser le prix du blé en Angleterre même », QUESNAY croit pouvoir l'évaluer à 12 livres (18 livres le setier) ; et, bien que certains membres de l'Ecole — même quelques auteurs indépendants, tablant sur la baisse de l'argent ou sur certains cours pratiqués en Angleterre — aient souhaité de voir le blé français atteindre des taux supérieurs (jusqu'à 16 francs l'hectolitre), le prix de 12 livres paraît aux Physiocrates suffisant pour reconstituer dans le royaume la grande culture : celle qui donne 100 % de produit net par rapport aux avances annuelles, proportion sur laquelle reposent tous les calculs du *Tableau Economique* (1). Ce prix, relativement modéré, comportait cependant sur les cours observés vers 1760 une hausse de 2 à 3 livres par hectolitre : comment l'obtenir ?

## II

### LE DÉVELOPPEMENT DE LA CONSOMMATION INTÉRIEURE.

Pour relever le prix des productions du sol, le premier moyen est d'en accroître la consommation. *Consommation et revenu sont une seule et même chose*, avait déjà déclaré BOISGUILLEBERT, plus d'un demi-siècle avant que LA RIVIÈRE énonçât la sentence depuis lors devenue classique : « La consommation est la mesure de la reproduction. »

. Voir ci-dessus, p. 5.

Voilà donc le commerce, si stérile qu'il puisse être en lui-même comme « service mercenaire », proclamé « le principe vivifiant de la cultivation » et « le précurseur de la vraie finance ». En tant que « truchements des besoins, moteurs des dépenses, et véhicules des ventes et achats », les commerçants — du moins ceux qui, directement ou indirectement, assurent le débit des fruits du sol national — sont « les hérauts de la valeur vénale, les auteurs par conséquent de la production et des revenus ». Et place d'abord au commerce intérieur : car c'est celui qui comporte le moins « de frais de transport, d'agents de voyages, de correspondances, etc. » Les débouchés qu'il procure sont « les plus prompts et les plus sûrs, n'étant point assujettis aux caprices ni aux révolutions des autres pays ». « Avant de faire le commerce des Indes et de l'Amérique, commençons par faire le commerce de France. » Or, mis à part les régions situées à proximité de la mer ou de la capitale, le commerce agricole, notamment le commerce des grains, s'il avait jamais été organisé, était tombé en décadence : certaines provinces éloignées de Paris en sont venues à souhaiter que d'autorité l'on réduise sur tout le territoire la culture des céréales. Allez-donc inviter le laboureur à étendre et à perfectionner son exploitation : « *Que ferons-nous de nos grains ? Nous ne trouvons pas à les vendre* », telle était sa réponse ordinaire, sa première objection.

Le grand consommateur des denrées, c'est le peuple, par sa masse ; mais il faut qu'il soit mis à même de consommer de « bons aliments. » Ces pauvres métayers du Limousin, « qui ne vivent que de chataignes et de galettes de blé noir dé-

trempé avec de l'eau, tel qu'il sort du moulin sans avoir été bluté», ces misérables colons qui ont à peine 10 écus par tête à dépenser dans toute une année, «sont aussi peu utiles à l'Etat par leur consommation que par leur travail». Si les salariés du bas peuple ne jouissent pas d'un minimum d'aisance, «on verra la terre se couvrir de maïs, de patates, de turnipes (1), de pommes de terre, etc., et petit à petit, voilà un Etat sans revenus, sans propriétaires, sans soldats, sans chefs et sans souverain». Insensé qui ne comprend pas que «tant que les paysans seront misérables, nous le serons aussi». La pitié des Physiocrates se fonde sur des considérations fort originales de solidarité économique et pour ainsi dire commerciale. Aveugles aussi ceux qui cherchent à accroître la population plutôt que le bien-être populaire : «Ce ne sont pas les consommateurs qui manquent, mais... les consommateurs doués de la faculté de consommer.»

Comme l'épargne forcée des pauvres, funeste est la thésaurisation des riches. Quand il s'arrête dans la caisse des particuliers, «l'argent, de bon valet, devient mauvais maître»; par sa destination naturelle, il n'a en quelque sorte «point de propriétaire, et appartient aux besoins de l'Etat, lesquels le font circuler pour la reproduction des richesses». Les Physiocrates ne se lassent pas d'insister sur ce point : «Pas de fortunes pécuniaires, qui arrêtent le cours d'une partie du revenu national; ou du moins qu'il y ait compensation entre celles qui se forment et celles qui reviennent dans la circulation!» Ils s'en prennent «aux trésors

1. Navets-raves introduits d'Angleterre.

des escompteurs », c'est-à-dire des financiers ; mais aussi à « l'épargne stérile » des grands Industriels et grands commerçants qui, en accumulant leurs « faux-revenus », ne font qu'en rendre la charge doublement lourde pour la nation. Le mieux que puissent faire les rentiers, c'est de manger toutes leurs rentes, et même leur capital. Le propriétaire, lui aussi, doit dépenser tout son revenu. QUESNAY va jusqu'à dire que « dans une nation agricole, frugalité est mère de pauvreté ». Est-ce là, de la part de nos auteurs, simple prédication d'une morale économique plus éclairée que celle du vulgaire ? Nullement ; on fait appel au gouvernement pour l'application de ces maximes nouvelles. Il dépend de lui, en réformant les méthodes fiscales et administratives, d'éviter la formation de ces immenses fortunes de finances, et en renonçant à l'arbitraire de sa politique commerciale, de rendre inutiles les « capitalisations » des commerçants. A lui enfin de donner l'exemple d'une sage libéralité : « Ceux qui prêchent au souverain l'économie sèche et stérile, écrit non sans audace MIRABEAU, n'ont pas cavé les principes. Il faut que le gouvernement d'une nation agricole consume beaucoup pour que le pays produise beaucoup. » Le marquis ajoutait, il est vrai, prudemment : « Mais pour que l'Etat consume beaucoup, il faut qu'il ait beaucoup. » On ne devait d'ailleurs pas « confondre les abus avec les simples dépenses », et la constitution d'un Trésor de réserve pouvait avoir son utilité, à la condition de lancer dans la circulation une somme de monnaie fiduciaire équivalente.

Les Physiocrates ne sont donc pas ennemis du luxe : mais ils distinguent entre le *luxe de subsistance*, qui comporte des achats à la classe produc-

tive, et le *lux*e de *décor*ation, qui n'offre de débouché qu'à la classe stérile. Le *Tableau Economique* suppose que le revenu des propriétaires se partage par moitié entre l'une et l'autre (1); si la part du *lux*e de *décor*ation tend à l'emporter, l'Etat est menacé de ruine. Car, non seulement les avances productives se trouvent réduites à l'excès, mais la consommation elle-même prend un caractère défavorable au revenu; elle se perd en effet dans des détours qui retardent, quand ils ne les diminuent pas, les retours à la classe productive. « Il faut à l'Opéra, écrit MIRABEAU, 1.000 écus pour faire une bonne chambrée; ces 1.000 écus nourrissent environ 80 saltimbanques ou manœuvres employés au jeu de cette machine, et font consommer le suif, la bougie, le rouge, la poudre et les gants de ce tripot; au lieu de cela, ils feraient vivre 6.000 hommes, dont la rétribution irait sur-le-champ droit au pain, à la viande, au sel, à la boisson, et à la laine la plus grossière pour leur vêtement. » Un tel faste est encore préférable à la thésaurisation; mais le *lux*e qu'il faut encourager avant tout, c'est celui qui implique la consommation immédiate des denrées agricoles de haut prix, le *lux*e des propriétaires vivant grassement dans leurs châteaux et des gros fermiers jouissant d'une large aisance.

Les denrées alimentaires, cependant, ne doivent pas faire oublier la place que tiennent dans la production normale d'un royaume agricole les matières premières. Celles-ci ne trouveront un débouché rémunérateur que si le gouvernement réserve ses

1. Voir ci-dessus, page 5.



faveurs aux manufactures qui les emploient, comme les fabriques de toiles et de lainages. Ces dernières sont particulièrement intéressantes parce qu'elles contribuent au progrès de l'élevage, si étroitement lié à celui de la culture : pourquoi faut-il que l'usage des laines de France soit limité dans la confection des draps destinés au Levant ? Au contraire les fabriques de soieries, de cotonnades, ou celles qui travaillent des laines exotiques, ne méritent, suivant l'exemple salubre donné par SULLY, que mépris et abandon ; car « loin qu'elles réagissent sur l'agriculture nationale, elles ne servent qu'à enrichir le cultivateur étranger ».

Mais pourquoi, dira-t-on, ne pas développer en France la culture du mûrier ? ne pas améliorer nos laines par le croisement de nos races de moutons avec celles de Barbarie, d'Espagne et d'Angleterre ? Les Physiocrates ne veulent pas croire au succès de ces tentatives de naturalisation ; et puis les manufactures d'articles grossiers, solides et de bon usage, étaient celles qui les intéressaient le plus, parce qu'elles pouvaient trouver dans les limites mêmes du pays, pourvu que le menu peuple ne fût pas privé du bien-être élémentaire, le débouché le plus sûr et le plus régulier. « Il est impossible de ne pas sentir quel avantage ce serait pour le débit de nos laines et de nos cuirs dans l'intérieur, et par conséquent pour l'engrais de nos campagnes, pour nos moissons, pour nos revenus, et pour l'Etat, si chaque paysan avait, comme en Angleterre et en Allemagne, son habit de drap noir aux bons jours, son habit de grosse étoffe et son surtout, des souliers, des bottes et du bon linge. On gémit quand on compare cela

au profit fait sur les étoffes de soie, d'or et d'argent, dont la matière première n'est rien et vient du dehors ; à des glaces et des porcelaines fragiles, dont le sable et la poussière sont tout le fond »

Quand le gouvernement taxe les « denrées du cru », il se fait tort à lui-même, en frappant cruellement l'agriculture : rien qu'à ce titre l'École condamne en bloc tous les impôts de consommation ; « ce n'est qu'une ressource insidieuse, qui atteint la production, et qui achève de ruiner les sujets et le souverain ». Ce que la consommation nationale, forcée de se restreindre par le renchérissement artificiel, ne pourra plus absorber, pourra-t-il en effet s'écouler à l'étranger ? La compensation sera toujours imparfaite, limitée au « superflu transportable ». Donc, plus de ces droits sur les vins qui, à l'entrée de la capitale, ont été portés « à un excès si monstrueux qu'ils doublent la valeur de l'article le plus intéressant, les vins communs » ? Plus de droits sur le tabac, « qui empêchent qu'on recueille peut-être en France pour 12 ou 15 millions de cette plante » ! Et de même, pour encourager la grande pêche, qu'on abaisse les droits sur la morue. Seuls à peu près de leur époque, les Physiocrates réclament la suppression complète de tous les impôts sur les denrées et leur remplacement par une surtaxe foncière.

Ce n'est pas tout d'accroître le débit intérieur des productions indigènes ; « on peut toujours débiter à vil prix ; et il n'y a que le haut prix qui puisse procurer et maintenir l'opulence. »

La consommation directe et sur place est la plus

rémunératrice, n'étant grevée par aucun profit d'intermédiaire. Une certaine décentralisation financière serait donc favorable aux campagnes : « Le Trésor fait des dépenses partout : qu'il paye sur les lieux et ne tire que des acquits exacts, et laisse sur les lieux l'argent qui y est si nécessaire. » De même une certaine extension de l'industrie campagnarde, en assurant le retour presque immédiat à la terre du produit de la vente des objets fabriqués, met en quelque sorte « l'argent sous la main du fermier ». Que ne peut-on ramener les riches aux champs, au moins comme consommateurs ? Nombre d'auteurs contemporains esquissent à ce sujet les plans les plus séduisants, mais aussi les plus chimériques. Comment aller contre l'évolution des mœurs et comment, en pareille matière, user de contrainte ? QUESNAY reconnaît bien que la distribution géographique des hommes et des richesses est « mauvaise », mais il n'espère pas ramener dans les provinces les évêques ni les gouverneurs, non plus y fixer les financiers et autres millionnaires ; il faut accepter cet « absentéisme de consommation » comme inévitable, et, pour ne pas l'aggraver, s'abstenir seulement de toute faveur aux citadins.

Et surtout il s'agit de simplifier l'organisation du commerce intérieur. Celui-ci occupait, en proportion, beaucoup plus de monde qu'aujourd'hui : outre que ce sont autant de travaux et de capitaux dérobés à la production véritable, chacun de ces innombrables détaillants « tend à défrayer sa famille par son gain ». Donc plus ces familles surabondent, plus ce commerce devient cher et onéreux à la société. La multitude des marchands qui s'établissent dans les grandes villes augmente

le prix des marchandises au préjudice des citoyens, et par contre-coup de l'agriculture. L'excès même de la concurrence, s'exerçant au sein du monopole, comme c'était le cas sous le régime corporatif, aboutit au maximum de frais. « Le détail fondé sur un petit capital ne peut nourrir ceux qui le font qu'en soutenant la cherté » ; et les gros commerçants profitent de cette cherté, si préjudiciable à la bonne vente, pour réaliser, eux dont les affaires sont montées avec plus d'économie, de plus gros bénéfices. Mieux vaudrait que la masse des capitaux consacrés à ce commerce, d'ailleurs réduite dans l'ensemble, se trouvât répartie entre des entreprises plus considérables et moins nombreuses.

Les taxes sur la circulation ne nuisent pas moins au bon prix qu'au débit ; indirectement par la mévente, ou directement, si les intermédiaires et le consommateur rejettent la charge qu'on a prétendu leur imposer, tout le poids finit par en retomber sur le producteur. Dans l'intérêt de l'agriculture, comme dans celui du commerce, qu'on abolisse donc « ces droits excessifs de rivière et de péage, qui détruisent les revenus des provinces éloignées, où les denrées ne peuvent être commercables que par de longs transports ». Au contraire, il n'est pas de « filet de commerce » sur lequel les fermiers-généraux ne tendent à asseoir ces malheureux droits pour « l'arrêter par cent formules insidieuses ». Les grands seigneurs qui possèdent des privilèges pareils « se rendraient illustres, et cent fois plus chers, cent fois plus respectables à la nation, s'ils en faisaient le sacrifice » ; et l'accroissement consécutif de leur revenu foncier leur procurerait, comme au Roi lui-même dans le cas des

péages publics, une ample compensation. Les mêmes arguments militent pour la suppression pure et simple des douanes intérieures, et des droits de marché (minage et hallage), qui pesaient spécialement sur les grains, dont le taux s'était récemment aggravé, et qu'on en était venu à percevoir jusque dans les greniers. Toute cette fiscalité mal comprise diminue les bienfaits qu'on pourrait attendre du progrès des communications.

En développant celles-ci, le gouvernement ne s'attache pas toujours assez fermement aux intérêts primordiaux de l'agriculture. Il multiplie les larges routes royales, qui « coûtent des provinces », et dont le milieu d'ailleurs se couvre de ronces, alors que les chemins ruraux, les « chemins détournés », les « chemins de traverse », faute d'entretien, cessent d'être praticables. On ne songe pas non plus assez aux canaux, dont les Physiocrates semblent avoir entrevu le rôle capital pour le transport des marchandises encombrantes et pondéreuses comme les productions agricoles; ni à la simple navigation des rivières, que gênent tant de moulins mal placés. Ces divers travaux publics intéressent trop directement les propriétaires pour qu'ils ne consentent pas à prendre leur part de la dépense; ce serait aussi le meilleur emploi des pauvres sans ouvrage pendant les disettes.

A quoi bon des canaux, des routes et des chemins, si la circulation des denrées, affranchie de la multitude des servitudes fiscales, reste interdite ou restreinte, en vertu d'une police spéciale qu'inspirait, nous le verrons, le dessein plus ou moins mal compris d'organiser l'approvisionnement du royaume? C'était notamment le cas, en

ce qui concerne les grains, depuis la Déclaration de 1699, contre laquelle un simple arrêt du Conseil comme celui de septembre 1754, d'ailleurs non enregistré, n'avait pu prévaloir : « chaque jour il naissait des difficultés sur cette matière, non seulement vis-à-vis des Parlements, mais encore dans les plus petits sièges ou bailliages ». La liberté de circulation des céréales contribuerait efficacement à en relever le prix.

Comment cela ? La consommation totale s'en trouverait-elle donc accrue ? Oui, dans une légère mesure ; car, lorsque la circulation n'est pas libre, il arrive, malgré les bonnes intentions du gouvernement, que la disette fait le tour des provinces. Ou bien escompte-t-on un relèvement des cours dans les provinces du Centre, les plus éloignées à la fois de la capitale et des ports, et qui souffraient en permanence de l'insuffisance des débouchés ? En effet, et c'est alors qu'on verrait les capitaux nécessaires à l'instauration de la grande culture se former enfin dans ce domaine traditionnel du métayage. Mais il y a plus ; dans l'ensemble du royaume, la seule égalisation du prix d'une année à l'autre, conséquence immédiate de la réouverture des communications et de l'élargissement du marché, outre qu'elle procurera aux fermiers une sécurité qui les encouragera à augmenter leurs avances, leur vaudra un accroissement positif de recettes ; c'est là une des thèses les plus caractéristiques et les plus ingénieuses de la doctrine physiocratique. La démonstration en est fort simple : « La cherté du blé dans les mauvaises années, écrit QUESNAY, ne dédommage pas le pauvre laboureur de la non-valeur dans les bonnes. Le prix commun qu'on forme des prix de plusieurs années

n'est pas une règle pour lui ; il ne participe point à cette compensation, qui n'existe que dans le calcul à son égard. Il n'y a que quelques propriétaires aisés — à supposer qu'ils aient échappé aux extorsions de la police — qui peuvent attendre les temps favorables pour la vente de leurs blés ». Sous le régime de l'instabilité des cours, dans un même lieu, le prix commun de l'acheteur, c'est-à-dire du consommateur, est sensiblement différent du prix commun du vendeur, c'est-à-dire du producteur : la différence est d'au moins une livre par hectolitre. Elle s'explique par le fait que le consommateur, que le blé soit cher ou bon marché, en achète toujours à peu près la même quantité, tandis que le cultivateur, qui est obligé d'écouler immédiatement sa récolte, n'a qu'une petite quantité à vendre quand le blé est cher.

Dira-t-on que, si la quantité achetée chaque année demeure à peu près constante, il faut bien que la quantité vendue le soit aussi ? Certes, mais cela implique précisément qu'une partie des récoltes surabondantes a été mise en réserve pour parer à l'insuffisance des récoltes déficitaires : le prix commun des consommateurs étant par définition identique au prix commun des vendeurs *en dernière main*, ce sont les intermédiaires qui bénéficient de l'excédent de celui-ci sur le prix commun du producteur. Que la liberté de circulation soit rétablie, la différence des deux prix tend à disparaître ; le prix commun du consommateur restant ce qu'il est, celui du producteur se trouvera donc accru d'environ une livre : le bénéfice que réalisaient les entrepositaires, ce sont les cultivateurs, même les moins riches et les plus pressés de vendre, qui le recueilleront. Voilà com-

ment « l'égalité commercable du prix des denrées est le plus nécessaire agent d'une utile culture ».

La liberté de circulation des grains était réclamée à cette époque par presque tous les écrivains ; mais beaucoup, notamment les disciples de GOURNAY, y cherchaient surtout l'intérêt du consommateur, ou celui du petit et moyen commerce, par opposition aux spéculations désastreuses de certain gros négoce (1), plutôt que l'avantage de la culture. Quelques-uns cependant, d'ailleurs à demi-affiliés au parti, se plaçaient au même point de vue que les Physiocrates : « Sous le règne de HENRI IV, rappelait par exemple THOMAS dans son *Eloge de Sully*, des hommes osèrent défendre la sortie du blé de leurs provinces. Le Ministre déploya sur eux toute son autorité. *Si chaque officier en faisait autant*, mandait-il à son maître, *Votre peuple serait bientôt sans argent, et par conséquent Votre Majesté sans revenus*. Paroles mémorables qui mériteraient d'être inscrites sur le trône des rois ! » « L'administration est la plus mauvaise qu'il soit possible d'imaginer, déclarait dans le même sens DIDEROT, si, faute de liberté du commerce, l'abondance devient quelquefois pour une province un fléau plus redoutable que la disette ». Et c'était bien pour mettre « en évidence, mouvement et valeur les grains du royaume » que le Parlement du Dauphiné réclamait cette « circulation libre de toute entrave » qui, bien entendu, suivant l'Ecole, devait comprendre la liberté du cabotage, avec admission même des marines étrangères. Le Parlement de Toulouse revendiquait une égale liberté pour les vins : « Par là s'établirait une

1. Voir ci-dessous, p. 280.



correspondance entière entre le Nord et le Midi du royaume ;... une production paie une autre production ; et les cultivateurs, donnant dès lors une valeur plus soutenue à leurs denrées, seraient plus en état de les multiplier ». En vérité, le commerce des boissons n'avait jamais cessé d'être libre ; mais les taxes dont il était particulièrement grevé équivalaient, pour tous les transports lointains, à une véritable prohibition : la franchise générale de circulation des productions agricoles apporterait à toutes les autres cultures les mêmes avantages que la seule proclamation de la liberté assurerait à celle des grains.

La « police alimentaire » alors en vigueur comportait encore bien d'autres interventions du pouvoir, qui toutes retentissaient sur le prix des grains et le revenu des terres : par là, écrivait MIRABEAU, le gouvernement « mettait la main au soc de la charrue, aussi sacré que l'encensoir ! »

Il avait créé, par exemple, des greniers publics : institution « chimérique » pour prévenir la famine, coûteuse pour le Trésor, mais dont le plus grave inconvénient était de constituer en faveur des représentants attitrés de l'Administration le plus arbitraire des monopoles d'achat ; « même pour le salut de l'Empire il ne devait pas être permis d'approvisionner en grains autrement que de gré à gré, et l'argent à la main ! » BOISGUILLEBERT déjà avait condamné ces « approvisionnements d'autorité et de violence ». A côté de ces entrepositaires officiels il y avait les marchands de grains *enregistrés*, « qui avaient obtenu permission du juge et prêté serment entre ses mains », et les gros négociants qui bénéficiaient de *permissions par-*

*ticulières*; les uns et les autres jouissaient du privilège de faire passer les blés d'une province dans une autre et d'en former des magasins. « Les permissions furtives et clandestines, déclare le Parlement de Toulouse, achetées du crédit ou de la corruption, causent les monopoles les plus criants et les plus odieux. Nous avons vu de simples particuliers, qui étaient chargés au nom de Votre Majesté d'approvisionner une province voisine, abuser hardiment de votre autorité pour fouiller les registres secrets des marchands, les forcer à leur céder les blés sur le pied de l'achat, se rendre ainsi les maîtres par la terreur des ventes et des prix ». Non moins contraire au « bon prix », la politique du ministère, lorsque le désir, soit d'abaisser le taux de la main-d'œuvre, soit simplement de remédier à la disette, l'incite à provoquer l'importation au rabais de blés étrangers. De même, le privilège dont jouit la Ferme générale d'être la seule acheteuse du sel aux Marais en a réduit la valeur des 9/10<sup>es</sup>, et les prérogatives des fournisseurs de la Marine empêchent les propriétaires des bois d'en tirer le revenu normal. De même encore, le monopole accordé à la Caisse de Poissy pour l'approvisionnement de Paris en viande de boucherie porte préjudice aux herbagers de la Basse-Normandie. Il n'est pas jusqu'au régime corporatif qui, en limitant la concurrence des acheteurs, ne tende à faire tomber au-dessous de leur cours naturel toutes les matières premières.

L'Ecole demande que le commerce des grains en tout cas soit, en même temps qu'interdit à tout mandataire public, ouvert sans distinction à tous les particuliers : marchands, gentilshommes, propriétaires, laboureurs, et même aux étrangers pour

le cabotage. « Ce doit-être l'emploi profitable de l'épargne ou de l'argent oisif, économisé prudemment, pour les besoins prévus ou imprévus, sur les revenus, sur les gains, sur les salaires, par les habitants de tous états, jusqu'aux domestiques. Plus il y a d'acheteurs pour mettre les denrées en réserve dans les temps d'abondance et de bas prix, plus la concurrence en soutient le prix et le débit, et entretient l'activité et les dépenses de l'agriculture. » Bien entendu, les magasins d'Etat « ne sauraient coexister avec les dépôts privés : car les premiers, dont les « stocks » pourraient toujours être jetés à perte sur le marché, constitueraient une menace perpétuelle de ruine pour les seconds. Cette liberté universelle, qu'il faudrait soigneusement protéger contre toute intrusion des autorités judiciaires et administratives, certains proposent même de l'encourager par des primes et des récompenses honorifiques, « afin de métamorphoser en pères du peuple les gens qu'il regarde comme des sangsues ». Les écrivains de l'époque sont à peu près unanimes à l'appeler de leurs vœux, mais autant, il faut le dire, dans l'intérêt mieux entendu des commerçants, que dans celui de l'agriculture.

Est-ce à dire que ce commerce, si important pour la sécurité et le bon ordre du pays, doive être entièrement abandonné, sans aucun contrôle, au libre exercice des concurrences individuelles ? Pour les Physiocrates la réponse ne fait pas de doute : « Liberté absolue, générale, indéfinie, s'écrie MIRABEAU, sans qu'on puisse jamais trouver mauvais qu'un homme ou une compagnie en amasse, en quelque quantité que ce puisse être ! » — Vous redoutez que ce soient des com-

merçants trop riches qui s'adonnent à ce commerce devenu libre ? Mais ce seront les plus riches qui seront les plus utiles, comme ce sont les plus riches fermiers qui obtiendront de la terre les meilleurs rendements ! Les uns autant que les autres sont « les colonnes des Etats agricoles ». Sans gros capitaux, comment prévenir les éventualités périodiques de mévente et d'avilissement ? « Est-ce de vos hôtels-de-ville, est-ce de vos tribunaux, que sortiront les fonds qui tout d'un coup iront vivifier vos cantons les plus reculés ? Les fonds des commerçants iront chercher vos cultivateurs les plus misérables, vos pauvres propriétaires les plus isolés ; ils leur apporteront de quoi payer leurs impositions et leurs dettes, de quoi cultiver, de quoi défricher. Protégez, appuyez, assurez, favorisez en tout et partout les marchands ! » Il faut des marchands de profession, assez instruits du détail de la manutention et de la conservation des grains, pour savoir gérer leurs vastes entrepôts ; disposant, à titre individuel ou même collectif, d'assez forts capitaux, pour pouvoir « spéculer sur les denrées aussi hardiment que sur les marchandises ». — Mais, objectez-vous, ne sera-ce pas préparer l'éclosion d'un monopole d'un autre genre ? L'Ecole ne le croit guère : « Plus cette profession sera accréditée, choyée et protégée, plus elle deviendra nombreuse ; et plus elle sera nombreuse, plus elle sera utile par son industrie, plus la concurrence de ces agents entre eux l'empêchera de devenir nuisible ». La participation à ce commerce d'une multitude de dépositaires improvisés, nobles, bourgeois ou paysans, constituera, contre le risque de voir naître un monopole de fait, une assurance de surcroît.

Le magasinage ainsi organisé, il restera à abolir les règlements de vente institués tout exprès pour procurer aux citadins l'abondance à bas prix ; tous ces privilèges captieux, qui tendent à « diminuer la concurrence des acheteurs et à forcer celle des vendeurs » — « exemple de la tyrannie bourgeoise et de la supériorité ridicule que les habitants des villes s'arrogent sur le territoire qui les nourrit ». — « L'on fait baisser d'office le prix des grains dans les temps de cherté ; on oublie de garantir aux propriétaires de blé, dans les temps d'avilissement, un prix minimum qui les paie de leurs frais ! » Ou bien, « si les villes s'arrogent le droit de taxer ce qu'elles tirent des campagnes, n'ayez pas deux poids et deux mesures : donnez au cultivateur le droit de ne recevoir qu'à un prix déterminé les ouvrages de main-d'œuvre dont il a besoin ». Mais non, la meilleure solution sera de supprimer purement et simplement toutes les servitudes de marché.

Elles étaient multiples. D'abord, défense absolue, au moins en théorie — mais qu'on appliquait avec un rigoureux arbitraire à la moindre hausse — de vendre son blé en dehors des lieux et jours fixés pour ces transactions. Point de vente directe dans les greniers ; il faut que le cultivateur vienne au marché, et qu'il y porte tout ce qu'il veut vendre : s'il n'y apportait qu'un échantillon, un « témoin » ou une « montre » — ainsi que cela se pratiquait déjà en Angleterre — cela ne suffirait pas ; il faut que la crainte de remporter sa marchandise invendue, pour la ramener encore une autre fois à grands frais, rende le vendeur accommodant ! Que le cultivateur ne s'avise pas, surtout, de céder son grain en route ; à plus forte raison de recevoir des arrhes pour sa récolte encore sur

pied ; et les vigneron à cet égard n'étaient pas plus libres que les laboureurs ! Dans un rayon de dix lieues autour de Paris, régime de prohibition renforcée : aucun blé ne peut théoriquement s'y vendre, même pour la consommation locale, sans passer par la halle de la métropole, et nul convoi de grains ne peut, sans autorisation spéciale, franchir le cercle de cette étrange barrière, destinée à faciliter l'approvisionnement de la capitale, mais qui restreignait cruellement les débouchés des cantons les plus fertiles du royaume.

Sur le marché même, la police est bien loin de laisser cette même concurrence, qu'elle a si bien organisée entre les cultivateurs, s'exercer entre leurs clients. Il y a des règlements, écrit ironiquement LE TROSNE, « pour fixer les heures et les préséances ; pour assurer le pas au bourgeois sur le boulanger, attendu qu'il en nourrit les trois quarts ; pour n'admettre les boulangers du dehors qu'au troisième rang, parce que, ne travaillant que pour des vigneron et des journaliers, ils ne méritent pas de choisir, ou parce que, étant éloignés, ils ont besoin de plus de temps pour retourner chez eux ; pour écarter avec le plus grand soin les meuniers, comme gens suspects et qui, sous prétexte de moudre du blé, pourraient bien en faire mauvais usage ; enfin pour ne laisser entrer les marchands qu'à l'extrémité du marché, et après que tout le monde était rempli. » Autant de prescriptions qui tendaient à abattre les cours. Survenait-il une crise de renchérissement, c'était bien pis encore. Chaque ville, à l'instar de la capitale, s'entourait d'un « arrondissement » dont les grains ne pouvaient plus sortir, et tous les cultivateurs compris dans ce malheureux périmètre étaient contraints, à

tour de rôle, de fournir des quantités déterminées à jour dit : « Ruinés par le défaut de récolte, il leur fallait encore parfois aller acheter du grain bien cher, l'apporter au marché, risquer d'y trouver une foule de vendeurs et une disette d'acheteurs qui feraient baisser les prix ! » Souvent alors on empêchait le fermier de remporter sa denrée, sinon au premier marché, du moins au deuxième, ou en tout cas au troisième ; et défense dans l'intervalle de hausser le prix qu'il avait une fois déclaré ; il ne pouvait que le baisser. Ainsi, « le cultivateur est véritablement serf du marché, au lieu d'être comme autrefois serf de la glèbe : sa condition n'est pas meilleure ! » Un degré de plus dans ce servage : la police taxe la denrée d'office et au rabais ; cela est presque « un vol », un vol fait au cultivateur ; les abus commis dans l'application d'une mesure aussi délicate avaient soulevé l'indignation même des écrivains les plus hostiles aux Physiocrates, tel GALIANI.

Cette politique d'avilissement des grains, selon nos auteurs, n'était pas inspirée seulement par le souci d'assurer la subsistance du bas peuple, mais aussi, surtout depuis COLBERT, par le dessein bien arrêté d'abaisser le prix de la main-d'œuvre en vue de favoriser l'exportation industrielle : système à leurs yeux absurde autant que ruineux ! Imagine-t-on un pays, un grand pays au territoire vaste et fertile comme la France, où ce seraient les grands manufacturiers qui réaliseraient une sorte de produit net, alors que les cultivateurs et les possesseurs du sol seraient réduits à une condition voisine du salariat : ce serait, pensaient-ils, le monde renversé ; et quel moyen, dans cette in-

vraisemblable hypothèse, de rétablir les finances publiques ? Est-ce que ce sont les fragiles fortunes nées de cette factice primauté de l'industrie, et élevées sur les ruines de l'agriculture, qui sauveront l'Etat de la banqueroute ? Le plus sage est de s'opposer à l'introduction dans le royaume de toute manufacture nouvelle, surtout si elle vise à exporter ses produits : car, suivant l'Ecole, le succès même de cette exportation ne se conçoit guère sans une « dévalorisation » systématique des denrées et des matières premières. — Dira-t-on que, en dehors de toute intervention administrative, les denrées peuvent se trouver moins chères dans un pays que dans un autre ? Soit, mais ce bas prix naturel n'est pas le « bon prix », que la liberté de l'exportation agricole permettrait de réaliser aussitôt. « L'ouvrier qui profite de ce bon marché des denrées y gagne sur ceux qui les lui ont vendues, et non sur les étrangers auxquels il les revend sous une forme nouvelle. Ce gain est donc fait sur la nation ». — Direz-vous encore que le développement des manufactures d'exportation, en augmentant le nombre des ouvriers, accroîtrait la consommation intérieure ? Mais, à supposer qu'il en résulte en effet un accroissement positif de population, « un Etat agricole ne gagne rien à ce marché : il lui est indifférent de porter ses denrées aux ateliers étrangers ou de les vendre chez soi aux ouvriers » ; ce ne peut être qu'un expédient en cas de surabondance d'hommes. Encore l'efficacité en est-elle médiocre : car les Physiocrates ne pensent pas que l'exportation manufacturière puisse porter sur d'autres produits que des articles de luxe, dont le débit est toujours limité et incertain. Qu'arrivera-t-il lorsque surviendront les inévita-



bles crises de chômage ? Les ouvriers sans travail obtiendront par la violence une nouvelle baisse du prix des grains. « Heureuses, s'écrie QUESNAY, les nations où la ressource d'exporter leurs manufactures ne peut exister à cause de la facilité de leur commerce extérieur, qui soutient leurs productions à un prix trop haut pour que leur classe stérile puisse débiter ses ouvrages à l'étranger ! » Mais la France du milieu du XVIII<sup>e</sup> siècle exportait déjà plus de produits manufacturés que de produits agricoles : l'interdit lancé par les Physiocrates sur les manufactures d'exportation resta sans écho ; la logique de leur système les menait à des conclusions excessives que l'opinion ne pouvait accueillir, qui pouvaient tout au plus la mettre en garde contre les excès opposés d'une inévitable évolution.

### III

#### LA LIBRE EXPORTATION.

« On ne fait pas revenir un apoplectique en lui jetant de l'eau fraîche et en lui donnant des tisanes; il faut le saigner » : le développement de la consommation intérieure ne pouvait suffire à conjurer la mévente générale des grains amenée en 1763-1764 par une succession extraordinaire de bonnes récoltes. L'unanimité à ce moment se réalise pour réclamer la liberté d'exportation, parmi les écrivains de toutes tendances et les Sociétés d'agriculture comme parmi les Parlements. Mais cet accord, déterminé par des circonstances excep-

tionnelles, disparaît bientôt avec elles ; et nombre d'auteurs ou d'autorités qui avaient sollicité — et obtenu — la liberté nouvelle, mais qui ne l'avaient jamais considérée que comme un expédient passager, en redeviennent les adversaires, et en demandent, avec non moins d'ardeur, l'abolition. Pour les Physiocrates au contraire, l'établissement, puis le maintien, de cette liberté constitue un principe fondamental, puisque le « prix commun de l'étranger » entre dans la définition même du *bon prix*, sans lequel la restauration agricole et financière du royaume leur paraît impossible. Dans la voie de cette doctrine plus rigoureuse ils avaient été précédés par leurs précurseurs naturels, en tête desquels on retrouve BOISGUILLEBERT ; ils y sont accompagnés par les demi-adeptes de leur système ; mais très peu de ces derniers leur resteront fidèles quand à l'avilissement aura succédé la cherté.

En quoi consistaient exactement, aux yeux de l'Ecole, les avantages de l'exportation agricole ? Il ne suffisait pas de dire qu'elle était la moins précaire de toutes, ni même qu'elle faciliterait à la France la conquête d'une sorte de suprématie économique-politique sur les autres nations de l'Europe, l'Angleterre seule exceptée. Pour nos auteurs, l'exportation des denrées participe à la productivité exclusive de l'agriculture : « Une nation gagne beaucoup plus sur la vente d'un million de marchandises de son cru que sur celle d'un million de marchandises de main-d'œuvre, parce qu'elle ne gagne sur celles-ci que le prix du travail de l'artisan, et qu'elle gagne sur les autres le prix du travail de la culture et le prix des matières pro-

duites par le sol ». A exporter des produits manufacturés, on ne gagne même, à la rigueur, rien du tout ; on ne fait que rentrer dans ses fonds ; le profit, s'il existe, a été réalisé dans le débit des denrées et des matières premières aux ouvriers des manufactures, lequel relève de la consommation intérieure.

Quelle ampleur cette exportation agricole pouvait-elle prendre ? Notez qu'il ne s'agit pas seulement des grains ; les articles essentiels de l'exportation française régulière sont, suivant l'Ecole, le blé, le vin, l'eau-de-vie, les cuirs, les viandes salées, le beurre, le fromage, les graisses, les suifs. « La vente du vin et des eaux-de-vie est pour nous un commerce privilégié que nous devons à notre territoire et à notre climat, et qui doit être spécialement protégé » ; LE TRÔSNE irait jusqu'à proposer qu'on l'encourageât par des primes ; tout au moins faudrait-il, en faveur de ces productions précieuses, supprimer les Aides, qui n'en gênent pas moins l'écoulement à l'étranger que la consommation sur le marché national ; ces obstacles levés, l'exportation pourrait en devenir « prodigieuse ». Pour toutes les denrées d'ailleurs, la France présentait un développement de côtes et une combinaison naturelle de voies navigables qui devaient en favoriser l'exportation : la diminution survenue dans cette partie de notre commerce depuis le dernier quart du xvii<sup>e</sup> siècle paraissait à nos auteurs anormale autant que malheureuse. Mais, en ce qui concernait spécialement les blés, s'ils estimaient que la production du royaume *pourrait* augmenter de 15 à 20 millions d'hectolitres, sans compter les menus grains, ils calculent « que les besoins des nations acheteuses sont bornés, et que « le royaume ne sera pas seul à faire ce com-

merce ». Compte tenu de la concurrence de Dantzig, de Hambourg, de la Sicile, aussi de la Barbarie, de New-York et de la Pennsylvanie, ils pensent — d'accord en cela avec la majorité de leurs contemporains — que l'exportation effective moyenne ne saurait dépasser 3 à 4 millions d'hectolitres, c'est-à-dire à peu près le tiers du trafic international des grains en Europe ; ce qui représenterait au maximum une rentrée annuelle de 50 millions de livres, dont le tiers en produit net. La plus grosse part de l'excédent réalisé dans la production serait avantageusement absorbée par l'accroissement de la consommation nationale : « un grand commerce extérieur de denrées dans un empire agricole est en effet la preuve d'une grande misère intérieure ».

Le bienfait capital que les Physiocrates attendaient de la libre exportation des grains, c'était le relèvement de leur prix sur le marché français lui-même, où l'on ne connaîtrait plus les redoutables éventualités de l'avilissement. En 1763, par exemple, la récolte « venue à la suite de plusieurs bonnes années, avait été immense. Les greniers du laboureur regorgeaient de grains, et il se voyait à la veille de la ruine. Nous succombions sous le poids de notre abondance, et nous commençons à éprouver la misère qu'elle produit faute d'être soutenue par la valeur » ; à moins d'un relèvement immédiat des cours, c'en était fait du revenu des propriétaires et de l'aisance des fermiers. « Avec l'incertitude du débit qu'entraîne la gêne sur l'exportation, comment, écrit DIDEROT, voudrait-on exposer ses fonds ? Où l'exportation n'est pas libre, les laboureurs sont réduits à craindre l'abondance et une surcharge de denrées dont

la valeur vénale est au-dessous des frais auxquels ils ont été obligés ». La fermeture des débouchés extérieurs était particulièrement funeste à certaines provinces : « La plus grande partie du Languedoc, affirme le Parlement de Toulouse, produit ordinairement plus de grains qu'il n'en faut pour sa consommation. Le superflu fait dans ces contrées l'objet principal et presque le seul du commerce. L'exportation est-elle empêchée ? Plus de commerce, plus de circulation, plus d'argent. Nous avons vu le cultivateur respectable, environné de denrées, gémir dans l'embarras et dans la pauvreté ; des fermes entières abandonnées par l'infortuné propriétaire ; enfin les possesseurs des plus grands domaines ne tirer d'autre fruit de la plus austère économie que d'acquitter à peine leurs impositions ». Le contrôleur-général lui-même, LAVERDY, déclare au Roi que « sans l'exportation le prix de la denrée sera vil et la campagne ruinée ; l'Etat, diminuant son revenu et son capital, deviendra insuffisant à sa dette et à ses charges ».

Quant au prix nouveau que la liberté d'exporter ferait désormais régner sur le marché intérieur, nous savons déjà (1) que les Physiocrates l'évaluaient à 12 francs l'hectolitre ; soit, par rapport aux prix de mévente, un bénéfice de 2 à 3 livres, et par rapport à la moyenne des années antérieures, de 1 livre et demie encore — bénéfice que, grâce à l'égalisation des cours, le cultivateur pourrait recueillir intégralement sans qu'il en coûtât beaucoup au consommateur, et sans qu'il fût nécessaire « de vendre seulement un muid de blé à l'étranger ».

1. Voir p. 132.

La production actuelle du royaume étant estimée à 70 millions d'hectolitres, le bénéfice total annuel ressortirait à près de 100 millions, sans parler de l'accroissement de production qui ne manquerait pas de se marquer, non seulement pour les blés, mais pour les menus grains. Voudrait-on objecter que ce grand résultat, la libre circulation intérieure suffirait à le procurer ? Au contraire, suivant nos auteurs, sans la liberté d'exporter, la circulation intérieure elle-même ne s'établirait jamais bien, ne fût-ce qu'en raison des entraves dont presque inévitablement le cabotage resterait chargé. « Le commerce extérieur effectif peut et doit être souvent inutile ; mais la liberté du commerce est indispensable pour soutenir la communication ».

Comment assurer à l'exportation effective des blés le maximum de développement dont elle était susceptible ? C'était, sans aucun doute, en lui accordant une liberté immédiate, définitive et sans restriction. Point de délai pour la mise en vigueur de la nouvelle loi : les blés entassés humides dans les greniers ne pouvaient y séjourner, et les entrepôts intérieurs n'attendaient pour se constituer que l'ouverture des grands débouchés. Point d'obligation d'exporter les céréales surabondantes exclusivement sous forme de farine : il n'y a pas de moulins convenables partout, et les nations importatrices n'achètent que des grains. Point de limitation du nombre des ports de sortie : ouvrez indistinctement tous ceux où il existe un bureau de contrôle. Pour appuyer ces pressantes revendications, les Physiocrates ont avec eux les avocats du « laisser-passer », selon les principes de

GOURNAY : l'un d'eux, MORELLET, conseille au gouvernement « d'oublier qu'il croît du blé en France et que le blé est nécessaire pour vivre ». Certains auteurs, et même les Députés du commerce, allaient jusqu'à souhaiter que l'exportation fût encouragée par des primes, comme en accordait le gouvernement britannique : les Physiocrates, soutenus ici encore par les partisans de l'abstention administrative, repoussent ces faveurs qu'ils jugent superflues. « L'exportation porte avec soi sa récompense. La sortie de nos vins, de nos eaux-de-vie, n'est point excitée par des gratifications ; une surabondance universelle de grains en Europe n'est guère à craindre : que la sortie en soit permise en tout temps, jamais on ne verra le blé à vil prix. »

La seule mesure gouvernementale que nos auteurs sollicitaient discrètement — mais elle était grave — c'était, une fois la liberté pleine et entière établie pour l'exportation agricole, une certaine limitation de l'exportation manufacturière. « La France, écrit le Docteur, a intérêt, pour faciliter le commerce extérieur des marchandises de son cru, d'entretenir par l'achat de marchandises de luxe un commerce réciproque avec l'étranger. Elle ne doit pas prétendre pleinement au commerce général. Elle doit en sacrifier quelques branches, les moins importantes, à l'avantage des autres parties, qui sont les plus profitables, et qui augmenteraient et assureraient les revenus des biens-fonds ». Est-ce seulement les manufactures de luxe que l'Ecole condamne si facilement ? Le système de l'Ecole va plus loin : « Une nation agricole doit favoriser le commerce actif des denrées du cru par le commerce extérieur passif des marchandises

de main-d'œuvre. Voilà tout le système du commerce. A ce prix ne craignons pas d'être *tributaires* des autres nations ». N'était-ce pas laisser entendre qu'il fallait encourager l'importation des produits industriels étrangers ? C'était le renversement littéral et complet de la politique commerciale qu'on reprochait si vivement à COLBERT d'avoir inaugurée ? Les seules industries d'exportation reconnues utiles dans un grand Etat sont celles qui transforment les matières premières indigènes dans la mesure où l'exige la difficulté des transports ; les autres ne sont que la ressource des petites « républiques qui ont peu de territoire fructueux », ou bien un expédient d'assistance publique pour faire vivre un excès de population. Le caractère anti-industriel de la Physiocratie apparaît ici en pleine lumière.

Donc, exporter la plus grande quantité possible de productions agricoles ; mais surtout les exporter au meilleur prix : car c'est de là que dépend le relèvement des cours sur le marché intérieur. Pourquoi donc l'Edit libérateur fixait-il un « prix prohibitif », passé lequel l'exportation des grains serait automatiquement suspendue ? Il ne serait que trop aisé, pour les spéculateurs à la baisse, de provoquer une hausse artificielle, qui entraînerait le retour à l'ancien régime d'avilissement. Tout au moins, que la réouverture de l'exportation ne souffre pas plus de formalités que la fermeture ! — Et pourquoi des droits de sortie ? « Les marchandises des fabriques du royaume sont la plupart exemptes de telles taxes ; elles jouissent même de l'exemption de tous les droits royaux et patrimoniaux, ou d'octroi qui appartiennent à des villes,



à des communautés ou à des particuliers, lorsqu'elles sont exportées pour le commerce des Indes. Nos denrées ne méritent-elles pas autant de faveur que nos manufactures ? » De tels droits, que BOISGUILLEBERT appelait déjà « les plus grands ennemis du roi et du royaume », empêcheront les propriétaires de jouir, même sur le marché national, du prix le plus favorable. — Pourquoi enfin exclure de ce commerce les navires étrangers, quand nous n'avons « point assez de vaisseaux pour y suffire, et que les étrangers ont le fret moins cher », peut-être de 12 % ? Si cette exclusion est tellement avantageuse au royaume, que ne l'applique-t-on à l'exportation des produits manufacturés ? Mais qu'importe, au fond, « à une nation qui ne peut prospérer que par la vente de ses productions, que les revendeurs soient régnicoles ou étrangers ? Quels sont les vrais commerçants d'un Etat ? Sinon, sans contredit, ceux qui, soit Turcs, Maures ou Chrétiens, offrent le meilleur prix de ce qu'ils achètent ? » Le commerce national, selon les Physiocrates, ce sont les affaires des producteurs et vendeurs en première main des denrées ; l'intérêt du commerce ainsi entendu peut n'être pas celui des commerçants. Pour être utiles, pour mériter considération et honneurs, ceux-ci doivent contribuer au « bon prix », c'est-à-dire ne point prendre plus de bénéfice que n'en retirent les revendeurs étrangers. Cette condition nécessaire ne sera remplie que si l'on refuse aux premiers tout monopole exclusif des seconds. Après ceux de l'industrie, les Physiocrates sacrifiaient assez volontiers les intérêts de la marine marchande : sur ce dernier point non plus, l'opinion publique, dans son ensemble, n'était pas près de leur donner raison.

## IV

LE BON MARCHÉ DES PRODUITS  
DE L'INDUSTRIE.

Quelque restreint que dût être le développement industriel de la nation agricole, telle que se la représentaient les Physiocrates, la majeure part des produits manufacturés que réclamait la consommation intérieure n'en devait pas moins être fournie par la fabrication nationale. Mais celle-ci ne devait avoir d'autre objet que de produire au meilleur marché.

La première condition est de ne pas l'écraser d'impôts. Autrement vous la ruinerez ou vous la forcerez à émigrer ; les fortunes industrielles déjà acquises, pour éviter la charge dont elles se sentiront menacées, se retireront des affaires, se transformeront en fortunes pécuniaires qui échapperont encore bien plus facilement à toute taxation ; et la crainte du fisc empêchera même les nouvelles de se former, parce que la patiente économie dont seule elles peuvent naître s'en trouvera d'avance découragée. De telles conclusions, chez les Physiocrates, se déduisent sans peine de leur théorie sur le caractère essentiellement instable de l'industrie et sur l'absence de tout produit net régulier dans les profits qu'elle peut procurer. Il en va de même du commerce industriel : « Les vendeurs savent conserver leurs gains et les préser-

ver d'impôts ; leurs richesses, ainsi qu'eux-mêmes, n'ont point de patrie ; elles sont inconnues, ambulantes, dispersées dans tous les pays, et tellement confondues en dettes actives et passives qu'on ne peut les évaluer pour les soumettre à des impositions proportionnelles ». Cette généreuse immunité que les « économistes ruraux » offrent à l'industrie, les écrivains qui s'en faisaient les défenseurs attitrés n'avaient garde de la refuser : « les arts, déclare la Cour des Aides de Provence, ne tiennent-ils pas leur origine du Ciel ? » Le vingtième spécial auquel on avait voulu les assujettir n'avait-il pas, en effet, chassé du royaume « une quantité prodigieuse d'ouvriers », sans parler de la masse des capitaux naguère investis dans les manufactures et qui, pratiquant l'évasion fiscale à l'intérieur, s'étaient convertis en rentes oisives ? Que dire des manufactures exportatrices, pour lesquelles la moindre taxation serait la ruine ! Peu nombreux sont les auteurs qui, se plaçant au point de vue de l'Ecole, envisageaient encore ici les intérêts de l'agriculture, ou de cette industrie campagnarde dont le progrès, dans certains cas, était si intimement lié à celui de l'économie agricole. Mais les juristes, en général, étaient encore portés à considérer tout ce qui était bien mobilier, en dehors de l'argent, comme « valeur fictive et imaginaire » ; dans le système de la taille réelle, les revenus mobiliers n'étaient que très légèrement imposés, et le produit du vingtième d'industrie, auquel étaient seuls restés soumis les marchands de quelques grandes villes, était tombé à presque rien ; autant le supprimer tout à fait.

QUESNAY avait cependant admis tout d'abord qu'on pourrait, à la rigueur, percevoir sur les ar-

tisans et les petits marchands une certaine taxe, pourvu qu'elle fût modique, levée avec de grands ménagements, et répartie par les soins des communautés elles-mêmes ; mais le principe supérieur de l'improductivité foncière du travail humain devait bien vite l'amener à considérer toute imposition de ce genre au moins comme illusoire : « taxer le travail, c'est le renchérir ; la classe stérile est immune, de droit et de fait, de toutes les dépenses qui ne servent pas directement à sa conservation et à son travail, parce qu'elle ne subsiste elle-même que de la dépense des autres, et que donner et reprendre ne vaut ». Toute taxe sur l'industrie retombe donc, et de tout son poids, sur la classe productive des cultivateurs et sur le revenu des propriétaires. Quand cet inévitable rejet ne se produit pas sous la forme d'une hausse immédiate et correspondante des salaires, il se traduit par une diminution de la consommation ouvrière, qui retentit bientôt sur le débit des denrées. Sans doute, avec le produit de l'impôt, l'Etat pourra employer quelques salariés de plus ; mais leur dépense ne sera pas aussi avantageuse pour l'agriculture que celle des salariés de l'industrie ; « elle se cantonnera dans quelques lieux particuliers, et la consommation se trouvera éloignée de la reproduction ». — Si cependant, pour subvenir à l'impôt, l'ouvrier, au lieu de diminuer sa consommation, fournissait un surcroît de travail ? — Mais comment se serait-il assuré un surcroît de débouchés corrélatif ? Comment surtout se serait-il procuré le surcroît de capital indispensable ? Et ce supplément d'activité qu'il déploiera ne sera-t-il pas funeste aux travailleurs des entreprises similaires, dont une partie sera

réduite au chômage ? Et qui entretiendra les chômeurs, jetés dans le vagabondage, sinon encore les propriétaires ?

Cette incidence détournée de l'impôt — direz-vous — à supposer qu'elle fût inévitable, n'entraînerait — sauf dans les cas extrêmes où la classe industrielle aurait aussitôt succombé sous le poids — aucune surcharge réelle pour le revenu foncier. — Si, répliquent les Physiocrates ; car, si l'on pouvait admettre que le simple ouvrier n'était jamais de force à revendiquer un supplément de salaire supérieur à la taxe dont on le frappait, il n'en allait pas de même avec les gros manufacturiers et les gros commerçants. Ceux-ci ne se contentaient pas d'une majoration équivalente du prix de leurs produits : ils abusaient de leur position au rang de contribuables pour obtenir des privilèges exclusifs, et réalisaient ainsi des bénéfices hors de toute proportion avec la petite contribution dont ils se targuaient. Et puis, loin que cette avance de l'impôt par la classe industrielle et commerçante fût de nature à procurer le moindre soulagement à la classe agricole, elle aboutissait pour celle-ci au plus funeste dérangement de ses calculs. Sans doute l'impôt une fois établi, dont le fermier a pu tenir compte, n'atteint que le revenu ; mais prenons-le à l'instant de son établissement ou de son augmentation — ce que SAINT PÉRAVY appelle l'impôt *survenant* — il tombe sur le fermier qui, lié par son bail, en est réduit à s'indemniser aux dépens des avances, soit annuelles, soit primitives : de cette dégradation du capital agricole résulte une détérioration du revenu qui dépasse immensément la simple diminution correspondant à la taxe.

Quant à asseoir l'impôt, non plus sur les salaires ou sur les profits des fabricants, mais sur les produits fabriqués, c'est bien le dernier des expédients, et celui dont l'incidence sur le revenu foncier, pour être la plus lointaine, est aussi la plus redoutable : car cet impôt de consommation comporte une surcharge énorme de frais de perception, qui atteint parfois les  $\frac{7}{8}$  du taux nominal de la taxe, et des vexations innombrables. Impossible « de le connaître dans sa quotité, ni de le démêler dans les routes ténébreuses et les rameaux infinis de sa recette. D'où l'institution de l'ordre des traitants, c'est-à-dire d'un genre d'hommes qui prennent à forfait et à l'enchère la force, la liberté publique, et les revenus de l'État ; et ces précautions insidieuses toujours croissantes, au prorata du profit que la liberté naturelle trouve à frauder des lois tyranniques et un régime abusif... *Impositions indirectes, pauvres payans.* »

Affranchie de tout impôt, il faut que l'industrie soit libre ; cette liberté est la justification, et pour ainsi dire la rançon, de sa franchise. Car il faut entendre par là cette pleine et entière concurrence qui force les artisans à « s'entredisputer le travail » pour obtenir leur subsistance ; c'est elle qui « fait raison au consommateur de quiconque voudrait lui surenchérir ses travaux ». Il n'y a qu'à laisser les ouvriers croître et multiplier ; « tout l'objet de la classe stérile n'est que d'étendre, pour ainsi dire, par épargne ses moyens de subsistance, pour les répandre sur un plus grand nombre d'individus, qui tous revendiquent leur part par la concurrence ». Cet effet naturel du progrès de la

population ouvrière, qui toujours tend à atteindre son maximum, il suffira que le gouvernement ne vienne pas le troubler par une assistance publique indiscrette, en permettant à toute une portion des sujets de vivre sans rien faire ; notamment par une distribution inconsidérée de secours aux chômeurs, « alors que nous avons des terres incultes et que nous manquons de soldats et de matelots ».

La liberté du travail implique l'abolition des monopoles de tout ordre, donc du régime corporatif : car c'était un système aussi bien combiné pour faire renchérir les salaires et les produits que pour faire baisser les matières premières. « Le Prince verra dans ces institutions des gens qui lui demandent le droit de mettre le pied sur la gorge de son fermier ; il croira voir une Compagnie qui lui demande le privilège de lui fournir des pâtres et des garçons laboureurs, et par conséquent de hausser leurs frais, et par conséquent de diminuer son revenu ». Dans cette querelle, les Physiocrates ne figurent, il est vrai, qu'au second rang, derrière ceux qui invoquent avant tout l'intérêt mieux entendu de l'industrie elle-même, ou l'avantage général des consommateurs ; mais parmi ceux-là, il en est, comme MORELLET, qui font aussi valoir l'intérêt considérable de l'agriculture : « Si les habitants de la campagne et le peuple se voient forcés par les communautés de métier de se vêtir et de se nourrir plus chèrement..., qui parlera pour eux ? Le cultivateur ne sait pas qu'on agite une question qui le touche de très près » ; les Physiocrates s'étaient chargés de le lui apprendre. — En vain pouvait-on objecter que le monopole des corporations n'était pas absolu, puisqu'il présentait un caractère collectif. Que faisait, au con-

traire, la multitude des participants, sinon le rendre plus onéreux ? « Dans un corps privilégié, quand la multiplication, même excessive, est tolérée, et en quelque sorte provoquée, comme remède au privilège exclusif, il en résulte le plus qu'il est possible d'industrie pour *se retrouver* ; d'intrigues et de manœuvres pour obtenir des *taxes*, c'est-à-dire la permission de survendre ; et dans ces taxes, vous trouverez qu'un des éléments du calcul sera le nombre des privilégiés, et que la nécessité de répartir la subsistance d'une famille sur une pratique médiocre sera une des causes de renchérissement. »

Il va de soi que la libre concurrence doit aussi bien régner entre les entreprises de commerce industriel intérieur. « Ceux qui sont chargés de ce voiturage sont des commis, qui retirent leur droit de subsister de même que le charretier qui conduit au marché le blé ou le vin de son maître. Les voituriers sont une classe dépendante des agriculteurs et qui ne doit jamais leur faire la loi. On n'oserait demander au souverain des privilèges exclusifs de voitures sur les grands chemins, les places, les ports, les quais, etc. Il verra tout de suite que c'est faire de la liberté publique un revenu particulier ; et que, dès lors, c'est un impôt indirect pris sur lui et sur les propriétaires. Calcul fait une fois pour toutes, applicable à tout ce qui attente à la liberté ». De même, prohiber la consommation de certaines marchandises, c'est privilégier celle des marchandises concurrentes, et instituer encore une manière de monopole dont souffrira le revenu territorial.

Que dire de toutes les « misères » inhérentes à la réglementation d'Etat, qui se superposait au ré-



gime corporatif ? Dépenses d'inspection, « emplois donnés ensuite à l'ineptie favorisée, à l'ignorance, à la présomption, et qui pis est, souvent, à l'avidité » ; toutes « inventions destructives de l'économie », nuisibles sans doute à l'industrie elle-même, mais dont en fin de compte, suivant l'Ecole, l'agriculture faisait les frais.

Le développement d'une certaine industrie campagnarde, dont le bon marché pouvait être précieux, était précisément gêné par le monopole des corporations urbaines. Et la multiplication des jours chômés (70 en plus des dimanches), en dehors de la désorganisation des travaux agricoles, tendait à faire renchérir les journaliers : ne fallait-il pas qu'ils fussent surpayés, pour pouvoir vivre tant de jours sans rien faire ?

Mais les Physiocrates portaient leurs regards au delà des frontières. Alors que les écrivains qui se réclamaient des maximes de GOURNAY, s'ils cherchaient à libérer l'industrie nationale des monopoles et des règlements qui l'entravaient, n'entendaient cependant pas l'exposer sans protection aux coups de la concurrence étrangère, pour nos auteurs la nationalité de l'industrie est en principe indifférente. Le manufacturier « régnicole » offre sans doute l'avantage de la proximité ; mais « il faut acheter de l'étranger les marchandises de main-d'œuvre qu'il peut vendre à meilleur marché qu'elles ne coûteraient à la nation si elle les faisait fabriquer chez elle ». Et le moyen de décider de quel côté se trouve le meilleur marché, c'est de supprimer tous ces droits d'entrée qui, comme l'écrit BAUDEAU après d'ARGENSON, « rendent les citoyens dupes à très grands frais ». N'est-il pas contraire au bien général et

au droit naturel d'interdire aux propriétaires la liberté de se servir d'un étranger utile, pour le faire mettre à contribution par un citoyen onéreux ? » Il est même avantageux, suivant nos auteurs, de développer l'importation manufacturière pour accroître l'exportation agricole : mais jamais ils n'ont demandé que l'on prohibât ou taxât l'entrée des denrées agricoles étrangères. Et si les Savoyards viennent moissonner les blés de France, y trouvent-ils à redire, du moment qu'on les paie moins cher ? Quant aux colonies, le mieux est de les considérer comme de simples provinces plus éloignées ; qu'on les laisse donc pratiquer leurs achats à leur gré : leur production territoriale n'en grandira que plus vite.

Et pour cette importation industrielle comme pour l'exportation agricole, point d'Acte de Navigation ; point d'exclusions, point de taxes préférentielles comme le fameux droit de cinquante sous par tonneau, qu'on venait précisément de doubler ; point de monopole enfin en faveur des armateurs nationaux : « il est plus avantageux aux grands Etats de commercer par l'entremise des autres que de se charger eux-mêmes des différentes parties du commerce, qu'ils conduisent avec plus de dépense ». Les avocats de la liberté du commerce qui, comme MORELLET, combattent le monopole de la Compagnie des Indes, espèrent que des entreprises privées, mais toujours françaises, réussiront là où la Compagnie privilégiée avait échoué ; les Physiocrates se contentent de constater que « nous achetons les marchandises de l'Inde à meilleur marché de 6 % aux nations étrangères » : quelle nécessité de s'adresser à d'autres fournisseurs ?

Un dernier moyen de rendre l'industrie moins chère, c'est d'en perfectionner l'outillage. Depuis le commencement du siècle l'emploi des « mécaniques » s'était beaucoup étendu dans les fabriques françaises : pour le moulinage des soies, par exemple, pour le tissage des toiles, pour la fabrication des bas et des tricots, pour la filature et le cardage du coton et de la laine, des appareils, dont quelques-uns imaginés par le célèbre VAUCANSON, avaient été mis en service : les Physiocrates souhaitaient le développement de ce machinisme industriel comme du machinisme agricole, et ils admettaient que le gouvernement accordât aux inventeurs en tout genre, sinon des privilèges temporaires, du moins des gratifications, voire des avances. « Les engins coûteux pratiqués à demeure pour faciliter l'exploitation des grandes manufactures sont utiles, en tant qu'ils épargnent de plus grands frais annuels » : que les capitaux se consacrent à cette rénovation du matériel d'industrie, nos auteurs l'acceptaient, à la condition toutefois que la plus grosse part des richesses disponibles se fût d'abord portée vers l'agriculture. Que la baisse de l'intérêt de l'argent, après avoir favorisé la reconstitution des grandes entreprises agricoles, contribuât à la formation des grandes entreprises manufacturières et commerçantes, ils y applaudissaient d'avance, dans la mesure où ils y voyaient des moyens de réduire les dépenses des cultivateurs et des propriétaires. Une certaine concentration industrielle et commerciale, subordonnée à la concentration agricole, et destinée à en accroître les bénéfices, entrait naturellement dans leur programme.

## CHAPITRE V

### POLITIQUE ET PHILOSOPHIE DES PHYSIOCRATES

De même que le dessein de jeter les bases d'une solide restauration financière avait amené les Physiocrates à élaborer le vaste programme de réforme économique que nous avons analysé, de même le développement de ce programme les conduisit à esquisser une politique et même une philosophie qui constituent le couronnement de leur système. Suivant les termes pittoresques d'un de leurs adversaires les plus virulents (1), ils passèrent « de la boulangerie à la jurisprudence et aux lois ; d'une main toute blanche encore de leur pâte et de leur mouture, ils se sont avisés de vouloir repétrir notre législation ; de derrière des meules bien ou mal repiquées, on a été fort surpris de voir sortir des Solons enfarinés qui ont prétendu réformer toute la machine politique ».

(1) LINGUET.

## I

## LES PRINCIPES DE L'ORDRE SOCIAL.

Le premier de tous est celui de propriété. Sans l'esprit de propriété, nous le savons, point de grande culture ; sans la plénitude effective de la propriété, inutile d'espérer le succès de l'agriculture nouvelle. Que cette propriété féconde, et tout d'abord la propriété foncière, fût par essence individuelle, cela résultait du rappel le plus sommaire des inconvénients inhérents à toute culture communautaire : « Un champ ne peut être cultivé à frais communs que par une convention formelle qui établirait une compensation de travaux, de soins et de dépenses difficile à arranger, et encore plus à maintenir. Cette compensation supposerait un engagement de devoirs qui anéantirait presque tous les droits des associés ; car tous se trouveraient comptables les uns envers les autres de l'emploi de leur temps, de leurs richesses, de leur personne. » La propriété foncière est aussi, par sa nature, héréditaire : c'est une nécessité particulièrement impérieuse sous nos climats, où la terre réclame des travaux d'entretien et d'amélioration qui dépassent de beaucoup terme d'une seule génération. Ne sont-ce pas là, d'ailleurs, les préceptes successivement formulés par le Droit romain et les Coutumes ? Le communisme agraire, dont rêvent certains disciples de

ROUSSEAU, ne manque pas de susciter, en dehors de l'Ecole, les plus vigoureuses contradictions.

La propriété mobilière, selon nos auteurs, se déduit de la propriété foncière, parce qu'elle en est la condition d'existence de deux manières. D'abord, sans les avances de la culture, que deviendrait le revenu territorial ? « Que chacun, au contraire, soit roi, libre et absolu propriétaire de ses richesses mobilières, vous les verrez accourir de toutes parts pour féconder vos terres ! » Ensuite, « que l'Administration s'empare des fruits de la terre, ou que le peuple en tumulte force les greniers d'un citoyen, c'est également une invasion qui anéantit les droits de la propriété. » Les Physiocrates insistent particulièrement sur l'inviolabilité de cette seconde forme de propriété, parce que c'était celle qui courait les plus grands risques : le magistrat qui ne sait pas défendre les denrées du laboureur et du marchand « de l'insulte du peuple » se fait, sans qu'il s'en doute, « le syndic des ravisseurs » ; les taxes de la police alimentaire sont, ni plus ni moins, un « vol ».

Quant à la « propriété personnelle », loin de commencer par elle, les Physiocrates n'y arrivent qu'en dernière analyse ; et l'expression même qu'ils emploient, de préférence au terme plus usité de liberté, est assez significative. Le droit pour l'individu de disposer de sa personne, c'est encore sur l'intérêt bien entendu de la production agricole qu'ils le fondent. Le servage « éteint toute émulation et toute activité ; la terre ne peut fructifier que sous la main d'hommes libres ; elle n'est avare que pour les tyrans et les esclaves » ; l'esclavage est une erreur grave d'économie rurale. Non moins condamnables, et pour les

mêmes motifs, ce prétendu principe *que le droit de travailler est un droit royal*, et tous les privilèges de maîtrises que l'on a créés au nom de cette absurde maxime. « La raison dit au contraire que travailler de son mieux est le devoir de tous », parce qu'il est de l'intérêt de l'employeur de main-d'œuvre qu'il puisse se la procurer en abondance et à bon marché. En revanche — et les Physiocrates se trouvent ici d'accord avec ROUSSEAU — tout service obligatoire, même le service militaire, qu'il s'agisse du tirage au sort de la milice ou de l'appel des classes de marins, constitue, au même titre que la corvée des chemins, un attentat à la propriété personnelle ; l'armée devrait se recruter uniquement par engagements volontaires à prix d'argent : « retenir les soldats de force et vendre les emplois d'officier est de ces bizarreries qu'on ne peut voir que dans une nation déroutée ». De même l'intolérance est un manquement à la saine économie : car « la liberté religieuse attire les hommes et les richesses. »

De ces trois formules qui se commandent : propriété foncière, propriété mobilière, propriété personnelle, dérive le principe général de la propriété pure et simple, « principe constitutif de la force des Empires » ; il faut l'appliquer dans toute sa rigueur et toute son étendue. « Les plus petites possessions comme les plus grandes, les fruits de la terre ou de l'industrie les plus médiocres comme les plus précieux, tout est enveloppé dans cette garantie universelle ». Et « chacun doit être souverain absolu de sa chose propre, sans avoir à en rendre compte qu'à Dieu », et sans que nulle intention de réciprocité, fondée sur des maximes évangéliques, puisse autoriser personne à y porter la

main ; « les propriétaires ne se doivent rien les uns aux autres ». La propriété existe par elle-même : le propriétaire de fait n'a pas à prouver son droit ; c'est à celui qui prétend le déposséder de faire la preuve du sien ; les Physiocrates n'admettaient l'expropriation pour cause d'utilité publique que moyennant indemnité ; même pour les droits seigneuriaux, dont les détenteurs n'avaient à présenter souvent que des titres fort irréguliers. Entre nations, point de plus sûr fondement du droit des gens : c'est ainsi qu'il s'établira entre elles une fraternité qui écartera les guerres ; déjà, entre les sujets des Etats belligérants, il existe une sorte de société civile générale qui fait que le vainqueur respecte la propriété des vaincus. Cet individualisme parfait mène au franc cosmopolitisme. MIRABEAU proteste contre le droit d'aubaine et même contre toute difficulté opposée à la naturalisation des étrangers : « Les fils des hommes, écrit-il, sont nés et mourront avec le droit et la faculté d'être citoyens par toute la terre. »

Le principe de propriété est si fort qu'il doit prévaloir contre les intérêts particuliers les plus apparents de l'agriculture elle-même. — Les propriétaires qui laissent leurs terres en friche commettent, si l'on veut, un « crime contre la Société » ; il ne serait cependant pas juste de les déposséder : « De quel droit une terre n'est-elle plus à moi parce que je ne la cultive pas ?... Oseriez-vous me forcer à me marier parce que mon célibat prive l'Etat de mes enfants ? » Les défricheurs ne pourront, sous peine d'usurpation, se passer du consentement des négligents mais légitimes possesseurs. Si désavantageux qu'il soit,



il ne faut pas interdire d'autorité le morcellement des exploitations, non plus que rendre obligatoire la « réunion des héritages ». — De même, en fait de propriété mobilière, les rentiers sont sans doute « la dernière et l'une des plus dangereuses classes de citoyens » ; mais enfin, DUPONT le maintient contre BAUDEAU, ils ont « une *propriété*, et dans le respect pour les droits de la propriété, il ne doit pas y avoir ni *plus* ni *moins* ». Il ne faut pas réduire les rentes, mais rembourser les rentiers. Et quand ils se prononcent contre la liberté pleine et entière de l'intérêt, quelques-uns des chefs mêmes de l'Ecole raisonnent contre ses véritables principes. — S'agit-il enfin de propriété personnelle, pour retenir les hommes à la campagne ou pour les y ramener, à l'égard des simples journaliers comme des grands seigneurs, point de coercition ; jamais de travail forcé, même pour les mendiants ; ni de mesures tendant, si peu que ce soit, à dépouiller le travail de sa valeur naturelle : les ouvrages exécutés dans les maisons d'assistance doivent être vendus au prix courant, et non pas au rabais. — Les seules propriétés de fait que l'Ecole n'est pas disposée à respecter sont celles qui résultent de l'arbitraire gouvernemental, comme les privilèges exclusifs de commerce : ceux-ci ne constituent à ses yeux « qu'une violation de la propriété publique de tous les citoyens ; ils ne sauraient donc jamais former une véritable *propriété* particulière : car l'attribution de ce qui appartient à autrui n'en donne pas la propriété ». De même les privilèges de naissance, « respectables en tant que propriétés particulières, sont nuisibles en tant qu'ils donnent droit à la propriété publique », ce qui paraît justifier l'hérédité des titres nobi-

liaires, mais non les immunités fiscales de la noblesse.

Les Physiocrates n'ont certes pas créé la doctrine moderne de la propriété : dès la fin du <sup>xvii</sup>e siècle et le commencement du <sup>xviii</sup>e, c'avait été l'œuvre de philosophes et de jurisconsultes tels que LOCKE et BURLAMAQUI ; MONTESQUIEU avait déjà proclamé l'inviolabilité de la propriété privée, et ROUSSEAU déclaré que « c'était le plus sacré de tous les droits ». Mais cette théorie ainsi fermement établie, et d'ailleurs non moins vivement attaquée, ils l'ont renforcée en en transportant les fondements du domaine moral et juridique sur le terrain social et économique ; la base sur laquelle ils l'édifient, pour être étroite, n'en est pas moins solide, et le caractère assez exclusif de leurs prémisses, la marche quelque peu détournée de leurs raisonnements, n'enlèvent rien à la netteté et à la largeur de leurs conclusions.

Le deuxième principe de l'ordre social, suivant l'Ecole, est la liberté.

La liberté de la culture était indispensable pour réaliser le maximum de produit net, et la liberté de l'industrie pour réduire au minimum les dépenses des cultivateurs et des propriétaires : donc liberté du travail, corollaire d'ailleurs naturel de la propriété personnelle ; *laissez faire*, suivant la devise attribuée à GOURNAY et adoptée par l'école industrielle.

La liberté de vendre est inséparable de la propriété, soit foncière, soit mobilière ; mais elle se déduit aussi, directement, de la considération supérieure du produit net. Quels sont en effet les vrais vendeurs, sinon les cultivateurs, les autres

n'étant que des *revendeurs* : c'est donc à eux, en dernière analyse, que profitera la liberté générale des ventes. Toute prohibition de vente sera même plus nuisible à la richesse du pays qu'une simple usurpation de propriété ; car, « du moins l'usurpateur jouit de la chose usurpée, elle n'est pas perdue pour l'humanité tout entière ; le privilège anéantit radicalement la propriété elle-même ». Voilà comment la réglementation du commerce est un véritable crime, « l'égorgeement de la société ». Mais les producteurs agricoles sont également les premiers acheteurs : qu'ils jouissent donc d'une entière liberté dans leurs achats afin de restreindre leurs frais.

Ainsi liberté générale du commerce, c'est-à-dire libre concurrence entre les clients comme entre les fournisseurs de la classe agricole et foncière, qui retirera dès lors le maximum de bénéfice du monopole naturel dont elle est investie. Cette liberté commerciale, que les Physiocrates appellent la « liberté sociale » par excellence, ils ont eu l'habileté, non seulement de la fonder immédiatement sur ce qu'ils considéraient comme des nécessités économiques supérieures, mais encore de la « confondre », en quelque sorte, avec le principe même de la propriété, qui était moins âprement combattu.

Cette liberté de commercer, bien entendu, ne s'arrête pas plus aux frontières des Etats qu'à celles des provinces : elle implique le libre-échange, condition nécessaire et suffisante, suivant nos auteurs, d'un certain échange de productions agricoles contre produits fabriqués qui seul est véritablement profitable. « Les limites des Etats sont ou doivent être nulles quant au commerce, puisque le droit de propriété n'est autre chose que

la liberté exclusive de jouir non seulement de toutes les productions de son champ, mais encore de toutes celles que l'on peut se procurer en échange... Tout tarif de douane, notamment tout tarif prohibitif des produits de l'industrie étrangère, est une institution illicite... ; la contrebande, au contraire, est légitime, parce qu'elle sert la propriété, et que par là, loin de réduire les revenus de l'Etat, elle les augmente... ; s'il y a un véritable délit qui mérite la prison et la servitude, ce n'est pas celui des contrebandiers, mais celui des... Réglementaires. » D'ailleurs, selon l'Ecole, la paix entre les nations implique la liberté économique internationale ; et c'est « attenter à la liberté de vos voisins que de leur prohiber l'échange de leurs biens avec les vôtres ». Même il n'est pas indispensable que l'étranger use envers vous de réciprocité : la liberté du commerce extérieur est en quelque manière de droit strict et privé pour les particuliers, en dehors et au-dessus des conventions qui peuvent lier les corps politiques différents auxquels ils appartiennent ; et c'est, ici encore, l'intérêt majeur de la production agricole qui l'exige : « Veut-on faire payer la sortie de nos marchandises à cause que l'étranger en fait payer l'entrée chez lui ? Ce serait les accabler au préjudice du vendeur ; ce serait donc diminution de délit. Veut-on faire payer les marchandises de l'étranger parce qu'il fait payer chez lui l'entrée des nôtres ? Sur qui tombera cette entrée ? Ce sera, pour la plus grande partie, sur nous. N'est-ce pas là battre notre cheval parce que notre voisin l'a battu ? »

Bien que les écrivains de l'« école » de GOURNAY n'aient jamais accepté sans réserves ce libé-

ralisme-intégral, la théorie fait son chemin : de 1763 à 1766, l'influence de HUME, qui séjourne alors en France, renforce celle des disciples de QUESNAY. Dans un mémoire quasi-officiel de 1765 on lit que « les colons n'ont porté dans les colonies leurs capitaux et leur travail que sous la condition juste et naturelle de leur approvisionnement et du débouché de leurs denrées ; le privilège exclusif de nos négociants ne peut pas avoir plus d'étendue et plus de droit que la propriété ». Le Parlement de Grenoble affirme qu'« une nation agricole et commerçante tout ensemble doit se conduire avec l'étranger sur les principes mêmes qui commandent la libre circulation interprovinciale, dont l'économie est toujours la même, quoique les rapports en soient plus multipliés ». Turgot poussera aussi loin que les purs Physiocrates le cosmopolitisme économique, lorsqu'il lancera en 1770 la phrase fameuse : « Quiconque n'oublie pas qu'il y a des Etats politiques séparés les uns des autres, et constitués diversement, ne traitera jamais bien aucune question d'économie politique. »

Le principe général de la liberté du commerce, une fois établi, exclut, suivant nos auteurs, toutes restrictions, même celles qui paraîtraient devoir tourner à l'avantage du revenu foncier. Qu'on n'aille point, par exemple, retourner le sens de l'ancienne police alimentaire, et forcer désormais les citoyens à s'approvisionner d'office chez les cultivateurs. Qu'on ne songe pas à taxer les denrées étrangères, ni les soies, ni même les laines et les blés, comme nombre d'auteurs le proposaient, et comme l'Angleterre le pratiquait : les Physiocrates résistent à ces tentations protec-

tionnistes et, répudiant ces fausses maximes soi-disant favorables à l'agriculture, maintiennent ferme le principe intangible, que l'intérêt bien compris du revenu territorial élève au-dessus de toutes contradictions, la liberté commerciale absolue : « Le souverain n'aura pour tout tarif et pour toute pancarte, sur les frontières dehors et sur les portes au dedans, que cette enseigne : Asile, franchise, immunité, liberté ». — Liberté même de mal dépenser son revenu ; car, « sans la liberté de jouir, le droit de propriété n'est plus rien » ; et pour que le propriétaire n'hésite pas à multiplier les avances à sa terre, il faut qu'il puisse compter sur cette entière liberté de jouissance : tant pis si le mode qu'il adopte est préjudiciable à son revenu futur et à celui de l'Etat ; ce ne sera, après tout, qu'un léger mal, et qui ne dérangera pas l'ordre social, que les lois somptuaires au contraire tendent à renverser.

Les Physiocrates en arrivent ainsi à proclamer, dans le domaine économique, la liberté pure et simple. Leur doctrine, sur ce point, est l'aboutissant du grand mouvement de réaction qui s'était marqué contre les excès de l'intervention administrative : tandis que les philosophes anglais proclamaient que l'homme est né libre, d'ARGENSON ne cessait de répéter sa maxime favorite : « Pour gouverner mieux il faudrait gouverner moins. » Vers 1761, « ce mot de *liberté*, que chacun interprète ou confirme, admet ou rejette, étend ou resserre, relativement à ses intérêts personnels et particuliers, est devenu si familier qu'il fait la base la plus générale des projets, des écrits et des conversations ; on en a même fait une sorte de cri de guerre... » Mais dans ce con-

cert de revendications, où l'identité du mot de ralliement cache en effet une diversité d'intérêts parfois opposés, l'originalité du point de vue physiocratique est éclatante. « Il faut de la liberté, écrit DUPONT DE NEMOURS. Pourquoi ? parce qu'elle est « le droit de l'homme ». Est-ce la raison première ? Non ; c'est qu'elle est « l'aliment des sociétés » ; mieux encore : elle est « la première source de toutes les productions et de toutes les richesses ». Comme, dans la langue de nos auteurs, *productions* signifie denrées agricoles, et *richesses* capitaux, on voit que dans leur système les principes les plus abstraits s'échafaudent sur la base solide de leur économie rurale.

Le troisième principe de l'ordre social est la sûreté. Entendons par là un ensemble de garanties, d'ordre national ou international, destinées à protéger la propriété et la liberté contre tous les périls qui peuvent les menacer : ce n'est, au reste, qu'une transposition dans l'ordre politique et juridique, et par suite un élargissement, des conditions de sécurité qui ont été indiquées comme particulièrement indispensables pour le bon rendement des terres. Ce mot devient le troisième terme — quelquefois le terme intercalaire — de la formule trinitaire et sacramentelle adoptée par l'Ecole en 1767 : on sait qu'elle sera reprise à l'article 1<sup>er</sup> de la Déclaration des Droits de 1789.

Il est un quatrième principe que les Physiocrates se sont gardés, à dessein sans doute, d'inscrire dans leur devise, mais qu'ils n'ont pas moins nettement formulé, et qui n'est pas moins essentiel à leur doctrine, c'est celui d'inégalité. Quand

on lit le commentaire, rédigé par QUESNAY lui-même, de la 2<sup>e</sup> édition du *Tableau Economique*, on ne peut manquer d'être frappé de l'indifférence avec laquelle le Docteur traite, ou plutôt écarte, le problème de la répartition des richesses. Ce qui l'intéresse, c'est leur circulation : mais qu'il se trouve dans la nation un petit nombre de gros propriétaires ou un grand nombre de petits, cela, en théorie, lui importe assez peu ; et, ajoute-t-il, « on doit penser de même de l'inégalité des gains ou des profits des hommes des autres classes ». — Mais ce n'est pas assez dire : suivant nos auteurs, « l'accroissement des richesses de la société amène nécessairement avec lui l'accroissement de l'inégalité des fortunes ; inégalité naturelle, qui existe dans l'état même d'association primitive, en raison de la diversité des facultés des individus ; que l'acquisition des propriétés foncières étend pour la même raison, et qui s'augmente encore par le partage naturel et légitime des successions. » Et il ne s'agit pas seulement ici d'une constatation de fait, d'ordre historique ; ou d'une sorte de fatalité, devant laquelle on s'inclinerait, mais en la déplorant. Il y a plus : c'est la loi de propriété elle-même qui exclut l'égalité. « Elle décide tous les cas, borne toutes les juridictions, établit et consacre tous les devoirs : ceux du père, ceux du fils, ceux du maître, ceux du salarié... ; surtout ceux de la subordination, attachés à l'obéissance, aux états serviles, aux travaux grossiers et de sujétion. Tout cela est pris dans la nature, tout cela est borné... par la constitution de l'ordre social le plus parfait. » Pour réaliser l'égalité des conditions, « il faudrait détruire toute propriété, et par conséquent toute société ». Et cette nature



qui exige impérieusement l'inégalité entre les hommes, c'est, en fin de compte, la nécessité économique, et plus particulièrement encore la nécessité agricole. Il faut des riches pour mettre la terre en valeur, et il faut des pauvres, c'est-à-dire une main-d'œuvre à bon marché, pour faire rendre aux grandes exploitations un fort produit net. Quand MABLY, dans ses *Doutes proposés aux Philosophes Economistes*, se demande si vraiment une telle inégalité est indispensable aux progrès des sociétés humaines, le jeune LA VAUGUYON ne croit pas, pour convaincre son contradicteur, pouvoir lui donner une réponse plus péremptoire que celle-ci : « Aucune société régulière ne peut exister sans inégalité, parce qu'aucune société régulière ne peut exister sans culture. » Thèse parfaitement conforme à la lettre et à l'esprit du système, que cette opposition décisive entre la propriété et la liberté d'une part, et l'égalité de l'autre, achève de caractériser.

## II

### LES PRINCIPES DE L'ORDRE POLITIQUE.

L'ordre politique, d'après les Physiocrates, dérive de l'ordre social : la propriété a précédé le gouvernement, « puisqu'elle est nécessaire pour retenir les hommes ensemble et former la société, et que le gouvernement ne peut être antérieur à la société. » La tâche primordiale qui incombe à l'autorité est donc de reconnaître et de respecter la propriété : son rôle doit être en grande par-

tie passif ; le mieux qu'elle puisse faire, dans bien des cas, c'est de s'abstenir : par exemple, « les productions appartiennent aux propriétaires, et non au corps de la société, qui n'a rien « à statuer par rapport à elles ». Cependant le législateur doit « déclarer » officiellement ce droit, transformant ainsi la loi de la nature, qui s'impose à lui, en loi positive. Toute atteinte portée par celle-ci à celle-là impliquerait le renversement de la société, et par conséquent de l'Etat : « Sacrilège impie, cet axiome affreux : *Salus populi suprema lex esto* ; affreux sitôt qu'il suppose la moindre lésion de la propriété particulière ». Jamais république ne fut plus mal gouvernée que cette Sparte tant vantée. La seule intervention active de l'autorité tutélaire normale aura pour objet de procurer, par le concours des forces publiques, la sûreté des propriétés privées. Tout n'est pas nouveau, certes, dans cette théorie, que LOCKE avait déjà renouvelée du Droit romain, et que VOLTAIRE, ROUSSEAU lui-même, après BURLAMAQUI, avaient répandue en France : l'originalité de la doctrine physiocratique réside toujours en ceci, qu'ils donnent pour base à leur droit politique un droit économique, fondé sur l'analyse de la *production agricole*.

Quant à la liberté des individus, le devoir du gouvernement est, de même, défini par avance : en général, il n'y qu'à « laisser faire », et « se dispenser d'agir ». C'est, avec plus de précision et de rigueur, la reprise du *Pas trop gouverner* de d'ARGENSON, et la condamnation décisive de cette « bureaucratie » déjà si vivement attaquée par GOURNAY ; c'est aussi le rejet catégorique de cette maxime, que la vraie liberté consisterait à *ne faire que ce qui est permis par la loi*, sui-

vant laquelle « l'esclave même serait libre ».

La mission des gouvernements sera donc désormais des plus modestes. « Le Dauphin père de Louis XVI disait un jour devant QUESNAY que la charge de roi était bien difficile à remplir. — Monsieur, je ne trouve pas cela, dit le Docteur. — Eh ! que feriez-vous si vous étiez roi ? — Monsieur, je ne ferais rien. — Et qui gouvernerait ? — Les lois. » Grâce à la nouvelle science économique, comme il va devenir facile, « l'exercice de ces fonctions sacrées, qui consisteront principalement à ne pas empêcher le bien qui se fait tout seul, et à punir, par le ministère des magistrats, le petit nombre de gens qui attentent à la propriété d'autrui ! » Dans les finances, quelle simplification par le système de l'impôt unique : la quotité en sera d'avance déterminée, et, pour le détail de l'assiette, il n'y aura qu'à « laisser chaque canton allivrer ses terres, se nommer des jurés experts pour leur estimation, parfaire en un mot ses cadastres ou ses terriers. » Le recrutement de l'armée se réduira à l'enrôlement des volontaires. Les travaux publics ne constitueront plus qu'une entreprise comme une autre. La justice elle-même sera singulièrement allégée : plus de police des mœurs, qui trop souvent couvre des attentats à la liberté des citoyens ; plus de police des religions : « il suffit de proscrire l'injure, de contenir l'erreur dans le silence, et d'assurer l'état civil de tous les sujets » ; plus de poursuites d'aucun genre sur l'initiative du ministère public : « le mal dont personne ne se plaint ne vaut pas la peine que le gouvernement s'en occupe ». Enfin la simplicité du nouveau Code fera disparaître les chicanes de la jurisprudence et de la procédure.

L'excessive complication des ordonnances, arrêts et règlements, avait provoqué dans l'opinion une réaction si générale et si vive que GRIMM, qui n'est cependant pas un ami des Physiocrates, allait jusqu'à penser comme eux qu'on pouvait « renfermer en 50 ou 60 pages toutes les lois nécessaires à la prospérité d'un vaste Empire ».

Qu'importe alors, pourra-t-on dire, la forme particulière du gouvernement ? Les Physiocrates ont en effet, au début, professé à l'égard du problème constitutionnel une superbe indifférence. « De tous les gouvernements que les sociétés ont imaginés pour éviter les abus de l'autorité, quel est celui qu'on devra préférer ? le monarchique, l'aristocratique, le républicain, le démocratique ? Le sage répond froidement, sans entrer dans ces discussions, que le meilleur est celui d'un Etat naissant qui parvient à un haut degré de puissance et de prospérité, et *qui s'y maintient*; entendez : celui qui aura le plus exactement observé les principes supérieurs de l'ordre éconómico-social. N'existait-il pas, cependant, quelque forme d'administration spécialement favorable à leur application ? Les Physiocrates, nous l'allons voir, finissent par fixer leur choix.

Pour protéger les propriétés, l'autorité tutélaire doit disposer de certaines ressources ; comme, dans les Etats modernes, elle ne possède généralement plus de domaines assez vastes et de revenus territoriaux assez élevés pour accomplir sa mission, elle ne peut qu'opérer un prélèvement sur les revenus des citoyens : c'est ce qu'on appelle l'impôt, c'est-à-dire « le tribut offert par les propriétés particulières à la propriété générale, à l'effet de pourvoir à leur propre maintien ». La

contribution publique, ainsi justifiée, est obligatoire ; la loi qui l'institue est « la seconde loi fondamentale de toute société ». Dans la nation telle que la conçoivent les Physiocrates, où le seul revenu véritable est celui des terres, le seul impôt naturel est l'impôt foncier ; toute autre taxe, nous le savons, se ramènerait à celle-là ; mais les multiples surcharges et vexations qui l'accompagneraient constitueraient autant d'atteintes à cette indépendance de la propriété que l'impôt est fait pour respecter, et non pour enfreindre. Cette sorte de co-jouissance perpétuelle des revenus fonciers, établie en faveur du souverain, fait que l'on peut considérer celui-ci comme co-propriétaire de tous les biens-fonds : co-propriété aussi ancienne que le droit des propriétaires eux-mêmes, puisque, « sans la part que l'autorité doit naturellement avoir dans le produit net du territoire, il n'y aurait ni gouvernement, ni société, ni sûreté de possession pour quelque individu que ce soit ». La propriété implicite peut bien être antérieure au gouvernement ; mais la propriété « développée » est nécessairement postérieure : car « le produit net n'existerait pas sans l'établissement de l'impôt ; c'est la sûreté que l'impôt donne à la propriété, qui a pu seule soutenir les entreprises par lesquelles la culture est parvenue au point de faire naître un revenu tant soit peu considérable ». Cinquante ans avant l'Ecole, BOISGUILLEBERT, transformant profondément la théorie du domaine éminent, telle que l'avaient présentée les juristes de l'absolutisme royal, avait déjà ébauché une thèse analogue. — Cette copropriété territoriale du souverain est, par définition, universelle : les raisons que l'on in-

voque pour défendre les immunités fiscales ne sauraient en dissimuler le caractère onéreux à l'Etat ; il est temps que « la souveraineté rentre dans tous ses droits. Si l'on vient dire au Souverain qu'il est des terres privilégiées, il n'aurait qu'à répondre : Sus donc, je lève la sauvegarde, et je déclare que c'est à elles à se garder. »

Mais de cette souveraineté co-propriétaire, quel sera le dépositaire le mieux qualifié ? Suivant les Physiocrates, c'est un monarque héréditaire. Le souverain ne sera-t-il pas, en fait, le plus grand propriétaire de la nation ? Or la propriété foncière comporte l'individualité et aussi l'hérédité ; de même que le propriétaire doit être roi de sa propriété, de même le roi doit être propriétaire de sa souveraineté ; il sera, au sens littéral du mot, un despote, c'est-à-dire « maître à titre patrimonial ». Mais un tel despotisme ne doit pas être confondu avec le gouvernement « paternel », idéal de beaucoup de réformateurs : la nation ne peut être assimilée à une famille, où le père a tous les droits, notamment celui de disposer à sa guise de biens qui n'appartiennent qu'à lui, et dont les autres membres ne partagent l'usufruit que selon sa volonté ; le chef de l'Etat, lui, n'a reçu qu'en dépôt un patrimoine qui est entre ses mains comme un « bien substitué », et qu'il doit transmettre intégralement à ses successeurs ; au reste les citoyens ne sont nullement tenus envers sa personne à la pratique des devoirs filiaux ; il ne s'agit que d'un partage de droit civil concernant le territoire du royaume.

Le caractère monarchique du gouvernement s'impose également si l'on songe qu'il doit repré-

senter un intérêt supérieur et unique, celui de la propriété foncière, avec lequel, suivant l'Ecole, se confond l'intérêt général. La loi de propriété étant une, le gouvernement, pour être légal, doit être un et absolu comme elle. Les Physiocrates ne devaient-ils pas, d'ailleurs, tous les jours, en appeler au pouvoir central, pour déjouer les manœuvres hostiles ou désarmer les oppositions violentes que provoquait l'application de leurs principes de liberté économique, et n'avaient-ils pas à regretter que l'absolutisme de Louis XV se montrât plus nominal que réel ? Etaient-ce ces préoccupations de parti qui les empêchaient d'apercevoir ce qu'il y avait d'arbitraire dans cette déduction qui les faisait passer si vite de l'unité théorique de l'autorité publique à son incarnation dans un individu ? ROUSSEAU, qui se déclarait d'accord avec eux sur les prémisses, repoussait énergiquement leurs conclusions, et l'opinion contemporaine n'était pas d'humeur à les accepter.

Mais que valaient les autres types de gouvernements proposés pour tenir lieu de celui-là ? La séparation et l'équilibre des pouvoirs, célébrés par MONTESQUIEU, ne présentaient, suivant nos auteurs, qu'une combinaison artificielle, instable, pour ne pas dire contradictoire : « Si, dans l'exécution de cette idée bizarre, on pouvait parvenir à instaurer deux puissances parfaitement égales, séparément elles seraient toutes deux nulles (c'est l'anarchie) ; si au contraire elles étaient inégales, il n'y aurait plus de contrepoids : celle qui est supérieure est l'autorité, les autres ne sont rien... Quelques tournures que l'on veuille introduire, il arrivera *nécessairement* que la puissance

législative deviendra puissance exécutrice, ou que la puissance exécutrice deviendra législative ». ROUSSEAU ne se montrait pas moins sévère pour ces « gouvernements mixtes », où le soi-disant équilibre parfait des pouvoirs « n'est autre chose que la proximité éternelle du plus violent orage ». — Au lieu de savants contrepoids agencés dans une constitution en forme, envisage-t-on l'action *spontanée* de corps historiques jouant naturellement le rôle de « contreforces » ? On se trouve alors en présence d'une aristocratie semi-féodale, où les grands propriétaires mettent au service de leurs privilèges la part de souveraineté qu'ils ont usurpée ; ou bien d'une sorte d'aristocratie bourgeoise, quand ce sont tels corps administratifs comme les Parlements, ou les notabilités commerçantes des villes, qui empiètent sur les droits de la nation : ni l'un ni l'autre de ces deux régimes ne pouvaient mériter l'adhésion des Physiocrates. Essaie-t-on, comme en Angleterre, de fondre et d'opposer en même temps ces deux aristocraties, pour les neutraliser : l'autorité, abandonnée à la décision flottante des majorités, n'en est que plus chancelante.

Reste la démocratie : l'indivisibilité et la force du gouvernement n'y seront-elles pas assurées, comme le pensait ROUSSEAU, par l'unité du peuple entier légiférant lui-même ou élisant ses mandataires ? Mais l'esprit de clocher et l'esprit de boutique empêcheront la masse de la nation de prendre conscience de son unité ; le peuple, le plus souvent, sous le nom de souveraineté, ne réclamera que la participation à l'arbitraire. De plus, la représentation soi-disant nationale n'accordera jamais dans ses rangs aux propriétaires



et aux cultivateurs la place d'honneur qui leur reviendrait ; ceux-ci seront retenus par les devoirs mêmes de leur profession et de leur classe loin des agitations politiques, dont les villes seront le foyer. Enfin la démocratie implique une égalité que la loi de propriété exclut : à supposer qu'un tel régime ne dégénérât pas en tyrannies nées de l'émeute, ne serait-il pas absurde d'appeler l'universalité des citoyens à se prononcer sur des lois dont l'objet est de faire respecter l'inégalité ? Veut-on enfin, en désespoir de cause, combiner la démocratie et la monarchie, on ne réussira qu'à organiser entre le monarque et les représentants du peuple une lutte incessante, « à opposer ce qui par sa nature doit être uni d'intérêt et d'affection, la nation et son souverain : ce serait le plus grand de tous les désordres » ; et les Physiocrates semblent prophétiser les difficultés que devait rencontrer chez nous le premier essai de la monarchie constitutionnelle. — De cet examen comparé des diverses formes de gouvernement, il leur paraît que c'est, non pas l'absolutisme monarchique tel qu'il fonctionnait sous leurs yeux, mais le « despotisme patrimonial et légal » qui sort triomphant.

Ce régime en effet, à leur avis, comporte des garanties assez fortes pour l'empêcher de manquer à ses principes et de dévier de son but. — D'abord la copropriété universelle du souverain est « de tous côtés circonscrite » par l'ordre physique : « Supposons qu'il veuille prendre tout le produit net. S'il usurpe la part qui revient aux propriétaires, sans remplir le rôle qu'ils jouent dans l'exploitation du sol, la culture cesse d'être productive, et il est ruiné. Si, au contraire, s'arrogeant tout le produit net, il assume aussi toutes les

charges des particuliers, cette nouvelle fonction l'absorbe tout entier et lui fait négliger celle du souverain. C'est comme si les propriétaires refusaient de payer l'impôt ; plus de sûreté : l'Etat dépérit de lui-même. » La proportion de l'impôt ne saurait donc être livrée à l'arbitraire : mais qui la fixera ? L'expérience. Quelle expérience ? Celle du peuple lui-même, qui seul « peut connaître directement les nécessités physiques », et dont par conséquent le consentement est nécessaire : consentement, il est vrai, donné une fois pour toutes à l'origine de la société, et qu'il est inutile de renouveler explicitement tant que la proportion dictée par la nature et consacrée par la tradition n'est pas modifiée. Pour la France ce taux naturel et traditionnel est d'environ  $1/3$  ; il suffira pour assurer la restauration financière, à la seule condition que le produit net du territoire atteigne le maximum indiqué par l'Ecole. Si, faute d'avoir efficacement travaillé au rétablissement nécessaire de l'agriculture, un relèvement de taux finissait par s'imposer, alors il deviendrait indispensable, en droit et en fait, d'obtenir l'adhésion des propriétaires : à la royauté languissante l'Ecole offre son programme comme le seul moyen d'éviter la convocation des Etats-Généraux ! Notons bien, d'ailleurs, que cette copropriété publique n'est, à l'entendre exactement, qu'une co-jouissance : là où il n'y a rien — que le fonds, et point de revenu — le Roi, comme dit le proverbe, perd ses droits : toute expropriation, même partielle, des terres en friche constituerait une violation de la propriété ; et de même tout impôt sur le capital, ne fût-ce que sous la forme de droits d'enregistrement et de mutation. Certains adversaires des Physio-

crates ne les ont-ils pas, à ce propos, accusés de lèse-majesté ?

Une autre garantie contre les abus éventuels du despotisme légal réside dans l'indépendance de la magistrature : l'Ecole, qui s'oppose à la séparation des deux pouvoirs législatif et exécutif, réclame avec autant d'énergie que MONTESQUIEU la distinction du pouvoir judiciaire. Car, « si le législateur était aussi magistrat, il ne pourrait que couronner et consommer comme magistrat toutes les méprises qui lui seraient échappées comme législateur. Et si le magistrat était législateur, les lois n'existeraient que par sa seule volonté ; il ne serait point assujéti à les consulter pour juger, et il pourrait toujours ordonner comme législateur ce qu'il aurait à décider comme magistrat ». Même deux représentants de la Physiocratie, LA RIVIÈRE et DUPONT, entendent explicitement conserver aux magistrats du nouveau régime le droit de Remontrances qu'exerçaient les Parlements ; ils auront le devoir de juger, avant de les sanctionner en les appliquant, les lois elles-mêmes ; et si celles-ci leur paraissent contraires à l'ordre naturel, ils déclareront « l'impuissance où ils sont de participer innocemment à leur exécution » : autant dire qu'ils disposeront d'une sorte de *veto* suspensif, qu'ils appuieront au besoin par des menaces de « grève ». Mais, soit que cette thèse leur ait paru peu conforme aux principes, soit qu'ils aient jugé superflu de chercher à gagner les bonnes grâces des Parlementaires, le chef de l'Ecole et la majorité des disciples se sont abstenus de conférer à la magistrature de l'Etat physiocratique aucune compétence politique ou constitutionnelle.

Mieux vaut, pour contenir le despote légal dans la limite de ses droits, faire appel à la puissance de cette opinion qui, selon le mot de QUESNAY, « mène la hallebarde », et que MIRABEAU nomme *la regina del mundo*, capable de fonder les Empires comme de les détruire. Il s'agit seulement de l'éclairer ; d'où la nécessité, que les Physiocrates ont été des plus ardents à proclamer, d'une instruction publique continuelle et universelle : toute négligence à cet égard doit être « abhorrée comme le parricide » ; par là seulement se constituera cette « évidence publique » qui régentera le monarque lui-même, et sans laquelle la monarchie pourrait devenir le plus dangereux des gouvernements. Faudra-t-il donc, pour s'adresser réellement à tous, que cette instruction soit gratuite ? Oui, les propriétaires fonciers, qui sont le plus directement intéressés à sa diffusion, en supporteront la charge — s'il le faut, sous la forme d'une dîme nouvelle, ou par une affectation nouvelle d'une partie de l'ancienne ; organiser cet enseignement de l'ordre naturel est « le premier devoir, essentiel et sublime, du souverain ». — Mais si celui-ci, méconnaissant le véritable caractère de cette institution, la transformait en un instrument d'arbitraire pour asservir à ses caprices, en le faussant, l'esprit même de la nation ? Pour déjouer d'avance pareil calcul, il suffit d'assurer l'entière liberté de la presse : la liberté d'écrire n'est pas seulement un des attributs de la liberté individuelle, c'est une nécessité sociale et politique : « car ce serait renverser l'ordre et prendre l'effet pour la cause, que de vouloir donner à la force publique le pouvoir de dominer les opinions, tandis que c'est de

la réunion des opinions qu'elle tient son existence et son pouvoir ».

Rien n'empêchait d'ailleurs que l'opinion publique disposât, pour se manifester, d'organes réguliers : par exemple, « un conseil aulique, permanent et nombreux, de prudes de toutes les classes » ; ou mieux, des Etats provinciaux, s'appuyant sur les Sociétés d'agriculture, et investis d'un droit d'avertissement ou de représentation ; ou encore des municipalités provinciales, qui possèderaient le droit de réclamer ; mais sans que jamais aucune de ces assemblées fût admise à organiser contre l'autorité monarchique une véritable opposition. Les municipalités, telles que les conçoit MIRABEAU, seraient exclusivement composées de propriétaires fonciers ; et c'est même l'étroitesse de leur recrutement qui leur permettrait de jouer un rôle actif. « Les Philosophes détracteurs de l'évidence, écrit en vrai Physiocrate DIDEROT, ne savent pas ce que c'est que la force d'un corps de propriétaires maîtres de la subsistance d'un Etat, et d'une nation où il y aurait seulement 10.000 hommes assez instruits et assez libres de leurs pensées pour tirer cette dernière conséquence, toujours réelle, d'un mauvais édit : « Donc tu nous ordonnes d'arracher nos vignes et de brûler nos moissons... ! »

Une dernière et suprême garantie que le despote légal respectera la légalité, c'est que ce sera son intérêt ; il lui suffira, comme à la nation elle-même, d'être éclairé. Une fois instruit des principes de l'ordre et des bases naturelles de sa puissance, comment songerait-il à s'écarter de la droite voie qui lui serait si clairement tracée ? « Le privilège de se faire du mal à soi-même n'appartient qu'aux

fous et la démence n'est pas faite pour le trône ». La tâche sera du reste si douce ! « Les chefs des Empires n'auraient presque plus qu'à jouir de la félicité du peuple, qui ferait ses affaires et les leurs à l'ombre de leur autorité. Ce serait alors qu'on pourrait enfin dire : *Heureux comme un Roi* ! » Songeât-il un instant à préférer le chemin tortueux et semé d'embûches des usurpations, il s'apercevrait bien vite que le succès même de cette ambition perverse n'aboutirait qu'à faire de lui la victime et l'esclave de ses co-usurpateurs : « De quelque appui que dépende le despotisme, il est toujours aussi redoutable au souverain que le souverain est redoutable à ses sujets ». Jamais il ne jouira d'une souveraineté réelle et durable, jamais il ne régnera vraiment, que « par l'opinion et sur l'opinion ». Aussi n'aura-t-il pas de souci plus puissant que de répandre cette instruction qui, en même temps qu'elle consacre son autorité légitime, formerait le plus sérieux obstacle aux abus de pouvoir qu'il serait tenté de commettre. La liberté de la presse est « le bras droit de l'autorité bien-faisante ».

Supposons malgré tout que, par un aveuglement incroyable, le souverain s'engage délibérément dans une politique d'illégalité : non seulement il perdra l'irremplaçable soutien du consentement universel ; non seulement il provoquera des protestations d'autant plus vives qu'il voudra les étouffer par la contrainte, et les intrigues de sa cour seront le tombeau de son indépendance ; mais la nature elle-même se chargera de le punir par où il aura péché. Il est pour les tyrans une sanction plus terrible que l'abandon ou même la révolte de leurs sujets, c'est la déchéance de leur

royaume : telle est « la base la plus triomphante et la plus inébranlable de la philosophie politique ». Il ne s'agit pas là, en effet, d'une menace vague et lointaine : la puissance du souverain à titre patrimonial est, pour ainsi dire, fonction immédiate de la prospérité du territoire qu'il gouverne ; son patrimoine est « intimement et indivisiblement uni aux propriétés foncières. Alors la Loi saisit le Roi ; il fait partie lui-même de la propriété publique » : comment ne remplirait-il pas à la satisfaction commune, et pour le plus grand progrès de l'agriculture, son triple ministère de Justice, d'Instruction et de Travaux publics ? Finalement, ce magnifique optimisme des Physiocrates se résume en ces deux formules qui leur paraissent décisives : « Les *despotes* peuvent tout ce qu'ils veulent pour leur bien, lequel se trouve inséparablement attaché à celui des nations qu'ils gouvernent ». — « Le souverain peut tout, excepté ce qu'il lui est impossible de vouloir ».

De la nation ainsi gouvernée quelle sera exactement la constitution politique ? Elle se composera essentiellement des propriétaires fonciers et des fermiers : « Sans eux, les mots d'*Etat* et d'*Administration* ne seraient que des sons dépouillés de sens » ; eux seuls « ont vraiment le droit de se dire l'Etat ». Ne sont-ils pas les seuls à jouir d'un véritable revenu ; les seuls à supporter normalement la charge de l'impôt ; les seuls même, peut-on dire, à faire vivre les autres classes de la société ? Mais, en dehors de ces raisons d'ordre fondamental tirées des principes mêmes de leur système, les Physiocrates en font valoir d'autres qui, sans présenter peut-être à leurs yeux la

même force, avaient le mérite d'être plus généralement acceptées. Les propriétaires, dont les biens sont « au soleil », offrent au fisc les gages les plus sûrs ; ils sont, de par la nature de leur fortune, attachés au sol national, et leurs capitaux même, engagés dans l'exploitation du sol, ne sauraient sans perte se mobiliser en espèces ; n'est-ce pas à eux seuls que s'applique rigoureusement cette définition de l'Etat : « un corps politique composé de différentes parties unies entre elles par un intérêt commun, qui ne leur permet pas de s'en détacher sans se préjudicier à elles-mêmes » ? Cette attache physique se double d'un attachement moral : la possession d'un patrimoine est le plus sûr garant du patriotisme. Aux maîtres du sol il faut cependant joindre les gros entrepreneurs de culture, qui, étant leurs collaborateurs indispensables et solidaires, partagent leurs vertus et doivent aussi partager leur place dans l'Etat. Mais si la propriété est seule à compter, entre les propriétaires aucune distinction de naissance. Les gentilshommes qui veulent tenir leur rang n'ont qu'à mettre en valeur leurs terres : « le premier fondement de leur dignité est la richesse ; la noblesse pauvre figure mal ». Donc, plus de distinction d'« ordres » : « auquel des trois auriez-vous regret si, soufflant sur toutes ces barrières, l'on venait à faire table rase, pour ne reconnaître d'autre constitution que l'inattaquable et sacrée propriété ? »

Les autres catégories de soi-disant citoyens ne se composent-elles pas en réalité de demi-étrangers ? — Les plus grands commerçants se sont enrichis dans le négoce extérieur : sont-ils natifs du pays, des sujets de nationalité étran-



gère auraient aussi bien rempli leur office et l'on sait que, suivant l'Ecole, leur consommation même n'apporte au revenu territorial qu'une ressource illusoire ? Que dire de leurs fortunes, qui souvent se sont constituées aux dépens de la nation même à laquelle ils prétendent appartenir ? Elles se dérobent d'ailleurs à toute reprise du fisc : « Que cet homme soit présent à Paris, ou qu'il soit de Nantes ou d'Amsterdam il donne des ordres à ses commis, il est également indépendant de l'autorité publique quant à ses biens, qu'il peut à tout instant lui soustraire. Les commerçants participent aux richesses des nations ; mais les nations ne participent pas à celles des commerçants ». Leur condition est si mobile et comporte tant de liberté qu'ils sont naturellement animés de l'esprit républicain, alors que la stabilité de la propriété foncière inspire au contraire le désir d'une solide constitution monarchique. Répartis, en lisière des grands royaumes agricoles, comme autant d'« additions extrinsèques », ils forment en réalité autant de sections de cette « république commerçante universelle » dont les citoyens sont des cosmopolites ; ne connaissant dans les divers pays que des « domiciles de hasard », ils ignorent au fond toute patrie. Quelle erreur donc, de les considérer comme un des « corps » de l'Etat et de leur accorder des Députés pour les représenter ! Quel danger même de leur demander, dans les périodes critiques, des secours qu'ils font payer très cher, et qui justifient leur prétention de jouer un rôle dans l'Administration ! Bien qu'une théorie aussi exclusive dût soulever beaucoup de colères et obtenir peu d'adhésions, il faut reconnaître, en dehors de tout esprit de système,

qu'elle s'explique par certains caractères du commerce maritime, tel qu'il s'exerçait alors en France : un très grand nombre des négociants établis dans nos ports n'étaient que les courtiers de maisons étrangères ; dans le Bordeaux du XVIII<sup>e</sup> siècle, c'est la colonie étrangère qui prend la « direction de la fortune de la cité », et ces immigrants de longue date ne se font pas naturaliser ; Marseille n'était-elle pas encore officiellement « réputée étrangère » ?

Les petits commerçants, les marchands de l'intérieur, les artisans, peuvent-ils davantage être considérés comme faisant partie intégrante de la Cité ? La plupart des raisons qui valent contre les négociants justifient également l'exclusion de ceux-ci, avec cette circonstance aggravante que leur personne, attachée à l'atelier ou à la boutique, n'est pas plus *disponible* pour le service de l'Etat que leurs richesses. L'émigration ouvrière atteignait le chiffre de 10.000 par an : « les ouvriers, MONTESQUIEU l'avait déjà observé, n'ont pas proprement de patrie ; ils jouissent de leur industrie partout, car ils ont partout des mains »... Veut-on les retenir de force, lorsque le chômage les incite à passer la frontière, ils se transforment facilement en séditieux. Les corporations, si souvent rivales les unes des autres, forment autant de petites républiques jalouses, qui non seulement méconnaissent l'intérêt général du royaume, mais compromettent son unité. Et les grands manufacturiers, qui ne sont en somme que « les valets » de la nation, peuvent, si l'on ne prend soin de les maintenir à leur place, troubler son repos ; « tel d'entre eux entretient 10.000 de ces machines qu'on appelle *ouvriers* : que deviendra la liberté

publique en un jour d'élection, si ces machines font une émeute populaire ? » Quel péril de laisser s'organiser une oligarchie industrielle ! C'est pourtant l'éventualité qu'il faudrait redouter, si l'industrie se trouvait être productive : raison de plus, suivant DUPONT, pour nier qu'elle le soit ! Les adversaires de l'Ecole, en protestant contre une thèse si violemment outrancière, ne manqueront pas de dénoncer ce cercle vicieux.

Les financiers seront-ils de meilleurs citoyens ? On sait que leurs richesses, « clandestines par définition, ne connaissent ni roi ni patrie » ; dans un royaume obéré, ce sont eux qui « font la loi, bien loin de la recevoir ; malheur à toute société où l'on peut dire la *Haute Finance* ! » Et l'opinion accueillait cette excommunication mieux que les précédentes. Les capitalistes soi-disant « régnicoles » consentent-ils à l'Etat des prêts plus avantageux que ceux de l'Etranger ? Ne préfèrent-ils pas les placements extérieurs, jusque chez l'ennemi, s'ils pensent y trouver plus de profit ? Quand le crédit de l'Etat est ébranlé, n'est-ce pas leur frayeur qui avertit le créancier étranger ? Les rentiers eux-mêmes (on sait à quel point la répartition des rentes différerait de ce qu'elle est aujourd'hui) ont des intérêts qui sont bien loin de se confondre avec ceux de l'Etat : « On croit que c'est la nation qui doit à la nation ; mais ce verbiage ne peut plus nous cacher qu'il y a ici deux nations, dont l'une doit payer l'autre ».

Ce sont donc, en dernière analyse, les campagnes qui forment la nation, et non pas les villes. Dans un royaume digne de ce nom, celles-ci représentent un « domaine postiche et indépendant, qui, sans les productions du sol, ne constituerait

qu'un Etat républicain ». Paris est l'« ornement », mais aussi le « gouffre » de la nation ; soit que les générations s'y épuisent sans se renouveler, soit que la capitale marque la première étape d'un exode qui entraîne bientôt le provincial déraciné au-delà des frontières. Que le peuple de France cesse donc, après avoir été « l'esclave des châteaux », d'être celui des villes ! Penser qu'« un artisan, un détaillant, s'estiment au-dessus du laboureur, parce que leur habit du dimanche est plus luisant ! » Parmi les bourgeois même qui se prétendent les plus instruits, que de beaux, mais aussi de faux esprits ! « Quiconque n'a pas étudié à la queue d'une charrue, ou dans la grange d'un laboureur, n'est jamais qu'un ignorant en fait d'administration quelconque ». Les paysans ont plus de bon sens. Il y a des pays très florissants, comme la Virginie, qui n'ont point de villes. Là où elles existent, qu'on supprime leurs privilèges économiques, leurs octrois : ce sont autant « d'invasions sur le domaine public » ; qu'on leur enlève toute influence politique : point de municipalités bourgeoises ; « nos pères tenaient les assemblées nationales dans les champs... Les villes sont à l'entretien du souverain ; leur police est une des principales charges de la souveraineté, qui seule doit y pourvoir ».

Certes, il existait des Etats, tels que la Hollande, dont on ne pouvait, sans excès de paradoxe, soutenir que la classe agricole et foncière formait le corps ? Mais étaient-ce là des nations, au sens plein du terme ? Par quel étrange hasard de la politique un simple « Etat-comptoir » avait-il pu peser dans l'équilibre des puissances ? Son importance ne pouvait être qu'éphémère et la prospé-

rité même de cet intermédiaire superflu devait décliner à mesure que les grands Etats agricoles prendraient mieux conscience de leur supériorité. La France, dotée d'un vaste et fertile territoire, n'était pas de ces pays destinés « à vivre d'industrie, et à se faire les ouvriers et les voituriers du genre humain ».

### III

#### PHILOSOPHIE MORALE DES PHYSIOCRATES.

La propriété et la liberté, qui sont à la base de l'ordre social et de l'ordre politique des Physiocrates, reposent à leur tour, suivant eux, sur un principe psychologique et moral : l'intérêt particulier, « appétit primitif de l'homme », premier besoin qui lui crée par là-même un droit. La « vertu », dont on prétend faire le ressort des républiques, est « un préjugé contre nature, qui dévoue l'homme au maintien de la sûreté publique contre l'extension de sa propriété particulière ». L'amour de la patrie, l'honneur de la nation, autant de sentiments qui ne doivent pas absorber l'individu, étouffer l'intérêt personnel ; pour vivifier les Etats, il faut « que chacun ait le sien, et qu'il en use de son mieux. »

Mais comment cette morale strictement individualiste assurera-t-elle l'ordre social ? C'est que, par un secret de la nature trop souvent méconnu, « l'intérêt particulier est le serviteur-né de l'intérêt général ». N'est-ce pas lui qui nous enjoint

de respecter le droit d'autrui en nous faisant craindre les représailles, et nous enseigne ainsi notre premier devoir ? Mais l'intérêt personnel « conscient et calculé » ne se borne pas à réaliser cette forme passive, négative, de la justice ; la « magie de la société » accomplit ce miracle d'active solidarité, que « chacun travaille pour autrui en croyant travailler pour soi ». Voici comment. Chaque individu, en cherchant à rendre son sort le meilleur possible, entre dans la concurrence universelle, dont le champ doit lui être largement ouvert ; mais la rencontre dans ce même champ des autres individus, qui avec la même liberté poursuivent la même ambition, est précisément ce qui limite l'excès des prétentions de chacun : « la liberté, écrit MIRABEAU, comprime l'océan de la cupidité humaine par le condensement même de ses flots ». La libre concurrence, en même temps qu'elle est « le ressort de la perfectibilité humaine », fait régner la justice : entendons par là une égalité de droits qui peut et doit même comporter, dans l'intérêt de tous, de grandes inégalités de fait.

Cette morale de la solidarité sociale fondée sur l'intérêt individuel bien entendu n'était pas toute nouvelle ; elle s'était déjà développée en Angleterre avec TUCKER et HUME ; en France même, sans parler de BOISGUILLEBERT et du marquis d'ARGENSON, MALEBRANCHE en avait esquissé la théorie, et HELVETIUS, en 1758, l'avait avec éclat professée. Il est vrai que nos auteurs l'étendent sans réserves aux relations de pays à pays. L'intérêt national éclairé exige la liberté du commerce extérieur réciproque ; car entre peuples aussi les violations de la liberté provoquent des repré-

sailles : « La richesse d'une nation dépend de celle des autres ; s'opposer aux ventes de son ennemi, c'est borner ses achats. » Toute restriction au libre-échange lèse l'intérêt commun des nations ; si l'exclusion des navires étrangers pour l'exportation des produits nationaux venait à se généraliser, tous les vaisseaux du monde feraient la moitié de leurs voyages à vide. A plus forte raison l'intérêt national bien compris condamne-t-il tout attentat contre le territoire étranger ; c'est toujours un mauvais calcul : l'impôt versé par les provinces annexées ne paye même pas l'intérêt des emprunts contractés pour engager la guerre, et, « pour soutenir ces entreprises injustes, on fait des efforts si extraordinaires, par des armées si nombreuses et si dispendieuses, qu'elles ne doivent avoir d'autre succès qu'un épuisement ignominieux ». La vérité est que « tous les peuples sont les membres d'un corps immense qu'on appelle le genre humain ; les bornes qui séparent les empires servent à indiquer aux habitants de chaque territoire à quelle subdivision du genre humain ils appartiennent ». Mais étaient-ce là, pour l'époque, des maximes absolument neuves ? Des deux côtés de la Manche un sentiment internationaliste, et même cosmopolite, s'il n'anime guère les gouvernements, règne du moins dans la littérature du siècle.

Pour dégager ce qu'il y a de réellement caractéristique dans cette philosophie des Physiocrates, il faut sortir avec eux du domaine psychologico-social, pour chercher hardiment jusque dans l'ordre physique les assises les plus profondes et les plus solides de la morale. « On a toujours traité le droit naturel comme s'il s'agis-

sait d'être purement intellectuels, sans songer que les hommes sont assujettis à une multitude de lois physiques, et qu'elles ont avec l'ordre moral la même connexité que celle qui se trouve entre le corps et l'âme. En définitive, l'ordre moral social doit être un dérivé de l'ordre physique social, et non pas son principe, comme les moralistes l'ont enseigné. » L'ordre physico-social, qu'est-ce donc ? Sinon l'ordre économique, dont l'économie agricole est la base. Voilà quelle est l'originalité des Physiocrates : ils ramènent la morale « aux moyens d'assurer, de multiplier les *subsistances* »... Au lieu de se perdre dans les abstractions de la métaphysique, dans les replis du cœur humain, il fallait s'attacher à la bêche et à la charrue, parler aux hommes de nourriture, de vêtement, d'habitation. La vertu, la pudeur, la justice, la bienfaisance, sont dignes sans doute du plus profond respect ; mais subsistance, liberté, propriété, sont des noms qui réveillent les idées les plus attrayantes, celles des biens réels dont les hommes sont le plus occupés... Si les philosophes avaient renfermé toute la morale et toute la politique dans ces trois mots, ou pour mieux dire dans le premier, dont les deux autres ne sont que le développement, ils auraient eu les mêmes succès dont jouit depuis 24 siècles le Confucius asiatique ». Le *produit net*, telle est l'infailible pierre de touche du juste et de l'injuste ; la loi supérieure « écrite sur la terre », à laquelle doivent également se référer les législations et les mœurs.

L'économie agricole n'est cependant qu'un aspect de la physique universelle : quelles sont-elles, ces lois qui, déterminant les mouvements



de la matière, régissent le monde, et l'homme avec lui ? Ce sont des lois « souveraines, immuables et irréfragables », que l'être humain, à titre individuel ou collectif, ne peut enfreindre sans périr. En revanche elles tendent à assurer à son espèce la plus grande somme de bonheur possible : suivant la théorie classique de l'optimisme, renouvelée des Stoiciens, le mal qu'elles comportent n'est que la condition d'un plus grand bien. Et comme c'est au bonheur de tous, et non pas à celui de quelques particuliers qu'elles travaillent, elles garantissent par là-même la justice : *Ex natura jus*, c'est la première vérité de la philosophie physiocratique ; l'injustice porte en elle des germes de mort et ne saurait par conséquent se perpétuer sur le globe ; la justice, avec ce qu'elle implique d'égalité et aussi d'inégalités nécessaires entre les hommes, tôt ou tard triomphera.

A l'égard du monde qui l'entoure et l'enveloppe, quelle sera donc l'attitude de l'homme ? D'abord toute d'abstention (*il mondo va de se !*) et d'humble soumission ; puis, de cette résignation passive, il s'élèvera à la connaissance, au respect, enfin à l'amour de l'Ordre ; et de même qu'il avait la liberté, à ses risques et périls, dans la mesure infime de ses forces, de chercher à en troubler l'harmonie, il pourra aussi bien lui apporter le modeste, mais positif tribut de sa coopération volontaire. Cette *physiocratie* ou gouvernement de la nature, nos auteurs l'appellent quelquefois aussi *théocratie* ; mais la vague religiosité dont leur doctrine est parfois teintée n'est qu'un reflet du déisme finissant : Dieu n'est vraiment pour eux que « l'auteur de la Nature ». Leur philosophie

de l'Ordre universel, bien que directement inspirée de MALEBRANCHE, s'écarte des formes de l'intellectualisme cartésien même les plus éloignées de la théologie chrétienne : elle porte la marque du sensualisme et du matérialisme dominants vers le milieu du siècle. Et elle se distingue des théories analogues développées autour d'eux, tant en France qu'en Angleterre, par les considérations très spéciales, mais aussi très précises, sur lesquelles un long échafaudage de rigoureuses déductions a permis de la construire.

## IV

## PHILOSOPHIE SCIENTIFIQUE DES PHYSIOCRATES.

Il ne nous reste qu'à examiner d'un peu plus près quelle est la méthode suivie par les Physiocrates dans l'édification de leur système économique et politique, et quel est le sens exact de leurs définitions premières.

Un des termes fondamentaux de leur vocabulaire est celui d'*évidence* : c'est l'évidence, individuelle ou collective, qui assure la solidarité effective entre le souverain et la nation ; c'est elle qui permet, et même commande, l'accord de l'intérêt particulier avec l'intérêt général et la coopération de l'homme à l'ordre naturel. S'agit-il donc d'une intuition rationnelle, comme l'évidence cartésienne ? Bien que certains disciples ou amis de QUESNAY se soient explicitement réclamés de DESCARTES, il faut noter que l'évidence physiocratique s'applique à un domaine

où le *Discours de la Méthode* s'était abstenu de pénétrer, celui de la pratique économique ; et tout autant que sur des concepts rationnels, elle repose, comme chez LOCKE et CONDILLAC, sur la perception intime de nos sensations et sur l'observation de certains faits extérieurs. Mais ces faits d'ordre physico-social, des lois rigoureuses, telles les lois agronomiques, les régissent ; ils se prêtent donc au calcul, et c'est par une véritable « arithmétique physique et morale », fondée sur l'estimation du produit net, que l'individu et les sociétés parviendront à se gouverner ; le *Tableau Economique* n'est qu'un système « d'hiéroglyphes arithmétiques », comme disait MIRABEAU. Toute la question est de savoir si les chiffres sur lesquels portent les opérations, et si les données du problème que l'on prétend résoudre, sont conformes à la réalité : l'expérience seule a pu fournir les uns et les autres ; mais, comme éblouis par la rigueur des conséquences qu'ils en tirent, les Physiocrates ne se sont pas toujours rendu compte du caractère relatif et même contestable que pouvaient présenter les bases mêmes de leur calcul. Les statistiques agricoles, les statistiques économiques en général, surtout à leur époque, ne renfermaient-elles pas nécessairement une part d'erreur ? Ne prêtaient-elles pas à des interprétations diverses ? Et de quelle démonstration mathématique étaient susceptibles des axiomes tels que celui de la productivité exclusive de l'agriculture ? Les Physiocrates cependant se croyaient en possession de vérités indiscutables, dont l'application devait être identique dans tout l'univers : « Défiez-vous, écrit LA RIVIERE, des maximes politiques qui ne sont pas

vraies dans tous les cas ; à coup sûr elles ne sont pas des vérités premières et fondamentales. Disons plus, à coup sûr elles contrastent avec ces vérités, et ne sont que des produits bizarres de l'imagination. » Aussi l'esprit de géométrie fait-il, chez nos auteurs, tort à l'esprit de finesse : nous l'avons bien vu lorsqu'ils ont condamné les gouvernements mixtes (1). Et le plus grave, c'est que, se limitant systématiquement à quelques observations élémentaires qu'ils généralisent, ils se croient autorisés à dédaigner toute étude détaillée des faits particuliers. C'est l'un deux, l'abbé BAUDEAU, qui a eu l'honneur de créer l'expression de *sciences morales et politiques* ; mais ni lui, ni ses confrères, n'ont soupçonné que ces sciences nouvelles devaient s'apparenter, bien plutôt qu'aux mathématiques, aux sciences naturelles, et procéder comme celles-ci par induction plus que par déduction.

Les Physiocrates ne pensaient donc pas à chercher des leçons dans l'histoire, celle des faits ou celle des idées : se jugeant éclairés par une évidence nouvelle, ils entendaient, sinon ignorer les prétendus enseignements du passé, du moins leur appliquer le doute méthodique de DESCARTES et les soumettre à une impitoyable critique. Celle-ci aboutit bien vite, et presque *a priori*, à une condamnation quasi-universelle des législations anciennes et modernes : ce n'étaient « qu'institutions d'un désordre légal, incitées par l'intérêt particulier et prétextées de l'intérêt public, et tous les législateurs exposés à la vénéra-

1. V. ci-dessus p. 191.

tion de l'histoire, des fripiers politiques qui n'ont jamais su reprendre les choses à leur racine ». Quel rapport entre la succession confuse de ces gouvernements précaires, « portant au-dedans d'eux le germe de leur destruction », et celui que l'Ecole prétendait instaurer et qui, fondé sur la nature, « devait durer autant que le monde » ?

A-t-on d'ailleurs jamais su écrire l'histoire ? Loin de s'intéresser à l'évolution des gouvernements, « nos historiens sont des conteurs de batailles, de sièges, d'adresses, d'astuces, des différents rôles joués par les grands acteurs en politique, en guerre, en religion, en galanterie ; il semble qu'ils n'aient d'autre objet que la narration des événements merveilleux d'un jeu de hasard » ; et ils ont négligé l'évolution économique, « clef de l'histoire des nations », qui seule permettrait d'en donner une interprétation claire, et qui illustrerait les conclusions de l'Ecole. MONTESQUIEU n'a fait que s'y essayer : il ne s'est pas suffisamment intéressé aux différents régimes auxquels avait été soumise, sous les divers climats, la propriété foncière, « base de l'ordre national ». A l'*Esprit des Loix* nos auteurs préféreraient ces essais de sociologie agricole portant sur les civilisations indigènes des côtes de l'Asie et de l'Afrique, que l'intendant POIVRE venait de publier sous le titre de *Voyages d'un Philosophe*. Pour leur part, ils se sont bornés à formuler au passage quelques jugements sommaires sur quelques-unes des grandes époques de l'humanité. « LYCURGUE détruisit presque entièrement la propriété mobilière... L'égalité parfaite des propriétés foncières est une chimère absurde... Les privations des Spartiates sont misé-

rables... Nous révérons un homme qui fit de sa cité un camp, et de son territoire un bain. » La Rome « cultivatrice et territoriale » de NUMA était bien supérieure à la « puissance maritime et marchande » de Carthage : « anathème au génie punique, encore prédominant de nos jours ! »

Mais la Rome raffinée, urbanisée, et en même temps conquérante, de la fin de la République était condamnée à la ruine ; quant au Bas-Empire, c'est une époque odieuse entre toutes, puisque le despotisme militaire s'y double de la tyrannie économique. Le régime féodal avait eu le mérite d'assurer aux grands propriétaires dignité et opulence ; mais la nation s'était trouvée « toute divisée en despotes arbitraires et en esclaves ». Et l'institution monarchique avait été dès l'origine faussée par la préférence accordée aux bourgeois des villes et par l'abus de la réglementation. Ainsi « les peuples n'ont guère fait que changer de malheurs ». Seule à travers les âges, la Chine a su rester une puissance agricole, tranquille et prospère sous la tutelle de ses Empereurs, qui ont réalisé l'idéal du despotisme légal : au frontispice de la *Philosophie rurale*, on voit l'Empereur de Chine ouvrir solennellement un sillon !

A certains égards, la préhistoire serait, suivant nos auteurs, plus belle que l'histoire. L'humanité naissante ne fut point déchirée par cette guerre de tous contre tous qu'avait imaginée HOBBS ; « dans l'état de pure nature les hommes sont trop pressés de satisfaire à leurs besoins chacun par ses recherches... Les peuples sauvages sont très doux avant que d'être offensés ». C'est l'époque « de la *compascuité* ou du partage paisible des subsistances abondantes ; un état de simple mul-

titude semblable à celui des animaux isolés ». Etait-ce donc l'âge d'or, et les Physiocrates vont-ils, comme ROUSSEAU, maudire tout le développement social ? Ils s'en garderont bien : non seulement la société est un fait éternel, congénital à l'homme, au moins sous ses formes rudimentaires, issues de la famille et des relations de voisinage ; mais, « en supposant chaque individu de notre espèce privé du secours de ses semblables et condamné à la vie des brutes les plus dignes de ce nom, comment regarder cet état comme le meilleur possible pour l'humanité ? » Le prétendu droit originel de tous à tout ne se réduit-il pas à la pauvre portion que chaque homme peut se procurer isolément par la chasse, la pêche ou la cueillette ? La société ne se bornera pas à garantir formellement ce droit, elle lui donnera une extension matérielle presque indéfinie ; c'est elle seulement qui réalisera à la fois le maximum de justice et le maximum de bien-être, pourvu qu'elle soit organisée suivant la loi de l'ordre. Aux sociétés désordonnées, dont il est vrai la suite des âges a été remplie, le retour à l'état d'isolement naturel, ou pour mieux dire de société primitive, peut apparaître comme une sorte d'idéal. Mais envisageons l'avenir des sociétés réglées : c'est tout au plus dans le domaine politique qu'on doit souhaiter une simplification, une stabilisation, dont l'immobilisme traditionnel de la Chine offre le magnifique exemple ; dans le domaine économique au contraire, à l'abri de toute agitation sociale, c'est un champ immense qui s'ouvre à l'activité des hommes. Ne s'agit-il pas, comme le proclameront plus tard les Saint-Simoniens, d'aménager la planète, dont « les nations les plus civi-

lisées jouissent comme d'un réduit plutôt que comme d'un héritage ? » C'est ainsi que les Physiocrates concevaient le progrès.

Il est une dernière notion, essentielle à tout système d'économie politique, celle de valeur, dont l'analyse nous permettra d'épuiser ce qu'on peut appeler la philosophie scientifique des Physiocrates. Quand ils distinguent les richesses des simples biens, c'est la valeur vénale qu'ils opposent à la valeur d'usage. Du point de vue de l'Etat, auquel, ne l'oublions pas, ils ont toujours voulu se placer, la première seule est vraiment intéressante : « le prix fait tout ». Entendons le prix commun, c'est-à-dire le prix moyen, élimination faite des variations accidentelles du prix courant, que le développement même du commerce tendra à réduire. Le prix commun, une fois fixé, devient le prix absolu, qui s'impose à toutes les transactions particulières, et c'est celui-là seul qui peut servir à l'évaluation précise de la richesse d'une nation. Par lui aussi une commune mesure s'est établie entre toutes les marchandises, et si l'on fait abstraction des préférences personnelles du vendeur et de l'acheteur, qui se rapportent à la valeur usuelle, si l'on ne considère que la valeur vénale, tout échange se fait entre valeurs égales.

Toute valeur vénale représentant une richesse déterminée, il faut cependant remarquer que le prix d'une denrée ne constitue un enrichissement réel, que s'il excède le prix fondamental ou prix de revient, c'est-à-dire s'il est le *bon prix* ; car s'il était inférieur, il dégénérerait en perte ; de sorte que, en un sens plus étroit, la seule richesse positive consiste dans cet excédent, *pro-*



*duit net* ou revenu, seule richesse vraiment disponible et imposable. Mais point de revenu sans « richesses antérieures », c'est-à-dire sans capital. « Un homme, écrit QUESNAY, ne peut acquérir des richesses que par les richesses qu'il a déjà. » Point de revenu non plus sans débouchés, c'est-à-dire sans la consommation des autres : « Tout est produit dans l'ordre économique, non seulement par les dépenses (c'est-à-dire par les avances formant le capital), mais *pour* les dépenses », c'est-à-dire en vue des achats que fera le consommateur. « Ce n'est pas parce qu'on sème et récolte du blé que nous mangeons du pain ; c'est parce que nous mangeons et demandons du pain qu'on sème du blé. » Gros capitaux et vastes débouchés, telles étaient en effet les deux grandes revendications inscrites au programme concret de l'Ecole ; les deux formules expriment aussi l'essence de leur théorie abstraite de la richesse.

Quant à l'origine du revenu, nous savons déjà qu'ils croient la trouver dans la nature, à l'exclusion du travail, auquel ils reconnaissent seulement le rôle de cause occasionnelle. Leur élimination systématique de tout facteur psychologique et proprement humain — non seulement dans la théorie de la circulation où elle peut se justifier — mais dans l'analyse même de la valeur, les conduit à soutenir sur la stérilité intrinsèque de l'effort productif, sur l'annulation implicite de l'élément jouissance dans la consommation, de pures extravagances. Tel ce paradoxe de MIRABEAU, que ni le maître, ni aucun de ses disciples, n'a désavoué : « L'accroissement de valeur vénale qui est dû à la classe stérile est l'effet de la dépense de l'ouvrier, et non pas celui de son travail.

Car l'homme oisif qui dépense sans travailler produit à cet égard le même effet... Il n'y a de différence entre l'ouvrier et le voleur et le mendiant que la satisfaction de l'acheteur, qui se trouve entre la cession volontaire et la rapine et l'escroquerie. Mais quant à ce qui est de calcul et de produit, c'est tout un. » Cette négation de la valeur propre du travail humain, tous les Physiocrates se croient obligés de la proclamer, pour ne pas compromettre la solidité interne de leur système ; mais ils n'ont fait ainsi, nous le verrons, qu'offrir à leurs adversaires le moyen de l'ébranler, sinon de le renverser d'un seul coup, du couronnement à la base.

## CHAPITRE VI.

### LA RÉALISATION DU PROGRAMME

De la philosophie des Economistes, seules quelques maximes morales ont immédiatement pu passer dans le langage du législateur. C'est ainsi qu'un des arguments invoqués dans le préambule de l'Edit qui autorise l'exportation des grains la justifie comme « propre à entretenir entre les différentes nations cette communauté d'échanges du superflu contre le nécessaire, si conforme à l'ordre établi par la divine Providence et aux vues d'humanité qui doivent animer tous les souverains ». Et de leur doctrine politique, ou plus exactement sociale, c'est très rarement aussi que quelques formules se retrouvent dans la phraséologie officielle de l'époque. Mais leur programme économique était au contraire susceptible d'une réalisation immédiate : voyons comment les événements ont répondu aux vœux des novateurs.

## I

LE DÉVELOPPEMENT EFFECTIF  
DE LA GRANDE AGRICULTURE.

Dès les premiers jours de leur « mission », les futurs Economistes avaient la satisfaction de voir, à l'exemple de l'Angleterre, régner en France une fièvre d'*agromanie*, qui à la vérité devait tomber très vite après avoir provoqué beaucoup de vains bavardages, mais capable cependant d'attirer l'attention générale vers les réformes profondes qu'ils proposaient. La littérature et les arts participent à ce changement favorable de l'opinion : en même temps que les *Saisons* de SAINT-LAMBERT (1768) paraît une traduction des *Economiques* de XÉNOPHON ; deux ans plus tard, DELILLE donne ses *Géorgiques*. Devançant FAVART et MARMONTEL, SEDAIN multiplie déjà les pièces villageoises ; et GREUZE attendrit les yeux et les cœurs sur les vertus et les grâces des ménages rustiques.

Aucun document officiel, bien entendu, ne formule explicitement le principe de la productivité exclusive de l'agriculture : du moins le gouvernement reconnaît-il publiquement qu'elle est « la seule source des vraies richesses du royaume », et considère-t-il les laboureurs comme une portion particulièrement précieuse de ses sujets. Le Roi se déclare « leur père et leur protecteur » ; il assiste à des expériences sur la carie des blés, et en institue

d'autres à ses frais sur l'étuvage des grains ; nous savons déjà comment le futur Louis XVI et la jeune MARIE-ANTOINETTE manifestent leurs sympathies pour les cultivateurs. On met ceux-ci à l'honneur : aux séances de la Société d'agriculture de Paris, ils s'asseyent « côte à côte avec le maréchal de France, le prince, le ministre, le magistrat » ; çà et là dans les provinces, les grands propriétaires invitent les meilleurs laboureurs à leur table. On encourage, on récompense les recherches agronomiques : grands seigneurs comme le duc de CHAROST en Picardie, en Bretagne, en Berri, ou le marquis de TURBILLY en Anjou ; en Lorraine, le roi de Pologne lui-même ; curés éclairés, intendants, Etats provinciaux, tels ceux de Bretagne ; simples journalistes et, cela va de soi, les Sociétés d'agriculture à peine fondées, créent des prix, des distinctions honorifiques, organisent des souscriptions, en faveur des agriculteurs méritants. Aussi se répand-il dans les campagnes « une émulation singulière : chacun cherche à améliorer ses possessions ».

En 1760 est établi au Contrôle-général un *Comité d'agriculture* qui, composé de cinq Conseillers d'Etat et de trois particuliers, constitue une sorte de corps consultatif, en même temps qu'un Office d'études et de renseignements ; à partir de 1763, les affaires agricoles, avec beaucoup d'autres d'ailleurs, seront détachées de l'administration des finances pour former le département spécial de BERTIN. Mais dès 1760 les intendants ont été invités à fonder dans leurs généralités des Sociétés d'agriculture : il s'en crée d'abord à Tours, à Paris, à Lyon, à Limoges, à Orléans, en Auvergne, à Rouen, à Soissons ; puis à Auch, à la Ro-

chelle, en Bourgogne, à Alençon ; enfin en Hainaut et en Provence ; et nombre d'Académies provinciales rivalisent avec elles d'ardeur pour la rénovation de l'agriculture nationale : à l'envi on discute outillage, engrais, cultures nouvelles. Mais que de chimères ou de sottises enfantent ces bonnes intentions ! Les vrais maîtres de la culture « n'ont pu voir qu'avec dédain ces docteurs en bas blancs venir, le parasol à la main, leur proposer l'abandon des usages confirmés par l'expérience ». Ces « cultivateurs de cabinet » feraient mieux de réclamer du gouvernement les réformes administratives sans lesquelles tous les perfectionnements techniques, même bien compris, resteront inapplicables ou inefficaces. Mais ils préfèrent se laisser mener par les intendants, qui n'ont d'autre but « que d'amuser le public de leur prétendu zèle pour le bien de l'Etat, afin d'apaiser les clameurs de la nation ». Quelques Sociétés, comme le Bureau du Mans, essaient bien d'émettre ce que nous appellerions des « vœux politiques », se prononcent, par exemple, contre la taille arbitraire, déclarant que « c'est au gouvernement seul qu'est réservé le remède à ces grands maux... », que tous leurs efforts seront inutiles si la bonté du Roi ne porte des regards paternels sur les causes primitives du dépérissement ». Mais, loin de les écouter, le gouvernement, que ce soit BERTIN ou LAVERDY, les rappelle à l'ordre, c'est-à-dire à la lettre de leurs statuts, qui leur interdit de s'occuper d'autre chose que d'agriculture pratique, et de toucher par conséquent à l'Administration. Le parti ne pourra donc jamais les considérer que comme des auxiliaires subalternes : beaucoup ne tardent pas, du reste, à végéter ; du moins les autres semblent de-

voir leur survie active à la hardiesse relative de leur attitude.

C'est cependant en partie grâce à elles que la noblesse française sent se réveiller son ancienne vocation agricole. MIRABEAU, prêchant d'exemple, n'a pas plus tôt hérité de nouveaux domaines en Limousin qu'il s'attache, au prix de 20.000 écus, un des plus habiles agriculteurs de l'Europe « pour le faire chef de la régénération projetée ». Vers 1762, un mouvement général de retour des propriétaires à leurs terres commence à se dessiner : « Le principal avantage consiste dans les dépenses en argent, en travaux, en vigilance, qu'ils font volontiers sur leurs biens ; au lieu qu'autrefois on les traitait comme un charretier ivre traite son cheval qui se rend parce qu'on lui a refusé l'avoine ». Dès qu'il n'est plus retenu à Versailles, le second TRUDAINE accourt à son château de Montigny. Une bonne part de la noblesse bretonne rentre dans ses manoirs. Les moyens et petits propriétaires, simples gentilshommes ou roturiers, « devenus plus actifs, se font eux-mêmes cultivateurs ». Enfin les bourgeois riches achètent des fonds ; quelques-uns sans doute ne recherchent la possession des grands domaines que « séduits par les vains hommages d'une féodalité presque éteinte, pour y élever des palais et engloutir dans leurs parcs l'héritage de vingt familles » ; mais combien aussi ont pensé opérer un placement avantageux et s'empressent de mettre en pleine valeur leurs nouvelles acquisitions ?

Pour mieux attacher les fermiers à leur exploitation, l'arrêt du 8 avril 1762 affranchit de tous les droits d'insinuation, centième et demi-centième denier, et de franc-fief, tous les baux de plus

de 9 ans ; et les bénéficiaires, c'est-à-dire les usufruitiers de biens ecclésiastiques, sont dans beaucoup de cas autorisés à conclure avec leurs fermiers, pour cause d'améliorations, des baux de 27 ans, qui échapperont, non seulement à toute taxe d'enregistrement, mais encore à la résiliation d'office en cas de mutation du titulaire.

L'Administration ne se contente plus de ratifier les divers partages de communaux qui s'effectuent spontanément ; un édit de juin 1769 les encourage ouvertement : « les pâis communs, est-il dit dans le préambule, sont devenus arides par l'inculture et une dévastation perpétuelle... ; un partage ne pourrait produire que le plus grand bien » ; sont donc étendues à toutes les divisions de communaux les exemptions d'impôts et de dîmes déjà accordées aux défrichements. Les suppressions de vaine pâture et de parcours, les autorisations de clôture, totales ou partielles, se multiplient, notamment en Béarn, en Franche-Comté, en Lorraine, en Champagne, en Roussillon, en Bourgogne ; le gouvernement expose à cet égard les principes qui l'inspirent, et ce sont ceux de l'Ecole : « En rendant aux particuliers la liberté naturelle de jouir de leurs possessions, nous encourageons l'industrie, et nous leur ouvrons de nouvelles sources de richesses » ; sauf servitude de passage pour les bestiaux se rendant sur les terrains restés ouverts, pour les charrues de labour et les chariots de moisson des domaines contigus.

La Déclaration du 3 juillet 1764 sévit contre le vagabondage et la mendicité, qui allaient jusqu'à terroriser certaines campagnes : à la première arrestation, trois ans de galères ; à la première récidive, neuf ans ; à la seconde, les galères à per-



pétuité. En 1766, on semble adopter une méthode de répression moins draconienne, et peut être plus efficace : on enjoint aux mendiants de se retirer dans le lieu de leur naissance ou de leur ancien domicile ; les villes, bourgs et communes, devront leur procurer les moyens de gagner leur vie par des ouvrages proportionnés à leur âge et à leur force ; le retour des grands seigneurs dans leurs domaines constitue souvent par lui-même un remède à ce fléau. Enfin, sans révoquer solennellement l'arrêt de 1731, le Conseil annonce son intention « de rendre aux propriétaires la liberté de cultiver leurs biens comme ils le jugeront à propos ; et, non contente de fermer les yeux sur les infractions à la législation prohibitive, l'Administration va jusqu'à protéger contre l'opposition de leurs voisins des cultivateurs qui transforment en vignes leurs terres à blé.

On s'efforce d'alléger pour le cultivateur le poids des diverses corvées royales. Les intendants **TOURNY** (le fils) à Bordeaux et **DE BLOSSAC** à Poitiers réduisent la corvée des routes à un total de douze jours, répartis en deux périodes, l'une au printemps, l'autre à l'automne. Dès 1757, **DE FONTETTE**, à Caen, autorise toutes les paroisses de sa généralité à s'en racheter à prix d'argent, et, soutenu par le Conseil, il impose ce rachat à celles qui tardent à en accepter le bénéfice. **TURGOT** agit de même en Limousin, et en 1766 un arrêt du Conseil approuve définitivement ce système, qui s'étend bientôt aux généralités de Rouen, d'Alençon, de Montauban, de Moulins. Il n'en va pas autrement pour la corvée des transports militaires, qui disparaît à son tour des généralités de Limoges, de Montauban et de Bordeaux, et

qui faillit être dès cette époque abolie dans tout le royaume. L'usage de prendre les miliciens dans les villes plutôt que dans les villages semble s'établir vers 1758, si bien qu'une des raisons données pour le maintien de l'institution est qu'elle favorise le peuplement des campagnes, en y rendant les mariages plus nombreux et plus précoces. Mais une ordonnance de 1765 spécifie que le tirage au sort doit avoir lieu aux champs aussi bien qu'à la ville : elle fait fuir les jeunes paysans ; du moins l'Ecole obtient-elle cette satisfaction, que le fils aîné ou le premier valet des gros cultivateurs sera exempté, au même titre que le fils du riche marchand, de l'artisan aisé, ou du domestique en service chez un privilégié. Du reste, les villes autorisées à fournir des volontaires se voient interdire d'enrôler des paysans ; et Turgot, en étendant malgré une ordonnance désuète ce système de remplacement aux communautés paysannes de sa province, y arrête la désertion des fils de petits cultivateurs et des jeunes journaliers, qui, en raréfiant la main-d'œuvre, ne pouvait manquer de nuire indirectement à la grande culture.

Profitant du rétablissement de la paix,<sup>(1)</sup> l'Administration cherche, non seulement à diminuer la charge des tailles, mais à donner à cet impôt une base plus sûre. A plusieurs reprises, durant la période qui nous occupe, le Conseil et la Cour des Aides insistent pour que les collecteurs opèrent une discrimination des diverses sources de revenus, des divers chefs d'imposition relatifs à chaque contribuable. Les vieilles ordonnances procla-

1) Traité de Paris (1763).

mant l'insaisissabilité du matériel de culture, même au regard du fisc, sont de temps à autre renouvelées par diverses juridictions provinciales. TURGOT assure l'immunité de la partie la plus précieuse et la plus exposée du capital agricole, en supprimant purement et simplement dès 1762 la taxe spéciale qui, d'après le tarif établi en Limousin, se percevait sur les bestiaux : « ils ne sont pas, en effet, un revenu, mais (par le labour et l'engrais) un instrument de revenu » ; c'est la pure doctrine des Physiocrates. Mais il s'agissait surtout d'introduire dans l'assiette de cette taille arbitraire une juste péréquation : c'est la réforme que, vers 1764-1767, le Contrôleur-général songe à préparer ; on cherchera à établir « une répartition exacte entre les contribuables de chaque village, pour parvenir ensuite à égaler les villages entre eux, et successivement les Elections et les Généralités ». Cela suppose la transformation d'un impôt personnel par essence en un impôt réel : comment donc estimer effectivement les revenus fonciers et agricoles, de manière à y proportionner avec rigueur l'impôt ? Par la confection d'un cadastre détaillé ? Ce n'est pas tout à fait la solution préconisée par les Physiocrates : elle leur paraît comporter des opérations d'arpentage beaucoup trop longues et trop coûteuses ; ils ne durent donc approuver qu'à demi les mesures prises en ce sens par TURGOT dans son intendance. En revanche, certaines paroisses procèdent exactement comme ils l'entendaient, c'est-à-dire par le contrôle réciproque des estimations contradictoires, le taux des fermages servant de base aux évaluations, et le revenu des métairies étant calculé par comparaison avec celui des terres affermées : c'est

le cas, en particulier, des deux villages de Cham-paissant et de Contres, dans l'Election du Mans, où, singularité piquante, la réforme fut l'œuvre personnelle d'un adversaire de l'Ecole, FORBONNAIS. Sur invitation du ministère, quelques autres essais d'application ont lieu dans les généralités de Bordeaux, de Bourges, de Tours, de Soissons. En Champagne, l'intendant ROUILLÉ (le père) use de la même méthode pour perfectionner la taille tarifée.

Les défrichements sont d'abord le fait de quelques grands seigneurs hardis et généreux, dont le plus célèbre fut TURBILLY. En 1759, après vingt ans d'efforts, la paroisse de l'Anjou où se trouvent les terres qu'il exploitait lui-même est toute transformée : elle vend du blé au lieu d'en acheter, et la population y a doublé ; dans le reste de ses domaines, sur le territoire des paroisses voisines, ses fermiers, dirigés et soutenus par lui, ont obtenu des succès analogues : mais il avait fallu tout le « zèle patriotique » du marquis pour persévérer dans une entreprise qui finalement, par la faute de l'indifférence gouvernementale, lui coûta fort cher. C'est seulement vers 1756 que l'Administration a commencé de s'émouvoir, et cinq ans encore s'écoulaient avant que, sur les instances du même TURBILLY, et après consultation des nouvelles Sociétés d'agriculture, une loi de protection générale soit enfin édictée, le 16 août 1761 : « Le Roi, étant informé qu'il se trouve, dans plusieurs provinces de son royaume les plus chargées d'impositions, des bandes de terres incultes que les propriétaires pourraient se porter à faire défricher et cultiver, s'ils n'étaient retenus par la crainte des impositions auxquelles, eux et leurs colons, pour-

raient être sujets par raison des augmentations de revenus et profits que pourraient leur procurer lesdites nouvelles cultures : d'où il résulterait qu'ils ne pourraient plus se dédommager des dépenses et avances considérables qu'il est nécessaire de faire pour mettre ces biens en valeur » [nous reconnaissons l'esprit et le langage même de l'Ecole], les défrichements seront à l'abri de toute augmentation de taille ou vingtièmes pendant 10 ans au moins. L'édit était attendu avec impatience, on en avait même parfois escompté le bienfait ; l'effet fut immédiat, au moins dans certaines généralités, comme celle du Mans. Des sociétés de traitants, des « Compagnies d'agriculture », s'organisent pour profiter des faveurs du fisc : l'une d'elles obtient la concession du marquisat de Certes (120.000 hectares à mettre en valeur) dans les Landes de Bordeaux ; une autre, celle de toutes les terres royales à défricher dans la généralité de Paris. Cependant il survient des échecs ; l'encouragement n'est peut-être pas suffisant : on réclame la suspension de la dime. Le clergé de Bretagne, plusieurs chapitres représentés dans la Société d'agriculture de Paris, s'y prêtent volontiers ; et l'ensemble des chambres diocésaines finit par accorder son consentement : le 13 août 1766 une exemption générale de dîmes est promulguée pour 15 ans ; les cessionnaires qui ne seront pas nobles seront en outre exemptés pendant 40 ans des droits de franc-fief et d'amortissement, si sur les défrichements il est établi des églises paroissiales ou des chapelles succursales ; enfin, tous les étrangers employés à ces travaux seront réputés « régnicoles », et leurs enfants aptes à leur succéder.

C'est alors, par tout le royaume, une véritable fureur de défrichage : la liberté des grains doublant l'effet des exemptions d'impôt (1), « l'amour des propriétés prend chaque jour de nouvelles forces ». Qui sait si l'ardente passion du paysan de France pour la terre ne s'est point particulièrement développée pendant ces courtes années qui marquent aussi l'heure la plus brillante de l'histoire des Physiocrates ? « Le Roi acquiert pour ainsi dire de nouvelles provinces. Les grandes routes, qui ne traversaient en bien des endroits que des déserts, sont bordées de prairies artificielles et de terres labourées à perte de vue ; des terres sont sorties de dessous les eaux des marais qu'on a desséchés ». En Bretagne, le grand défricheur ou fournisseur de défrichements est le duc de PENTHIÈVRE, en sa principauté de Lamballe. Dès 1764 il a afféagé une grande étendue de terres incultes à un maître des requêtes nommé BAUDOUIN, déjà possesseur de la baronnie de Guémadeuc, qui en cinq ans a complètement changé la face de sa concession. Dans l'ensemble de la province les déclarations accusent, de 1764 à 1769, 40.000 hectares de landes afféagées, dont la moitié sans doute ont été effectivement mis en culture. Un négociant de Calais achète des « laisses de mer » près de la ville, qu'il veut faire cultiver par des Anglais. En Limousin, « il est visible à l'œil nu que la quantité de bruyères qu'on est dans l'usage de cultiver après un repos d'un très grand nombre d'années est infiniment plus considérable ». Dans la région de Clermont (de l'Oise), la culture est à ce point « poussée, que l'on réduit les chemins de communication de

1. Voir ci-dessous, § II.

village à village en petits sentiers ». Notons que souvent les curés se sont gardés de faire connaître une loi qui pouvait diminuer leurs revenus ; nulle part non plus les seigneurs décimateurs n'ont eu intérêt à déclarer les défrichements, puisque c'eût été faire exempter leurs propres débiteurs ; enfin quantité de terres ont été défrichées qui n'étaient pas restées incultes pendant 40 ans, et qui par conséquent ne se trouvaient pas dans le cas prévu par l'Edit. Si donc il y eut des terres déclarées qui n'ont pas été réellement mises en valeur, il y eut aussi beaucoup de défrichements non enregistrés : l'Etat officiel donne, pour les seules opérations effectuées du 13 août 1766 au 14 octobre 1769, dans l'ensemble du royaume (moins les généralités du Languedoc, de Grenoble et de Montauban), environ 180.000 hectares.

La réalisation du programme administratif et fiscal de l'Ecole restait sans doute fort incomplète. Pour l'instruction générale des cultivateurs, par exemple, on n'avait rien fait ; le régime des hypothèques n'avait pas été amélioré ; la vaste étendue des communaux était à peine entamée ; les tyranniques règlements de chasse subsistaient ; la liberté de culture était loin d'être encore universellement respectée ; les charges féodales accablaient toujours la propriété foncière. Les nouveaux riches de la bourgeoisie qui achetaient des terres, au lieu de se montrer plus modérés que les anciens maîtres, souvent ne faisaient que redoubler de rigueur envers les paysans : ne disait-on point, parmi ceux-ci, « qu'il vaut mieux qu'une cité périsse qu'un gueux s'enrichisse » ? En Bretagne, des fermiers établis sur les terres d'une

vieille famille noble préféraient avancer 300.000 livres à leur seigneur pour rétablir ses affaires, plutôt que d'être vendus à des financiers. Les corvées subsistent intactes dans la majeure partie du royaume : et TURGOT lui-même ne peut faire supporter aux privilégiés la taxe de remplacement. La dîme n'est que momentanément suspendue ou réduite, et pour une petite portion de territoire. On compte les paroisses où la taille arbitraire n'exerce plus ses ravages. Les défrichements eux-mêmes ont amené bien des déboires ; ils ne devaient être entrepris que « du gré, consentement ou concession des propriétaires à l'égard des terres incultes, et des seigneurs à l'égard des terres abandonnées » ; or, souvent les habitants s'étaient précipités sur les terres vagues sans se soucier de ces réserves ; les propriétaires avaient revendiqué leur droit avec brutalité : de là des litiges interminables, qui avaient ruiné bien des malchanceux défricheurs. Les seigneurs, de leur côté, prétendant que toutes les terres à l'abandon leur appartenaient, exigent des cens élevés : TURBILLY succombera sous le poids de ces réclamations. Même lorsque les paysans, affamés de terres, ne se heurtent pas à des obstacles insurmontables, le manque de capitaux les empêche de donner suite à leurs trop ambitieux projets ou d'en tirer un profit positif.

Malgré tout, il est indéniable que les vœux de l'Ecole ont reçu, pendant ces quatorze années, de larges satisfactions. Beaucoup de friches, en effet, ont été conquises à la grande exploitation. Ainsi, dans la concession Baudouin, c'est un agriculteur distingué, membre de la Société de Bretagne, qui a été mis à la tête de l'entreprise ; on y a



amené de forts attelages de chevaux ; et point essentiel aux yeux des Physiocrates, le développement des emblavures nouvelles n'a point nui à l'entretien des anciennes, ni même empêché leur amélioration. A Quémadeuc, ce même M. BAUDOUIN « a fait venir des environs de Paris des laboureurs instruits de la grande culture, avec tous les instruments qui méritaient d'être transportés ». C'est bien ainsi que MIRABEAU lui-même avait agi en Limousin. En Provence, l'amélioration générale des cultures n'est pas moins remarquable que l'étendue des défrichements (20.000 hectares). M<sup>me</sup> DE MONTEYNARD, abbesse de Vernaison, près Romans, procède à des plantations immenses ; M. DE SAUVIGNY, près de Montbéliard, donne à toute la Franche-Comté un exemple qui commence à être suivi ; M. DE REVERSEAU, dans sa terre des environs de Chartres, trouve le moyen de perfectionner une culture déjà intensive, au point qu'il espère en peu d'années tripler son revenu.

L'usage des engrais minéraux se répand. Dans le Calaisis, « l'exemple de deux brasseurs anglais a dessillé les yeux ». A côté d'essais fantaisistes, comme celui de l'intrépide BAUDOUIN qui, cette fois moins bien inspiré, veut éprouver les vertus de l'arrosage à l'eau de mer, les sérieuses applications des méthodes de fertilisation anciennes et nouvelles ne font pas défaut : en Beauce, on a marné toutes les terres qui ne l'avaient pas été depuis longtemps ; beaucoup de propriétaires éclairés, non contents d'autoriser leurs fermiers à modifier l'assolement traditionnel, les obligent, aux termes de leur bail, à pratiquer de fréquents marnages. L'outillage se développe : un duc d'ORLÉANS contribue à l'introduction des semoirs an-

glais, que divers gentilshommes agronomes, tels M. DE CHATEAUVIEUX et M. DE LA CHALOTAIS, et DUHAMEL DU MONCEAU, travaillent à perfectionner. L'intendant de Lyon, les Etats de Bretagne, ceux du Languedoc, font procéder à des essais comparés. Tout l'appareil cultural de la Brie est importé dans la région de Saint-Brieuc. On invente une charrue spéciale pour les défrichements, et, sur instructions de BERTIN, on l'expérimente, non sans succès, en Guyenne, en Berri, en Poitou, en Touraine, en Bretagne : les Sociétés d'agriculture sont chargées d'en propager l'emploi. Beaucoup de ces nouveaux engins présentent l'inconvénient de coûter fort cher, et les avantages qu'ils offrent sont souvent discutables. Mais le brise-mottes s'introduit définitivement en Languedoc, et presque partout les antiques araux sont heureusement modifiés. Un membre du Bureau d'agriculture de Brives construit déjà une machine à battre, et le Ministère s'occupe de fournir aux provinces ravagées par des invasions de mulots des soufflets à soufre pour les détruire.

Pour aider au développement du cheptel, le gouvernement ne se borne plus à interdire l'abatage de vaches âgées de moins de dix ans : il fonde des Ecoles vétérinaires, à Lyon et à Alfort ; et par arrêt du 17 avril 1763, « en vue de multiplier les engrais dans le royaume et d'y entretenir l'abondance, » il affranchit presque de tous droits l'entrée, la sortie, la circulation des bestiaux. Aussi voit-on, dans le Gâtinais, « pays peu avantagé par la nature, le nombre des chevaux, bœufs et vaches plus que doubler ». En Bretagne, la Société d'agriculture introduit des races de chevaux du Danemark, du Holstein, d'Espagne, des races

de bœufs de l'Anjou, et LE DOSSEUR fait venir du bétail de Hollande et de Flandre. L'administration centrale réserve des soins particuliers aux ovidés : en même temps qu'à la prospérité de l'industrie drapière, elle travaille ainsi au progrès agricole. En 1762 BERTIN fait distribuer des *Considérations sur les moyens de rétablir en France les bonnes espèces de bêtes à laine* ; en 1764 Daniel TRUDAIN charge DAUBENTON de vastes expériences sur les croisements, et tandis que le marquis DE BARBANÇAIS introduit son fameux troupeau espagnol dans le Berri (1763), trois années de suite (1764-1765-1766), les Etats du Languedoc votent des fonds pour l'achat de béliers russes, anglais et flamands.

Les prairies artificielles, dont dépendait l'avenir de l'élevage intensif, commencent à se répandre dans le Berri, dans le Nivernais, où leur introduction en grand fut peut-être l'œuvre du propre fils de QUESNAY ; en Bretagne, où le président de MONTLUC, le marquis DE PONTUAL et le procureur général LA CHALOTAIS, un demi-adepte de l'Ecole, se partagent le même honneur ; en Franche-Comté, dans la région de Baume-les-Dames. A mesure que les cultures fourragères s'étendent à travers le royaume, elle y modifient la routine de l'assolement, déterminent le renvoi à la troisième année, et même à la quatrième, de la sole de repos, restreignant d'autant les jachères : les Etats du Languedoc préconisent même la culture perpétuelle à l'image du pays de Caux. Les nouveaux modes de rotation, à leur tour, facilitent l'intercalation de cultures variées, qui deviennent autant d'annexes profitables de la culture des céréales : le lin par exemple en Bretagne, le chanvre en Berri.

La culture du mûrier gagne l'Angoumois, grâce à LA ROCHEFOUCAULD, et la Basse-Normandie grâce à d'HARCOURT ; celle de la pomme de terre triomphe en Limousin grâce à TURGOT ; et grâce à BERTIN, celle de la garance se rétablit dans le Midi. Avec cela, résultat capital pour les Physiocrates, le rendement général des blés marque une augmentation.

Pour que ce relèvement de l'agriculture fût durable, il fallait, suivant l'Ecole, que se fortifiât la classe des riches fermiers, que s'accrût le nombre des grandes exploitations. En Beauce et en Brie, dès le xviii<sup>e</sup> siècle, « l'absorption des plaines par la grande culture avait balayé des centaines de chaumières et effacé des dizaines de hameaux » ; et la même évolution s'était dessinée dans le reste de l'Ile-de-France ; aussi, sous l'influence de la culture flamande, en Picardie. Si, dans la première moitié du xviii<sup>e</sup> siècle, ce mouvement s'était ralenti, et peut-être même parfois avait fait place à une régression, dans la période qui nous intéresse il reprend de plus belle. Partout les « réunions » de fermes se multiplient ; « six petites fermes devaient nourrir six familles : réunies en un seul corps, on n'en nourrirait qu'une, à la vérité un peu plus forte ». En Soissonnais, « les forts et riches fermiers, qui ont 5, 6 et 7 charrues, ont persuadé aux propriétaires devenus malaisés de leur louer leurs fermes de 2 et 3 charrues, même d'en détruire les bâtiments, dont ils n'avaient pas besoin : ils ont augmenté leur redevance ». — « Il y a eu des réunions faites, et il s'en fait tous les jours, » écrit FORBONNAIS en 1767. Les facilités accordées aux défrichements permettent aux gros fermiers d'arrondir leurs exploi-

tations. Désormais, « dans les plaines et à portée des débouchés » dominant les grandes fermes — trop grandes même parfois aux yeux de nos auteurs, quand elles arrivent à englober plusieurs paroisses. En revanche, même dans les provinces où les réunions sont rares, mais où les exploitations sont déjà de taille suffisante, les ressources des cultivateurs grandissent, et c'est assez pour remplir les conditions d'une riche culture, telle que l'envisageait l'Ecole : ne voit-on pas, dans le Limousin, le Toulousain, l'Artois, le Laonnais, les moyens propriétaires-cultivateurs disposer d'une assez large aisance pour acquérir les terres mises en vente par les nobles ? Et dès 1760, dans la généralité de Paris, ne s'était-il pas formé des Compagnies pour fournir bestiaux, engrais et autres accommodements utiles, aux propriétaires du pays qui voudraient traiter avec elles par baux ou autres conventions ?

Nul doute, par conséquent, que de 1756 à 1770 la « grande agriculture » ne se soit étendue et fortifiée, au moins dans de vastes régions du royaume, sur les terres particulièrement consacrées aux céréales. Mais cette réalisation, même partielle, du programme agricole des Physiocrates ne se serait point produite si, dans la même période précisément, leur programme commercial n'avait été, lui aussi, au moins dans une certaine mesure, réalisé.

## II

LE RELÈVEMENT EFFECTIF DU PRIX  
DES PRODUCTIONS AGRICOLES.

Un des premiers facteurs sur lesquels les Physiocrates avaient compté pour assurer aux denrées agricoles un débit favorable était le progrès de l'aisance populaire. Or, de 1750 à 1770, c'est un fait que l'industrie du royaume a grandi, et il semble bien qu'une bonne part des bénéfices réalisés dans les entreprises de manufactures soit allée à la masse des artisans et ouvriers. La paix aussi, qui a régné dans la dernière partie de cette période, a dû favoriser le bien-être de la population. Les tentatives mêmes accomplies pour restreindre l'arbitraire de l'impôt ont sans doute contribué à un certain accroissement de la consommation : pour le sel, de 1756 à 1762 seulement, malgré la guerre, celle-ci s'est accrue de 4 1/2 %. — Si les financiers ne renoncent guère à leur « luxe de décoration », et si les grands industriels et commerçants ne sont que trop portés à les imiter, le « bon luxe de subsistance » (1) a pu profiter du retour périodique ou permanent d'un certain nombre de propriétaires sur leurs terres. Et surtout le progrès de l'industrie campagnarde, encouragé par le gouvernement, amène l'essor de manufactures particulièrement intéressantes aux yeux de l'Ecole, puisqu'elles emploient des matières premières indigènes, comme la laine et le chanvre, et

1. Voir ci-dessus, pp. 135-136.

qu'elles fabriquent pour la grosse consommation nationale.

Trois des principales productions agricoles du royaume bénéficient d'une franchise de circulation nouvelle : en 1758, sur la proposition de GOURNAY, ce sont les laines ; en 1763, nous l'avons vu (1), ce sont les bestiaux ; et la même année, les grains. « Défense à tous les sujets qui jouissent de droits de péage, passage, pontonnage et travers, à titre de propriété, engagement ou à quelque autre titre que ce soit, d'exiger aucuns desdits droits sur les grains, farines et légumes qui circuleront dans le royaume. » Mais, en enregistrant cette fameuse Déclaration du 25 mai 1763, le Parlement avait mis cette condition que les propriétaires des droits abolis seraient indemnisés ; or, pour le rachat, point de fonds prévus. Pouvait-on compter sur des renonciations volontaires ? Il ne semble pas que beaucoup de seigneurs aient entendu l'appel que BAUDEAU adressait à leur générosité. La Déclaration maintient d'ailleurs les droits de marché : la vente étant désormais libre en principe, les bénéficiaires de ces droits se crurent autorisés à les percevoir sur toutes les transactions hors marché dont ils eurent connaissance ; et on ne parviendra pas, même en 1767, à supprimer effectivement, en les remboursant, les charges de mesureurs de grains. Les octrois ont été maintenus provisoirement ; mais c'est un provisoire qui doit durer, et nombre de droits de péage se seront, à point nommé, transformés en droits d'octroi.

Quant aux facilités matérielles de transport,

1. P. 234.

si TRUDAINE fonde en 1767 l'Ecole des Ponts et Chaussées, et si le magnifique réseau des routes royales va se complétant, « les chemins de l'intérieur restent difficiles et négligés; ceux de traverse surtout sont impraticables dans une infinité d'endroits, et pendant plusieurs mois de l'année; les grains, faute de débit, se concentrent dans une très petite étendue; la culture semble y être condamnée à ne jamais acquérir l'accroissement dont elle serait susceptible ». En Limousin, l'organisation des Ateliers de charité « du sein de la calamité fait sortir les chemins vicinaux, qui ont répandu partout la prospérité et la vie »; mais l'institution ne s'étend que lentement dans les autres provinces. Pour les transports par eau, pas plus de progrès; la plupart des canaux et rivières de l'intérieur sont « hors d'état de navigation: point d'entretien, point de police; souvent même on détourne le cours des rivières ».

Sous l'Ancien Régime, franchise n'impliquait pas nécessairement liberté, et l'administration centrale pouvait donner l'une sans que les autorités locales, magistrats et police, daignassent accorder l'autre. La Déclaration a donc spécifié qu'il était permis à tous les sujets « de transporter librement d'une province dans une autre toutes espèces de grains et denrées, sans être obligés de faire aucune déclaration, ni prendre aucun congé »; elle a fait « très expresses interdictions et défenses à tous les officiers du Roi et à ceux des seigneurs d'exiger aucunes formalités, sous quelque prétexte que ce puisse être ». N'est-ce pas ce que réclamait l'Ecole? Et dans quelle intention? Précisément « d'encourager les cultivateurs » en « augmentant le prix du blé », de manière qu'ils puis-



sent « tirer leurs frais ». Et lorsqu'à l'avilissement aura succédé la cherté, le gouvernement entendra maintenir cette liberté salubre, afin que, « par les seules opérations du commerce libre, il se fasse des versements des provinces les plus abondantes dans celles qui ont éprouvé des malheurs dans leurs récoltes.

Mais la Déclaration de 1763 avait cru devoir respecter les règlements spéciaux concernant l'approvisionnement de Paris : or « ils rendaient le commerce libre et immune absolument impossible sur le fleuve Seine et sur tous les affluents qu'il reçoit au-dessus de Paris ». Et surtout, en dépit des plus solennelles formules, la législation nouvelle n'a pas été strictement appliquée « dans plusieurs provinces, à cause des craintes qui se sont élevées dans l'esprit d'une grande partie des sujets, et particulièrement de ceux qui étaient chargés de son exécution ! » Les commerçants les plus honnêtes, et qui se croyaient couverts par l'autorité royale, ont été « exposés tout à la fois à des violences de la part du peuple et à des poursuites rigoureuses en justice réglée ». Il avait fallu « décerner des peines contre ceux qui refusaient de se soumettre à la loi ; même contre les juges qui ne seraient pas attentifs à la faire exécuter ». La multiplication des arrêts rendus par le Conseil en 1770 pour annuler les mesures prohibitives prises par les Cours provinciales prouve que si l'autorité centrale paraît rester ferme dans ses principes, elle est bien impuissante à les faire observer. Par une sorte de dérision, c'est l'arrêt de réaction du 23 décembre 1770 qui, confirmant théoriquement la liberté de circulation, prétendra menacer les violateurs de « poursuites extraordi-

naires comme perturbateurs du repos public ! »

Franchise et liberté de circulation impliquaient-elles au moins liberté d'entreposer, et libre concurrence de tous ceux qui se mêleraient désormais de ce trafic ? Il fallait encore le spécifier, et c'est ce que fait la Déclaration : « Permettons à tous nos sujets, de quelque qualité et condition qu'ils soient, même les nobles et privilégiés, de faire, ainsi que bon leur semblera, dans l'intérieur du royaume, le commerce des grains, d'en vendre et d'en acheter, même d'en faire des magasins, sans que pour raison de ce commerce ils puissent être inquiétés, ni astreints à aucunes formalités ». Et jusqu'en décembre 1770 l'administration centrale maintiendra, aussi résolument qu'elle le pourra, contre les oppositions locales cette liberté proprement commerciale, non moins essentielle que la liberté administrative des transports. Mais deux ans ne se sont pas écoulés que LAVERDY, impatient de désarmer les adversaires du nouveau régime et de se rassurer lui-même, renouvelle le traité passé par BERTIN avec le négociant MALISSET pour l'entretien d'approvisionnements de réserve aux portes de la capitale : l'entrepôt public peut même augmenter ses stocks, et, en octobre 1767, il suffira d'une hausse pourtant peu effrayante des cours, pour que le ministère fasse précipitamment jeter sur le marché la masse des blés entreposés. Bientôt c'est MALISSET qui fournit le quart de la consommation de Paris et des environs ; comme il peut vendre à perte, par la force des choses il élimine la concurrence, et le voilà investi d'une sorte de monopole qui lui permet de faire la loi aux cultivateurs, et qui s'étend de la Champagne à la Normandie, de la Picardie à

la Beauce : le gouvernement lui-même, de sa propre autorité et à ses dépens, fausse le jeu normal de la législation libérale qu'il a prétendu instaurer. Et TRUDAIN DE MONTIGNY, enfin placé à la tête de l'administration des subsistances, ne mettra pas moins de deux ans (novembre 1767-octobre 1769) pour liquider, sauf une provision minime, ces entrepôts d'Etat et résilier définitivement ce déplorable traité.

Les *règlements* de marché eux-mêmes n'avaient pas été explicitement abolis, et pour empêcher la survivance de la vieille police des grains, cette police citadine si directement contraire aux intérêts des campagnes, le Conseil doit dépenser le peu qu'il a de véritable énergie. Il lui faut, par exemple, rabattre la prétention du Parlement de Dijon d'interdire toute sortie des grains de cette ville : ce qui serait « établir une distinction odieuse entre les sujets de Sa Majesté ; les campagnes, après avoir permis de concentrer leurs denrées dans les villes avec l'espoir d'y participer, s'en verraient entièrement privées par la rupture de toute communication et de toute réciprocité ». Il avait fallu les dispositions exceptionnellement favorables d'un intendant tel que MAYNON D'INVAU, ou du Parlement du Dauphiné, pour introduire en Picardie ou dans la région de Grenoble la liberté de la boucherie, c'est-à-dire empêcher que des bouchers officiels, chargés à titre exclusif de l'approvisionnement des villes, ne fassent cruellement sentir aux cultivateurs le contre-coup du trop bas prix de la viande imposé par les officiers municipaux.

En somme, faute d'avoir effectivement joui de la pleine liberté qui lui avait été promise, faute

aussi de capitaux et d'organisation, le commerce intérieur des blés ne s'est que trop médiocrement monté ; « très peu de négociants s'y livrent ; ils n'ont point de magasins préparés, point de greniers construits avec intelligence, encore moins d'étuves pour la conservation des grains ». L'incertitude de la législation réellement en vigueur et l'hostilité populaire avaient suffi à intimider ou à décourager les plus entreprenants. L'Ecole avait dans une large mesure inspiré et comme dicté le texte des lois : mais, vu l'application qui en avait été faite, les résultats pouvaient-ils entièrement répondre à ses espoirs ?

Quelles satisfactions avait-elle obtenues en ce qui touche le commerce extérieur ? En 1758 la sortie des laines avait été permise sans aucune restriction ; et l'arrêt du 17 avril 1763 avait autorisé celle du bétail, en ne la frappant que d'un droit de contrôle insignifiant ; mais la principale affaire était l'exportation des grains. BERTIN n'ouvre d'abord la porte qu'aux farines (mars-novembre 1763) ; en janvier 1764, il laisse sortir les menus grains, qui, comme MIRABEAU plus tard l'avouera, couvrit celle de bien des blés ; et le ministre, peut-être même son principal conseiller TRUDAINE DE MONTIGNY, s'en seraient volontiers tenus là : le froment désormais ne pouvait-il régulièrement franchir les frontières, à la seule condition d'être moulu ? « Le royaume y gagnerait la main-d'œuvre et les frais de mouture. » Mais l'Ecole ne comptait pour rien une telle économie, et elle déclarait que le nombre des moulins était insuffisant pour assurer le débouché immédiat que l'agriculture réclamait. Les circonstances aidant, ce fut elle qui l'emporta : l'Edit de juil-

let 1764 stipule la libre sortie de *tous* les grains ; « il s'agit d'éviter qu'ils ne soient à un prix qui décourage les cultivateurs », de donner satisfaction, d'accorder pour ainsi dire réparation, aux propriétaires et aux fermiers, et cela, par une « loi solennelle et perpétuelle » ; c'est l'heure triomphale de la campagne physiocratique : « les prix vont enfin se mettre au niveau de ceux de toute l'Europe ! » — Cependant des restrictions étaient prévues. L'obstacle opposé par les règlements concernant l'approvisionnement de Paris n'est pas levé, le nombre des ports de sortie est limité ; l'exportation n'est autorisée que par vaisseaux français ; et celle-ci enfin sera d'office suspendue lorsque le blé atteindra 19 francs l'hectolitre (25 francs le quintal). Or, par le jeu plus ou moins régulier de cette dernière clause, dès la fin de 1766, Rouen, le Havre, Nantes, Narbonne, Montpellier, Marseille seront fermés ; et le gouvernement se refusera à envisager la réouverture de ces six ports.

A quel chiffre pouvait s'élever la quantité de blé effectivement exportée pendant ces courtes années de liberté relative ? Si l'on tient compte des exportations de farines et de soi-disant menus grains qui ont précédé la promulgation de l'Edit, des expéditions par voie de terre et par le port franc de Marseille, on peut l'estimer, d'après des témoignages divers, à 4 millions d'hectolitres au moins, dirigés principalement sur la Hollande, l'Italie, le Portugal (où l'importation anglaise faiblissait), et représentant une valeur approximative de 50 millions de livres. Ce n'était certes pas une somme suffisante pour relever l'agriculture du royaume ; mais le grand profit que les Physio-

crates avaient escompté, c'était la hausse générale que devait produire sur le marché intérieur cette ouverture d'une libre communication avec les marchés étrangers.

L'égalisation des cours entre les provinces, et par suite entre les années, que l'Ecole attendait, et qu'elle considérait comme devant déjà apporter un bénéfice important au cultivateur, n'eut guère le temps de s'établir ; mais, si l'on compare quand même le prix moyen de 1768 avec celui de 1763, on constate une augmentation d'environ  $\frac{3}{5}$ . Il est vrai que la succession extraordinaire d'une récolte mauvaise en 1766, d'une plus mauvaise encore en 1767, et d'une médiocre en 1768, a provoqué une hausse qui dépassait les prévisions et les vœux mêmes des Economistes, et qui d'ailleurs, par son excès même, contribuera à provoquer la chute de leur système. Mais, avant cette série de récoltes déficitaires, s'était marqué un relèvement très appréciable de près de deux livres par hectolitre, qui ne pouvait être que le résultat de la nouvelle législation, et dont l'agriculture avait recueilli le profit. C'est grâce à la liberté — notamment à celle d'exporter — que les friches sont diminuées ; « et l'amélioration a été plus considérable encore sur les terres déjà cultivées ». C'est grâce à elle que, dans le Calaisis, « la culture se ranime : on laboure mieux et jusqu'à l'extrémité des terres ». En Gâtinais, « la nature change de face. Les hommes deviennent tout à coup plus laborieux ; les animaux plus vigoureux leur obéissent, et la terre plus fertile fait disparaître les crimes avec la suprême misère. On défriche, et on se marie davantage, la population augmente avec la culture ». A ces témoignages de rédacteurs ou

de correspondants des *Ephémérides* se joignent, pour les confirmer, ceux des disciples de GOURNAY. « L'amélioration qu'a reçue la culture, assure MORELLET, est due presque uniquement à la liberté de l'exportation. » « En Limousin, écrira TURGOT en 1772, beaucoup de fermiers se sont rétablis... Je vais constater pour un petit canton la différence de l'état actuel à celui de 1764 ; il est bon qu'il reste des preuves du changement qu'a produit l'exportation ». En Provence, au dire du Parlement d'Aix, « une culture plus étendue et plus animée a donné presque autant de blé dans une année stérile qu'on en recueillait autrefois d'une récolte ordinaire ». Mêmes constatations enthousiastes des Parlements de Toulouse et de Grenoble. Les adversaires même de la liberté — les plus hautes autorités de la bourgeoisie et de la magistrature parisiennes — sont forcés d'en convenir : du fait de la hausse des cours qui s'en est suivie, au bout de deux années à peine, « l'agriculture a paru recevoir des améliorations, et des champs non cultivés depuis des siècles ont été ouverts par nos charrues ». Et un écrivain indépendant (sans doute FORBONNAIS) avoue que, « dans les provinces qu'il connaît, on a semé un quart de blé en plus, en sus des années antérieures à l'exportation ». Lorsque, en 1771-1772, TERRAY consultera les intendants, combien fourniront encore des témoignages favorables ! Par exemple ceux d'Orléans, de Bretagne, d'Auch, de Béarn, de Roussillon : au dire de ce dernier, « le succès a passé l'espérance ». Et notons bien que, dans les mêmes années, le prix des bestiaux s'est aussi relevé, et que « le nombre en a presque triplé partout dans les provinces frontières et dans

celles dont les pâturages forment le principal revenu ».

### III

#### LA HAUSSE DU REVENU FONCIER.

Meilleur rendement des terres, et meilleure vente des denrées : comment les Economistes se seraient-ils trouvés déçus dans leur attente de voir monter les revenus fonciers ? Une sensible hausse se marque en effet pendant la période d'activité de leur parti. « Les propriétaires, peut écrire DUPONT en 1770, ont renouvelé leurs baux ; dans plusieurs endroits leurs revenus ont doublé ; dans la plupart des autres, ils ont augmenté d'un tiers ». Les témoignages des intendants en général confirment cette assertion, et les études statistiques récentes l'ont corroborée. « Par un phénomène des plus remarquables dans l'histoire de la propriété rurale », l'hectare de terre labourable, qui n'avait donné en moyenne qu'un revenu de 13 fr. 75 pendant la période 1726-1750, en donne un de 18 francs pendant la période de 1751-1775, soit une augmentation d'un tiers (1). Sans doute, en raison de la baisse progressive de la valeur de l'argent, une telle hausse était en partie nominale. Pourtant — que ce fût, ou non, le résultat des quelques mesures inspirées des maximes de l'Ecole en vue d'assurer à l'industrie une plus grande immunité (diminution du vingtième particulier

1. D'après D'AVENEL.



auquel elle était soumise) ; une plus grande liberté (réduction à 15 ans de la durée des privilèges industriels, et atteintes diverses au monopole des corporations) ; enfin une organisation du travail plus productive (diminution du nombre des jours chômés, utilisation de la main-d'œuvre rurale, transformation des méthodes de production par les perfectionnements techniques et la centralisation des ateliers) — tandis que de 1750 à 1789 le prix des biens-fonds aura doublé, celui des articles manufacturés ne se sera élevé que de 40 à 50 %. Dès 1770 donc, la hausse du revenu foncier était réelle ; le problème initial que les Physiocrates s'étaient posé : Comment rétablir les finances du royaume ? pouvait leur paraître, par l'application de leurs principes, en bonne voie de solution. Déjà DUPONT note joyeusement que « dans plusieurs provinces, en Franche-Comté, en Languedoc, en Dauphiné, dans la généralité de Montauban, et dans bien d'autres, les receveurs des deniers publics, qui se faisaient un gros et triste revenu par les garnisons et les contraintes, n'avaient pu trouver à les employer comme à leur ordinaire, parce que les collecteurs ont apporté leur argent au terme préfix ». « Les cultivateurs, déclare de même l'intendant de Bordeaux en 1771, tirent de l'augmentation des grains un profit réel, qui tourne à l'avantage même de Sa Majesté par la facilité qui en résulte pour le paiement des impôts ». « L'exportation seule, affirment les Etats de Languedoc, a mis la province en état de supporter ses charges ». La rénovation agricole du royaume, telle que la préconisait l'Ecole, assurera donc aussi, comme elle l'avait prévu, sa restauration financière.

Il nous reste toutefois à examiner si des causes plus ou moins étrangères au progrès de la culture et du commerce agricole — telles que l'accroissement de la population — n'ont pas aussi contribué à cette augmentation du revenu territorial ; et surtout si cette hausse, avantageuse sans doute aux cultivateurs ou aux propriétaires, n'a pas été funeste aux autres classes de la société, et si, en fin de compte, le Roi et la nation y ont gagné. Le souci d'éclaircir ces différents points nous conduit à exposer très brièvement quelles attaques furent dirigées contre les principes et la politique de nos auteurs, quels arguments firent valoir leurs adversaires, et comment ils y répondirent.

## CHAPITRE VII

### L'ATTAQUE ET LA DÉFENSE DU SYSTÈME

#### I. — LES OBJECTIONS DU POPULATIONNISME.

Au moment où se fondait le système des Physiocrates, une doctrine d'origine anglaise très répandue en France était le populationnisme ; l'opinion publique l'avait accueillie avec d'autant plus de faveur que le royaume s'était réellement dépeuplé pendant les dernières années du <sup>xvii</sup><sup>e</sup> siècle et les premières du <sup>xviii</sup><sup>e</sup>, et que l'on croyait les progrès du mal à peine enrayés. On pose donc en principe que la puissance d'un Etat — il s'agit de sa force, notamment de sa force militaire, autant que de sa richesse — dépend du nombre de ses habitants. S'il en est ainsi, l'agriculture, certes, sera l'une des bases les plus solides de cette puissance, mais à la condition que l'on multiplie les petites exploitations et que l'on favorise les cultures qui, fournissant directement la plus grande somme de subsistances, exigent en même temps le plus de main-d'œuvre ; enfin que l'on empêche l'exportation des denrées alimentaires et que l'on encourage, au contraire, celle des produits manufacturés : autant de propositions fortement liées

qui s'opposent, point par point, au système des Economistes.

Suivant ceux-ci, nous l'avons déjà indiqué (1), ce qui fait la grandeur d'un Etat, ce n'est pas tant le chiffre de la population que celui de ses revenus : l'Angleterre, avec 11 millions d'habitants, n'était-elle point capable de battre la France, qui en comptait plus de 16, mais dont les revenus étaient à peine égaux à ceux de son adversaire ? Un grand peuple très pauvre serait en même temps un peuple très faible : témoin la Chine ; car « la partie militaire d'une nation ne peut subsister que par la partie contribuable » ; et « pour ne point manquer de bons soldats et de bons matelots, il suffit de les bien payer ». Les armées étaient en effet, à cette époque, presque entièrement composées de soldats de métier, et comprenaient même des mercenaires étrangers. Les Economistes ne prévoient pas le développement des armées nationales. Le service militaire obligatoire — tel qu'il existait déjà en France pour la marine — leur apparaissait comme une violation de la liberté personnelle, funeste à la nation toute entière ; en revanche ils se rendaient bien compte du rôle grandissant que le matériel, l'argent par conséquent, les capitaux, allaient jouer dans les entreprises de guerre.

Non pas que l'accroissement de la population les laissât indifférents : car les hommes contribuent à enrichir l'Etat de deux manières, comme producteurs et comme consommateurs. Mais ils ne seront des producteurs utiles que s'ils produisent

1. V. p. 75.

plus qu'ils ne consomment, c'est-à-dire si leur travail s'accomplit avec l'aide des capitaux nécessaires; et leur consommation, de même, ne sera avantageuse que s'ils payent les denrées dont ils vivent un bon prix, c'est-à-dire égal à celui auquel les paieraient des acheteurs étrangers : autrement, une forte population nationale, loin d'être une ressource, devient une charge. Mais commencez par faire grandir les revenus de la terre : les hommes, appelés en quelque sorte à la vie par l'abondance des salaires, se multiplieront d'eux-mêmes à proportion ; voilà le véritable populationnisme, indirect, mais bien entendu. Direz-vous que la grande culture dépeuplera les campagnes ? Il se peut ; « si vous jetez les yeux sur la carte, la Beauce paraît déserte en comparaison du Perche. Mais le revenu des terres de la Beauce surpasse de beaucoup celui des terres du Perche » ; et celle-là nourrit une nombreuse population urbaine, que l'autre pays serait bien incapable d'entretenir. Ce surcroît de population industrielle qui naîtra de l'amélioration de la culture, pour s'être en partie recruté par la désertion des champs, ne sera point par là perdu pour le royaume : même, pour le renforcement des armées en cas de guerre, ces artisans des villes seront beaucoup plus facilement *disponibles* — nous dirions aujourd'hui *mobilisables* — que des petits cultivateurs, dont le départ entraînerait aussitôt la ruine de la culture. Les Physiocrates restent donc fermes dans leurs principes : que toute culture soit protégée sans autre considération que celle du produit net qu'elle donne ; que le gouvernement cesse de redouter aveuglément l'exportation des denrées alimentaires ; enfin que l'on n'hésite pas

à employer tous les moyens d'épargner les frais du travail : qu'un faux populationnisme ne fasse pas interdire les métiers à tricot à cause des tricoteuses, ni renoncer à construire des canaux à cause des voituriers !

## II. — LE VÉRITABLE INTÉRÊT DE LA PROPRIÉTÉ FONCIÈRE ET LE PROGRAMME AGRICOLE.

On faisait des objections au système des Physiocrates au nom même de cette agriculture et de cette propriété foncière dont ils se proclamaient les champions. Par exemple, on leur reproche de ne prévoir aucune mesure administrative pour combattre l'exode rural, et aussi de préconiser un développement de l'instruction campagnarde qui ne saurait que l'aggraver. Mais nos auteurs ont beau jeu pour rappeler que c'est la misère qui dépeuple les campagnes ; que le retour de la richesse suffira pour les repeupler, autant qu'il convient, en fermiers et en journaliers ; et qu'une éducation appropriée des diverses classes agricoles est nécessaire à ce rétablissement. — On objecte aussi qu'une absolue liberté d'exploitation accordée aux propriétaires peut amener, en montagne des déboisements funestes, et un peu partout des défrichements inconsidérés ; de même que, dans certaines régions, la nature des lieux impose le maintien de la vaine pâture et du régime des communaux. Les Physiocrates n'en sont pas moins fondés à soutenir qu'en général c'est au développement des cultures fourragères — lesquelles impliquent l'auto-

risation d'enclorre — que sont liés le progrès de l'élevage intensif et l'accroissement du cheptel national.

On prend la défense du métayage, que les Economistes condamnaient, et qui dans certains cas pouvait procurer un bon revenu : mais ils n'avaient visé que le métayage pauvre, qui était de beaucoup le plus répandu; et lorsque, par exception, cette forme d'exploitation donnait des résultats intéressants, c'était parce que le propriétaire lui-même, loin de se désintéresser de sa terre, fournissait en abondance à son « domestique » les capitaux dont celui-ci était plus ou moins dépourvu. — On signale les inconvénients des grandes fermes : le nombre des gros fermiers risque de se trouver à tel point réduit dans un canton, qu'ils seront en état de faire la loi aux propriétaires et de disposer de la terre comme s'ils en étaient les véritables maîtres. Les Physiocrates ne redoutent guère cette éventualité — qui serait grave, puisqu'elle atteindrait à sa source, désormais unique, le revenu du fisc — pourvu que les propriétaires se gardent de conclure des baux de trop longue durée, et que l'Administration réprime les abus de la tacite reconduction, tels qu'ils se produisaient, par exemple, en Picardie. Ne craignons pas que les fermiers deviennent trop riches : ce sont là « maximes pernicieuses, barbares, iniques, infernales, auxquelles seuls applaudiront le bourgeois glorieux, les valets impérieux du seigneur, le financier et ses satellites avides ». Ni qu'ils placent leur légitime fortune ailleurs que dans leur propre culture : « Qu'on me montre s'il se peut, s'écrie MIRABEAU, la liste des intéressés dans les fonds publics de l'Europe, des

actionnaires de toutes les Compagnies, des porteurs de billets de toutes les sangsues ; et qu'on m'y montre le nom d'un gros fermier !»

Les fermes modestes, cependant n'étaient-elles pas plus productives, quand il s'agissait de petit élevage comme celui des volailles, ou de cultures industrielles comme celle du lin ou du chanvre ? Les Physiocrates finissent par l'admettre ; ils avaient principalement envisagé la culture des céréales dans les grandes plaines fertiles : c'était là que leurs principes devaient produire leur plein effet ; leur seul tort était d'avoir paru vouloir les appliquer à toute l'étendue du royaume. Au reste, ils distinguaient avec soin entre les grosses exploitations de 150 à 200 hectares, telles qu'on en voyait dans l'Ile-de-France, et les immenses propriétés de 5.000 à 10.000, comme il y en avait en Limousin et en Bretagne, et qui constituaient précisément le domaine d'élection du pauvre métayage.

Quant à la très petite « culture à bras », qui s'exerçait parfois sur de simples lopins, et qui, à force de travail et de soins, parvenait à donner non seulement un énorme produit brut, mais un très appréciable revenu, ils ne lui refusaient pas sa part. C'est celle qui convient, par exemple, au jardinage maraîcher ou fruitier, ou à la viticulture : « Elle est fort chère, il est vrai ; mais quand elle est à sa place, elle est la plus opulente ; en général, le produit net d'un arpent de vigne est au moins le double de celui du meilleur arpent de terre cultivée en grains. » Cette menue exploitation, presque toute manuelle, offre en outre l'avantage de fournir à la grande les auxiliaires indispensables : « Supprimez les vigneron, vos



moissons seront encore sur pied à la fin d'octobre ». Aussi, qu'il y ait des cas où des divisions de terres en faveur de cette petite culture paysanne procurent de grands avantages directs ou indirects, l'Ecole ne pourra pas le nier : mais ce qu'elle n'admettra jamais, c'est cette fureur de morcellement « jusqu'à l'infini, qui sévissait dans les pays les moins propices à l'industrielle « manuculture », uniquement par « jalousie de posséder une particule du bien de la famille ».

*Le véritable intérêt de la propriété foncière et le programme commercial.* — Quel profit réel les propriétaires recueilleront-ils de la hausse des grains ? « Le moindre surcroît dans la valeur des denrées sert de prétexte aux domestiques, aux fournisseurs, aux ouvriers, surtout aux marchands des villes, pour augmenter celle de leurs marchandises, de leurs fournitures, de leurs salaires, dont le prix rabaisse lentement et rarement ensuite... Tout devenant plus cher, le propriétaire, qui a cru son revenu augmenté, s'apercevra enfin qu'il est obligé de dépenser bien au-delà du profit que de faux calculs lui avaient fait entrevoir. » — Non, répondent les Physiocrates, le bénéfice sera positif, dès que les baux de fermage arriveront à leur renouvellement; car alors agira la libre et universelle concurrence, particulièrement sévère lorsqu'elle s'exerce entre les manouvriers : ne voit-on pas que « la main-d'œuvre est à meilleur marché aux lieux où les denrées sont chères, et où elle est mise au rabais précisément par cette concurrence, que dans les cantons en non-valeur, où personne ne travaille, ni ne fait travailler, faute de revenus » ? En supposant même qu'il finisse par se produire

une hausse générale du prix de la vie proportionnelle à celle des grains, tant que le niveau ne sera pas établi, les cultivateurs d'abord, les propriétaires ensuite, recueilleront un bénéfice, temporaire sans doute, mais appréciable. Encore n'est-il pas dit que la hausse corrélative et tardive des salaires sera définitive, comme doit l'être la hausse immédiate des grains : « Le bien-être et l'abondance des travaux offerts encouragent la population ; la fécondité du sol appelle les étrangers, multiplie les hommes ; et la multiplication des hommes fait à son tour baisser les salaires, tandis que leur nombre soutient la valeur vénale et la consommation ». D'ailleurs est-ce que la concurrence étrangère n'interviendra pas pour maintenir les produits manufacturés à leur ancien taux, leur taux normal ? Quant aux producteurs de denrées agricoles autres que les grains, ou bien ils bénéficieront de cette sorte de péréquation qui s'établit naturellement entre les divers articles de l'alimentation ; ou bien il se produira dans la répartition, entre terres à blé et terres à vigne par exemple, tel changement qui rétablira l'équilibre. En fait, nous savons (1) que la liberté des grains — à laquelle était jointe du reste celle du commerce des bestiaux et de la plupart des productions du sol — a déterminé une hausse sensible du revenu foncier.

*Le véritable avantage de la propriété foncière et le programme fiscal.* — Le programme fiscal des Economistes soulevait, du point de vue même des propriétaires, certaines difficultés d'appli-

1. Voir ci-dessus, p. 248.

cation. Le montant des baux, même soigneusement vérifié, ne donnera pas, objectait-on, le véritable revenu net, parce que celui-ci varie avec l'importance des réparations et des charges. Cependant était-il si malaisé de procéder aux déductions légitimes, ainsi que cela se pratiquait déjà pour les vingtièmes ? Un système de taxation fixe et permanente, tel qu'il existait en Angleterre, serait évidemment beaucoup plus simple ; mais, étant donné les conditions actuelles de la culture dans le royaume, il serait trop désavantageux au Trésor public. — Mais, dans les deux-tiers du royaume, on ne connaît pas les fermages ; faudra-t-il donc s'en rapporter à la déclaration des intéressés, ou procéder par taxation d'office ? Sans doute ; toutefois les Economistes espèrent, que le fermage ne cessera de gagner sur le métayage, et il suffira que, dans un district, quelques terres soient affermées, pour qu'il devienne relativement facile d'évaluer par comparaison le revenu net des métairies avoisinantes.

Viennent ensuite des critiques plus pénétrantes dirigées contre la réduction de toutes les taxes au seul impôt territorial. Était-il juste, était-il raisonnable, d'exempter d'impôt ces rentiers, ces financiers, que l'Ecole était la première à dénoncer comme une classe d'oisifs et d'exploiteurs publics, ces entrepreneurs d'industrie et de commerce qui savaient amasser de si brillantes fortunes, et ces entrepreneurs agricoles eux-mêmes, souvent plus riches que maints propriétaires ? Les Physiocrates de répondre que, quoi que l'on puisse faire, tous les impôts, sans exception, finissent toujours par retomber entièrement sur les propriétaires fonciers — théorie empruntée sans

doute à LOCKE, mais plus ou moins vaguement répandue en France même au moment où se constituait l'Ecole, et qui, en tout cas, se déduisait rigoureusement du principe primordial de la productivité exclusive de l'agriculture. — Mais, s'il en est ainsi, pourra-t-on dire, tous les systèmes fiscaux se valent, et il est au moins inutile de changer celui qui existe. — Erreur ; car, en raison de sa grande complication, celui-ci comporte une effroyable surcharge de frais de perception, que viennent encore aggraver le régime de l'affermage et les vexations des agents subalternes — surcharge en pure perte pour le Roi, et qui accable par son arbitraire même la classe foncière et agricole en dérangeant tous ses calculs. Et l'opinion était, en effet, unanime à maudire les vices de la fiscalité en vigueur, au point qu'elle était prête à accueillir la formule de l'impôt unique ; à cette condition toutefois, que la contribution qui remplacerait toutes les autres fût payée par toutes les classes sociales.

Aussi les Economistes sont-ils obligés de justifier dans chaque cas, autant qu'ils le peuvent, leur thèse initiale de l'incidence universelle des impôts sur le revenu foncier, en insistant sur l'invulnérabilité générale du capital mobilier, qu'il est à peu près impossible de frapper directement, et auquel les impôts de consommation — précisément les plus compliqués à percevoir — ne peuvent jamais porter qu'une atteinte illusoire. En revanche, une fois le système physiocratique établi, rien de plus facile pour le propriétaire que de s'indemniser du surcroît d'impôt qu'il aurait, pour ainsi dire, avancé ; et rien de plus juste qu'une telle avance soit exigée de cette

classe, à l'exclusion de toute autre, puisque c'est à son profit aussi que, sous le régime nouveau, tourneront toutes les dépenses publiques. Les bienfaits qui résulteront finalement pour la classe foncière de cette opération seront tels, que même les propriétaires anciennement privilégiés, qui seront soumis à l'impôt territorial comme les autres, n'auront pas à regretter leur immunité d'autrefois, beaucoup plus apparente que réelle. Et puis enfin, cet impôt foncier unique, une fois fixé, personne en réalité ne le paiera plus. Admettons que son établissement ait entraîné pour la génération actuelle des propriétaires une surtaxe effective, et que celle-ci ait exceptionnellement subi de ce chef une sorte d'expropriation partielle; les générations suivantes n'auront, elles, à moins de circonstances anormales, aucun risque de ce genre à redouter. Argument, il faut l'avouer, bien peu décisif pour rallier les suffrages des intéressés; mais comme, en fait, l'impôt territorial unique restait à l'état de projet, alors que la hausse du revenu foncier bel et bien se réalisait, les propriétaires de l'époque, et même les privilégiés, purent, sans penser le moins du monde se sacrifier à leurs successeurs, soutenir le système physiocratique.

### III. — LE VÉRITABLE INTÉRÊT DES FINANCES ROYALES.

Le Trésor royal pouvait-il faire fond sur les belles promesses des novateurs? D'abord, lors de l'établissement de ce fameux impôt territorial unique,

impôt de quotité « où le fisc est seul contre tous », sur quels éléments basera-t-on la contribution pour éviter que l'Etat ne soit frustré par les contribuables malhonnêtes ? On s'en rapportera sans doute aux baux de fermage : mais ne seront-ce pas là trop souvent, des documents fictifs, secrètement accompagnés de « contre-lettres » ou de « pots-de-vin » qui en modifieront profondément les conditions ? A quoi nos auteurs ripostent que des expertises de contrôle permettront de déceler la plupart des fraudes.

Mais comment imaginer que toutes les terres cultivées du royaume, même les moins fertiles, même les plus éloignées des débouchés, parviendraient à donner un revenu net de 100 % par rapport aux avances annuelles ? Même les effets combinés d'une agronomie perfectionnée, d'une liberté et d'une immunité entières accordées à l'agriculture, pourraient-ils produire ce miracle ? Les Economistes font en tous cas observer que, si le revenu territorial n'atteint pas d'emblée ce taux idéal qui permettrait de lui faire supporter toutes les charges de l'Etat, du moins il fournirait une part toujours plus grande des dépenses publiques. Car les ressources qu'on en tirerait ne comporteront, pour ainsi dire, aucune déduction ; « l'imposition ne sera plus le triple de l'impôt », les frais de perception seront réduits à presque rien ; et l'on cessera aussi de voir « l'imposition s'étendre sur l'impôt même », comme il arrive lorsque l'Etat doit acheter des marchandises qu'il a lui-même grevées de taxes indirectes. Les critiques répliquent, il est vrai, qu'il devra, par contre, subir la répercussion de la hausse des denrées, et augmenter le traitement de ses fonction-

naires, la solde de ses troupes, etc.. Mais nos auteurs se défendent en indiquant que le prix de 12 livres l'hectolitre, qu'ils ont pris pour base de leurs calculs, ne comporte aucun renchérissement effectif pour le consommateur : les fonctionnaires, du reste, souffriront-ils beaucoup d'une légère hausse du prix de la vie ?

Quant aux besoins immédiats de la Trésorerie, en 1757 QUESNAY avait accepté le maintien de la capitation et même de certains octrois, la création d'une taille sur les maisons, et il avait accueilli l'idée d'une mise en régie du sel, du tabac, des denrées coloniales. Mieux encore, en 1760, MIRABEAU avait proposé d'adjoindre à l'impôt territorial encore insuffisant des taxes de supplément provisoires, qui présentaient tous les traits de notre contribution personnelle et mobilière et de nos patentes : « Nécessité n'est pas loi, a écrit à ce propos le Docteur ; le sage se conforme à tout avec discernement ; ses propres maximes ne l'enrayent point à contretemps. » Et plus tard, en 1770, lorsque les Economistes abordent réellement le problème de l'abolition des impôts indirects, ils procèdent avec prudence, pas à pas pour ainsi dire, proposant — jusqu'au jour où le revenu territorial atteindra son plein rendement — pour chacune des suppressions successivement envisagées, des taxes de remplacement particulières. Ainsi les réformateurs, tout en ouvrant au gouvernement la magnifique perspective d'une restauration financière complète, dont les prémices déjà lui apporteront un précieux soulagement, savaient faire preuve d'un opportunisme pratique qui le garantissait contre les risques de l'opération.

IV. — L'OPPOSITION DES MANUFACTURIERS  
COMMERÇANTS.

Les entrepreneurs de manufactures s'attaquaient à l'argumentation échafaudée par les Physiocrates pour prouver que l'industrie était moins sûre que l'agriculture, exposée à plus de vicissitudes, enfin incapable de procurer aucun véritable revenu, ni aux particuliers qui l'exercent, ni à l'Etat qu'elle semble enrichir. Leur réfutation, dont nous ne pouvons ici rappeler le détail, les amène à proclamer que la France doit être considérée comme une nation industrielle et commerçante autant que comme une puissance agricole : « Et vous voudriez que, pour l'un de ces trois avantages, on sacrifiât les deux autres ! » Mais dans l'intérêt même de l'agriculture, il ne faudrait pas négliger l'industrie ! « S'il n'y a plus de commerçants, de manufacturiers, d'artistes, à qui le laboureur vendra-t-il ses grains, ses denrées, les matières premières qu'il tire de la terre ? Il faudra qu'il vende aux peuples voisins ses matières brutes... et qu'il les rachète d'eux mises en œuvre ? Quel prix croit-on qu'ils mettront à leurs achats et à leurs ventes ? Le plus bas possible aux uns, et le plus haut possible aux autres. Que deviendront alors les richesses de reproduction ? »

Les Physiocrates répliquent vivement, pour dissiper ce qu'ils présentent comme un déplorable malentendu. Comment seraient-ils les ennemis de l'industrie, eux qui ne l'ont déclarée stérile que pour lui assurer la plus parfaite immunité ? Ils entendent également la délivrer des entraves



traditionnelles : et la liberté qu'ils réclament pour elle aura pour effet, non pas de réduire les bénéfices de la classe patronale dans son ensemble, mais seulement de les égaliser entre les membres qui la composent ; mieux encore, elle en augmentera la somme, en ouvrant la carrière à la pleine concurrence mutuelle des ouvriers : « Un petit nombre d'hommes qui jouissent des capitaux, et qui à la faveur de leurs privilèges exclusifs retranchent la subsistance à leurs frères, s'imaginent y gagner beaucoup ; ils ne savent pas combien la liberté, qui redouble l'activité laborieuse de tous les hommes, assurerait des profits plus considérables aux capitalistes. Ils enchaînent stupidement les bras qui ne demandent qu'à travailler pour les enrichir ». — Belle liberté qui ne luira que sur des ruines ! ripostent les adversaires ; les Economistes ne veulent-ils pas la mort de toutes les manufactures d'exportation ? — Qu'importe, s'ils promettent à celles qui travaillent pour le marché intérieur une prospérité indépendante de toutes les crises du commerce international. Si l'agriculture du royaume au contraire continuait de dépérir, quel serait le sort de ces entreprises ? où retrouveraient-elles jamais une clientèle aussi fidèle que celle qu'elles auraient perdue ?

Les Economistes ne se faisaient pas une idée juste de la vivacité des compétitions entre Etats qui pouvaient dès cette époque changer la carte industrielle de l'Europe. Comme ils ne croyaient pas que la France pût soutenir une grande exportation manufacturière, ils n'imaginaient guère non plus que d'autres nations pussent sérieusement disputer aux manufactures « régnicoles » le marché national. Donc point de tarifs protecteurs, point

de subventions ! Pour les manufactures exportatrices, ils jugeaient ces mesures inefficaces ; pour les industries de consommation indigène, ils ne les croyaient pas nécessaires. — Mais c'était précisément cette indifférence que leur reprochaient leurs adversaires, mieux instruits de la facilité avec laquelle les supériorités techniques pouvaient à tout instant renverser le sens traditionnel des courants commerciaux, et décider de la conquête paradoxale des marchés en apparence les mieux défendus par la nature.

Bien plus, la hausse des grains n'allait-elle point placer l'industrie française dans une situation d'infériorité irrémédiable ? Faudra-t-il donc que, pour résister à la concurrence étrangère, les entrepreneurs, tout en redoublant d'économie et d'activité, sacrifient une part de leurs bénéfices ? Les Physiocrates, au fond, s'accommoderaient assez bien de cette solution ; mais ils préférèrent laisser entendre que les nouvelles difficultés de la lutte retentiront plutôt sur la condition des simples ouvriers. — Mais alors ceux-ci consommeront moins, et la diminution de leur capacité d'achat rejaillira sur le débit des articles manufacturés ! — Peut-être, admettent nos auteurs ; mais il importera assez peu, si les propriétaires et les fermiers, devenus plus riches, consomment en plus ce que les artisans se verront forcés de consommer en moins. — En fait, il ne paraît pas que pendant la deuxième moitié du XVIII<sup>e</sup> siècle, la hausse des grains ait nui au développement des industries du royaume, sans doute parce qu'elle n'a pas entraîné une hausse correspondante du prix de la main d'œuvre ; et comme le système protecteur institué pour les favoriser a été, du moins dans la

période qui nous occupe, intégralement maintenu, ce n'est pas encore du côté des manufacturiers que devait surgir contre le système des Physiocrates l'opposition la plus violente.

Ce n'était pas non plus, en dépit de la vivacité des polémiques, du côté des commerçants. Car, à l'avantage de ceux-ci également, les Economistes pouvaient se vanter d'avoir réclamé pleine liberté, entière immunité, et toutes les facilités matérielles désirables. Même l'exportation des céréales devait fournir aux armateurs nationaux un fret très lucratif. — Sans doute, répondent les intéressés ; mais à la condition que des marines étrangères, mieux équipées, ne viennent pas se l'approprier ! Il faut donc en réserver le monopole aux navires du royaume. — Précaution superflue ! ripostent les champions de la liberté pure et simple ; mais comme, malgré leur protestation, le privilège du pavillon national fut sauvegardé, les armateurs n'eurent pas à se plaindre. — Les rentiers allaient souffrir davantage ; mais ils étaient moins intéressants, et d'ailleurs ne devraient-ils pas, au fond, se féliciter d'acquiescer, au prix d'une légère diminution de leur revenu réel, la seule assurance sérieuse contre le risque d'une banqueroute totale ? Et quant aux financiers de tous genres, fermiers-généraux, vivriers surtout, s'ils étaient appelés en tant que tels à disparaître, qui les empêcherait de trouver dans le développement général des affaires des occasions plus honorables de faire valoir leurs talents et leurs capitaux ?

V. — L'INTÉRÊT DU PEUPLE EN TANT  
QUE CONTRIBUABLE.

L'intérêt du peuple, voilà au contraire l'argument qui, invoqué avec plus ou moins de raison, avec plus ou moins de sincérité, décidera de l'avenir du système physiocratique. Or on proclame qu'il est, ou qu'il sera, trois fois lésé par l'application des trois parties : fiscale, agricole, commerciale, du programme de l'Ecole.

Au nom de l'intérêt populaire, on reprend la défense des impôts de consommation qui, une fois les abus de leur perception corrigés, « le détail et les frais » réduits, apparaîtront comme les plus favorables pour la masse des contribuables. Ne sont-ils pas, comme l'avait reconnu MONTESQUIEU, insensibles, et en quelque sorte volontaires ? Et surtout n'offrent-ils pas le mérite de frapper les privilégiés au même titre que les roturiers, et les riches plus que les pauvres ? Il suffira d'en exempter les denrées de premier besoin, et de les proportionner à l'échelle de prix des autres. Fort bien. — Mais voilà justement, selon les Economistes, ce qui est « physiquement » impossible : car tout impôt de ce genre « a un maximum qu'il ne peut passer, déterminé par le plus ou moins de facilité de la fraude. Or, plus les marchandises sont précieuses, plus elles ont de valeur sous un moindre volume, plus la fraude est facile » ; à moins que l'on ne recoure au grand moyen du monopole de vente : mais quelles difficultés et quels risques ! Alors, ce sont les contribuables les plus pauvres qui paient le plus : « Ce

cordonnier qui n'a que ses bras ; qui, entre sa famille et ses garçons, a quinze bouches à nourrir, doit consommer tout autant de boisson que son voisin qui a un grand revenu — et plus même car ils travaillent — et le voisin et ses valets ne font rien... Un pauvre manœuvre excédé de travail *surpayé* de 3 sous à Paris une bouteille de mauvais vin, pendant que le plus sensuel millionnaire ne *surpaye* que le même prix pour une excellente bouteille de bourgogne ou de champagne. » Quant à l'avantage de « tourner » les immunités fiscales, l'impôt territorial les effacerait encore bien mieux, et, sans plus connaître aucune distinction de naissance, il se proportionnerait exactement aux divers degrés de fortune.

Cette proportionnalité arithmétique serait-elle, cependant, celle que commanderait la stricte équité ? « Ce n'est pas le produit net de chaque espèce de bien qu'il faut considérer, mais le revenu total et disponible de chaque propriétaire, en raison du plus ou moins de superflu dont il jouit. » Mais cette objection de GRASLIN impliquait une certaine théorie psychologique de la valeur qui restait étrangère aux Physiocrates, et ils ne pouvaient admettre l'impôt personnel global et progressif. Contre leur projet d'augmentation de l'impôt foncier, on excitait aussi la défiance populaire : Encore une taxe, ou une surtaxe, de plus ! Supprimera-t-on ensuite les impôts soi-disant remplacés ? Et puis, cet impôt territorial unique, pour qu'il puisse suffire aux besoins du Trésor royal, à quel taux ne faudra-t-il point que s'élève le prix des grains ? N'est-ce pas là un moyen détourné de pressurer la nation par l'intermédiaire des propriétaires ? — Les Physiocrates ne

pouvaient que protester de leur bonne foi, et garantir celle d'un gouvernement qui s'inspirerait de leurs maximes; mais ils faisaient aussi malicieusement observer à leurs contradicteurs que l'« insensibilité » même des impôts de consommation offrait à un gouvernement obéré de bien plus grandes facilités encore d'extorsion.

*L'intérêt du peuple en tant que cultivateur.* — Parmi le peuple des campagnes, qui bénéficiera réellement du nouveau régime? Tout le profit n'en ira-t-il pas aux propriétaires? — Non, répondent les Physiocrates; jusqu'au renouvellement des baux, tous les avantages de la hausse des denrées seront pour les fermiers; et c'est précisément pendant ces premières années, quand aucune des répercussions éventuelles n'aura encore pu se produire, qu'ils seront le plus considérables. Et quand les conventions en cours arriveront à échéance, le progrès général de l'agriculture aura déterminé une telle demande de fermiers, que ceux-ci ne se laisseront certes pas imposer par les propriétaires des conditions onéreuses. Les petits fermiers eux-mêmes, et les petits propriétaires-cultivateurs, à moins qu'ils ne soient vraiment trop dépourvus de moyens, pourront se soutenir, grâce à l'égénéralisation relative des cours qui doit résulter de la liberté du commerce; alors que, sous le régime actuel, faute de pouvoir se constituer des réserves, ils souffraient de l'avilissement des années d'abondance sans pouvoir profiter de la cherté des années mauvaises. Quant aux métayers ou bien cet heureux concours de circonstances qui marquera les débuts du nouveau régime leur permettra de s'élever à la condition de fermiers;

ou bien ils disparaîtront dans la classe des journaliers : ils y seront sans doute moins malheureux ; car, actuellement, combien sont « bornés à ce qu'il faut pour ne pas mourir de faim » et ne vivent, littéralement, « qu'à moitié » !

Les journaliers, en effet, ne risqueront plus de manquer d'ouvrage, et leurs journées les mettront en état de vivre mieux que lorsqu'ils en étaient réduits à subsister de la misérable culture d'un bout de champ : les riches fermiers qui les emploieront les aideront, d'ailleurs, à faire leurs labours et à recueillir moins péniblement de meilleures récoltes. Ceux que le perfectionnement de l'outillage agricole, en dépit de l'extension de la culture, laisserait sans travail, en retrouveront dans la nouvelle industrie campagnarde, ou bien à la ville. — Tout de même, insistent les adversaires, les pauvres gens des campagnes perdront les ressources qu'ils tiraient des friches et de la vaine pâture pour élever un peu de bétail : ils n'auront pas toujours le moyen d'enclorre leurs petites pièces de terre, qui resteront ouvertes aux troupeaux de leurs voisins, alors que ceux-ci auront interdit l'accès de leurs domaines. Souvent il arrivait que les possesseurs de tout petits terrains, ou même de simples manœuvres sans propriété, pouvaient, grâce au *parcours*, entretenir un cheptel assez nombreux : cette facilité leur sera enlevée.

— Mais, au dire des Physiocrates, elle constituait un abus : « Pourquoi leur serait-il permis de s'engraisser de la substance des autres, et de s'affranchir des devoirs de leur état en refusant leurs services aux laboureurs qui les nourrissent ? » Et puis, ces profiteurs de la vaine pâture n'étaient-ils pas, souvent, de simples agents des bouchers de la ville ?

« Mais la suppression des communaux portera un coup mortel à la subsistance du menu peuple des villages » ? — L'Ecole n'en croit rien ; car, suivant elle, le plus souvent, ce sont trois ou quatre riches propriétaires qui couvrent le communal de leurs bestiaux ; les pauvres n'en profitent guère. Si tout ce territoire était mis en culture, les salaires, et le glanage même, que cette transformation leur procurerait, leur seraient plus avantageux. — Du moins, continuent les adversaires, si l'on divise les *communes*, que le partage se fasse également, par têtes, ou par familles, et non pas au prorata de l'étendue des propriétés ! — A quoi bon ? répliquent les Economistes ; les petites gens n'auront pas les moyens de tirer parti de leur lot, et ils ne songeront qu'à obtenir la liberté de le vendre ! Au lieu que, si la division s'opère par grandes pièces, les riches exploitations nouvelles qui s'y établiront leur offriront abondance de salaires. « Le pauvre, écrit MIRABEAU, n'a d'intérêt que d'être au milieu d'une forte agriculture, dont les travaux multipliés le font vivre » ; il n'a pas besoin d'être propriétaire. — Mais, à ces journaliers ainsi définitivement expropriés, quelles conditions de travail seront faites ? « Ce serait, écrit BAUDEAU, une violence salutaire que vous feriez à plusieurs millions d'agricoles, si vous leur ôtiez la funeste ressource des friches et des mauvais bois, pour les forcer à prendre en main la bêche, la serpette ou le râteau : ils en seraient bientôt plus à leur aise. » Était-ce bien sûr ? Cet afflux de travailleurs forcés, de « pauvres laborieux », suivant le mot de MIRABEAU, profitera grandement aux propriétaires et aux fermiers : ceux-ci, devenus « les maîtres de la vie de toute une communauté », n'en abuseront-



ils pas pour régler en despotes le prix des journées ?

*L'intérêt du peuple en tant que consommateur.*

— Il ne faut pas penser seulement au producteur, l'intérêt du consommateur et, lui aussi, à considérer ; l'opposition reproche aux Economistes d'avoir méconnu cette distinction, dont l'importance est capitale quand il s'agit du blé, qui constitue pour le peuple de France la nourriture essentielle, et comme un « cinquième élément ». La liberté d'exportation des grains ne risque-t-elle pas de compromettre gravement l'approvisionnement national ?

Les Physiocrates avaient prévu l'objection, et ils l'avaient aussi prévenue, en rappelant que, sans cette liberté, il ne pouvait y avoir ni bon débit, ni bon prix ; et en signalant que, si cette double condition n'était pas remplie, les disettes étaient certaines. Le cultivateur, en effet, aura intérêt, pour éviter la mévente, à restreindre sa production : car « l'abondance avec non-valeur est pauvreté ; il ne gagnera un peu que dans les mauvaises années ». A supposer même qu'il ne diminue pas ses emblavures, appauvri par l'insuffisance de ses recettes des années précédentes, il n'obtiendra que des rendements de plus en plus médiocres ; et si par hasard il lui arrive quand même une bonne récolte, ne sachant que faire de l'excédent, il le livrera à ses bêtes. Voilà comment « ceux qui ne voient que le pain dans l'agriculture jetteraient l'Etat dans une disette universelle ». L'exemple de l'Angleterre suffirait au contraire à démontrer que la liberté de l'exportation est, suivant le mot de SULLY, « la mère de l'abondance ».

Si cependant, reprennent les adversaires, la population venait à s'accroître ; si la production moyenne du royaume, au lieu de se solder par un excédent, se révélait déficitaire, à quelle catastrophe la libre exportation ne pourrait-elle conduire ? La prudence ne commande-t-elle pas de s'abstenir ? — Les Physiocrates répondent qu'ils n'ont jamais tablé sur une exportation effective considérable ; tout le monde sait que la concurrence des autres pays exportateurs suffira à restreindre les sorties du royaume ; celles-ci se limiteront d'ailleurs d'elles-mêmes, grâce à l'action régulatrice des prix. « Il n'est pas question ici, déclare MORELLET, d'enlever l'épiderme, mais de le laisser se détruire et se renouveler tout seul, comme dans le corps humain. Le superflu en blé s'écoule insensiblement et se régénère ; et il ne touche au nécessaire, le consommateur national le défend en donnant un prix assez haut pour le retenir. La peau n'est donc jamais enlevée. » Les contradicteurs de l'Ecole ont confondu « l'exportation illimitée avec la liberté illimitée d'exporter ».

D'ailleurs la liberté d'exporter implique celle d'importer : les Physiocrates avaient tout d'abord jugé presque inutile de spécifier cette réciprocité ; mais, lorsque surviennent la série des mauvaises récoltes et la période d'excessif renchérissement, ils s'empressent de proclamer que la seconde est aussi indispensable que la première, dont elle constitue le correctif naturel, et ils condamnent, sans merci désormais, ces restrictions à l'importation que pratique le gouvernement britannique, à l'égard desquelles, dans leurs premiers écrits, ils n'avaient pas montré autant de sévérité. « Si

la liberté seule de l'exportation, avec défense d'importer, a suffi, pendant une longue suite d'années, pour préserver l'Angleterre d'aucune disette, quelle inquiétude pourra subsister quand cette même liberté se trouvera balancée par la liberté inverse, dont l'effet nécessaire est d'épargner les chertés même dans les temps de disette ? Avec quelle facilité le royaume récomplètera son approvisionnement, s'il se trouve de temps à autre insuffisant : « Le blé est comme l'eau, il cherche toujours son niveau ; il accourra, en refluant d'un port à l'autre, d'Égypte en Sibérie, et cela d'une rapidité inconcevable » ; par l'étendue de ses côtes, « la France se trouve à portée de tout l'univers » ; et les pays du Nord ne disposent-ils pas d'un excédent régulier qu'ils sont réduits à transformer en bière ou en eau-de-vie ?

Les critiques osent révoquer en doute cette merveilleuse facilité de réapprovisionnement. « Les récoltes peuvent manquer chez les nations sur lesquelles nous nous reposons du soin de notre propre subsistance » ; c'est précisément ce qui, par un concours il est vrai exceptionnel de circonstances, se produira vers 1768. « Les géographes ne laissaient pas que de faire impression ; ils prétendaient qu'on remontait les rivières plus doucement qu'on ne les descendait, et que la France avait des voisins qui devaient toujours tirer sur nous, sans jamais pouvoir nous secourir, comme les Suisses, l'Espagne, Genève et la Savoie ; ils étaient surtout insupportables lorsque, la carte à la main, ils voulaient démontrer que l'Angleterre, étant une parfaite île qui a fort peu de profondeur, ne pouvait jamais ressembler à la France ; et surtout lorsqu'ils mettaient le

doigt sur Londres, pour faire remarquer que les gros vaisseaux y abordent de tout temps, tandis qu'il faut quelquefois des mois entiers pour aller du Havre à Paris. » Donc, suivant eux, il ne suffisait pas d'autoriser l'importation ; il fallait, en certains cas, la favoriser par des primes ; et, en tout cas, l'organiser en créant des entrepôts francs sous le contrôle de l'Etat. — Mesures superflues, ripostent les Economistes ; mesures dangereuses : les réapprovisionnements privilégiés décourageront la concurrence des commerçants libres, qui serait beaucoup plus efficace ; améliorez seulement les voies de communication : la liberté pure et simple fera le reste.

A une condition toutefois, c'est qu'elle demeure, en toute circonstance, pleine et entière. Plus de permissions locales : « elles épuisent des provinces particulières avant que les autres puissent les regarnir ». Plus de permissions temporaires : « elles peuvent donner lieu à des exportations précipitées et excessives ; si la liberté d'exporter est permanente, on exportera moins les bonnes années ». Point de limitation du nombre des ports de sortie : la pénurie de navires suffira bien pour prévenir tout excès. Pas de droits de sortie, qu'on voudrait faire varier suivant les cours, comme nombre d'auteurs, même favorables aux Economistes, s'accordaient à en réclamer : car ils « resserreraient l'agriculture ». Devait-on même fixer un taux prohibitif, comme l'opinion était presque unanime à le demander ? C'avait été d'abord l'avis formel de QUESNAY ; mais, à partir de 1767 surtout, l'Ecole soutient une autre thèse : une pareille menace, dirigée contre l'abus de l'exportation, se retournera contre son objet ; car, en période de

cherté, elle rebutera les importateurs ! Les Economistes ne semblent pas vouloir distinguer entre l'exportation, qui pourrait être temporairement suspendue, et la réexportation, qui pourrait demeurer entièrement libre : en réalité, sur ce point, quand ils prétendent se montrer les protecteurs les plus éclairés du consommateur, c'est plutôt au producteur qu'ils pensent, redoutant à bon droit que la suspension provisoire ne survive à la cherté qui l'aurait motivée !

N'aurait-il pas été sage, toutefois, avant d'ouvrir l'exportation, d'assurer le développement du commerce intérieur, en supprimant effectivement les péages, en favorisant la constitution des magasins privés ? Objection d'autant plus embarrassante pour les Physiocrates, qu'elle leur était adressée par quelques-uns des défenseurs attitrés de la cause agricole, et qu'elle consistait à retourner une moitié de leur programme commercial contre l'autre. Mais ils ont audacieusement à leur tour retourné contre leurs contradicteurs la pointe de la critique : « Il est inutile d'attendre les magasins pour permettre l'exportation, parce qu'il n'y a que l'exportation qui puisse les former ; contre la stagnation intérieure, point d'autre remède : c'est cette issue au dehors qui, dégarnissant la frontière extrême, excite les remplacements. » Au reste, tous les moyens qu'on pouvait employer pour faciliter directement la circulation intérieure, l'Ecole n'avait cessé de les réclamer, et de protester quand le gouvernement les refusait. Cependant, des adversaires trop passionnés, ou trop habiles, pour être toujours de bonne foi, tel GALIANI, s'empareront de cette insuffisance du commerce interprovincial pour crier que l'on

avait eu tort de ne pas surseoir à l'ouverture de l'exportation. Quand on avait « accordé au corps politique l'usage de la jambe gauche, ce n'était pas seulement la jambe droite [l'importation], mais les bras et tous les membres, qui étaient restés garrottés et emmaillottés ! » Qui sait même si, en ravivant « des préjugés mal éteints », et en rendant suspects les moindres déplacements, cette liberté prématurée n'avait pas contribué à paralyser la circulation locale, à laquelle elle devait soi-disant donner le branle !

Voilà donc, après l'approvisionnement général du royaume, l'approvisionnement local compromis, poursuivent les critiques ; et ils s'en prennent à la liberté du commerce intérieur avec autant de véhémence qu'à celle de l'exportation. Les magasins privés n'auront pas eu le temps de se monter ; « or l'approvisionnement du pain est pressant, il faut y veiller ; l'équilibre arriverait trop tard, et lorsque le peuple serait déjà mort de faim ». Puis la liberté donnera lieu à trois espèces au moins de monopoles. D'abord, celui des gros fermiers et des gros propriétaires payés en grains, et celui des gros marchands, qui, « ayant une grande supériorité de moyens, sont en état de maîtriser et d'écraser les petits, et peuvent en même temps fouler aux pieds le misérable consommateur ; si le risque est grand, tous les profits sont en proportion des risques ; comme la vue du risque fait éloigner la foule, on reste seul ; et voilà le monopoleur ». — Plus redoutables encore seront les Compagnies : « elles opèrent avec les gros laboureurs ; et les petits, qui ont reçu des avances d'elles, ne sont plus maîtres de vendre à d'autres ; elles sont

le  
s  
it  
],  
it  
le  
n  
e  
t  
t

l  
-  
t  
:  
-  
;  
l

donc aussi destructrices de la liberté du commerce des grains que les règlements les plus gênants », — sans parler des favoris secrets de l'Administration, qui spéculeront « sous le voile de la liberté ». D'où la nécessité pour la police d'exercer un contrôle sévère sur tous les magasins particuliers, et même d'intervenir dans le libre jeu des ventes et des achats. On obligera les magasiniers à ne vendre qu'au marché public ; on interdira aux meuniers — peut-être aussi aux financiers — de s'entre-mettre dans ce commerce ; enfin on organisera des magasins d'Etat régulateurs : le blé n'est pas article de négoce, mais d'administration ; dans certaines circonstances même, c'est un objet de salut social, et le gouvernement ne doit pas reculer devant la dépense, ni regarder, « pour tuer le monopole, à terrasser les commerçants ».

Les Economistes, dans leur défense, commencent par faire observer que, du nouveau régime des grains, on paraît accepter sans peine la libre communication entre les provinces : à peine quelques auteurs estiment-ils qu'il serait prudent, au moins dans les débuts, et vu la difficulté parfois très grande des transports, de venir en aide au libre commerce interprovincial en organisant quelques services complémentaires de secours ; mais l'Ecole pense que le gouvernement sera beaucoup mieux avisé en se bornant à améliorer les chemins. Quant aux monopoles éventuels, les Physiocrates ne peuvent concevoir qu'ils puissent naître de la liberté : « il n'est point d'êtres moraux d'une dynastie si différente, si opposée, si ennemie ; ils ne peuvent subsister ensemble ». Suivant eux, il n'y a que les privilèges exclusifs, accordés par le gouvernement, qui peuvent les engendrer. Que

l'inégalité nécessaire des fortunes, que l'accumulation naturelle des capitaux, puissent spontanément les créer, voilà ce qu'ils refusent d'admettre. Ils ont bien souhaité la formation d'une classe de gros marchands de grains : mais ce n'est pas seulement dans l'intérêt des producteurs agricoles : car « avec des petits blatiers dispersés et resserrés dans des cercles étroits, la denrée aura toujours un prix exagéré ; passant par différentes mains, elle se surchargera de droits, de frais et de profits intermédiaires. Malheureux le peuple qui maudit les riches ! Il ne trouve que de faibles secours dans la médiocrité, et sa malédiction retombe sur lui ! » Et ces gros commerçants, qu'ils appellent de leurs vœux, seront certes, assez nombreux pour se faire concurrence entre eux. Pour surcroît de garantie, les riches fermiers, les grands propriétaires, même de simples bougeois, qui participeraient à ce commerce, y maintiendront la liberté effective. Enfin, si besoin était, pour écarter toute menace d'accaparement, il resterait la souveraine ressource de faire appel à l'importation ! — Veut-on, au contraire, en revenir à l'ancienne police alimentaire ? Mais, dans le passé, a-t-elle jamais réussi à assurer la régularité des approvisionnements locaux ? Et, dans le présent (vers 1768), si ceux-ci laissent parfois à désirer, n'est-ce pas qu'on a subrepticement commencé de la rétablir, cette malheureuse police ? On craint le monopole, et on va l'organiser, en créant à nouveau des marchands *accrédités, enregistrés, assermentés*, dont le privilège ne sera pas moins funeste à la masse des consommateurs qu'aux producteurs agricoles ; même si le gouvernement voulait constituer lui-même ses entrepôts, et s'il parvenait à les faire



gérer honnêtement, les besoins du peuple ne seraient jamais bien servis : « Le meilleur magasin public, déclare TURGOT, doit être dans les bonnes maximes d'Etat et dans le génie cultivateur de la nation. »

Les adversaires ne sont pas encore désarmés. Admettons, disent-ils, que l'approvisionnement national et local soit à peu près assuré par la liberté ; si le blé renchérit, le peuple devra s'en priver, tout comme si la denrée venait réellement à manquer. « Quand les laboureurs seraient tous riches, s'ils ne le sont qu'aux dépens de la multitude, à qui leurs gains ôtent le nécessaire, il n'y a rien de plus pressé que de faire cesser un mal aussi funeste ». — Les Physiocrates de répondre par leur triomphant paradoxe, suivant lequel l'égalisation des cours assure un profit notable au cultivateur sans entraîner aucun renchérissement pour le consommateur ; et quelle sécurité, pour celui-ci, d'être délivré de la crainte des disettes : contre un tel risque, une légère hausse des prix ne constituerait pas une prime d'assurance trop élevée ! — Mais la liberté d'exportation fera hausser les prix jusqu'au niveau commun de l'Europe ! — Sans doute ; mais ce prix commun des marchés extérieurs, s'il dépasse les prix de mévente qui sévissaient dans le royaume vers 1760, n'est pas — et surtout ne sera pas, après l'ouverture du marché français — supérieur au prix moyen qui avait régné en France pendant tout le deuxième quart du siècle. En quoi le peuple sera-t-il plus malheureux ?

— Ne pourrait-on, cependant, obtenir des agriculteurs que, du surcroît de bénéfices résultant

des meilleures méthodes d'exploitation, une partie au moins aille au consommateur, sous la forme d'une baisse effective du prix de vente ? — Les Physiocrates ne l'entendent guère ainsi : tous les bénéfices, quelle qu'en soit l'origine, réalisés par la classe productive, doivent lui rester acquis, sans autre prélèvement que celui des finances royales. Si quelque avantage doit revenir au consommateur, il faut qu'il soit pris sur les intermédiaires : entrepositaires par exemple et spéculateurs, grâce au nivellement des cours ; ou bien meuniers et boulangers, grâce à l'adoption d'une organisation de minoterie et de boulangerie plus économique. Cela impliquerait, en attendant la liberté entière de la meunerie, la suppression ou la transformation des moulins banaux ; la construction, au besoin avec l'aide du gouvernement, de moulins modèles ; l'abolition, qui pourrait être immédiate, du monopole corporatif dont étaient investis les boulangers des villes ; et encore l'édification de fours publics perfectionnés, qui achèveraient de faire disparaître l'usage des fours domestiques. On parviendrait ainsi à abaisser au moins d'un cinquième le prix du pain, sans altérer en rien sa qualité, et tout en conservant aux blés leur bon prix. La suppression de tous les péages, de tous les droits de halle et de marché, seigneuriaux et royaux, pesant encore sur les grains et sur les farines, concourrait à ce beau résultat de consolider la nouvelle législation sans nuire, loin de là, au bien-être du peuple.

*L'intérêt du peuple en tant que salarié.* — Dans l'ensemble du peuple, le sort de ceux qui n'ont que leur salaire pour vivre est particulièrement

précaire : comment supporteront-ils le renchérissement des grains ? — Les Economistes tentent d'écarter l'objection en montrant combien l'avilissement du blé, funeste aux journaliers des campagnes, l'a été également aux salariés des villes : car « celles-ci ne subsistent que par les dépenses de ceux qui les habitent », et, directement ou indirectement, la crise de chômage a été universelle. Il y a bien les industries qui vivent de l'exportation ; et les patrons de celles-là « demandent en effet le bas prix de la subsistance » ; mais c'est « pour tirer plus de profit du travail de leurs fabricants » : veut-on « immoler tous les ouvriers du royaume à quelques marchands intéressés à tenir dans la plus étroite indigence les instruments de leur richesse » ? Et nos auteurs de laisser entendre que l'avilissement, ou même le bas prix, des grains conduit à une véritable spoliation de la classe ouvrière, comme si, non-seulement le taux nominal des salaires, mais même leur réelle capacité d'achat, s'en trouvaient à l'excès réduits ! La hausse des grains ne pourra manquer de produire l'effet contraire : tout au plus entraînera-t-elle le reversement, d'ailleurs momentané, d'une partie de la classe des artisans dans celle des ouvriers de campagne : à un tel transfert, qu'est-ce que les intéressés auront à perdre ? « Vous avez livré à la contrainte des ateliers, à la vie sédentaire et malsaine, à la corruption physique et morale, des citoyens, des pères et des mères de famille, des jeunes enfants, qui, sans vos soins perfides, eussent vécu paisibles, robustes et vertueux, au sein de la très noble et très libre agriculture... Vous les avez immolés sur les autels inconstants de la mode. » La disparition de quelques manufactures

de luxe sera pour eux, non la ruine, mais le salut.

Pour l'ensemble des travailleurs, il se produira même, suivant l'Ecole, outre une amélioration des conditions de leur travail, un certain accroissement effectif de leur rétribution : car les Physiocrates sont opposés à tout travail obligatoire, à toute taxation de la main-d'œuvre, à toute concurrence déloyale pour en faire baisser le prix, comme la vente au rabais des objets manufacturés dans les ateliers publics. D'eux-mêmes les propriétaires, et à leur exemple tous les employeurs éclairés, s'inscriront en faux contre cette maxime « des bourgeois dédaigneux, qu'il faut que les paysans soient pauvres, pour les empêcher d'être paresseux » ; ils comprendront que « la misère ne crée que le découragement, et le découragement la paresse : pauvres paysans, pauvre royaume ! » Ils se rappelleront aussi qu'une certaine aisance des consommateurs est nécessaire pour assurer la bonne vente des denrées.

Les adversaires déclarent qu'il faut distinguer entre l'exportation effective des grains qui, dans la mesure où elle sera praticable, constituera pour le royaume un gain net que toutes les classes de la société pourront se partager, et la simple hausse sur le marché intérieur, qui n'enrichira les uns qu'en appauvrissant les autres : ce que les propriétaires et les fermiers gagneront, les manufacturiers, les bourgeois en général, le perdront, et la somme des salaires à distribuer n'en sera nullement augmentée. Croit-on que la classe foncière se montrera plus généreuse, plus libérale même dans ses dépenses, que toute autre, comme les Physiocrates semblent avoir la naïveté de le penser ? Si l'on songe que le perfectionnement de l'agri-

culture doit entraîner une diminution de main-d'œuvre, et que les journaliers se trouveront en même temps privés de toute jouissance collective du sol, quel reflux de travailleurs ne pourra-t-on craindre vers les villes ? Et, pour le prolétariat trop nombreux qui les encombrera, quels seront encore les effets de la liberté des métiers et de la mise en usage des machines ? « Les arts sont devenus si compliqués qu'un citoyen n'a le temps, dans le cours de sa vie, que de s'adonner à un seul. S'il le perd par quelque accident, il ne lui reste aucun espoir de le remplacer. » — A quoi les Economistes répondent en développant un argument qui, à l'époque suivante, deviendra classique : « Ces malheureux ouvriers n'ont pas été engloutis tout vivants lorsque, à l'exemple de la nature, on a simplifié les ressorts des machines ouvrières. On ne s'est point aperçu de cette extrême misère, de cette énorme dépopulation, lorsque les moulins, l'imprimerie, et les autres machines, ont été inventés... Car, en abrégant les travaux, on diminue le prix des marchandises ; par là on augmente le débit, donc on multiplie la fabrication et les fabricateurs. »

Les salariés, poursuivent les adversaires de l'Ecole, n'ont-ils pas encore à craindre que les effets du renchérissement ne s'aggravent du fait de l'accroissement de la population ? — La thèse des Physiocrates, nous la connaissons, c'est que cet accroissement suivra l'accroissement du revenu, mais qu'il ne saurait le devancer ; entre le prix des blés et le taux de la main-d'œuvre il existerait une sorte d'harmonie préétablie. Et c'est bien ce que, suivant nos auteurs, l'expérience confirme. « Les acheteurs qui ne sont ni propriétaires ni

cultivateurs sont vendeurs de leur travail et de leurs services à raison du prix des productions qu'ils achètent ; et la conformité du prix constant de ces ventes et des achats de différente nature est infaillible... Si les employeurs pouvaient vendre au journalier sa subsistance et son entretien d'un jour 12 sols, et ne lui payer son travail de ce jour que 6 sols, cela serait commode pour la cupidité ; mais c'est la pure philosophie des fous. » Les Economistes en arrivent à poser ce principe absolu que nulle hausse des grains, quelle qu'en puisse être l'ampleur, ne saurait être préjudiciable aux travailleurs, pourvu qu'elle ne soit « ni subite, ni imprévue » ; mais une telle éventualité, que peuvent redouter les pays « de désordre et de prohibition », le régime de la liberté l'exclut.

Il y a plus. Si le relèvement des salaires est proportionnel au prix de la *subsistance*, l'ouvrier recueillera un certain bénéfice sur son *entretien* : car le salaire doit pourvoir à l'un comme à l'autre, et le renchérissement des vivres n'entraîne pas nécessairement celui des différents articles d'habillement, par exemple. Cet avantage, il est vrai, ne sera que passager ; car le salaire ne tardera pas à s'ajuster au bon marché relatif de l'entretien, comme à la cherté relative de la subsistance ; mais l'amélioration définitive et décisive de la condition des travailleurs résidera (il faut toujours y revenir) dans « la continuité des travaux et des salaires ». Et leur classe y participera tout entière également : « le moindre ouvrier fait tous ses efforts pour contraindre de lui accorder de gros salaires ; mais tout ce qu'il réussit à obtenir de trop est enlevé à ses semblables ». L'intérêt général des ouvriers est donc que chacun d'eux ob-

tienne le minimum normal de rétribution — jamais rien de moins, et jamais rien de plus. Pour assurer un tel équilibre, le libre jeu des transactions individuelles est nécessaire et suffisant.

Pour les ennemis de l'Ecole la réplique est dès lors facile. — Ce bel équilibre, d'abord, ne sera pas instantané : « les choses ne prendront point leur place aussi vite qu'on fait un livre ou un projet de loi » ; il y aura un intervalle de misère : « ce ne sera qu'après un long combat que le pauvre arrachera sa nourriture à la main du riche » ; et finalement la proportion célébrée par les Physiocrates ne se réalisera que par la disparition d'une partie de la classe ouvrière. Les Economistes ne peuvent alléguer qu'une considération atténuante, c'est que, d'après leurs prévisions, la hausse des grains elle-même ne s'effectuera que progressivement. — Est-il bien sûr même que, avec plus ou moins de retard, cette merveilleuse correspondance s'établira ? Ce n'est là, à y regarder de plus près, qu'une « idée illusoire, fausse, chimérique » ; et voici le fait brutal : l'augmentation du pain est « un vol fait aux salariés ». Comment en irait-il autrement ? « Le plus riche fait toujours la loi au plus pauvre » ; et, à mesure que la population augmentera, la condition de tous les travailleurs deviendra plus mauvaise ; d'autant que, « s'ils s'ameutent pour obtenir davantage, aussitôt la police les met en prison ». — Qui sait enfin si le salaire nominal lui-même, au lieu de se relever, ou en tout cas de se maintenir, ne baissera pas ? « La fixation de cette balance, qu'il faudrait tant hâter, sera longtemps retardée par les causes mêmes qui la rendent plus nécessaire : par l'indigence du pauvre

et par ses besoins. Plus il est pressé par la famine, moins il ose discuter sur le prix de son travail, parce que, s'il rebute l'occasion avantageuse d'aujourd'hui, il sera mort demain d'inanition. Il travaille donc à tout prix : il souffre, il jeûne, il meurt, et les Economistes font de beaux systèmes pour lui prouver qu'il a tort. »

N'ont-ils pas eux-mêmes laissé échapper l'aveu, qu'entre le mouvement des salaires et celui du prix du blé, la relation était souvent l'inverse de celle qu'ils allaient plus tard, pour les besoins de leur cause, affirmer ? QUESNAY constate que « le bas prix du blé foment la paresse et l'arrogance du domestique et du manœuvrier » ; il parle de leur « oisiveté », qu'il qualifie en même temps de « misère » ; mais si les journaliers gagnent assez en un jour pour avoir du pain sans rien faire les jours suivants, sont-ils à ce point misérables ? Ce repos volontaire a-t-il rien de commun avec le chômage forcé, qui les réduit en effet au dénûment ? Si les Physiocrates s'étaient bornés à réclamer une égalisation des cours, avantageuse aux producteurs sans être onéreuse aux consommateurs ; s'ils avaient osé dénoncer ou regretter une hausse des grains qui dépassait leurs propres prévisions ; s'ils s'étaient abstenus enfin d'avancer qu'une hausse quelconque ne pouvait nuire aux salariés, ils auraient peut-être échappé à cette contradiction si grave où on les acculait. Mais du cercle d'objections où leur imprudence avait permis à leurs adversaires de les enfermer, ils n'ont guère réussi à sortir qu'en donnant, en somme, raison à leurs contradicteurs.

Avec la hausse des denrées le peuple gagnera plus, parce qu'il travaillera davantage ; la classe



ouvrière, dans son ensemble, grandira en nombre et recueillera plus d'argent ; mais, pour une même quantité de travail fourni, le salaire de chaque ouvrier sera moindre. « Le peuple des villes, avoue MIRABEAU avec une cruelle franchise, souffrira l'augmentation du pain comme il souffre le froid et la douleur, la dureté des riches, l'inégalité des conditions : tout en un mot ce qu'une police insidieuse ne lui a pas appris à regarder comme une violation de son droit. » Contre le renchérissement de la vie, ce sera donc « à l'industrie, à l'économie, de chercher des ressources ». « Accoutumé aux agréments du séjour des cités, aux plaisirs et au luxe qu'on y respire et qu'il partage à sa manière, l'artisan se dédommagera de l'augmentation du prix de ses subsistances par un travail plus assidu, en retranchant de ses dépenses superflues, et souvent de ses débauches. » Dans les campagnes la destinée du menu peuple ne sera guère plus enviable : si le labeur du chef de famille ne suffit plus, la femme, les enfants, les vieillards travailleront. Ecoutez ce gros propriétaire, enrichi par la grande culture et la hausse des grains, que le poète ami de l'Ecole (1) fait si bien parler :

Moi, je vis chaque jour croître mon opulence ;  
Je pus laisser sans crainte agir ma bienfaisance :  
Les vieillards énervés et les faibles enfants  
Perdaient dans le repos une foule d'instant.  
Il faut rendre meilleur le pauvre qu'on soulage :  
C'est l'effet du travail, en tout temps, à tout âge ;  
On vit dans mon château la veuve et l'orphelin  
Ourdir et préparer et la laine et le lin.  
Les vieillards, par des soins, par des travaux faciles,  
Pouvaient jouir encore du plaisir d'être utiles.

1. SAINT-LAMBERT.

VI. — L'INTÉRÊT DU PEUPLE, PRINCIPALE CAUSE  
DE LA CHUTE OU DU REJET DU SYSTÈME PHY-  
SIOCRATIQUE.

C'est l'intérêt populaire que l'on oppose, ou qui s'oppose de lui-même, à l'application de plusieurs points essentiels du programme agricole des Physiocrates. Ce sont les « cris de la populace » qui, avec les protestations des propriétaires et les prétentions des seigneurs, arrêtent le progrès des défrichements. Et c'est en faveur de la petite, et non de la grande ou moyenne propriété, que s'accomplissent, par lots égaux et inaliénables, les partages de communaux. — Dans l'ordre commercial, le gouvernement, pendant quelques années, adopte une partie du programme de défense présenté par les Economistes pour corriger les effets de la liberté des grains éventuellement funestes aux consommateurs. Des arrêts de septembre et octobre 1768 lèvent les dernières restrictions visant encore l'importation (et la réexportation) des grains et farines ; le Roi fait abandon des droits de marché perçus pour son compte sur les blés, donnant ainsi aux seigneurs un exemple que quelques-uns suivront. Grâce aux efforts de BERTIN, la mouture économique, comportant le « remoulage des gruaux », se répand dans diverses provinces, et en 1789 trois millions d'habitants consommeront de la farine obtenue par le nouveau procédé ; mais le privilège des boulangers empêche la « boulangerie économique » d'obtenir un égal succès, et la hausse du pain dépassera celle des grains. Dans les généralités de Tours et de

Limoges s'organisent de vastes ateliers de charité, destinés à « occuper le peuple suivant les différents âges et métiers à des ouvrages publics, et à le mettre dans la possibilité d'acheter les grains » au prix où ils étaient montés. La Société d'agriculture et le Parlement de Bretagne souscrivent des sommes importantes pour faire venir du blé étranger, qui sera vendu, non pas au rabais, mais « avec un profit égal à celui que peuvent prétendre des négociants honnêtes, profit qui sera distribué en aumônes aux pauvres invalides, et en salaires aux pauvres valides. » Le lieutenant de police de Paris lui-même, au lieu de taxer le pain, accorde une aide pécuniaire aux boulangers les plus malaisés, « en leur recommandant de ne point fermer boutique et de ne point augmenter leur prix ». Enfin lorsque, en pleine période de cherté, le gouvernement maintient le régime libéral, ce sont les intérêts bien entendus du consommateur qu'il invoque, et les formules des Economistes se retrouvent presque littéralement dans le texte des arrêts du Conseil. « Ces bruits (d'accaparement) nous ont paru dénués de toute vraisemblance... La liberté du commerce des grains m'a paru exclure toute idée de monopole... » Le rétablissement subreptice de la police alimentaire est condamné comme une « entreprise irrégulière et indiscrete, qui augmente encore les inquiétudes et le resserrement » ; elle pouvait aller jusqu'à provoquer un véritable soulèvement des campagnes contre les villes ; et gêner les transactions interprovinciales, c'est « compromettre la subsistance du royaume en général, et même l'approvisionnement de la province soi-disant privilégiée ».

Mais, pour ménager ces mêmes intérêts — ou ces mêmes préjugés — de la masse des sujets, ce même gouvernement ne tarde pas à prendre les mesures les plus contraires aux principes de l'Ecole. La manœuvre frauduleuse d'une vente simulée suffit à le tromper, et il fait jouer prématurément la clause prohibitive de l'Edit de 1764; si bien qu'à la fin de 1768 plus de 50 ports, dont les plus actifs, ont été successivement clos à l'exportation. Il procède pour son compte, et sans aucune précaution, à des achats de blés étrangers; il laisse rétablir certains règlements de marché, s'en rapportant candidement aux autorités de police locales. Puis, ce sont plusieurs Parlements de province qui, excités par des émeutes, donnent l'exemple à celui de Paris; au nom du droit du peuple et pour le salut des pauvres, ils multiplient les protestations contre la législation libérale et couvrent plus ou moins formellement les infractions à la liberté intérieure elle-même. « Environnés d'un peuple immense qui ne vit que de rentes et de salaires, touchés des maux produits par une cherté dont ils n'ont pas approfondi les causes, accoutumés dès l'enfance au joug des règlements, et nourris pour ainsi dire dans le sein de la prohibition, les habitants de Paris n'envisagent dans la liberté du commerce qu'un système dont la nouveauté seule les effraye. » Dans les premiers mois de 1770, les attentats des autorités de justice et de police provinciales deviennent si nombreux que le Conseil suffit à peine à les réprimer; et, sous la pression des circonstances, les intendants même les moins attachés aux règlements, ainsi que les magistrats municipaux, adoptent maintes mesures qui consti-

tuent autant de dérogations au principe du laisser-faire. Enfin TERRAY, installé au Contrôle général, ne se contente pas de donner le coup de grâce à la liberté d'exportation (juillet 1770) ; en octobre, il annonce que le gouvernement va complètement changer de maximes : « Le nombre des consommateurs étant plus grand et moins aisé que celui des propriétaires et cultivateurs, notre sollicitude paternelle doit nous faire pencher plutôt en leur faveur » ; et le Roi, suivant un bruit qui courut alors, aurait déclaré « qu'il prétendait qu'avant le 1<sup>er</sup> janvier le prix du pain fût remis à son ancien taux ». L'arrêt du 23 décembre, en tout cas, allait rétablir presque toute l'ancienne police, tandis que déjà se préparait la reconstitution des magasins d'ordonnance.

Le motif invoqué par le gouvernement pour sacrifier la liberté commerciale — savoir : le bien-être des sujets, condition de leur tranquillité — était-il fondé ? Les faits justifiaient-ils le revirement du ministère ? Ou bien celui-ci avait-il été dupe des calomnies intéressées des spéculateurs ? — L'accroissement des emblavures et l'amélioration du rendement semblent avoir largement compensé le montant net des exportations (importations déduites), et il ne paraît pas que l'approvisionnement général ou local du royaume se soit trouvé, au milieu pourtant des circonstances les plus défavorables, nulle part gravement compromis. Mais, s'il ne s'est point produit de disette effective, nul doute qu'il n'ait régné, pendant les années 1764-1770, une cherté très marquée, surtout très persistante, et qui s'est étendue à la plupart des denrées comestibles. Il est non moins certain que, malgré l'activité nouvelle qui anima

les campagnes, les salaires en moyenne n'augmentèrent point en proportion du renchérissement de la vie.

Les Economistes peuvent, il est vrai, alléguer que le royaume a connu en 1766-1767-1768 une série extraordinaire de mauvaises récoltes : mais pourquoi, lorsque les récoltes sont redevenues normales, la cherté se maintient-elle ? — C'est, nous disent nos auteurs, qu'à ce moment la liberté, qui d'ailleurs n'avait jamais été entière, a commencé d'être méconnue : ne verra-t-on pas la cherté se prolonger en effet — jusqu'à la fin de l'Ancien Régime — bien longtemps après le rétablissement du régime réglementaire ? Mais si cette constatation suffit à prouver que le nouveau régime n'était pas la seule cause de la cherté nouvelle, elle infirme tout aussi bien les arguments que l'Ecole tirait, soit de la succession des mauvaises années, soit de l'existence des monopoles administratifs. Car il est également difficile de croire que pendant vingt ans les récoltes aient été mauvaises ou médiocres, ou que pendant vingt ans les mesures prises par l'Administration pour abaisser le prix du pain n'aient abouti qu'à le faire renchérir, alors que pendant la première moitié du siècle elles avaient contribué à maintenir un bon marché relatif.

Si l'on veut, en définitive, saisir la cause fondamentale de ce double fait : élévation générale du prix des vivres et dépression relative des salaires, il faut, croyons-nous, la chercher dans un événement, dont ni les Economistes, ni leurs adversaires, ne se sont formé une notion nette : l'accroissement rapide de la population du royaume à partir de 1760, accroissement dont on évaluera

le total à 4 millions d'âmes à la veille de la Révolution. — Est-ce à dire que la violente dispute entre les Physiocrates et leurs adversaires ait été, dès lors, sans objet ; et concluons-nous que l'issue de leur querelle était, en somme, de peu de conséquence, soit pour les propriétaires et cultivateurs, soit pour la masse des consommateurs et des salariés, parce que le progrès de la population réglait souverainement le sort des uns et des autres ? Non pas.

Si l'application de certains moyens préconisés par l'Ecole, comme le versement des capitaux à la terre et l'amélioration des méthodes de culture ; comme le développement des voies de communication et l'établissement d'une plus grande liberté de circulation intérieure, ont pu adoucir, en quelque manière, pour la masse du peuple les effets de son accroissement numérique, il faut aussi reconnaître que certaines mesures administratives, renouvelées ou non de l'ancienne police, auraient pu, malgré cet accroissement, maintenir un certain bon marché, que rendaient possible le progrès même de la consommation et le perfectionnement des entreprises de production. Pourquoi ces mesures ne furent-elles pas appliquées ? La responsabilité en revient bien, pour une part, au nouveau parti. Si les Economistes avaient remporté un succès entier et définitif, peut-être la disproportion des salaires se fût-elle accentuée plus gravement encore. Si leurs adversaires eussent triomphé de leur doctrine plus complètement, peut-être le sort des salariés à la fin de l'Ancien Régime aurait-il été moins pitoyable.

VII. — POLITIQUE ET PHILOSOPHIE  
ANTI-PHYSIOCRATIQUES.

Dans l'ordre même des idées pures, les principes de philosophie politique et sociale développés par les Physiocrates ne sont point sans provoquer de vigoureuses contestations. — Le droit de propriété individuelle, dont ils faisaient la base de leur société, était-il autre chose, quand il s'agissait de la terre, qu'une convention, et contraire à maintes traditions, féodales, romaines, chrétiennes ? Les Economistes ont donné de la propriété foncière deux justifications. La première est que les propriétaires, en dépensant leur revenu comme c'est leur devoir, le partagent avec toutes les classes de la nation : « Les dépenses du riche sont le patrimoine du pauvre, et ce patrimoine s'accroît à mesure que le riche est en état de dépenser davantage. » A quoi les adversaires répondent que le salaire ne constitue nullement une libéralité gracieuse, mais un échange, et qu'acheter n'est pas donner ; donc, entre le propriétaire et ceux qu'il fait vivre, il n'existe aucune « copropriété ». La deuxième thèse justificative est celle-ci : le revenu foncier n'est que la rémunération au taux normal des avances foncières primitives, à laquelle il convient d'ajouter une légitime indemnité pour l'entretien perpétuel que réclament ces mêmes avances. A quoi l'on réplique qu'il n'y a nul rapport entre ces deux éléments, et que le revenu foncier dépend en réalité de multiples circonstances économiques et sociales, auxquelles les sacrifices pécuniaires du propriétaire ou de ses



ancêtres sont entièrement étrangers. C'est à peine si MIRABEAU entrevoit le phénomène de la rente foncière, lorsqu'il parle de la *valeur de propriété* que les terres acquièrent avec le temps par le progrès même de la société. Si les Economistes étaient conséquents avec leur propre explication, ils devraient admettre l'expropriation d'office de toutes les friches en faveur de quiconque s'offrirait à faire les frais de leur mise en culture : or, c'est précisément là une mesure révolutionnaire dont ils ne veulent entendre parler.

Mais, continuent nos auteurs, les propriétaires recueillent, outre le fruit de leurs capitaux, celui de leur travail personnel. C'est d'abord « la régie et l'amélioration de leurs biens », qui implique, outre l'obligation de la résidence, « l'assiduité au travail quotidien ; la sollicitude sur tous les accidents qui peuvent attaquer les parties les plus reculées du domaine ; l'embarras de l'étiquette, à laquelle ils s'assujettissent volontairement en apparence, mais dans le réel par décence d'état et par nécessité, sous peine de désordre et d'irrégularité dans le jeu des ressorts qui émanent d'eux ». Puis, c'est la distribution intelligente de leur revenu, comportant, elle aussi, d'assez lourdes responsabilités ; enfin une participation active à l'administration du canton : à eux, « par leur crédit, de protéger l'agriculture contre les méprises des autorités subalternes ; de correspondre directement avec le gouvernement pour tout ce qui touche à la prospérité de leurs terres », notamment le commerce intérieur et les travaux publics — sans parler des fonctions qu'ils exercent sans rétribution dans le clergé, dans l'armée, dans la magistrature, etc. Ainsi, les revenus dont ils

jouissent ne sont pas destinés à les retenir indignement dans l'oisiveté. — Mais en fait, reprenaient les adversaires, combien de propriétaires se dispensent absolument de remplir ces devoirs qu'on leur assigne ! Et combien en pouvait-on compter dont la richesse était parfaitement disproportionnée avec les services qu'ils pouvaient rendre ! L'Ecole pourtant ne songe pas à proclamer leur déchéance !

A supposer même que les propriétaires s'acquittent pleinement de leurs diverses missions, comment admettre, avec MIRABEAU, que « dans l'ordre naturel de la société, l'assujettissement du riche compense le travail du pauvre ? » Et quel abîme entre le salaire de l'un, qui suffit à peine à le faire vivre, et la magnifique récompense de l'autre, en honneurs, en surcroît de revenus ! Comment, dans de telles conditions, affirmer « la connexité inviolable de l'intérêt du riche et de l'intérêt du pauvre » ? Qu'il existe entre l'un et l'autre une solidarité relative, on peut à la rigueur l'admettre ; mais l'inégalité entre les deux états ne tend qu'à grandir, et c'est vers une plus grande égalité que la société, suivant les adversaires des Economistes, doit évoluer. — Mais, observent ceux-ci, nous accordons à tous les hommes une entière égalité de droits : tous seront égaux devant la loi ; tous jouiront également des mêmes libertés. — A quoi les adversaires ripostent qu'il ne peut y avoir de véritable liberté et de loyale concurrence quand il n'y a pas d'égalité. Et cette égalité au moins relative si nécessaire, elle ne s'établira que par l'intervention de l'Etat ; la nature n'y pourvoira pas d'elle-même, il y faudra des lois inspirées d'un idéal supérieur de justice !

En matière politique, c'est bien de lèse-liberté que sont accusés les apôtres du despotisme légal. La copropriété foncière universelle du souverain risque de réduire les sujets à la servitude ; l'intérêt du despote sera souvent opposé à celui de son peuple ; et contre l'inévitable arbitraire d'un monarque absolu, *l'évidence* de l'intérêt bien entendu et la diffusion même de l'instruction publique constitueront de faibles garanties : ne vaut-il pas mieux un gouvernement tempéré fondé sur la volonté générale ? Est-il juste aussi que les propriétaires soient seuls chargés de surveiller l'administration des affaires et d'éclairer le souverain : les commerçants, les manufacturiers, ne sont-ils pas, autant qu'eux, capables et dignes de remplir cette mission ? Et la masse du peuple n'aura-t-elle point à souffrir de n'être jamais consultée ?

La science économique enfin n'est pas, comme l'Ecole a paru le croire, une discipline de pur raisonnement ; elle doit aussi faire appel à l'expérience. Et c'est une observation à la fois très simple et fondamentale que tout travail de l'homme, producteur de jouissance pour l'homme, est richesse. Loin de ne voir dans le travail humain, comme les Physiocrates, qu'une simple marchandise comme les autres, il fallait reconnaître en lui l'élément essentiel et la commune mesure de tout ce qui s'échangeait dans le commerce ; c'est lui qui devait, en définitive, être proclamé la véritable, l'unique source réelle de toutes les valeurs et de tous les revenus.

## CONCLUSIONS

### I

#### CARACTÈRES DU SYSTÈME PHYSIOCRATIQUE.

C'est d'abord, avant tout, un système *économique*. Logiquement, les théories de philosophie sociale, politique, morale ou scientifique, dont ses auteurs l'ont en quelque sorte couronné au moment même où leur parti achevait de se constituer, peuvent en former les postulats aussi bien que les conclusions ; mais historiquement, ils ne présentent qu'un développement dérivé du corps de doctrine primitif. L'originalité de leurs thèses politiques et philosophiques, nous l'avons vu, réside précisément en ceci qu'elles s'appuient sur une doctrine économique très arrêtée et très particulière. L'étude de l'évolution ultérieure des idées physiocratiques, si nous disposions de l'espace nécessaire pour la retracer, ne pourrait rien changer à la valeur d'une constatation objective qui ressort du plus simple, comme du plus minutieux, examen des faits.

C'est ensuite, nous semble-t-il, essentiellement,

d'un mot que nous allons aussitôt préciser, un système *capitaliste*. Apport de grandes « avances », appliquées au perfectionnement de la technique ; spécialisation professionnelle des agents, en l'espèce les fermiers ; élargissement du cadre des entreprises : le tout pour obtenir, par l'augmentation du rendement et la diminution des frais, un produit net supérieur : ne reconnaît-on pas là autant de traits de la *production* capitaliste ? — Souci de considérer tous les états de la société « comme vendeurs plutôt que comme acheteurs, parce que le besoin de vendre est bien plus pressant que le besoin d'acheter » ; conception d'un vaste marché national, et même international, où, grâce à une entière liberté, franchise et facilité de circulation, toutes les denrées se mêleront ; au mouvement duquel, du moins, toutes participeront par la libre communication des cours : n'est-ce pas la définition même du grand *commerce* capitaliste ?

Qui dit capitalisme, dit — du moins jusqu'à nouvel ordre — salariat. Or, l'extension de la grande culture aura pour effet d'enlever au nouveau peuple des campagnes à peu près toute propriété, toute jouissance du sol ; aussi de faire disparaître les survivances de l'exploitation rurale domestique, où l'ouvrier, quand il n'était pas un membre de la maisonnée, était presque traité comme tel. Par un renversement complet de l'ancienne économie, au lieu que ce soient les employés qui entrent pour ainsi dire dans la famille, ce sont les membres de la famille qui se rendront, pour vendre leurs services, sur le marché public de l'universel salariat ; la hausse des denrées y contribuera : c'est grâce à elle que les ateliers de

charité comptent tant de femmes et d'enfants. Et de ce labeur quotidien, quelle sera la rétribution ? Juste ce qu'il faut pour que les salariés puissent vivre et se perpétuer. La réduction à ce minimum s'opérera d'elle-même ; pour les ouvriers agricoles, quand ils n'auront plus d'autres ressources que leurs bras ; pour les artisans des villes, quand on aura supprimé ces corporations à la faveur desquelles ils constituent des monopoles artificiels ; pour tous les travailleurs en général, quand le progrès de la population aura mis au meilleur marché possible « la marchandise travail, qui a un prix plus ou moins fort à raison de la difficulté plus ou moins grande de se la procurer ». Ne peut-on voir là autant de conséquences naturelles du capitalisme, et qui provoqueront précisément contre le nouveau régime social les attaques les plus vives ?

Quand les Economistes proclament l'improductivité essentielle de l'homme, font-ils autre chose qu'ériger en principe philosophique cette réduction, qu'ils escomptent, du prix de la main-d'œuvre au minimum de subsistance ? Les travailleurs de la terre ne sont plus, en effet, que des « outils de la cultivation » ; et ceux des manufactures, que des « machines nécessaires à l'exploitation, qui demandent un entretien journalier et dispendieux » : l'existence de toute la classe ouvrière est celle « de la feuille qui naît, croît, s'étend, verdit, sèche, tombe au pied de l'arbre, et lui sert de fumier pour la reproduction de l'année d'après ». Les Députés du commerce, disciples momentanés des Physiocrates, en viennent à définir la richesse des propriétaires « une facilité plus ou moins grande d'user et d'abuser

des choses et des personnes (1) ». Un déisme vague permet de couvrir du manteau de la religion cette déchéance de l'être humain. Sans doute les Economistes ne parlent pas toujours cette « langue du calcul », et quelquefois ils réservent « le point de vue de l'humanité, suivant lequel les hommes ne sont plus des machines, mais nos pères, nos frères et nos enfants ». Mais ce sont là des considérations étrangères à la rigueur de la « science » : leur croyance intime est que la véritable justice se réalise par la libre concurrence, et l'on ne peut nier que leur morale ne soit empreinte d'un utilitarisme profond dont les mœurs d'une société capitaliste s'accroissent fort bien.

A vrai dire, ce capitalisme des Physiocrates n'est pas sans présenter quelques timidités et une certaine étroitesse. Ils semblent presque disposés à restreindre le développement effectif du commerce intérieur : quand ils prêchent, par exemple, la consommation locale ; et ils n'entrevoient guère l'essor qu'allait prendre le trafic international, quand ils se refusent à penser que les denrées de premier besoin puissent jamais devenir son principal objet ; leur théorie du « luxe de subsistance » offre une apparence archaïque, et pour ainsi parler, patriarcale. Mais surtout, quand ils nient la productivité de l'industrie, du capital industriel et commercial, leur exclusivisme les empêche d'apercevoir au moins une moitié de la société dont ils préparent le triomphe ; et leur système n'est pas celui du capitalisme complet, mais, suivant l'expression de KARL MARX, du « capita-

1. C'est nous qui soulignons.

lisme agricole ». Non pas qu'ils entendent détruire, ni même chasser, les manufactures : mais, des capitaux disponibles, ils ne leur laissent que ce que l'agriculture n'aura pas réclamé, et ils l'abandonnent sans défense à la concurrence étrangère. Ils veulent empêcher de grandir cette « oligarchie industrielle » en qui la classe foncière pressentait une rivale. C'est ce qui explique que, pendant un quart de siècle après la fondation de l'Ecole et la mort de GOURNAY (1), d'autres maximes, sinon une autre doctrine, se soient maintenues en face de celles des « Economistes ruraux ».

Pourtant, entre ces deux « écoles » rivales, l'opposition est loin d'être irréductible. Dans la cité physiocratique les riches propriétaires forment la classe dominante ; mais quel est leur titre ? Leur revenu est-il un « don gratuit » et éternel de la nature ? Les Physiocrates ne se sont pas tenus à cette explication quelque peu naïve ; pour mieux justifier le « produit net », ils ont voulu y voir le fruit, en quelque sorte l'intérêt, des avances foncières, c'est-à-dire des capitaux mobiliers incorporés à la terre, et qu'il faut perpétuellement entretenir et renouveler. La propriété immobilière devient une fonction sociale : est-il dit que ce seront toujours les mêmes familles qui, par droit d'héritage, l'exerceront ? Nos auteurs parlent beaucoup des avantages qu'il y aurait à faciliter la « mutation » des biens-fonds, à en accélérer la « mobilisation », afin précisément de

1. Sans parler des développements ultérieurs de l'Economie politique.



remplacer par les possesseurs des nouvelles fortunes pécuniaires les anciens maîtres défallants. La surcharge qui résultera, au moins momentanément, de l'institution de l'impôt territorial unique ne pourra que favoriser cette substitution de personnes : et du fait de cette sorte d'expropriation partielle des anciens titulaires de la propriété, la « cité foncière » se trouvera bientôt peuplée de capitalistes mobiliers transformés.

Sans changer aussi complètement de caractère, le capital mobilier y sera encore largement représenté en la personne des gros fermiers ; ceux-ci sans doute y occuperont un rang légèrement subordonné ; mais on les investit d'une sorte de copropriété, dont l'inviolable immunité est proclamée avec un éclat particulier, et on les admet à côté des propriétaires dans le corps de la nation. En dehors de la cité, mais à ses portes, le capital manufacturier et le capital marchand ont aussi leur rôle à jouer ; ne faut-il pas de gros négociants pour assurer le commerce des denrées, et une certaine grande industrie pour procurer aux propriétaires et aux fermiers les articles manufacturés au meilleur compte ? Précisément le développement de la grande culture permettra, comme il devait arriver en Angleterre, le renvoi aux fabriques d'une partie de la main-d'œuvre rurale devenue surabondante.

Il est vrai que la formule chère aux disciples de GOURNAY : *Laissez faire, laissez passer*, ne se trouve nulle part dans les écrits personnels de QUESNAY, ni dans les plus anciens ouvrages des principaux Economistes. Mais ceux-ci sont-ils pour cela des ennemis de la liberté industrielle ? Il s'en faut bien ; la vérité est qu'ils la réclament

pour réduire les profits, jugés par eux excessifs, de la classe manufacturière dans son ensemble; alors que l'autre « école » y voit au contraire un moyen d'augmenter la somme de ces mêmes profits. Mais, si les patrons manufacturiers vont être appelés désormais à se faire les uns aux autres une concurrence plus vive, le nouveau régime ne leur apportera-t-il pas une ample compensation, d'abord par l'accroissement général des affaires, ensuite par la concurrence beaucoup plus ardente qui régnera entre les ouvriers, et qui ne pourra manquer de réduire le prix de leur travail ? Ce qu'ils auront pu perdre au bénéfice de la classe foncière et agricole, ils le regagneront, et au-delà, sur la classe ouvrière.

Quant à la liberté du commerce, notamment du commerce extérieur, il est certain que les Physiocrates ne la revendiquent que pour obtenir l'exportation effective, ou en tout cas le haut prix, des productions agricoles, en même temps que le bon marché des produits industriels : ce sont des libre-échangistes qui, en d'autres temps, auraient été sans doute des agrariens. Mais les purs disciples de GOURNAY ne sont pas, eux non plus, des libre-échangistes de doctrine : ce sont les champions d'un protectionnisme modéré. Entre les deux programmes par conséquent, opposition, non pas de principes, mais d'intérêts, et dictée par les circonstances. Encore les Physiocrates croient-ils sincèrement qu'une bonne partie de l'industrie indigène restera naturellement attachée à la nation agricole sans le secours d'aucune protection douanière. Et à l'intérieur du pays, ils lui promettent, en même temps qu'une entière liberté de circulation, cette absolue immunité fiscale que

même ses plus chauds avocats n'osaient pas souhaiter.

A l'égard des « fortunes pécuniaires », même attitude de part et d'autre ; comme telles, on est d'accord pour les condamner ; l'idéal est que l'entrepreneur de culture, comme celui de fabrique, possède ses capitaux en propre, francs de dettes ; s'il est obligé d'emprunter, du moins que ce soit au taux le plus réduit. Mais comment assurer cette baisse de l'intérêt ? Les Physiocrates sont bien contraints d'admettre, comme leurs émules de l'autre Ecole, que le grand et peut-être le seul moyen consiste dans la non-intervention de l'Etat : plus d'emprunts, plus de vivriers accrédités, plus de fermiers-généraux, la libre-concurrence entre les détenteurs d'argent fera baisser leurs prétentions ; et bien qu'ils continuent de faire la loi aux véritables producteurs, ils seront forcés de se transformer eux-mêmes en propriétaires, en fermiers, en manufacturiers, en négociants : ainsi le capital-argent ne conservera que très peu de temps cette forme oisive et transitoire, peut-être nécessaire entre deux périodes de circulation féconde ; et le financier lui-même — nouvelle manière — retrouvera sa place dans la société physiocratique, qui présentera alors, à peine déformée par une perspective oblique, l'image du capitalisme intégral.

Aussi bien l'opposition la plus profonde que rencontre le système des Physiocrates n'est-elle pas (après celle des financiers officiels, qui étaient contre tout le monde parce qu'ils avaient tout le monde contre eux) celle des entrepreneurs d'industrie et de commerce, mais celle du peuple des travailleurs, ou de ceux qui plaident la cause de ce

peuple ; et cette opposition unit dans une réprobation commune les riches propriétaires et les riches patrons. Sans doute c'est à la propriété foncière surtout que s'en prennent LINGUET et MABLY ; mais GRASLIN, dont la critique est plus pénétrante, entrevoit une division de la société en deux classes : l'une composée de tous ceux « qui ont quelque chose » ; l'autre, de ceux qui n'ont rien, que leur travail ; entre les deux, les divergences d'intérêt sont vraiment irréductibles, et le conflit presque inévitable. Et quand, dans leurs querelles, bien innocentes auprès de cette lutte-là, agricoles et industriels en viennent à se reprocher mutuellement d'exploiter, les uns les paysans, les autres les ouvriers, les adversaires communs de ces deux moitiés du capitalisme n'éprouvent aucune gêne à leur donner raison, pour une fois, aux uns comme aux autres.

## II

### LE SYSTÈME PHYSIOCRATIQUE ET LA SOCIÉTÉ ÉCONOMIQUE ET POLITIQUE CONTEMPORAINE.

La France vers 1750 était encore avant tout un Etat agricole. Pendant tout le premier tiers du siècle, son commerce et son industrie étaient restés stationnaires, et, l'année même où le fondateur de l'Ecole publie sa première œuvre économique, commence une guerre qui pendant Sept ans réduira de moitié son trafic extérieur, ruinera sa marine marchande et lui fera perdre ses plus belles colonies. En revanche, le royaume offrait

toujours la plus vaste étendue de terres naturellement fertiles, et d'une fertilité variée, que possédât l'Europe proprement dite, l'Europe occidentale et centrale ; et les plus riches de ses habitants étaient encore, dans l'ensemble, ceux qui possédaient les terres ; « la prééminence de l'agriculture comme forme de travail et de richesse y était encore une idée de sens commun ». Le mercantilisme avait été, surtout à l'origine, la théorie d'une simple politique fiscale ; le jour où l'on voudrait constituer un véritable système économique, et remonter aux origines réelles de la richesse, il était naturel — surtout si c'était en France que cette première doctrine scientifique devait prendre corps — qu'elle se fondât sur le principe de la primauté de l'agriculture. D'autant que l'exemple de l'autre grande puissance occidentale, l'Angleterre, n'infirmait pas encore ouvertement, à cette date, la tradition française, qui avait été dans le passé celle de presque tous les grands Etats : l'agriculture anglaise est la plus perfectionnée, la plus prospère de l'Europe, et cette supériorité agricole pouvait encore passer pour l'un des principaux fondements de la richesse et de la puissance britanniques. Le fait était encore beaucoup moins contestable pour les colonies anglaises qui grandissaient dans l'Amérique du Nord. La Hollande au contraire déclinait ; sa grandeur ne s'était fondée que sur la ruine d'Anvers, et les progrès de son agriculture avaient alors accompagné ceux de son commerce. Ne pouvait-on pas soutenir enfin que l'Espagne avait perdu son rang pour avoir voulu trop étendre sa navigation aux dépens de son agriculture ? Et pour revenir au royaume, ne comptait-il pas

maintes provinces — telles la Bretagne et le Languedoc — dont les habitants — comme aujourd'hui ceux de l'Ukraine ou de la Roumanie — vivant surtout de seigle, de sarrasin ou de maïs, — considéraient le froment comme un article naturel d'exportation ?

La France cependant *devenait* une nation mobilière, manufacturière et marchande. Une première fois, entre 1740 et 1750, l'industrie nationale avait paru prendre définitivement son essor ; après la guerre de Sept ans s'ouvrira pour elle une ère de prospérité presque continue qui durera jusqu'à la veille de la Révolution ; et le royaume possède déjà des « pays » vraiment industriels, telle la Haute-Normandie. Le commerce extérieur, lui aussi, à chaque période de paix, grandit ; de 1764 à 1776 ses progrès seront particulièrement rapides. Et l'exemple de cette Angleterre, que les Physiocrates se plaisent à invoquer, ne pouvait-il pas, de jour en jour plus nettement, se retourner contre eux ? — Mais ils ne voulaient pas croire au succès définitif de cette révolution industrielle et commerciale qui changeait la face de la nation voisine, et très sincèrement ils redoutaient de voir la France subir une transformation pareille. Le développement trop brusque des entreprises industrielles les inquiétait, et lorsqu'ils voyaient tant de capitaux se consacrer à la traite des nègres et au commerce des sucres, ils craignaient de voir aussi languir sans « avances » les bonnes terres du royaume. Non pas qu'ils se refusent à reconnaître le fait accompli et les nécessités du temps ; QUESNAY lui-même sait bien que la France est devenue, suivant son mot, un « pays de fortune », et MIRABEAU avoue que l'argent y constitue le premier

ordre de l'Etat ; mais des profits de ce capitalisme nouveau, ils entendent que l'agriculture recueille la plus large part.

Et ce qu'ils demandent, au point de vue social, c'est que la bourgeoisie nouvelle, qui bientôt dominera, soit surtout une bourgeoisie foncière, où puisse se retrouver l'ancienne noblesse. MIRABEAU avait conservé bien des sympathies pour le régime féodal, et parmi les adeptes du système les nobles étaient nombreux ; dans telle grande province exportatrice de blé comme la Bretagne, n'étaient-ce pas les seigneurs qui allaient presque exclusivement recueillir le bénéfice de la sortie des grains ? Et cependant nul n'a tracé un tableau plus saisissant de la décomposition des ordres privilégiés que le fougueux marquis, apôtre de la Physiocratie : « Au milieu de ce chaos civique, si le sacerdoce compose le premier ordre de l'Etat, depuis le chef jusqu'au moindre clerc, tout en est, et tous les états fournissent des sujets à cet ordre. Si le militaire fait le second, la noblesse non enrôlée n'en est donc plus, et le dernier armateur en fait partie ; si c'est la naissance, obligé d'admettre le privilège, le commerçant anobli et le financier secrétaire en sont donc aussi. » En revanche, quelle unité dans le Tiers-Etat ! « Celui-ci comprend tout le reste, et quel reste ! C'est à dire que les possessions, les professions et les distinctions n'y font rien, que les magistrats, ... que les laboureurs, entrepreneurs, artisans, ouvriers, etc., tout cela est tout un, et à bon droit. Ce reste est tout de fait, et rien de droit. » C'est déjà presque la formule de SIÉYÈS. Mais quand on aura « soufflé sur ces barrières » branlantes et fait « table rase » de ces divisions désuètes, le nouveau régime, qui

sera celui de la propriété pure et simple, comportera des rangs. Au premier figurent les propriétaires fonciers, avec les entrepreneurs de culture ; la noblesse aura donc un moyen, un seul, de compter encore dans l'Etat : c'est de faire valoir ses terres, au besoin d'exploiter celles des autres, et de joindre à ses entreprises agricoles celles du commerce rural ; l'argent lui fait-il défaut, qu'elle se hâte de se le procurer, en contractant, s'il le faut, avec les filles des riches roturiers de fécondes alliances ! Au-dessous de cette haute bourgeoisie terrienne, mais en somme tout près d'elle, viendra la bourgeoisie moyenne des manufacturiers et des commerçants. Quant à la masse des salariés, où le prolétariat campagnard se distinguera à peine du prolétariat urbain, elle formera — en marge de la nation constituée — en face de l'ordre unique de la propriété ou de l'argent, un ordre à part, « l'ordre de la misère ». Et c'est bien le moment, en effet, où la question ouvrière, la question sociale, au sens contemporain du mot, commence de se poser dans toute son acuité, au point que le gouvernement commence à découvrir plus clairement la nécessité d'intervenir pour régler ces rapports nouveaux entre patrons et travailleurs.

Mais, en même temps qu'il exprime plus ou moins consciemment un certain stade d'évolution sociale, le système physiocratique se présente au gouvernement du royaume comme conçu tout exprès pour le tirer de ses plus graves embarras. Et le fait est que, en attendant la suppression ultérieure et éventuelle de toutes les autres sources de revenu public, la hausse du revenu territorial ne pouvait se traduire que par un



meilleur rendement des divers impôts fonciers, donc apporter à la pénurie du Trésor royal un efficace remède. Seulement, le gouvernement devait aussi veiller à l'approvisionnement populaire : c'était pour lui un devoir, en même temps qu'une nécessité ; car, contre les émeutes que suscitait la disette ou même la cherté, il se sentait désarmé, et en ce sens on peut dire, avec DUPONT, qu'« il craignait le peuple ». Or, s'il se trouva que le mouvement d'exportation à destination de l'Italie facilita l'approvisionnement des provinces situées sur le passage comme le Dauphiné et la Provence, ailleurs, notamment dans les régions les plus voisines de la capitale — celles par conséquent dont la tranquillité importait le plus à l'autorité centrale, celles aussi où étaient concentrées, entre autres, les entreprises des vivriers — et à Paris même — le renchérissement consécutif à l'essai du nouveau régime, par ses proportions excessives, provoquait une agitation dangereuse : à la paix publique le « produit net » fut sacrifié. « Le succès et la chute du système physiocratique s'expliquent par le dilemme entre les termes duquel, pour ainsi dire, la royauté française se débattait. En 1770, avec l'abbé TERRAY, on peut dire que, pour parer aux soulèvements populaires, elle reprend le chemin de la banqueroute, dont les Economistes avaient voulu la tirer. Ce chemin la mènera d'ailleurs assez vite à la catastrophe qu'elle redoutait, et qu'une impuissante et onéreuse politique annonçait ne lui permettra pas d'éviter (1). »

1. Voir notre *Mouvement physiocratique*, t. II, p. 716.

## III

LE SYSTÈME PHYSIOCRATIQUE ET L'ÉVOLUTION  
GÉNÉRALE DES IDÉES ET DES FAITS.

Le seul principe qui appartienne absolument en propre aux Economistes est celui de la productivité exclusive de l'agriculture ; c'est à ce paradoxe, cependant frappé de caducité originelle, que nous devons le premier système d'économie politique digne de ce nom. A la science nouvelle ses fondateurs ont appliqué, avec un excès de rigueur, l'esprit de géométrie ; mais cet esprit de déduction, poussé parfois jusqu'à l'absurde, fut peut-être nécessaire pour découvrir des corrélations naturelles que la seule observation eût été longue à apercevoir. Tous les éléments d'un système existaient, semble-t-il, dans la littérature économique anglaise contemporaine et même antérieure ; cependant c'est en France que le premier système s'est formé : QUESNAY a précédé de vingt ans ADAM SMITH. Une des raisons en est peut-être précisément qu'en Angleterre les intérêts agricoles, industriels, commerciaux, étaient plus mêlés et rivalisaient avec plus d'égalité qu'en France, où le revenu foncier pouvait encore paraître le « point de réunion » de toute la société, et par conséquent fournir une base étroite, mais simple à souhait, à la première analyse et à la première synthèse de l'économie sociale. Mais surtout nous saisissons là un des traits qui diffé-

renceient sans doute le plus profondément l'esprit des deux peuples : alors que, pour une bonne part sous l'influence de l'Angleterre elle-même, la première moitié du XVIII<sup>e</sup> siècle français avait été surtout critique, il semble que, dans la seconde moitié, le goût des grandes constructions intellectuelles, caractéristique du tempérament national, se soit réveillé : les Physiocrates sont les dignes contemporains de l'*Encyclopédie*, de ROUSSEAU et de BUFFON.

L'effort de systématisation des Physiocrates n'eût-il eu d'autre effet que de provoquer — grande nouveauté — la constitution d'un parti économique, alors que leurs émules, les disciples de GOURNAY, ne formèrent même pas, faute de principes bien arrêtés, une véritable École — alors que leurs adversaires, « isolés, sans suite, sans liaison, se contentaient de voltiger et d'escarmoucher » — grand serait leur mérite. Il se peut que, comme le leur a reproché Turgot, leurs excès d'intransigeance doctrinale aient compromis le succès immédiat des réformes pratiques qu'ils préconisaient, et qu'une tactique plus souple eût mieux fait réussir : mais, entre deux périodes de préoccupations politiques ou philosophico-religieuses, ils ont eu l'honneur de commencer l'éducation économique du public français. Et surtout ils préparaient, ils assuraient l'avenir de « la Science », comme ils disaient eux-mêmes dans leur naïf orgueil. Avec eux, — et leur erreur fondamentale sur la stérilité de l'industrie et du commerce les y a aidés — le problème de l'origine des richesses s'est trouvé transporté du domaine de la circulation dans celui de la production, et ils ont aussitôt reconnu que celle-ci était soumise à

des lois naturelles : auraient-ils aussi facilement distingué cette grande vérité, s'ils n'avaient envisagé la production sous les espèces particulières de l'agriculture, où la nature physique tient une si grande place ? Et dans leur analyse de la production, auraient-ils aussi bien réussi à dégager le rôle décisif du facteur *capital*, s'ils n'avaient exclusivement attaché leur attention sur un domaine de l'activité économique où le capital présente matériellement une si grande indépendance à l'égard du travail humain, et où socialement la différence de condition entre le propriétaire et le travailleur est si tranchée ? Le mercantilisme primitif — ou bullionisme — avait conçu le capital sous la forme des métaux précieux ; le néo-mercantilisme, sous celle de la monnaie ; les Physiocrates le conçoivent sous la forme des *avances* — avances à la culture, disent-ils ; d'autres montreront que l'industrie et le commerce ont aussi leurs avances productives : peu importe ; par là, ils sont vraiment « les pères de l'économie moderne (1) ».

De leur doctrine à celle du capitalisme complet le passage désormais sera aisé. Avant même 1770 quelques membres de l'Ecole esquissent une évolution dans ce sens. BAUDEAU écrit que les travaux des commerçants et des artisans sont « les quatrièmes », comme ceux des cultivateurs les troisièmes, ceux des propriétaires les seconds, et ceux de l'autorité tutélaire les premiers : il ne s'agit presque plus, entre les productifs et les soi-disant stériles, que d'une question de rang. LA RIVIÈRE paraît quelquefois admettre que le capi-

1. Expression de KARL MARX.

tal puisse vraiment se constituer « par une accumulation de salaires ». MIRABEAU déclare que parmi « les impôts indirects, ceux sur les personnes sont les plus tolérables en attendant que le territoire soit rentré dans ses droits » : les entrepreneurs d'industrie, admis jusqu'à nouvel ordre à payer l'impôt, ne vont-ils pas, du même coup, conquérir dans la société physiocratique la plénitude du droit de cité ? — Après 1770, avec BAUDEAU, avec LE TROSNE, le dogmatisme physiocratique continuera de s'élargir, au risque il est vrai de se dissoudre, s'imprégnant toujours plus de l'esprit qui avait dicté à GOURNAY ses maximes. Mais à cette date déjà — six ans avant l'apparition du grand ouvrage d'ADAM SMITH — on peut dire que la synthèse des deux moitiés du capitalisme est vraiment réalisée dans les écrits de TURGOT et de MORELLET. Certains adversaires, et même certains observateurs indépendants comme MALESHERBES, purent saluer cette réconciliation comme un simple retour au bon sens et déplorer rétrospectivement les funestes effets de l'esprit de système ; aujourd'hui même, les vues de précurseurs tels que BOISGUILLEBERT ou D'ARGENSON nous déconcertent moins et nous paraissent plus proches de notre temps que mainte théorie physiocratique ; et les considérations de FORBONNAIS nous semblent plus raisonnables que maints raisonnements des adeptes du *Tableau*. Cependant, entre l'éclectisme, souvent judicieux, mais toujours confus, qui précède le premier système, et les claires synthèses qui s'érigent sur ses fondements et sur ses ruines, il y a un abîme : les Economistes l'ont pour ainsi dire comblé ; et leurs erreurs, d'ailleurs mêlées de tant de découvertes définitives, furent parti-

culièrement fécondes en ceci qu'elles ne posaient pas seulement les bases de la science, mais qu'elles en préparaient les accroissements, les modifications ultérieures, et les transformations même les plus imprévues.

Leur capitalisme trop étroit était, en effet, par certains côtés, un capitalisme outré. Que l'accroissement de la vente et de la production dût aboutir à une diminution du prix pour le consommateur, ils ne l'imaginaient guère, du moins en ce qui concernait les denrées agricoles ; ils se faisaient forts d'assurer l'abondance, mais non le bon marché ; sans paraître soupçonner qu'à vouloir bénéficier à la fois d'un meilleur rendement et d'un meilleur prix, la classe foncière risquait de se voir reprocher un insupportable cumul. « Par comparaison avec les scandaleuses spéculations auxquelles se livraient les gros approvisionneurs sous le régime réglementaire, ils donnaient la formule de ce qu'on peut appeler un *capitalisme éclairé* ; mais si l'on considère les bienfaits qu'apportera à l'ensemble des consommateurs le capitalisme adulte, celui des Economistes a quelque chose d'exagéré et d'abusif (1). »

Et puis l'avenir n'était pas tout entier au pur capitalisme ; le sentiment nouveau que nos auteurs éprouvent de l'importance du capital est si fort qu'il leur fait perdre la notion de la valeur éminente du travail humain. Celle-ci n'avait point échappé, ni aux mercantilistes industrialistes, ni aux populationnistes ; chez les uns et chez les autres, le principe de la valeur première de l'homme et de la productivité essentielle du travail, sans

1. *Mouv. Phys.*, t. II, p. 727.

être formulé, existait à l'état latent ; et bien que la nouvelle école industrielle visât surtout au développement de l'outillage manufacturier et de la classe patronale qui le dirigerait, il y avait entre elle et nos économistes ruraux cette différence que pour les premiers, le capital était toujours produit du travail, et souvent même à l'origine le fruit d'une épargne de salaires, alors que, pour les seconds, c'est, dans une large mesure, un « don de la nature ». Le système physiocratique marque à cet égard un recul.

Ses fondateurs, sans doute, se défendent d'avoir méconnu l'intérêt des ouvriers : ceux-ci n'auront-ils pas du travail à discrétion ? Et la richesse est-elle, pour ceux qui la possèdent, autre chose que « la faculté de fournir libéralement à la subsistance d'autrui » ? On dirait vraiment que le travail est en lui-même une jouissance, et le versement des salaires une onéreuse aumône ! Les travailleurs ne manqueront pas d'ouvrage, puisque la fonction même du capital est de leur en fournir : mais si la libre concurrence qui sévit entre eux réduit au plus bas le prix de leurs journées, en même temps que haussent les denrées, quel sera leur sort ? Auront-ils entièrement à se féliciter de la double suppression de la police des grains et des servitudes corporatives ? Evidemment, l'intérêt du capital et de ceux qui le détiennent sera d'assurer à ceux qu'il fait vivre un minimum d'aisance : car un excès de misère diminuerait la masse de ceux qui constituent les indispensables agents et de la production et de la consommation. Mais ce ne sera jamais qu'un *minimum*, parce que, pour nos théoriciens — il faut toujours revenir à ce mot révélateur — le labeur de l'homme n'est qu'une

*marchandise*. C'est seulement lorsque la science économique achèvera de se constituer avec ADAM SMITH que le travail retrouvera ses titres, en attendant que les doctrines socialistes revendiquent pour lui, contre le capital, la jouissance effective de ses droits.

Ce n'est pas que le système des Physiocrates ne renferme des éléments démocratiques. S'ils n'admettent que la grande propriété et la grande exploitation (ou la très petite), ils ne souhaitent pas de voir, comme dans l'aristocratique Angleterre, se constituer des domaines immenses. Dans leur société les grands propriétaires auront des devoirs personnels à remplir, alors que les seigneurs n'en avaient plus, et que les rentiers et financiers n'en avaient jamais eu; ils auront surtout à supporter la charge exclusive de l'impôt, et tout accroissement des dépenses publiques se traduira pour eux par une sorte d'expropriation partielle : le renouvellement des membres de cette haute bourgeoisie n'en sera que plus rapide. Sous l'autorité d'une administration très forte, mais dont le champ d'action sera en réalité très restreint, tous les individus jouiront des droits naturels de l'homme : la liberté et la propriété; et entre eux régnera une parfaite égalité juridique : les Economistes ainsi préparent la Déclaration de 1789. Mais dans l'ordre politique tout au moins, la Déclaration entendra autrement qu'eux l'égalité : car la souveraineté du peuple implique entre les citoyens une égalité de pouvoir effective, capable dans une certaine mesure de corriger les trop grandes inégalités de fortune résultant du libre jeu des droits individuels. Or, pour exprimer et faire prévaloir la volonté nationale, les Physiocrates n'ont guère



prévu que l'influence d'une opinion publique servie par la liberté de la presse, mais dépourvue d'aucun organe légal — ou les conseils de je ne sais quelle Assemblée de notables — ou les remontrances d'on ne sait quelle magistrature. On peut dire que leur conception trop strictement juridico-économique de la société les a empêchés de comprendre la gravité du problème de gouvernement qui se posait à la France de leur temps : sur ce point ils se sont montrés aveugles, et la suite de l'histoire a pu les faire apparaître comme « des vaincus ».

Mais, s'ils n'ont pas été des maîtres en Politique, leur gloire est assez grande d'avoir directement assuré la fondation d'une science nouvelle, dont la Politique elle-même ne pourra méconnaître les lois : l'*Economie politique*.

## INDICATIONS BIBLIOGRAPHIQUES (1)

### I

*Principaux ouvrages publiés par les Physiocrates*  
(jusqu'en 1770.)

*Ephémérides du Citoyen* (1765-1772).

- BAUDEAU (abbé). — Lettres d'un citoyen à un magistrat sur les vingtièmes et autres impôts, 1768.  
— Avis au Peuple sur son premier besoin, 1768.  
— Lettres sur les émeutes populaires que cause la cherté des blés, et sur les précautions du moment, 1768.  
— Avis aux honnêtes gens qui veulent bien faire, 1768.  
DUPONT (de Nemours). — Lettre sur la différence qui se trouve entre la grande et la petite culture, 1764.  
— De l'exportation et de l'importation des grains, 1764. (*Collection Rivière*.)  
— Physiocratie, 2 vol., 1767.  
— De l'origine et des progrès d'une science nouvelle, 1767. (*Collection des Economistes Guillaumin et Collection Rivière*.)  
— Histoire du Commerce et de la Compagnie des Indes, 1769.  
LE TROSNE. — Discours sur l'état actuel de la magistrature et sur les causes de sa décadence, 1763.  
— Mémoire sur le vagabondage et la mendicité, 1764.

1. Pour plus de détail, voir la Bibliographie de notre *Mouvement physiocratique*.

- La liberté du commerce des grains toujours utile et jamais nuisible, 1768.
- Recueil de plusieurs morceaux économiques, 1768.
- Lettres à un ami sur les avantages de la liberté du commerce des grains et le danger des prohibitions, 1768.
- Les effets de l'impôt indirect prouvés par les deux exemples de la gabelle et du tabac, 1770.
- MERCIER DE LA RIVIÈRE. — L'ordre naturel et essentiel des Sociétés politiques (*Collection Guillaumin et Collection Rivière*).
- L'intérêt général de l'Etat, 1770.
- MIRABEAU (marquis de). — L'Ami des Hommes, 4<sup>e</sup> part., 1758 ; 5<sup>e</sup> part., 1760.
- Théorie de l'impôt, 1760.
- Philosophie rurale ou Economie générale et politique de l'agriculture, 1763.
- Eléments de la Philosophie rurale, 1767.
- Précis de l'Ordre légal, 1768.
- Les Economiques, 1<sup>re</sup> et 2<sup>e</sup> parties, 2 vol., 1769.
- Leçons économiques, 1770.
- QUESNAY. — Œuvres économiques et philosophiques. Ed. Oncken, 1888. Voir aussi la *Collection des Economistes Guillaumin*.
- Article Hommes, 1757. *Revue d'Histoire des doctrines économiques et sociales*, 1908, n° 1.
- Article Impôts, 1757. *Même Revue*, 1908, n° 2.
- ROUBAUD (abbé). — Représentations aux magistrats concernant l'exposition des faits relatifs à la liberté du commerce des grains, 1769.
- Récréations économiques, 1770.
- SAINT-PÉRAY. — Mémoire sur les effets de l'impôt indirect, 1768.

## II

*Principaux ouvrages contemporains (jusqu'en 1770) ayant quelque relation avec l'histoire des Physiocrates.*

1<sup>o</sup> Antérieurs à 1756.

ARGENSON (marquis d'). — Considérations sur le gouvernement de la France, Ed. 1764.

- Journal et Mémoires. Ed. Rathery, 9 vol., 1859-1867.
- BOISGUILLEBERT. — Œuvres. (*Collection des Economistes Guillaumin*).
- CANTILLON. — Essai sur la nature du commerce. Ed. 1756.
- DANGEUL. — Traduction supposée de John Nickolls. Remarques sur les avantages et les désavantages de la France et de la Grande-Bretagne par rapport au commerce et aux autres sources de puissance des Etats, 1754.
- DUPIN (Claude). — Economiques, 3 vol., 1745. (*Collection Rivière*).
- FORBONNAIS. — Eléments du commerce, 2 vol., 1754.
- HERBERT. — Essai sur la police générale des grains. Ed. complète, 1755. (*Collection Rivière*.)
- MELON. — Essai politique sur le commerce, 1734. (*Collection des Economistes Guillaumin et Collection Rivière*.)
- MIRABEAU (marquis de). — Mémoire sur l'utilité des Etats provinciaux, 1750.
- MONTESQUIEU. — Esprit des Lois, 1748.
- ROUSSEAU (J.-J.). — Article Economie politique, dans l'*Encyclopédie*, 1755.
- VAUBAN. — Dime royale. (*Collection des Economistes Guillaumin*.)

2<sup>e</sup> Publiés de 1756 à 1770.

- ABEILLE. — Réflexions sur la police des grains, 1764. (*Collection Rivière*.)
- Principes sur la liberté du commerce des grains, 1768.
- BÉARDÉ DE L'ABBAYE. — Recherches sur les moyens de supprimer les impôts, précédées de l'examen de la Nouvelle Science, 1770.
- BELIAL DES VERTUS. — Essai sur l'administration des terres, 1759.
- BESNIER DE L'ORME. — Du rétablissement de l'impôt dans son ordre naturel, 1769.
- CLICQUOT-BLERVACHE. — Considérations sur le commerce, et en particulier sur les Compagnies, Sociétés et Maîtrises, 1758.

- DIDEROT. — Article Laboureur dans l'*Encyclopédie*, 1765.
- ESSUILES (comte d'). — Traité politique et économique des communes, 1770.
- FORBONNAIS. — Principes et observations économiques, 2 vol., 1767.
- Examen des Principes sur la liberté du commerce des grains (d'Abeille), 1768.
- GALIANI (abbé). — Dialogues sur le commerce des blés) 1769 (*Collection des Economistes Guillaumin.*).
- GOUDARD (Ange). — Les intérêts de la France mal entendus, 1756.
- GRASLIN. — Essai analytique sur la richesse et sur l'impôt, 1767. (*Collection Rivière.*)
- Correspondance contradictoire (avec l'abbé Baudouin) sur un des principes fondamentaux de l'économie politique, 1767 (publiée en 1777).
- LINGUET. — Théorie des Lois civiles, 2 vol., 1767.
- Lettres sur la Théorie des lois civiles, 1770.
- MABLY (abbé). — Doutes proposés aux Philosophes économistes sur l'ordre naturel et essentiel des sociétés, 1768.
- MERCIER (Louis-Sébastien). — L'an 2440, 1770.
- MORELLET (abbé). — Réflexions sur les avantages de la libre fabrication des toiles peintes, 1758.
- Prospectus d'un nouveau Dictionnaire du Commerce, 1769.
- Réfutation de l'ouvrage qui a pour titre : Dialogues sur le commerce des blés (de Galiani), 1770. Publiée seulement en 1774.
- PATULLO. — Essai sur l'amélioration des terres, 1758.
- POIVRE. — Voyages d'un Philosophe. Œuvres complètes, 1767.
- SAINT-LAMBERT. — Poème des Saisons, 1769.
- THOMAS (Ant.-Léonard). — Eloge de Sully, 1763.
- TURBILLY (marquis de). — Mémoire sur les défrichements, 1760.
- TURGOT. — Œuvres. (*Collection des Economistes Guillaumin.*)
- VIVENS (chevalier de). — Observations sur divers moyens de soutenir et encourager l'agriculture, principalement dans la Guyenne, 1756.

- VOLTAIRE. — Epître sur l'agriculture, 1761.  
 — L'homme aux quarante écus, 1767.  
 — Requête à tous les magistrats du royaume pour les gens de la campagne, 1769.

## III

*Etudes particulières postérieures.*

- ALEM. — D'Argenson économiste, 1899.  
 BROCARD. — Les doctrines économiques et sociales du marquis de Mirabeau, 1902.  
 CADET. — Boisguillebert précurseur des Economistes, 1870.  
 JAUBERT. — Montesquieu économiste, 1901.  
 LEGRAND. — Cantillon, un mercantiliste précurseur des Physiocrates, 1900.  
 LOMÉNIE (Louis et Charles de). — Les Mirabeau, 7 vol., 1879-1891 ; t. 1, 2 et 3.  
 MICHEL et LIESSE. — Vauban économiste, 1891.  
 MILL. — Un Physiocrate oublié : Le Trosne, 1905.  
 MIRABEAU. — Mémoires, édités par Lucas de Montigny, 1834, t. 1, 2, 3 et 4.  
 REUSS. — Charles de Butré, un Physiocrate tourangeau en Alsace et dans le margraviat de Bade, 1887.  
 RIPERT. — Le marquis de Mirabeau, ses théories politiques et économiques, 1901.  
 SCHELLE. — Dupont de Nemours et l'école physiocratique, 1888.  
 — Le Dr Quesnay, 1907.  
 WEULERSSE. — Les manuscrits économiques de Quesnay et du marquis de Mirabeau aux Archives Nationales, 1910.  
 — Le Mouvement physiocratique en France (de 1756 à 1770), 2 vol., 1910.

## TABLE DES MATIÈRES

	Pages
AVANT-PROPOS .....	XI
INTRODUCTION : Les Précurseurs .....	XIII
CHAPITRE PREMIER. — <i>L'Ecole et le Parti</i> .....	1
I. Les débuts de l'Ecole (1756-1763) .....	1
II. L'évolution du Parti (1764-1770) .....	10
CHAPITRE II. — <i>Les principes du Système</i> .....	56
I. Productivité exclusive de l'agriculture ..	56
II. Stérilité de l'industrie .....	62
III. Stérilité du commerce et de l'argent.....	69
CHAPITRE III. — <i>Le programme agricole: la Grande</i> <i>Agriculture</i> .....	74
I. La décadence de l'agriculture ; ses causes .	74
II. La grande culture .....	79
III. L'encouragement de l'agriculture .....	89
IV. Les garanties à l'exploitation agricole et à la propriété foncière .....	103
V. L'immunité du cultivateur. ....	116
CHAPITRE IV. — <i>Le programme commercial: le Bon</i> <i>prix des Grains</i> .....	129
I. Nécessité d'un relèvement des prix .....	129
II. Le développement de la consommation intérieure .....	132
III. La libre exportation .....	153
IV. Le bon marché des produits de l'industrie.	162
CHAPITRE V. — <i>Politique et philosophie des Physio-</i> <i>crates</i> .....	172
I. Les principes de l'ordre social .....	173
II. Les principes de l'ordre politique .....	185
III. Philosophie morale .....	205
IV. Philosophie scientifique .....	210

CHAPITRE VI. — <i>La réalisation du programme économique</i> .....	219
I. Le développement effectif de la grande agriculture .....	220
II. Le relèvement effectif du prix des productions agricoles .....	238
III. La hausse du revenu foncier .....	248
CHAPITRE VII. — <i>L'attaque et la défense du système</i> .....	251
I. Les objections du populationnisme .....	251
II. Le véritable intérêt de la propriété foncière .....	254
III. Le véritable intérêt des finances royales ..	261
IV. L'opposition des manufacturiers et commerçants .....	263
V. L'intérêt du Peuple en tant que contribuable .....	267
en tant que cultivateur .....	269
en tant que consommateur .....	273
en tant que salarié .....	282
VI. L'intérêt du peuple, principale cause de la chute (ou du rejet) du système physiocratique) ..	290
VII. Politique et philosophie anti-physiocratiques .....	296
CONCLUSIONS .....	300
I. Caractères du système physiocratique .....	300
II. Le système physiocratique et la société contemporaine .....	308
III. Le système physiocratique et l'évolution générale des idées et des faits .....	314
INDICATIONS BIBLIOGRAPHIQUES .....	322



## ENCYCLOPÉDIE SCIENTIFIQUE

DIRECTEUR : D<sup>r</sup> TOULOUSE

SECRÉTAIRE GÉNÉRAL : H. PIÉRON

SECRÉTAIRE POUR LES SCIENCES TECHNIQUES : L. POTIN

### TABLE DES BIBLIOTHÈQUES

DIRECTEURS DES BIBLIOTHÈQUES :

1. *Histoire et Philosophie des Sciences.* A. REY, professeur d'Histoire de la Philosophie dans ses rapports avec la Science à la Sorbonne.

#### I. SCIENCES PURES.

##### A. Sciences mathématiques :

2. *Mathématiques* . . . . J. DRACH, de l'Institut, professeur à la Faculté des Sciences de l'Université de Paris.  
4. *Mécanique* . . . . . J. DRACH, de l'Institut, professeur à la Faculté des Sciences de l'Université de Paris.

##### B. Sciences inorganiques :

4. *Physique* . . . . . A. LEDUC, professeur honoraire de physique à la Sorbonne.  
5. *Chimie physique* . . J. PERRIN, de l'Institut, professeur de chimie physique à la Sorbonne.  
6. *Chimie* . . . . . A. PICTET, professeur à la Faculté des Sciences de l'Université de Genève.  
7. *Astronomie et Physique céleste* . . . . J. MASCART, professeur à l'Université, directeur de l'Observatoire de Lyon.  
8. *Météorologie* . . . . J. MASCART, professeur à l'Université, directeur de l'Observatoire de Lyon.

9. *Minéralogie et Pétrographie* ..... A. LACROIX, secrétaire perpétuel de l'Académie des Sciences, professeur au Muséum d'Histoire naturelle.
10. *Géologie* ..... M. BOULE, professeur au Muséum d'Histoire naturelle, directeur de l'Institut de Paléontologie humaine.
11. *Océanographie physique* ..... J. RICHARD, directeur du Musée Océanographique de Monaco.

C. Sciences biologiques normatives :

12. *Biologie générale*. M. CAULLERY, de l'Institut, professeur de zoologie à la Sorbonne.
13. *Physique biologique*..... L. PECH, professeur de physique biologique à la Faculté de Médecine de l'Université de Montpellier.
14. *Chimie biologique*. G. BERTRAND, de l'Institut, professeur de chimie biologique à la Sorbonne, professeur à l'Institut Pasteur.
15. *Physiologie et Pathologie végétales*. L. MANGIN, de l'Institut, directeur du Muséum d'Histoire Naturelle.
16. *Physiologie*..... J. GAUTRELET, professeur agrégé des Facultés de Médecine, directeur de Laboratoire à l'Ecole des Hautes-Etudes.
17. *Psychologie*..... E. TOULOUSE, directeur de l'Institut, de Psychiatrie à l'Ecole des Hautes-Etudes, médecin en chef de l'hôpital Henri Rousseau.
18. *Sociologie*..... C. RICHARD, professeur à la Faculté des Lettres de l'Université de Bordeaux.
19. *Microbiologie et Parasitologie* ..... F. BEZANÇON, professeur à la Faculté de Médecine de l'Université de Paris, médecin des Hôpitaux.

20. *Pathologie.* {  
     A. *Pathol. médicale.* M. KLIPPEL, médecin honoraire des Hôpitaux de Paris.  
     B. *Neurologie.* E. TOULOUSE, directeur de l'Institut de Psychiatrie à l'Ecole des Hautes Etudes, médecin en chef de l'hôpital H. Rousselle.  
     C. *Pathol. chirurgicale.* R. PROUST, professeur agrégé à la Faculté de Médecine de Paris, chirurgien des Hôpitaux.

## D. Sciences biologiques descriptives :

21. *Paléontologie*..... M. BOULE, professeur au Muséum d'Histoire naturelle, directeur de l'Institut de Paléontologie humaine.  
     22. *Botanique.* {  
         A. *Généralités et phanérogames..* H. LECOMTE, de l'Institut, professeur au Muséum d'Histoire naturelle.  
         B. *Cryptogames..* L. MANGIN, de l'Institut, directeur du Muséum d'Histoire naturelle.  
     23. *Zoologie*..... R. ANTHONY, professeur au Muséum d'Histoire naturelle et à l'Ecole d'Anthropologie.  
     24. *Anatomie et Embryologie*..... R. ANTHONY, professeur au Muséum d'Histoire naturelle et à l'Ecole d'Anthropologie.  
     25. *Anthropologie et Ethnographie*... P. RIVET, professeur d'Anthropologie au Muséum d'Histoire naturelle, secrétaire de l'Institut d'Ethnologie de l'Université de Paris.  
     26. *Economie politique.* G. RENARD, professeur d'Histoire du Travail au Collège de France.

## II. SCIENCES APPLIQUÉES.

## A. Sciences mathématiques :

27. *Mathématiques appliquées*..... M. D'OCAGNE, de l'Institut, professeur à l'Ecole Polytechnique et à l'Ecole des Ponts et Chaussées.  
     28. *Mécanique appliquée et génie*... M. D'OCAGNE, de l'Institut, professeur à l'Ecole Polytechnique et à l'Ecole des Ponts et Chaussées.

**B. Sciences inorganiques :**

29. *Industries physi-ques*..... H. CHAUMAT, professeur au Conservatoire des Arts et Métiers, sous-directeur de l'Ecole supérieure d'Electricité de Paris.
30. *Photographie* .... A. SEYEWETZ, sous-directeur de l'Ecole de Chimie industrielle de Lyon.
31. *Industries chimiques*..... J. DERÔME, inspecteur général de l'Instruction publique, inspecteur des Etablissements classés.
32. *Géologie et minéralogie appliquées*. L. CAYEUX, de l'Institut, professeur au Collège de France et à l'Institut national agronomique.
33. *Construction*..... A. MESNAGER, de l'Institut, professeur au Conservatoire des Arts et Métiers et à l'Ecole des Ponts et Chaussées.

**C. Sciences biologiques :**

34. *Industries biologiques*..... G. BERTRAND, de l'Institut, professeur de chimie biologique à la Sorbonne, professeur à l'Institut Pasteur.
35. *Botanique appliquée et agriculture*. { A. PHANÉROGAMES. H. LECOMTE, de l'Institut, professeur au Muséum d'Histoire naturelle.  
B. CRYPTOGAMES. L. MANGIN, de l'Institut, directeur du Muséum d'Histoire naturelle.
36. *Zoologie appliquée*. J. PELLEGRIN, assistant au Muséum d'Histoire naturelle.
37. *Thérapeutique générale et pharmacologie* ..... G. POUCHET, membre de l'Académie de médecine, professeur honoraire à la Faculté de Médecine de l'Université de Paris.
38. *Hygiène et médecine publiques*.... A. CALMETTE, membre de l'Institut et de l'Académie de Médecine, sous-directeur de l'Institut Pasteur.
39. *Psychologie appliquée*..... E. TOULOUSE, directeur de l'Institut de Psychiatrie à l'Ecole des Hautes-Etudes, médecin en chef de l'hôpital H. Rousselle.
40. *Sociologie appliquée*..... TH. RUYSSSEN, professeur honoraire à la Faculté des Lettres de l'Université de Bordeaux.

# BIBLIOTHÈQUE SOCIALE DES MÉTIERS

PUBLIÉE SOUS LA DIRECTION DE

Georges RENARD

Professeur au Collège de France

## VOLUMES PARUS

- a Mine et les Mineurs, par BARTUEL et RULLIÈRE. 580 pages.  
l'Institutrice, par Mme M. BODIN. 350 pages.  
oste et Postiers, par B. LAURENT. 380 pages.  
a Batellerie, par L. LOUIS. 260 pages.  
es Métiers du théâtre, par P. PARAF. 400 pages.  
l'Ouvrier agricole, par P. RÉGNIER. 280 pages.  
Les Joujoux, par P. CALMETTES. 496 pages.  
Meunerie, Boulangerie, Pâtisserie, par A. SAVOIE.  
l'Ouvrier maçon, par F. BORIE. 380 pages.  
La Sidérurgie, par C. DERULLE. 330 pages.  
L'Industrie des produits chimiques et ses travailleurs, par  
A. MATAGRIN. 486 pages.  
Les Forains, par CHALES MALATO. 400 pages.  
Le Tabac et les Allumettes, par CLAUDE RÉAL et H. RULLIÈRE.  
376 pages.  
Les Travailleurs du livre et du Journal, par G. RENARD.  
TOME I. 280 pages.  
TOME II. 364 pages.  
TOME III. 320 pages.  
La Chaussure, par H. DRET. 300 pages.  
Le Cinéma, par A. DELPEUCH. 300 pages.  
Les Gens de maison, par Mme A. MOLL-WEISS. 300 pages.  
Barbiers, Perruquiers, Coiffeurs, par Ch. DESPLANQUES. 290 p.  
La Dentelle et la Broderie en France, par Mme M.-P. PARAF. 328 p.  
Les Jardiniers et les Jardins, par A. HODÉE. 460 pages.  
L'Instituteur, par EMILE GLAY et H. CHAMPEAU. 546 pages.  
La Lingerie et les Lingères, par J. BOUVIER. 400 pages.  
L'Industrie hôtelière, par Cl. RÉAL et GRATEROLLE. 400 pages.

# LIBRAIRIE FÉLIX ALCAN

## HISTOIRE UNIVERSELLE DU TRAVAIL

Cette intéressante collection, dirigée par M. Georges Renard, professeur au Collège de France, embrasse une des plus importantes parties de l'histoire de l'humanité ; chaque volume qui la compose est consacré à une période définie dans un pays déterminé, y étudiant les mœurs et surtout l'organisation sociale propre à chaque peuple suivant ses origines, sa race, ses évolutions résultant d'émigrations et d'immigrations par suite de guerres à peu près générales de par le monde, fondant et confondant des civilisations plus ou moins avancées.

### Ouvrages publiés :

- Le Travail dans le monde romain, par Paul LOUIS, 1 vol. in-8°, avec 41 gravures..... 16 fr.
- Le Travail en Amérique avant et après Colomb, par L. CAPITAN, professeur au Collège de France, et H. LORIN, professeur à la Faculté de Bordeaux, 1 vol. in-8° avec 27 gravures et 6 planches hors texte..... 20 fr.
- Le Travail dans l'Europe moderne, par G. RENARD, professeur au Collège de France, et G. WEULERSSE, professeur au Lycée Carnot, 1 vol. in-8° avec 29 gravures..... 25 fr.
- Le Travail dans la Grèce ancienne, par G. GLOTZ, avec 49 gravures, 1 vol. in-8°..... 20 fr.
- Le Travail dans l'Europe chrétienne au moyen âge, par P. BOISSONNADE, 1 vol. in-8° avec 15 gravures..... 30 fr.
- Le Travail dans la préhistoire, par G. RENARD, 1 vol. in-8° avec 24 gravures..... 30 fr.

Paris, 108, b<sup>d</sup> Saint-Germain-6<sup>e</sup>

Chèques postaux : Paris 96.61